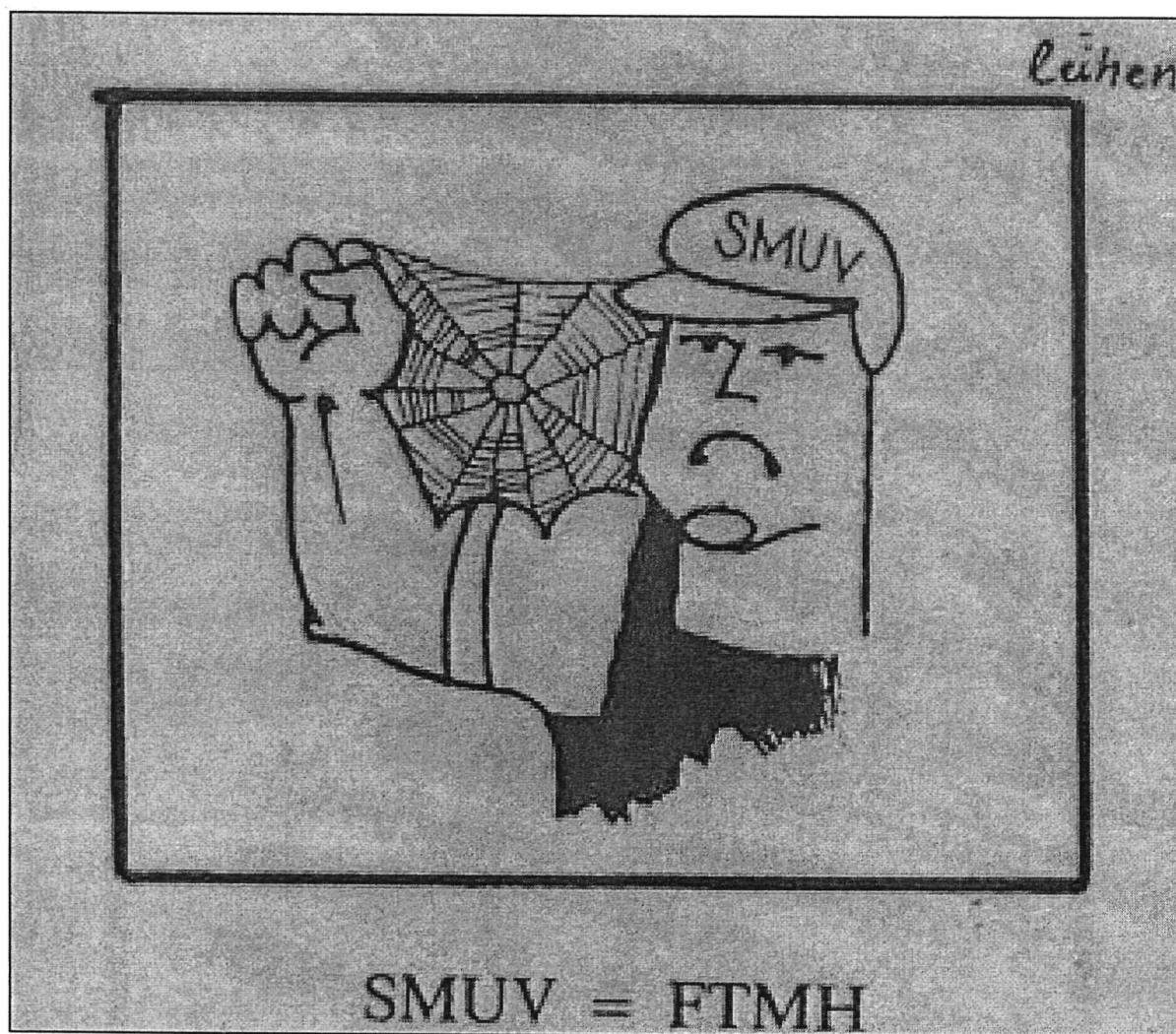


Les 50 ans de la grève aux usines d'aluminium et les luttes ouvrières à Chippis.

Paradigme du développement capitaliste et de la bureaucratisation syndicale en Valais. La
FOMH et la grève

Varone Joël
joel_varone@yahoo.fr



TB
12.457

Août 2004

Médiathèque VS Mediathek



1010701828



Quelques abréviations:

AIAG: Aluminium Industrie AG, deviendra en 1963 Alusuisse, fusionnera avec Lonza en 1973 et sera finalement rachetée par Alcan en 2000. Fondée en 1888 à Neuhausen. Construit une première usine à Chippis en 1908. Prolongera l'usine des fours de Chippis avec la construction de laminoirs de l'autre côté du Rhône sur la commune de Sierre en 1929. Construit dans les années 60 un dernier site de production d'aluminium à Steg.

FCOM: Fédération chrétienne des ouvriers sur métaux. Syndicat chrétien-social.

FOBB: Fédération des ouvriers sur bois et du bâtiment. Deviendra SIB. Syndicat affilié à l'USS

FOMH: Fédération des ouvriers sur métaux et horlogers, deviendra en 1971 FTMH. Né en 1915 de la fusion du syndicat des ouvriers sur métaux et du syndicat des horlogers. Affilié à l'USS

POP: Parti Ouvrier Populaire, né de l'alliance de l'ancien Parti communiste suisse avec des dissidents socialistes à la fin de la deuxième guerre mondiale. Affilié au PST, Parti Suisse du Travail.

SIB: Syndicat industrie et bâtiment. Successeur de la FOBB. Affilié à l'USS

UPV: Union des Producteurs Valaisans, association de défense de la paysannerie valaisanne, en lien avec le POP

USS: Union syndicale suisse, née en 1880. Union syndicale social-démocrate

USV: Union syndicale valaisanne. Successeur du Cartel syndical valaisan et de l'Union ouvrière valaisanne. Union de syndicats affiliés à l'USS.

Préambule

*"Le trait essentiel et le plus constant de l'histoire de la Russie, c'est la lenteur de l'évolution du pays, comportant comme conséquences une économie arriérée, une structure sociale primitive, un niveau de culture inférieur. [...] Une contrée arriérée s'assimile les conquêtes matérielles et idéologiques des pays avancés. Mais cela ne signifie pas qu'elle suive servilement ces pays, reproduisant toutes les étapes de leur passé. La théorie de la répétition des cycles historiques –celle de Vico et, plus tard, de ses disciples- s'appuie sur l'observation des cycles décrits par les anciennes cultures précapitalistes, en partie sur les premières expériences du développement capitaliste. Le caractère provincial et épisodique de tout le processus comporte effectivement certaines répétitions des phases culturelles dans des foyers toujours nouveaux. Le capitalisme, cependant, marque un progrès sur de telles conditions. Il a préparé et, dans un certain sens, réalisé l'universalité et la permanence du développement de l'humanité. Par-là est exclue la possibilité d'une répétition des formes de développement de diverses nations. Forcés de se mettre à la remorque des pays avancés, un pays arriéré ne se conforme pas à l'ordre de succession: le privilège d'une situation historiquement arriérée autorise un peuple, ou bien, plus exactement, le force à s'assimiler du tout-fait avant les délais fixés, en sautant une série d'étapes intermédiaires. Les sauvages renoncent à l'arc et aux flèches, pour prendre aussitôt le fusil, sans parcourir la distance qui séparait, dans le passé, ces différentes armes."*¹

9 août 1954. Une grève de trois jours éclate aux usines valaisannes d'AIAG. La grève est totale. Elle fait suite aux salaires constamment inférieurs à la moyenne suisse versés aux ouvriers valaisans, à un système de primes arbitraires, aux conditions de travail pénibles près de fours où la température atteint facilement les 60°C.

Le Conseil d'Etat valaisan est alerté et prend les choses en main: il servira de "médiateur" entre la direction de l'usine et les secrétaires syndicaux de la FOMH qui "représenteront" les grévistes durant ces négociations. Au final, l'accord conclu ne prévoit la réalisation concrète d'aucune revendication du mouvement de grève. Qu'importe, la FOMH veut en finir au plus vite avec cette grève. Elle fera passer l'accord auprès des ouvriers pour une victoire. Entre temps, l'Etat valaisan –ainsi que les médias locaux- auront eu loisir de critiquer les pratiques exagérées de la direction d'AIAG, d'en appeler à une gestion plus humaine du personnel (pour employer une expression moderne), de retrouver un certain équilibre entre les intérêts du Capital et ceux du Travail.

Quand Trotsky, dans son ouvrage sur la Révolution russe, essaie de donner des clés de compréhension au développement et à la configuration de la Révolution de 1917, il est amené à considérer le développement singulier du capitalisme dans son pays comme étant un facteur déterminant dans la

¹ Trotsky, Léon: *Histoire de la révolution russe*, Seuil, 1967, t. 1, p. 39-41

création d'un prolétariat urbain fortement concentré entrant en contraste avec une kyrielle de petits paysans pouvant à peine subvenir à leur existence. Il en vient aussi à considérer le rôle particulier de l'Etat quant au développement du capitalisme dans un pays arriéré et l'absence de bourgeoisie locale à même de pouvoir assurer l'industrialisation de la région.

De sa théorie du développement inégal et combiné découle donc aussi la dépendance de régions entières aux capitaux étrangers et donc la création d'élites locales au statut particulier, cooptées par les bourgeoisies extérieures au pays, mais ne pouvant accéder au même statut que ces dernières.

L'histoire de la grève de 1954 aux usines AIAG de Chippis, de même que toute l'histoire du Valais moderne, peut se comprendre à la lumière de la théorie du développement inégal et combiné. Toute l'histoire du Valais moderne est l'histoire d'une région périphérique, d'une région sous-développée manquant de capitaux propres pour son industrialisation. C'est l'histoire du mariage forcé et de la dépendance des élites locales aux capitalistes extérieurs au canton (souvent Suisses alémaniques et français), c'est l'histoire d'une petite paysannerie pauvre qui verra dans son exploitation par les grands complexes industriels de la plaine du Rhône naissant au début du XXème siècle la seule alternative à l'exil outre-mer ou outre-Léman.

Une époque charnière

La grève de 1954 est un condensé de l'histoire valaisanne (et suisse à certains égards) du dernier siècle. Elle marque et est à un tournant de l'histoire économico-sociale valaisanne. Ce sera la dernière d'une série de trois grèves à AIAG (la première en 1917, la seconde en 1942). Elle se déroulera alors que le Valais vit sa plus importante mutation économique: après la crise agricole de l'après-guerre et son pic lors de l'émeute de Saxon en août 1953, le Valais s'industrialise fortement et lance une série de grands travaux dont les chantiers de la Grande Dixence et de Mauvoisin seront les symboles. C'est la fin de l'ère Maurice Troillet, c'est la fin de l'illusion du développement agricole du canton. Durant la décennie 1950, la répartition sectorielle de la population active sera bouleversée. Le secteur primaire se fera dépasser par le secteur secondaire et tertiaire. Le Valais entre dans la modernité avec notamment toute une série d'encouragements fiscaux et autres facilités pour les nouvelles entreprises désirant investir en Valais. C'est aussi l'époque qui voit les premières volontés réelles de former une main-d'œuvre qualifiée pouvant répondre aux exigences des entreprises nouvellement venues. C'est l'époque qui voit progressivement disparaître le phénomène paysan-ouvrier. Le paysan-ouvrier, chanté par les Maurice Zermatten et autres écrivains conservateurs comme le symbole de l'amour du Valaisan à sa terre, représentait bien plus la terrible surexploitation de la main-d'œuvre locale par les grandes entreprises: les journées de dix heures à l'usine ne suffisaient même pas à nourrir une famille.

La tradition syndicale de la paix du travail

La grève de 1954 interviendra seulement quelques semaines après le renouvellement de la convention collective issue de la célèbre convention de 1937. De même, aux lendemains de la grève, l'on apprendra le décès de Konrad Ilg, le père de la paix du travail et dirigeant historique de la FOMH. Cette grève, que la FOMH ne voulait pas, représente ainsi aussi tout une part du syndicalisme suisse et valaisan. Elle représente les conflits entre une base étant prête à se battre et un appareil syndical rétif, bureaucratique, attaché à la paix absolue du travail. Elle représente aussi en quelque sorte l'expropriation de cette grève par la FOMH par le biais de ses secrétaires, notamment Théodore Frey et Emile Giroud. C'est l'expression d'une répression et d'un contrôle aigu de l'appareil syndical sur sa base, l'expression d'une vision gestionnaire du syndicalisme.

L'Etat et le développement du capitalisme en Valais

Enfin, la grève de 1954 c'est aussi l'attitude agacée du conseil d'Etat devant l'autoritarisme de la direction d'AIAG, devant le dédain et le mépris affiché de la direction d'AIAG tant face à ses ouvriers que face aux pouvoirs cantonaux. La grève de 1954 témoigne d'une volonté du conseil d'Etat de se faire reconnaître, d'imposer sa vision. Elle témoigne de la faiblesse d'un canton sous-industrialisé face aux investisseurs "étrangers", sa dépendance et sa hargne face à cette dépendance.

Durant la grève, tout comme dans la plupart des grèves ayant éclaté en Valais, les médias locaux – bien que conservateurs et liés au parti majoritaire- prendront aussi le parti des ouvriers, reprochant l'arrogance des patrons de Suisse allemande. Sans toutefois appuyer les moyens engagés par les grévistes, la presse aura à cœur de dénoncer ce qu'elle nommera les excès de la direction d'AIAG.

Actualité du sujet: Alcan et le chantage

Aujourd'hui AIAG, Alusuisse, Algroup n'existent plus, la grande multinationale de l'aluminium a été rachetée par le géant canadien Alcan.

L'histoire des usines valaisannes d'AIAG de Chippis, Sierre et plus tard Steg a été des plus mouvementées. Après avoir fusionné dans les années 70 avec l'autre géant industriel valaisan de Viège Lonza, AIAG –désormais Algroup- dut faire face à partir des années 80 à la chute des prix des matières premières. Sous l'étroit contrôle du couple Ebner-Blocher², Algroup allait entreprendre à la fin des années 90 une politique de rapprochement avec d'autres géants internationaux qui allait sceller le sort du groupe. Une première tentative de fusion avec le géant allemand Viag échouait au printemps 1998. Cependant ce n'était que partie remise. Quelques mois plus tard, sous le pilotage de Sergio Marchionne, Algroup pouvait annoncer sa fusion avec le mastodonte canadien Alcan. Cette fusion s'opérait dans le cadre d'une fusion à trois, englobant le français Pechiney. Il s'agissait en fait plus d'un rachat par Alcan des deux entreprises que d'une fusion. Cela permettait à Alcan de devenir le leader

² Par l'intermédiaire du groupe BZ, Martin Ebner détenait 23,2% d'Algroup, Christophe Blocher en possédait pour sa part 8,9%

mondial de l'aluminium, devant l'américain Alcoa. Cette méga-fusion allait être retardée par l'impossibilité de Pétrobrás d'adhérer de suite au groupe suite à l'interdiction de Bruxelles. Ainsi une première fusion, entre Alcan et Algroup, eut lieu en 2000 avant que Pétrobrás ne puisse les rejoindre.

Ce rachat eut des conséquences fort importantes. Face au nouveau géant, les syndicats, de même que le gouvernement valaisan, ne pouvaient plus du tout faire le poids. En vendant Algroup au canadien Alcan, le couple Ebner-Blocher ne se souciait nullement des emplois qu'ils mettaient en péril. L'affaire était trop belle: une séparation des unités chimie et aluminium avait été opérée afin de vendre à Alcan le secteur aluminium et de créer avec le secteur chimie une nouvelle société, Lonza Group, ainsi le couple Ebner-Blocher gardait pour lui le secteur le plus rentable³ et laissait les usines d'aluminium à la merci des revendications du géant canadien.

Peu avant l'annonce de la fusion avec Alcan, Algroup annonçait sa volonté nette de fermer le site de production d'aluminium de Steg. Raison invoquée: le site d'électrolyse n'était pas suffisamment rentable, bien que dégageant des bénéfices. L'électrolyse de Steg employait alors une centaine de personnes, la décision s'appliquait après la fin des accords de rabais sur l'énergie conclus en 1993 déjà et valables jusqu'en 2001. Le site de Steg ne semblait pas pouvoir tenir face à la concurrence. C'est ainsi qu'Algroup allait opérer un véritable chantage sur l'Etat valaisan afin de maintenir en activité le site de Steg. Le tout s'opérait dans une ambiance très incertaine quant au sort des usines valaisannes. Cela faisait maintenant plus de 2 ans que l'on parlait de restructuration. De même, le site de Steg connaissait depuis de nombreuses années des difficultés.

Face à ce chantage, on a pu observer de la part du conseiller d'Etat socialiste Thomas Burgener une certaine audace. Ainsi, il affirmait dans une interview à *L'Illustré*: "*Un gouvernement qui s'incline devant le chantage devrait démissionner*"⁴. Il existait même un plan de reprise de l'usine par l'Etat du Valais lui-même. Ce plan fut vertement critiqué par un certain Pascal Couchepin qui s'était fait jusqu'alors extrêmement discret.

Continuant sur sa ligne, M. Burgener déclarait dans *le Temps*: "*Exonérer une entreprise qui est dans les chiffres noirs, cela revient à nier le principe de l'impôt sur les sociétés. Autant le supprimer!*"⁵

Pourtant quelques mois plus tard –en mai 2000 et en l'absence remarquée du même Burgener, le Conseil d'Etat valaisan, par la voix de Jean-René Fournier annonçait qu'il cédait sur pratiquement toute la ligne. Il accordait ainsi "*jusqu'en 2005 un rabais en matière d'impôt spécial sur l'énergie à hauteur de 4,6 millions par année pour l'usine de Steg et de 800'000 francs pour les unités de Sierre-Chippis,*

³ Ainsi entre l'annonce du projet de méga-fusion et la fusion entre Algroup et Alcan, Blocher avait déjà réduit sa participation, via EMS-Chimie, à Algroup de 8,4 à 4,9% au bénéfice d'un renforcement de 8 à plus de 12% dans Lonza Group

⁴ *L'Illustré*, 24.11.99

⁵ *Le Temps*, 8.12.99

*soit au total 23 millions. Et d'instaurer un rabais de 30% de l'impôt sur le bénéfice"*⁶. Entre temps, le téméraire Conseiller d'Etat socialiste avait changé son fusil d'épaule: *"J'entends parler de chantage pour qualifier l'affaire de Steg. Je pense que c'est un mot mal choisi. Jamais le gouvernement n'a eu l'impression d'être soumis à un chantage même s'il est vrai que nous avons subi une certaine pression à un moment donné"*⁷

Du côté syndical, il a été quasiment impossible de mobiliser les salariés. D'une part, leurs craintes face à la perte de leur emploi les retenaient. D'autre part, la sclérose de l'appareil syndical, presque 50 ans après la dernière grève, empêchait toute dynamique sérieuse de se mettre en place. Les tentatives de rassemblements et de réunions furent toutes vouées à l'échec. Quoi d'étonnant quand le secrétaire du SIB et de l'USV, Germain Varone, commente ainsi l'échec d'une réunion: *"Les travailleurs ne se rendent pas compte de ce qui risque de leur arriver"*⁸. A peine 50 personnes ont participé à une séance d'information organisée par les syndicats chrétiens SYNA, le SIB et la FTMH sur les projets de fusion d'Algroup le 31 août 1999 à Sierre.

Par ailleurs, par l'entremise de Beat Jost –secrétaire SIB du Haut-Valais, les syndicats se déclaraient généralement satisfait de l'accord conclu entre l'Etat du Valais et Algroup en ce qui concernait les rabais fiscaux accordés. Les garanties offertes en contrepartie de ces accords par la direction d'Algroup (maintien du site de Steg, investissement de 150 millions jusqu'en 2005 dont 20 millions pour Steg) ont suffi⁹.

Dans la tourmente, le 6 mai 1999, la Commission d'entreprise signait un accord pour une annualisation du temps de travail qui deviendra effective dès juillet 1999. C'était la fin des heures supplémentaires, le début de processus visant à toujours plus de flexibilité.

En accord avec un besoin de flexibilité toujours croissant et avec l'approbation de la commission d'entreprise, la direction des usines valaisannes d'Alcan décida en décembre 2003 de mettre au chômage technique partiel 380 de ses ouvriers pour les réengager à 100% moins de trois mois plus tard. Quelques semaines après cet "ajustement conjoncturel", voilà que la direction annonce la suppression définitive de 50 postes alors que le groupe Alcan affiche un bénéfice de 106 millions au premier trimestre 2004. La nouvelle politique d'entreprise qui fait saliver les actionnaires n'a pas fini de faire baver les ouvriers des usines valaisannes.

Fin 2005, les accords quant aux rabais fiscaux sur l'énergie et les bénéfices viendront à échéance. Un nouveau chantage s'exercera alors, encore plus rude que celui de 2000. En effet, les ouvriers des usines valaisannes d'aluminium ne représentent désormais plus qu'une goutte d'eau dans la mer du nouveau

⁶ *Le Temps*, 27.5.2000

⁷ *Nouvelliste*, 18.11.99

⁸ *Journal de Sierre*, 3.9.99

⁹ voir entre autres *Walliser Bote*, 27.5.2000

géant de l'aluminium¹⁰. Une opposition à ce futur chantage ne pourra avoir lieu qu'à la double condition de renouer avec des mesures de luttes, de re-promouvoir une activité syndicale militante et de tisser des liens très forts avec les syndicats et salariés des autres usines touchées elles-aussi par des plans de restructuration (Alcan prévoit une réduction de 12% de son personnel).

Toutefois, il semblerait que les oppositions au chantage se font cette année beaucoup plus timides qu'il y a 4 ans: *"Le chef du Département de l'énergie Thomas Burgener a précisé qu'il était d'accord de reconduire les rabais énergétiques et fiscaux, si nécessaire"*¹¹. Les rabais fiscaux et la détérioration des conditions de travail participent pourtant d'une même logique de maximalisation des profits et vont de pair.

Face à l'arbitraire qui régnait alors, face aux salaires et aux horaires d'infortune, les ouvriers des usines d'AIAG se sont lancés en 1954 dans l'aventure d'une grève qui, force est de constater, sur le court-moyen terme porta partiellement ses fruits. Malgré l'accord conclu par les syndicats qui restait très pauvre, la direction de l'usine avait compris le danger d'une rupture de la paix sociale et du durcissement des rapports sociaux (ce d'autant plus que cette grève avait montré la difficulté pour la FOMH de pouvoir encadrer ses ouvriers). Après la grève, la direction changera de politique d'entreprise, étant forcée de prendre en compte une partie des revendications ouvrières. 50 ans après, la grève de 54 peut être un formidable encouragement, une formidable leçon aux ouvriers et aux syndicats tant des usines d'Alcan que des autres usines ravagées par les plans de restructuration et les menaces de délocalisation. Elle montre, pour reprendre un slogan syndical bien connu que *"celui qui lutte peut perdre, mais celui qui ne lutte pas a déjà perdu"*.

Le projet de fusion syndicale UNIA

D'autre part, le cinquantième anniversaire de la grève de Chippis se déroulera seulement quelques mois avant un événement historique pour le syndicalisme suisse: la création du "géant" syndical UNIA, fruit de la fusion de la FCTA, du SIB et de la FTMH. Cette fusion représente un bouleversement majeur dans le syndicalisme helvétique. Les deux grands syndicats aux histoires fort marquées et différenciées (SIB, FTMH) ne formeront qu'un seul et unique syndicat suite au congrès extraordinaire des 15-16 octobre 2004.

A partir de cette fusion et de la dynamique qu'elle suscite, c'est tout le paysage syndical suisse qui sera bouleversé, y compris par exemple les Unions syndicales cantonales.

Cette fusion, que beaucoup applaudissent pour réaliser l'union des forces plus que jamais nécessaire pour répondre aux attaques sociales se multipliant depuis une quinzaine d'années, se crée pourtant dans des conditions et selon une dynamique qui ne laissent que peu entrevoir les possibilités réelles

¹⁰ Alcan compte, à l'échelle mondiale, depuis son absorption de Pechiney en automne 2003 quelques 87'000 employés. Seuls 1'550 travaillent dans les usines valaisannes de la multinationale.

¹¹ *Nouvelliste*, 23 avril 2004

pour les salariés de s'approprier le nouveau mastodonte, de se sentir partie prenante et d'impulser ses lignes directrices. La fusion du SIB et de la FTMH ressemble bien plus sur le plan politique à l'absorption du SIB par la FTMH. En effet, le syndicalisme de la paix absolue du travail, des tables rondes et des directions peu en contact avec leurs bases que représente historiquement la FTMH semble être prédominant dans le projet de fusion. De plus en plus d'éléments indiquent que le projet signifiera, malgré l'aspect interprofessionnel à saluer, un pas en arrière dans la perspective de la création d'un syndicat au fonctionnement réellement démocratique et militant en rupture avec la tradition de la paix absolue du travail, en rupture avec la tradition bureaucratique du syndicalisme suisse.

Cette fusion ne naît pas des luttes des salariés et d'un projet porté par en bas. Au contraire, c'est le fruit des directions syndicales respectives tentant d'enrayer la chute de leurs effectifs et la perte de poids politico-syndical qui en résulte. C'est un projet à reculons, pratiquement sans perspective.

Au congrès des 15-16 octobre, *"les délégués ne pourront choisir entre les candidats [à la direction], mais uniquement se prononcer en faveur ou contre la liste qui leur sera présentée"*¹².

En 1954, la grève a été déclenchée contre la volonté de la FOMH, en particulier de son appareil central. Elle a certes très vite été conduite par la FOMH et a été arrêtée sur proposition de la FOMH. Il n'empêche que c'est la base ouvrière et syndiquée qui a été à l'origine de cette grève, qui a été à l'origine aussi de la réussite de cette dernière. L'aspect le plus grave dans la grève de 1954 est l'expropriation de cette grève par l'appareil syndical, c'est le fait que la FOMH, ne voulant pas faire grève, a empêché une expérience essentielle quant à la défense des intérêts des ouvriers, n'a pas reconnu l'existence d'un comité de grève composé de salariés, a tenu à l'écart des négociations les salariés, a tout fait pour éviter que la grève ne continue.

Alors qu'à l'heure actuelle les attaques sociales se font telles qu'elles commencent à susciter des luttes spontanées d'ouvriers syndiqués ou non (comme la grève chez Metalcolor du 29 avril au 3 mai 2004 dans le canton de Vaud), il est tout à fait caractéristique de constater que la FTMH n'a pas changé de ligne politique, n'hésitant nullement à interrompre la grève avant les négociations avec la direction.

Il est décisif pour les salariés et salariées de notre pays de pouvoir renouer avec la lutte, de pouvoir faire tomber le tabou de la grève, de montrer la légitimité d'actions de luttes et de solidarités face aux désastres du capitalisme contemporain. Pour cela, il faut que le syndicalisme entre en rupture avec sa longue tradition de paix sociale, de paix du travail. Il faut qu'il rompe avec la tradition des tables rondes, des conventions collectives de travail au rabais (qui ne se distinguent plus du code des obligations). Il faut une refonte du paysage politico-syndical helvétique à même de répondre aux défis posés par la mondialisation du capital.

Cette refonte ne passe pas par la création d'UNIA, cette refonte passe avant tout par la multiplication des luttes et expériences syndicales, elle passe par le développement d'une politique classiste à

¹² *Événement syndical*, n°17, 21 avril 2004, p. 3

l'intérieur des syndicats, elle passe par la mobilisation des salariés et salariées dans une perspective de refus de la fatalité, de refus de la réduction de l'être humain à une simple force de travail, de refus du capitalisme comme seul et unique système social possible. Même dans la simple perspective de défense des acquis sociaux, il est nécessaire de développer à l'heure actuelle un syndicalisme en phase avec les intérêts des salariés, en phase avec un militantisme de base. L'ère du consensus et du compromis est derrière nous, il est temps de renouer avec la lutte, il est temps de démocratiser les luttes, de les accepter. Seule la lutte paye: les ouvriers de Chippis nous l'avaient déjà montré il y a de cela 50 ans.

Limites de ce travail, sources et remerciements

La portée de ce travail a été en grande partie restreinte à la compréhension de la grève de 1954 tant du côté de l'Etat et de la presse lui étant liée que du côté des organisations syndicales et du monde ouvrier. Devant l'impossibilité d'accéder aux archives de l'ancienne AIAG en Valais, l'étude de l'évolution de la direction face à son personnel en général et aux grévistes en particulier a été rendue très précaire. Ne voulant toutefois sacrifier complètement cet aspect-là dans ce travail, nous avons pu compter sur des sources extérieures ou indirectes. Par les témoignages d'anciens ouvriers, par les procès-verbaux des séances de la commission ouvrière de même que par la correspondance syndicale nous avons pu lire "en filigrane" l'attitude et les stratégies de la direction au fil de l'histoire de l'AIAG. De même, nous nous sommes aussi basés sur les déclarations ainsi que sur tous les documents publics accessibles de la direction.

Si l'actuelle direction d'Alcan juge l'interprétation qui en découle par trop biaisée, qu'elle s'en prenne à elle-même, ou alors aux crues du Rhône –responsables selon elle de la destruction des archives en 1993! L'attitude des entreprises privées face à leur passé et leurs archives reste la plupart du temps proprement scandaleuse. Le passé qu'elles dissimulent dans leurs archives appartient autant si ce n'est plus aux ouvriers qui ont sacrifié leur vie dans ces entreprises qu'à quelques actionnaires et conseillers d'administration soucieux d'entretenir une image de marque. L'ouverture des archives des usines AIAG pour la période couvrant la deuxième guerre mondiale apporte un certain nombre d'éléments non négligeables pour ce travail. Il faut toutefois souligner que cette ouverture reste exceptionnelle et limitée au grand ramdam dont a pu bénéficier la commission Bergier.

Pour ce qui est des archives de l'Etat du Valais, le moins que l'on puisse dire est que l'archivage était loin d'être son fort en 1954. En effet, trop peu de documents ont été sauvés de l'oubli pour assurer un travail convenable.

Fort heureusement, les archives syndicales ont été bien mieux entretenues et nous tenons ici à remercier tout particulièrement l'équipe de la section de Sierre de la FTMH pour nous avoir facilité grandement nos recherches et ouvert leurs archives. De même, sans leurs nombreux conseils et indications, jamais ce travail n'aurait vu le jour. Ce travail les dérangera peut-être, les attaques contre

leur syndicat les choqueront sans doute. Nous espérons simplement qu'ils comprennent les enjeux centraux de ce travail, qu'ils prennent les critiques émises dans ces pages non comme des attaques personnelles mais bien comme autant de défis politico-syndicaux que l'on ne peut ignorer, qu'il faut affronter si l'on veut réellement défendre les intérêts des salariés.

Les archives de la section de Sierre ont été remarquablement triées. Il faut dire qu'elles ont pu bénéficier d'un premier travail d'archivage suite aux travaux d'Alfred Rey. De même, les recherches critiques de Frank Garbely ont sans doute incité le père de Jean-Noël Rey à un tri plus rigoureux des documents. C'est ainsi que l'on peut trouver des fonds spéciaux sur les grèves de 1942 et de 1954. L'existence de tels fonds (deux cartons) facilita grandement la recherche.

Nous tenons aussi à remercier ici le personnel des archives centrales de la FTMH pour nous avoir toujours trouvé et fourni les documents souhaités, ainsi que le personnel de la bibliothèque de l'USS à Berne. Bien que ne disposant pas d'archives supplémentaires (par rapport aux archives de Sierre) ayant trait directement à la grève de 1954, nous avons pu y trouver de nombreux documents nous permettant une mise en perspective très intéressante du traitement de cette grève par l'appareil central de la FOMH.

Enfin, nos remerciements vont tout particulièrement aux acteurs de cette grève qui, malgré la distance des années, ont bien voulu nous accorder de leur temps, ont bien voulu partager avec nous encore une fois ce qui fut, selon leur dire, une expérience magnifique.

Paradigmes du capitalisme en Valais

On ne saurait comprendre la grève de 1954 sans l'inscrire dans le cadre du développement historique du Valais et de l'industrialisation de ce canton pauvre, rural et coupé du monde jusque vers le milieu du 19^{ème} siècle et l'arrivée du chemin de fer. Le fait que le Valais ne se soit industrialisé qu'au tournant du 20^{ème} siècle avec l'arrivée de trois géants de l'industrie qui construisirent d'importants complexes dans cette région montagneuse afin de pouvoir exploiter au mieux ses richesses hydroélectriques rend compte de la fragilité de ce processus et de l'aspect tout à fait inégal du développement économique de cette région. L'inégalité de ce développement entraîna une dépendance extraordinaire des autorités locales face aux nouveaux maîtres que furent la Ciba à Monthey, la Lonza à Viège et l'AIAG à Chippis.

Ce ne sera que dans les années 50 que le canton essaiera de briser un tant soit peu cette dépendance en facilitant l'implantation d'autres industries sur ces terres selon la logique populaire qu'il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Pour se faire, les autorités cantonales auront d'abord dû aussi accepter l'inévitabilité d'une industrialisation et abandonner le modèle de la préférence paysanne défendu bec et ongles par celui qui incarnera à lui seul un demi-siècle d'histoire de l'élite valaisanne et qui mettra un terme à sa carrière quelques mois avant la grève: Maurice Troillet. Avec lui s'est développé le mythe du paysan-ouvrier. Maurice Troillet craignait comme la peste la création d'un prolétariat qui signifiait pour lui comme pour la plupart de l'élite conservatrice valaisanne la fin du catholicisme, le début des troubles et l'avènement de l'anarchie. Durant tout son mandat, il s'efforça de maintenir en vie le secteur agricole, de le développer au maximum pour faire du Valais le grenier de la Suisse. Il créa ainsi des écoles d'agriculture, encouragea les Valaisans à aimer leur terre... Il voyait dans le développement du capitalisme et de l'industrie une menace extérieure face à laquelle les élites valaisannes ne sauraient résister. Cette crainte témoignait bien à sa manière l'ancrage inexorable de ce canton dans un commerce national et même mondial (comment pouvoir encore produire des tomates alors que leur prix dépassaient largement celles produites en Italie?), sa dépendance face à l'extérieur, l'inexistence d'une classe capitaliste dans ce canton.

Cadre historique général

Région montagneuse concentrant des sommets à plus de 4'000 mètres, avec des surfaces improductives sur plus de la moitié de son territoire, le Valais présente une géographie peu propice à la concentration et au développement industriel. Jusqu'en 1906 et le percement du tunnel du Simplon, le Valais et la vallée du Rhône représentent un immense cul de sac. Le fait de devoir franchir le Simplon ou le Grd St Bernard en diligence soit par l'antique route romaine, soit par la "récente" route napoléonienne freinait considérablement la circulation des marchandises, l'arrivée de produits manufacturés.

L'administrateur de Napoléon en Valais, J. Eschassériaux, dressait au début du 19^{ème} siècle le tableau suivant du Valais: *"L'existence du peuple valaisan se partage entre la vie agricole et la vie pastorale... On ne fabrique, on ne manufacture rien dans le Valais... Renfermé dans le cercle étroit de ses besoins, le Valaisan ne jette aucun œil d'envie sur les richesses de l'industrie et du luxe qui circulent dans les autres contrées de l'Europe... L'histoire du 14^e siècle est encore pour lui l'histoire du temps présent, les traits de caractère national sont les mêmes, et le temps qui s'est écoulé depuis cette époque, ne signale aucun changement dans son existence morale, aucune amélioration dans son système d'économie politique."*¹³

Jusqu'à l'arrivée du chemin de fer (et bien entendu en partie au-delà), le Valais continuera son existence pauvre et autarcique. Prisonnière de ses montagnes, entourée de terres stériles, la petite paysannerie survivait comme elle pouvait. Dans certaines vallées, les taux de natalité étaient extrêmement bas, la mortalité très élevée. L'exode vers d'autres cantons ou même vers l'Amérique était fréquent.

Entre temps, du fait de son extrême pauvreté et de sa géographie, le développement de l'agriculture était lui-même entravé par un morcellement extrême des terres. *"En 1874, les 20'000 familles valaisannes sont pratiquement toutes propriétaires. Ensemble, elles possèdent 832'444 parcelles de terre, soit en moyenne 41 par famille!"*¹⁴

*"In seiner bekannten Monographie über das Lötschental weiss F.G. Stebler zu berichten, dass die dortige Zerstückelung des Grundbesitzes "eine geradezu haarsträubende" sei. "Ich sah Äckerchen, von denen man den Jahresnutzen im Nasetuch heimtragen konnte". J. Baltensperger führt 1933 als Beispiel einer extremen Güteraufteilung die Gemeinde Ulrichen im Goms an, wo 63 Eigentümer über insgesamt 5150 Parzellen verfügen, was pro Eigentümer mehr als 80 Parzellen ausmacht. Nach Angaben von Th. Schnyder aus dem Jahr 1934 waren im Wallis selbst 500 Parzellen pro Eigentümer keine Seltenheit. Aber nicht nur das Grundeigentum, auch die Wohn- und Wirtschaftsgebäude wurden in die Realerbteilung einbezogen. Schnyder erwähnt Anteilhaber von 50 und mehr Gebäuden, Ställen, Scheunen etc. Noch im Jahre 1946 gehörte beispielweise ein Wohnhaus in Unterbach 36 verschiedenen Eigentümer."*¹⁵

Dans ce cadre-là, trois éléments allaient se révéler nécessaires et décisifs quant à l'industrialisation du Valais: l'arrivée du chemin de fer et le percement du tunnel du Simplon qui garantissait une accélération du commerce et un désenclavement de la région, l'assainissement de la plaine du Rhône par l'endiguement du fleuve qui accrut considérablement les surfaces cultivables et était une condition élémentaire au développement de la plaine, enfin le développement de l'hydro-énergie qui allait de pair avec le développement de l'industrie chimique et de l'électrolyse.

¹³ in Kaufmann, Beat: *Die Entwicklung des Wallis, vom Agrar- zum Industriekanton*, Keller, 1965, p.7

¹⁴ Arlettaz, Gérald: "Les transformations économiques et le développement du Valais, 1850-1914", *Développement et mutations du Valais*, Groupe valaisan de sciences humaines, 1976, p.36

¹⁵ Kaufmann, Beat: *op.cit.*, p.91

Ces trois éléments clés pour le développement économique du canton demandaient cependant une somme de capitaux tel que jamais un canton si pauvre n'aurait pu les financer. Même les notables valaisans n'avaient pas assez de fortune. Le Valais fit appel à l'initiative privée, s'en remit au marché et fut donc à la merci de spéculateurs et investisseurs en tout genre. Il en a été ainsi pour le développement du chemin de fer.

Le chemin de fer

Ayant déjà obtenu lors d'une première concession pour la ligne Bouveret-Sion que l'Etat s'engage à fournir tous les terrains et tous les bois nécessaires, le financier parisien Adrien de La Valette espérait bien obtenir des conditions encore plus avantageuses lors d'une deuxième concession qui devait relier Saint-Gingolf à Brig.

"La Valette demandait dans son projet imprimé de concession, à titre de subvention: 2'000 hectares de terrains cultivables, 10'000 hectares de terrain déboisé, la propriété des chutes d'eau et des carrières non exploitées. En outre, le sol et les abords de diverses curiosités naturelles: les monts Rosa, Cervin, Monte-Leone, Loeffelhorn, Velan, les Cornettes, Eggishorn, Gornergrat, Pierre à Voir, les Dents du Midi, les glaciers d'Hérens, de Viège, d'Aletsch, de Giétroz et du Rhône... Et les lacs de Fully et d'Orsières. Ceci en toute propriété, avec exemption d'impôt pour le sol, et avec le droit de régler un tarif de service et de visite, etc..."¹⁶

Malgré la hauteur de ses prétentions, La Valette obtint finalement la concession (certes sans la plupart de ses prétentions), signe de la dépendance extrême du Valais. Le chemin de fer parviendra fort difficilement et fort lentement à Brig. Entre temps, l'on put s'apercevoir que la hauteur des prétentions de La Valette était à la hauteur de ses fantaisies financières et bancaires. Si le tronçon Bouveret-Martigny était terminé en 1859 et que le train entraînait en gare de Sion en 1860, il fallut encore attendre 8 ans avant de le voir à Sierre. Il ne parviendra enfin à Brigue qu'en 1878...

Ce n'est toutefois qu'avec l'achèvement du percement du tunnel du Simplon commencé en 1898 et achevé en 1905 que le Valais se situera réellement sur un axe reliant désormais le Nord et le Sud de l'Europe. Le percement du Simplon raccourcit la distance de Paris à Milan de 79km par rapport au tunnel du Mont-Cenis. D'un montant de quelque 80 millions de francs, le tunnel (d'une longueur de 19,8km) allait être doublé lors de travaux qui durèrent de 1912 à 1921. Ces travaux alourdirent la facture de 33 millions de francs.

Pendant au percement du Simplon, le percement du Lötschberg allait s'effectuer quelques mois après l'achèvement du premier tunnel du Simplon. Les travaux durèrent de 1906 à 1913 et s'élevèrent à un montant total de 137 millions de francs.

¹⁶ Perrin, Paul: *Les débuts du chemin de fer en Valais*, Annales valaisannes, 1961, p.37

C'est ainsi qu'au début du 20^{ème} siècle le Valais se présentait comme étant au centre d'un axe ferroviaire stratégique. Cela allait bouleverser une économie valaisanne jusque là repliée sur elle-même.

*"Die regelmässige, sichere, bequeme, massenhafte und vor allem billigere Beförderungsart, die der Eisenbahn eigen ist, übte im Wallis von Anfang an einen stimulierenden Einfluss auf die Wirtschaft aus. Mit der Eröffnung der Simplon- und Lötschbergbahn wurde dieser Einfluss noch verstärkt, indem der direkte Schienenanschluss an die deutschschweizerischen und norditalienischen Industriegebiete dem Wallis, insbesondere dem Oberwallis, zahlreiche neue Rohstoff- und Absatzmärkte eröffnete. Der Durchstich der Walliser und Berner Alpen rundet in idealer Weise das Bild des industriellen Aufschwungs, der zu Beginn dieses Jahrhunderts dem Kanton Wallis beschieden war."*¹⁷

L'agriculture allait subir de profonds changements également. Facilitant l'importation de denrées à des prix extrêmement avantageux, le chemin de fer poussa à une spécialisation et à une rationalisation de l'agriculture valaisanne. *"Des cultures comme le chanvre ou le lin disparaissent. Où il le peut, le vignoble gagne le terrain abandonné par les céréales. Entre 1870 et 1890, la production de la vigne double"*¹⁸.

En même temps, la construction des tunnels ferroviaires, ouvrages gigantesque pour l'époque, allait apporter une manne financière bienvenue pour l'économie valaisanne, un salaire pour nombre de petits paysans de la région. Ainsi, entre 1888 et 1910 Brig et Naters ont vu leur population doubler.

Toutefois, ce développement économique ne déployait bien souvent pas les mêmes effets pour d'un côté *Brandt, Brandau & Cie*, l'entreprise concessionnaire de la construction du tunnel du Simplon, que pour, de l'autre côté, les milliers de mineurs (1'000 du côté valaisan) engagés pour effectuer les travaux dans des conditions difficiles (une forte humidité, des températures atteignant parfois 50°C, manque d'aération,...)¹⁹. Les deux grandes grèves qui secouèrent le chantier du Simplon en novembre 1899 et juin 1901 ainsi que la violente répression de ces dernières par la troupe sur ordre du Conseil d'Etat rappellent le caractère contradictoire du développement économique capitaliste tant en Valais qu'ailleurs.

L'endiguement du Rhône

L'endiguement du Rhône allait être tout aussi indispensable pour le développement économique du Valais que le chemin de fer, il assurait la possibilité d'occuper une plaine du Rhône jusque là sauvage. En effet, jusque vers le milieu du 19^{ème} siècle la vallée du Rhône était un lieu totalement inculte, marécageux et soumis aux crues dévastatrices du Rhône. *"Les inondations de 1855, 1857, 1860 et*

¹⁷ Kaufmann, Beat: *op.cit.*, p.44-45

¹⁸ Dayer, Stéphane: *Aspects de l'économie valaisanne*, Département de l'Instruction publique, 1992, p.25

¹⁹ *"Lors de la construction du Simplon, de 1898 à 1905, 6777 ouvriers furent blessés et 67 perdirent la vie. Le Lötschberg occasiona 7510 accidents et 56 morts."* Pavillon, Sophie: "Les ouvriers en Valais, entre révolution industrielle et révolution conservatrice", *Annales valaisannes*, 1998,

1861 contraignent le Conseil d'Etat à demander l'aide de la Confédération."²⁰ C'est ainsi que l'on entreprendra la première d'une série de trois corrections du Rhône (la troisième n'étant pas encore achevée). Ces travaux n'auraient pu avoir lieu sans le concours de la Confédération. En cela, le changement constitutionnel de 1848 facilita la participation financière de la Confédération à cet immense chantier: *"Die Verfassung von 1848 sah nämlich in Art. 21 vor, dass öffentliche Werke, an denen die Eidgenossenschaft ein Interesse hatte, durch die Bundeskasse subventioniert werden konnten."*²¹

*"Cette première correction, subventionnée par la Confédération (de 30 à 50%), consiste à enfermer le fleuve entre deux digues parallèle en terre ou en gravier et à freiner le courant à l'aide d'éperons de pierre qui s'avancent dans le lit du fleuve. La facture totale de ces travaux échelonnés de 1864 à 1894 se monte à 10'306'000frs."*²² Ces travaux seront complétés par l'assainissement des terres environnantes à l'aide de canaux assurant le drainage des zones à tendance marécageuse.

Ces travaux *"permettent d'assainir 4050 hectares dans le Bas-Valais en aval de Riddes, 1200 hectares dans le Centre et 1570 hectares dans le Haut-Valais"*²³. Ils sont en outre une condition indispensable au développement et à la construction du chemin de fer. Plus tard, ils permettront l'établissement d'usines et autres entreprises dans la vallée du Rhône.

Les débuts de l'hydroélectricité et de l'électrochimie

C'est seulement dans la dernière décennie du 19^{ème} siècle que l'énergie électrique trouvera véritablement une application économique.

Le Valais, avec ses nombreuses sources et chutes d'eau, avec sa géographie escarpée, représentait alors une zone d'exploitation fort intéressante pour bon nombre de nouvelles entreprises très gourmande en énergie.

L'Etat du Valais accordera ainsi sa première concession hydraulique à la ville de Lausanne en 1890 pour utiliser l'eau du Rhône au Bois Noir près de Saint-Maurice. En quelques années, l'on assistera à une véritable ruée et le nombre de concessions passera de 6 en 1895 à plus de 120 en 1918. Plus de 32 installations électriques seront construites jusqu'à la première guerre mondiale, représentant un peu plus de 20% de la production électrique suisse.

Ces concessions seront octroyées à des conditions très avantageuses, les investisseurs tirant là profit de la pauvreté du canton ainsi que d'une loi sur les concessions hydrauliques particulièrement favorable aux grands investisseurs. En effet, la loi prévoyait que le Canton n'était propriétaire que du Rhône, tous ses affluents étant propriété des communes sur lesquels coulaient ces rivières.

Cette particularité valaisanne profitera grandement aux entreprises concessionnaires qui n'auront bien souvent qu'à offrir des cacahuètes pour contenter les revendications des communes concernées, déjà

²⁰ Dayer, Stéphane: *op.cit.*, p.24

²¹ Kaufmann, Beat: *op.cit.*, p.22

²² Dayer, Stéphane, *op.cit.*, p.24

²³ Arlettaz, Gérald: *art.cit.*, p.34

heureuses du potentiel d'emploi et de développement généré par la présence d'entreprises hydroélectriques ou d'entreprises liées sur leur territoire. C'est ainsi que la commune de Chippis, sur laquelle se trouvait l'usine d'aluminium de l'AIAG, *"avait l'impression d'avoir fait un marché de dupes. En effet, les communes de montagne, Ayer et Grimentz, avaient vendu leur eau à Chippis pour 110'000 frs à quoi s'ajoutaient certains avantages matériels. Or, à ce taux-là, Chippis aurait dû vendre ses eaux à elle un million au lieu de 3'000 frs. Les bourgeois de Chippis ont le sentiment d'avoir aménagé à leurs frais la forteresse de ceux qui sont devenus leurs maîtres. Et la preuve, ils la voient dans le fait qu'après dix ans au cours desquels l'usine a payé 10'000 frs d'impôt, elle a passé à 130'000 frs par an."*²⁴

De même, lors d'une intervention devant le Grand Conseil le 9 novembre 1926, le député socialiste Charles Dellberg soulevait le problème de l'impôt sur l'énergie toujours concernant l'usine d'aluminium de Chippis: *"L'Aluminium utilise 32'000 Cv. en moyenne, au prix de fr. 4.50 cela produirait 144'000 francs, tandis que cette société ne verse que 90'000 francs. L'Etat me paraît tout de même un drôle de marchand, il a peur d'encaisser [...] L'Aluminium de Chippis n'est-elle pas la plus riche des sociétés; elle ne réalise pas moins de fr. 1'000'000 de bénéfice par mois."*²⁵ L'intervention parlementaire de Dellberg suscita la réaction immédiate du député Haldi qui mit le doigt sur le problème crucial du développement industriel du Valais au début du 20^{ème} siècle: *"Monsieur Dellberg est député à Sierre. En cette qualité il doit savoir que l'Aluminium fait vivre tout un district à côté de l'impôt qu'elle verse chaque année à l'Etat. Ce serait une erreur d'aggraver la situation, car cette société a déjà examiné les possibilités d'une émigration."*²⁶

Parallèlement aux développements de l'électricité une série de découvertes dans le domaine de la chimie industrielle eurent lieu. Ainsi, en 1886 un procédé rendit possible l'utilisation de l'énergie électrique quant à la production à une échelle industrielle de l'aluminium. Auparavant, l'aluminium pur restait un métal précieux sans aucune possibilité d'application industrielle ou commerciale. *"Selon Alfred Gautschi le prix du kilo [d'aluminium] passa de 6'000 F en 1852 à 59 F en 1888"*²⁷. Ce prix chutera encore jusqu'à atteindre 2.70 francs dix ans plus tard.

C'était le début de l'électrochimie. L'électrochimie nécessitait d'énorme quantité d'électricité de telle sorte qu'elle était étroitement liée aux conditions de production de cette dernière. Or, à ces débuts, les techniques ne permettaient pas le transport du courant sous haute tension. C'est ainsi qu'une série de grosses entreprises de pointe s'installèrent le long de fleuves ou de rivières près desquelles elles purent construire à la fois des centrales de production électrique et leurs unités de production. C'est ainsi qu'à l'aube du 20^{ème} siècle trois usines allaient modifier le paysage valaisan en s'y implantant: la Lonza à Viège (1897), Ciba à Monthey (1904), AIAG (Alusuisse) à Chippis (1905).

²⁴ Guex, André: *Le demi-siècle Maurice Troillet*, Bibliotheca Vallesiana, 1971, vol. 3, p.99-100

²⁵ cité par Aymon, Benoît: *Un demi-siècle de lutte ouvrière à l'Aluminium de Chippis*, Faculté des lettres de Genève, 1979

²⁶ *ibid.*, p.38

²⁷ Schweri, Alain: *La grève de 1917 aux usines d'aluminium de Chippis*, Université de Genève, 1988, p.20

Les débuts de l'industrialisation

*"Avant 1850, le Valais ne compte que quelques petites entreprises. D'après une réponse du Conseil d'Etat à une enquête commerciale décrétée par la Diète, le Valais de 1884 recèle une papeterie à Vouvry qui fabrique annuellement 500 rames de papier et, depuis 1822, une verrerie à Monthey qui permettrait une exportation annuelle de 3260 quintaux. Il existe aussi des forges à Ardon, une fabrique de drap à Bagnes, ouverte en 1839, qui livre annuellement 900 aunes et 200 couvertures, une fabrique de savon, 6 distilleries d'eaux-de-vie, des poudrières, des fabriques de tabac, une dizaine de teintureries, des poteries et 52 tanneries. Ce n'est donc pas encore l'ère de la manufacture, la plupart des activités industrielles relevant de l'artisanat."*²⁸

Durant près de 50 ans la situation économico-industrielle du Valais ne changera guère. Ainsi, *"d'après le recensement de 1870, 74,7% de la population vit du secteur primaire contre 11,2% au secteur secondaire [...]. Ces chiffres sont très en retrait par rapport à la moyenne suisse où ce n'est plus que 43,3% qui vit du secteur primaire contre 35,3% au secteur secondaire."*²⁹

Entre temps, la balance commerciale du Valais est nettement déficitaire. Avec l'arrivée du chemin de fer, l'on importe beaucoup plus que l'on exporte. Les améliorations foncières et l'évolution des techniques, la spécialisation des cultures ne permettent pas d'infléchir la tendance. *"L'importation des céréales et des farines augmente de 503% entre 1883 et 1912, alors que l'augmentation des sommes nécessaires à l'achat n'est que de 270%."*

Pour compenser ces dépenses, l'exportation valaisanne compte surtout sur les vins et, dans une moindre mesure, sur les fruits; mais les sommes gagnées suffisent à peine à compenser les besoins en céréales et farines. Pourtant les prix des vins sont à la hausse alors que ceux des céréales sont à la baisse."

*Entre 1870 et 1890, la production de la vigne double; pourtant, la consommation augmente fortement et il faut importer de plus en plus de vins au point même qu'en 1910 l'importation est plus forte que l'exportation!"*³⁰

Le développement agricole, en dépit d'une politique économique du canton lui étant favorable, ne pourra porter seul l'entrée du Valais dans la modernité. L'arrivée massive de produits agricoles défiant les prix de production locale montre les limites du développement économique du Valais voulant reposer sur son secteur primaire. Cela n'empêchera pas le canton de mettre à profit les deux conflits mondiaux et les difficultés d'approvisionnement du reste du pays pour continuer à développer son secteur primaire, le rendre plus spécialisé, faire du Valais le grenier de la Suisse. Ce modèle s'effondrera aux lendemains de la seconde guerre mondiale et sera caractérisé par l'émeute paysanne de Saxon de 1953, une année avant la grève chez AIAG.

²⁸ Arlettaz, Gérald: *art.cit.*, p.41

²⁹ *ibid.*, p.45

³⁰ *ibid.*, p.39

Le salut du Valais passe à la fin du 19^{ème} siècle par son développement industriel. C'est ainsi que le déséquilibre entre importation et exportation sera freiné. Cela est dû en grande partie au développement de l'industrie lourde, occupant en 1910 en Valais 3390 ouvriers, soit le 24,3% du secteur secondaire (signe de la prédominance de l'artisanat à cette époque). Mais *"les statistiques commerciales le prouvent, ce sont les 3390 ouvriers en cause qui produisent la plus grande partie de la richesse du pays, puisque l'industrie lourde, avec l'industrie chimique et les minerais, fournissent, à eux seuls, 51% de l'ensemble de toutes les exportations valaisannes de 1910"*³¹.

L'arrivée de la Lonza à Viège en 1897, l'installation de la Ciba à Monthey en 1904 ainsi que la construction de l'usine d'aluminium de Chippis en 1905 représentent le début de l'industrialisation en Valais. Ces trois complexes concentreront pendant plus d'un demi-siècle l'essentiel de la main-d'œuvre industrielle du canton. Ces implantations, comme déjà mentionné, se sont faites depuis l'extérieur du canton, avec des capitaux extérieurs au canton.

Les milieux financiers et chimiques bâlois étaient parties prenantes des projets tant de la Lonza que de la filiale de la Ciba (à l'époque Basler Chemischen Fabrik). L'usine d'aluminium de Chippis appartenait quant à elle à la société AIAG principalement en main suisse allemande et allemande. *"AIAG, Lonza ou Ciba, importants employeurs du canton, se sont créés grâce aux placements de certains des investisseurs les plus en vue dans le monde des affaires suisse alémanique. Des familles ou groupes comme Abegg, Staehelin, Huber, Haefner, von Planta-Ehinger, Iselin, Vischer, Geigy ou encore Koechlin, parmi les actionnaires majoritaires de ces sociétés, détenaient aussi de substantielles participations dans d'autres piliers de l'économie helvétique du XX^e siècle, comme l'Union de Banques Suisses, la Société de Banque Suisse, le Crédit Suisse, l'assurance La Bâloise ou la Compagnie Suisse de Réassurance."*³²

Leur installation en Valais se fondait sur deux raisons essentielles. D'une part une main-d'œuvre bon marché et encore attachée à la production agricole. Les tâches à l'usine d'aluminium de Chippis, comme dans les autres usines, ne demandaient pas de formation spécifique. Les petits paysans valaisans, *"la main-d'œuvre de manœuvre"* aux *"mains malhabiles à tous les travaux délicats"*³³ selon l'expression dénigrante de Maurice Zermatten, faisaient allègrement l'affaire. Ils avaient aussi l'avantage d'avoir une activité annexe.

Ce facteur n'était de loin pas négligeable alors que la production connaissait de très fortes variations annuelles ne pouvant assurer à tous un travail tout au long de l'année. En effet, la production de l'électricité dépendait fondamentalement du débit des cours d'eau. Ces derniers étant plus faibles en hiver qu'en été, la production suivait donc des rythmes saisonniers. Les fluctuations concernaient jusqu'à un quart du personnel. La construction de barrage d'accumulation à partir des années 20-30

³¹ *ibid.*, p.53

³² Pavillon, Sophie: *art.cit.*, p.156

³³ Zermatten, Maurice: *Les usines d'Aluminium de Chippis, 1908-1958*, Vevey, 1958, p.51

allait augmenter les capacités de production en hiver et donc stabiliser la main-d'œuvre. Toutefois, en attendant, l'ouvrier ne pouvait compter sur son travail d'usine pour nourrir sa famille durant toute l'année.

D'autre part, la venue des grandes usines en Valais était dû à leurs besoins énergétiques très importants. C'est ainsi qu'ils ne construisirent pas seulement des centres de production, mais aussi des usines électriques pour alimenter ces centres de production. L'électricité et son coût entrant dans une grande partie dans les coûts de production. *"Ainsi [, à Chippis,] la masse salariale restait marginale dans la fixation des prix de vente qui étaient déterminés davantage par les prix d'achat des matières premières et surtout par les coûts de production de l'énergie électrique nécessaire."*³⁴

Caractère inégal de l'industrialisation et les crises

En dehors des trois géants qu'étaient la Lonza, AIAG et Ciba (qui représentent environ 60% de la main-d'œuvre industrielle), le développement industriel du canton restait timide en ce début de 20^{ème} siècle. *"Die zwischen 1900 und 1914 herausgebildete Gröszenstruktur der Walliser Industrie –drei Grosse, viele Kleine- hat sich bis in die jüngste Zeit fortgeerbt. Darin liegt die Eigentümlichkeit, aber auch die Problematik des industriellen Aufschwungs der Jahrhundertwende"*³⁵.

Jusqu'à la sortie de la seconde guerre mondiale et la crise agricole qui s'ensuivit, le paysage industriel valaisan ne changea donc guère, présentant toujours cet aspect inégal entre d'un côté trois géants industriels et de l'autre une kyrielle de petites et moyennes entreprises.

Ces entreprises avaient généralement elles aussi profité des apports de l'hydroélectricité pour s'installer dans notre canton, se créer ou se transformer. Parmi ces entreprises, il faut citer les nombreuses entreprises étatiques, semi-étatiques ou privées de production d'électricité qui construisirent de nombreuses installations dont la construction du premier barrage de la Dixence par EOS de 1929 à 1935 représente l'ouvrage magistral de cette période.

Il existait aussi une série de petites entreprises actives dans l'électrochimie ou l'électrométallurgie dont la fabrique d'aluminium des frères Giuliani à Martigny.

Entre temps se restructuraient aussi la fonderie d'Ardon, la papeterie de Vouvry (dont les origines remontent au 17^{ème} siècle). Une fabrique d'explosifs s'installait à Gamsen en 1894 et profitait du percement du Simplon,... Sans oublier la naissance de l'entreprise métallurgique Giovanola à Monthey en 1888.

La crise de débouchés d'avant-guerre et la crise de reconversion de 1919-1922

Les crises qui secoueront l'économie dans la première moitié du 20^{ème} siècle prêteront grandement le développement industriel du Valais. De nombreuses entreprises devront fermer leurs portes. D'autres fusionneront afin d'éviter la faillite. Toutes devront opérer d'importantes restructurations.

³⁴ Scheri, Alain: *op.cit.*, p.23

³⁵ Kaufmann, Beat: *op.cit.*, p.40

En plus de la grande crise de 1929, les trois grandes usines valaisannes de Chippis, Monthey et Viège connurent une série de crise qui força bon nombre d'ajustements qui s'effectuèrent toutes au détriment des salariés. Ces usines durent ainsi faire face à d'importantes difficultés dans les périodes d'après-guerre. Ces difficultés résultaient de problèmes liés à la nécessaire reconversion de leur production du militaire au civil. C'est ainsi qu'entre des périodes de guerre extrêmement fastes, s'écoulaient des périodes plus aléatoires.

Toutefois, déjà avant le premier conflit mondial des premières difficultés apparurent dans les trois usines valaisannes. Elles provenaient de la difficulté d'écouler la production. Ainsi, par exemple, l'usine d'aluminium dut diversifier sa production dès 1911 suite à une mauvaise conjoncture internationale en produisant notamment de l'acide nitrique (nécessaire à la fabrication de munitions) pour le département militaire fédéral.

De son côté, la Lonza avait débuté son activité dans la fabrication de carbide de calcium qui servait de combustible pour l'éclairage à acétylène. Or, l'éclairage à acétylène se vit remplacer de plus en plus au début du 20^{ème} siècle par l'éclairage électrique ce qui conduisit la fabrique à se reconvertir dans d'autres produits chimiques, notamment des engrais.

Quant à la Ciba, sa production d'indigo ne souffrit pas vraiment de crise. Cela n'empêcha toutefois pas la filière de se diversifier durant le premier conflit mondial dans des produits à base de chlore.

Après une euphorie durant le premier conflit mondial suite à la production de guerre qui avait gonflé les commandes, les difficultés de la sortie de guerre se firent sentir pour les grands groupes industriels du Valais. Si, durant les années grasses de la guerre, les ouvriers des usines valaisannes n'avaient senti que peu de changements et avaient même souffert de salaires ne s'adaptant pas à l'inflation galopante, ils auront par contre à subir pleinement les années de baisse des commandes. *"Dès 1919, la crise de reconversion étend ses ravages jusqu'en Valais: les débouchés géants de la période précédente se ferment progressivement [...] l'activité des fabriques baisse de moitié, la production s'écroule et un chômage intense s'installe dans le pays. [...] Si en 1920 les taxes industrielles rapportent encore 1'262'203.- francs, elles diminuent de moitié l'année suivante et ne représentent plus que le 7% de l'impôt en 1922."*³⁶ En 1917, les taxes industrielles représentaient 22,3% des recettes du canton.

Le chômage touchera 4'500 personnes au début 1922. *"En outre, plusieurs usines et entreprises vont procéder à des réductions de salaire parfois fort importantes."*³⁷ *"Damals erreichte die Walliser Exportproduktion den tiefsten Punkt der Nachkriegszeit, und die elektrochemischen Werke sahen sich gezwungen, ihre Anlage teilweise stillzulegen und die überschüssige Energie ihrer Kraftzentralen nach auswärts zu verkaufen. In Visp, Chippis und Monthey kam es zu Massenentlassungen, und die Arbeitslosigkeit verschärfte sich im ganzen Kantonsgebiet bedenklich."*³⁸

³⁶ Abbet, Claude: *Les débuts du syndicalisme libre et de la protection ouvrière en Valais (1900-1928)*, mémoire de licence en faculté des lettres, Université de Fribourg, 1977, p.9

³⁷ Abbet, Claude: *op.cit.*, p.71

³⁸ Kaufmann, Beat: *op.cit.*, p.51

A Chippis, les effectifs diminuaient, *"l'Association patronale suisse des industriels sur machines et métaux décide une diminution de 10% des indemnités de renchérissement applicable dès le 1er mai 1921"*³⁹. Trois autres baisses suivirent sans que le syndicat n'opposa de réelle résistance. Ses effectifs se réduisaient d'ailleurs comme peau de chagrin. En effet, la section de Chippis de la FOMH, créée aux lendemains de la grève de 1917, passa de 228 membres à 6 entre 1921 et 1923.

A la Ciba de Monthey, on opérèrent une première baisse de salaire en février 1921 de 10ct par heure. En dépit d'une première assemblée du personnel de plus de 400 personnes, le syndicat échoua totalement dans son opposition aux mesures patronales. L'année suivante, en février 1922, la Ciba annonçait des réductions de salaires de l'ordre de 20% et en octobre de la même année c'était une baisse de *"la prime additionnelle de 25 et 30% que le personnel des équipes touchaient respectivement pour le travail nocturne et dominical"*⁴⁰ qui sera réduite de moitié. Face à l'impuissance de la FOMH et de son dirigeant de l'époque Alexandre Walther, le patronat put à sa guise faire payer aux salariés les mauvais résultats des années de crise. Il va sans dire que ces derniers n'avaient pas vu pour autant leur situation s'améliorer durant les périodes d'embellies. Les deux grèves aux usines d'aluminium de Chippis en 1917 et en 1942, alors que l'entreprise affichait des résultats mirobolants, témoignent à leur manière que *"les sociétés anonymes ne prétendent pas faire œuvre de charité publique, ce n'est pas leur rôle"*⁴¹.

La sortie de la crise du début des années 20 ne s'amorçait qu'en 1924. Ainsi la Lonza augmentait-elle sa production d'engrais chimique et le nombre de ses employés passait de 591 en 1924 à 1080 en 1928. De son côté, l'AIAG profitait du boom de l'automobile du milieu des années vingt pour reconvertir sa production vers le domaine civil. Elle entreprenait même, entre 1922 et 1926, la construction d'un barrage d'accumulation à Illsee-Turtmann pour produire plus d'énergie en hiver. En 1928-29, la société décidait de s'agrandir en construisant également une unité de presse et laminoir sur la commune de Sierre, de l'autre côté du Rhône.

La crise de 1929

Cependant, plus tard, la crise de 1929 allait à nouveau durement les toucher.

"Pour éviter la faillite, les entreprises se regroupent ou se laissent absorber par un concurrent de taille supérieure. Ainsi, huit brasseries s'associent pour fonder la Brasserie valaisanne, et la fabrique de conserves de Saxon est rachetée par celle de Lenzbourg. L'industrie valaisanne suit donc la tendance générale de l'économie capitaliste qui favorise la concentration durant l'entre-deux guerres. Le recensement des fabriques et de leurs ouvriers atteste clairement du phénomène: en 1910, on

³⁹ Abbet, Claude: *op.cit.*, p.87

⁴⁰ Abbet, Claude: *op.cit.*, p.86

⁴¹ Zermatten Maurice: *op.cit.*, p.88

relève 80 établissements et 2700 ouvriers alors qu'en 1929, on en compte 75 occupant 5716 ouvriers!"⁴²

Quelques années plus tard, en 1933, le nombre d'ouvriers avait chuté d'environ 3000 unités: c'est la crise (cf. tableau 1 ci-dessous). Les revenus fiscaux provenant de l'industrie n'étaient plus que le tiers de ce qu'ils étaient en 1930. Le chômage frappait 6% de la population active. Les grands chantiers, comme celui de la Dixence ou encore la construction de routes reliant les vallées parallèles à la vallée du Rhône, ne suffisaient pas à absorber l'ampleur de la crise.

"Lors de la crise des années trente, les usines Lonza occupaient 750 ouvriers en octobre 1930, puis 640 au 1^{er} janvier 1931 et 518 ouvriers le 25 mai suivant. A Chippis, lors de la même crise, on passera de 1979 ouvriers au 1^{er} mai 1930 à 915 ouvriers un an plus tard."⁴³ Ce chiffre tomba même à 815 durant la même année 1931. Cela amena le député Joseph Escher à déposer l'interpellation suivante au Grand Conseil valaisan le 29 mai 1931:

"Je suis de l'avis qu'il n'y avait pas de raison, spécialement pour l'Industrie de l'Aluminium, de renvoyer son personnel dans de telles proportions. Je me permets de rappeler aux employeurs qu'ils ont des devoirs moraux et sociaux vis-à-vis de leurs employés.

L'Industrie de l'Aluminium a pu, grâce au travail, se constituer de grandes réserves et distribuer des dividendes élevés. Lorsque la crise s'est fait sentir, la Société a immédiatement exigé l'intervention de la Confédération pour que la taxe douanière de l'aluminium importé passe de 5 à 65 francs de telle sorte que l'importation de ce produit devienne quasiment impossible. Il ne faut pas oublier non plus que l'Industrie de l'Aluminium utilise une énergie électrique extrêmement bon marché. Nous nous posons donc la question de savoir si l'intervention de l'Etat n'aurait pas ici sa place? A notre avis, l'Etat devrait intervenir auprès de cette société, car cette intervention n'est pas seulement justifiée, elle est indispensable."⁴⁴

La crise de 1929 ne sera véritablement dépassée qu'avec la deuxième guerre mondiale et le redémarrage des commandes de guerre. Le scénario de la première guerre mondiale se répétait, l'usine d'aluminium augmentait de façon spectaculaire sa production qui passa de 5,5 millions de tonnes en 1934 à 24 millions de tonnes en 1940. Ses effectifs gonflèrent jusqu'à atteindre 3'785 ouvriers. "Die Aluminiumfabrik Chippis mit 3785 Arbeitern und Angestellten zählte fast ebenso viele Beschäftigte wie die übrigen 81 dem Fabrikgesetz unterstellten Betriebe zusammen"⁴⁵. AIAG enregistra alors des bénéfices records sans que ses ouvriers ne pussent encore une fois constater une amélioration.

⁴² Dayer, Stéphane: *op.cit.*, p.39

⁴³ Pavillon, Sophie: *art.cit.*, p.158

⁴⁴ cité par Aymon, Benoît: *op.cit.*, p.40

⁴⁵ Kaufmann, Beat: *op.cit.*, p.85

Tableau 1: Ouvriers d'usine en Valais et en Suisse de 1929 à 1939⁴⁶

| | Valais | | Suisse |
|-------|----------------|-------------|-------------|
| année | chiffre absolu | pourcentage | pourcentage |
| 1929 | 5716 | 100 | 100 |
| 1930 | 4882 | 85 | 96 |
| 1931 | 4041 | 71 | 89 |
| 1932 | 3205 | 56 | 79 |
| 1933 | 2805 | 49 | 77 |
| 1934 | 3150 | 55 | 78 |
| 1935 | 3246 | 57 | 76 |
| 1936 | 3585 | 63 | 76 |
| 1937 | 4911 | 86 | 88 |
| 1938 | 4821 | 84 | 86 |
| 1939 | 5674 | 99 | 90 |

La préférence paysanne

Bastion conservateur par excellence, le Valais (ses autorités) n'accueillit qu'avec un enthousiasme modéré l'arrivée de l'industrie. *"Ainsi, les propriétaires fonciers –pour la plupart issus de l'aristocratie haut-valaisanne- qui avaient régné pour ainsi dire sans partage sur l'économie cantonale et sur les institutions politiques, qu'ils dominaient sous la bannière du parti conservateur, ont-ils vu surgir sur leurs terres des éléments moins familiers, sous forme de capital industriel par exemple."*⁴⁷ Ce furent autant d'éléments que l'élite valaisanne ne contrôlait pas, autant d'éléments qui les dépassaient et dont ils craignaient les conséquences.

Pour les autorités valaisannes, le développement du canton ne pouvait ainsi que passer par le développement de l'agriculture. Des considérations idéologiques pesaient lourdement sur cette préférence paysanne:

"L'agriculture, plus que toute autre profession, rappelle à l'homme, dans le spectacle des travaux incessants de la nature, l'impérieuse nécessité du travail..."

L'agriculture est, après la religion, le plus puissant facteur de moralisation d'un Etat. L'agriculture fait plus, pour civiliser un peuple, que la législation et que les armes...

C'est ainsi que nous comprenons le progrès agricole; c'est ainsi que nous le désirons, avec cette conviction profonde que c'est le seul bonheur qui soit de nature à conduire les populations rurales au bonheur et à la prospérité. C'est pourquoi, nous ne cesserons de combattre, avec autant d'énergie que

⁴⁶ données tirées de Kaufmann, Beat: *op.cit.*, p.66

⁴⁷ Pavillon, Sophie: *Union syndicale valaisanne, cartel syndical valaisan, union ouvrière, 1919-1994*, USV, 1994, p.150

de persévérance, celui qui les ruine en enrichissant les exploitants de créations de positions industrielles."⁴⁸

Maintenir une société patriarcale et autoritaire en haussant l'austérité à titre de valeur fondamentale, c'était tout le message qu'essayaient de faire passer les autorités cantonales apeurées devant les changements introduits par l'industrie. Cette peur se fondait tant sur la crainte de perdre leur hégémonie face à des industriels étrangers que sur celle de voir apparaître des mouvements de revendications de nature socialiste. L'idéologie conservatrice avait bien compris l'intérêt qu'il y avait à fixer le travailleur à sa misérable terre, à empêcher les concentrations industrielles et urbaines.

*"Aujourd'hui que dans beaucoup de pays l'industrie souffre de l'excès de production, que des chômages et des grèves fréquentes sont à l'ordre du jour, ne devons-nous pas penser que c'est avec raison que le peuple valaisan ne s'est pas laissé distraire du travail de la terre auquel il a préféré se livrer, et que l'on a fort bien fait de ne pas se laisser décourager du travail du sol, pour se vouer à des industries, qui pendant qu'elles sont florissantes procurent, il est vrai, des jouissances faciles, mais qui amènent à leur suite tous les maux dont se ressentent aujourd'hui les pays industriels lorsque le pain diminue sans que le goût de la dépense soit restreint pour autant."*⁴⁹

Un fervent partisan du développement agricole du canton fut le conseiller d'Etat Maurice Troillet (1880-1961). Responsable du Département de l'intérieur et de l'agriculture, il s'appliqua tout au long de son mandat (qui dura plus de 40 ans) à l'amélioration des cultures et productions agricoles.

Dans un discours de mai 1919, il appréciait ainsi la nouvelle loi sur les fabriques qui réduisait la journée de travail: *"Nous voulons, chez nous, maintenir l'équilibre, nous voulons en même temps que l'industrie se développe, développer parallèlement l'agriculture. Nous voulons que l'ouvrier de l'usine ne perde pas tout contact avec la terre, car il perdrait aussi le meilleur de ses forces physiques et morales. C'est pourquoi nous sommes d'accord de diminuer le nombre d'heures de travail à l'usine pour qu'il lui reste du temps pour travailler la terre. Ce sera tout à l'avantage et du patron et de l'ouvrier."*⁵⁰

L'enseignement agricole (avec la création d'écoles d'agriculture à Viège en 1920 et à Châteauneuf en 1923), la modernisation ainsi que les améliorations foncières (par la construction de canaux, de digues,...) se virent financièrement aider par le canton. Ainsi, *"en 1940, la Banque Cantonale relève aussi dans son rapport que deux tiers des affaires traitées concernent l'agriculture"*⁵¹.

De même, le canton encouragea la création de fédérations et de coopératives de production, facilitant ainsi la commercialisation des produits. *"Aussi, le Grand Conseil approuve, en 1929, le financement et la construction de caves coopératives Provins à Leytron, Sion puis Ardon."*⁵²

⁴⁸ Blanchet, A.: *Du progrès dans l'agriculture*, Lausanne, 1869, cité par Arlettaz, Gérald: *op.cit.*, p.40

⁴⁹ *Rapport de gestion du Conseil d'Etat*, 1885, cité par Arlettaz, Gérald: *op.cit.*, p.48

⁵⁰ cité par Pavillon, Sophie: *art.cit.*, p.150

⁵¹ Dayer, Stéphane: *op.cit.*, p.33

⁵² *ibid.*, p.36

Tous ces investissements se firent au détriment d'une politique industrielle que le canton rechigna à financer.

Il faut dire que la période d'entre-deux guerres était particulièrement favorable à l'extension de l'agriculture. Le protectionnisme était de mise et le Valais devint ainsi une des plus importantes régions productrices de Suisses.

Les deux conflits mondiaux favorisèrent encore plus la demande quant à la production valaisanne de fruits et légumes. Le mise en place du plan Wahlen accentuait l'occupation de la plaine du Rhône par les surfaces agricoles désormais spécialisées.

C'est ainsi que la population agricole du canton ne diminua que fort lentement en Valais. *"Ces conditions maintiennent les Valaisans dans le secteur primaire qui occupe 59% de la population active en 1920, contre 48% en 1941, alors que dans le même temps, la moyenne suisse passe de 26 à 20%."*⁵³

Ce n'est véritablement qu'à la sortie de la seconde guerre mondiale, avec l'émergence de la crise de débouché pour la production agricole valaisanne qu'un changement significatif de politique économique s'opérera auprès des autorités cantonales.

Ce n'est qu'à partir des années 1950 que le canton du Valais mènera une politique industrielle à même de pouvoir pallier les faiblesses de son agriculture et de pouvoir diversifier son parc industriel jusque là dominé par les trois géants de l'électrochimie et de l'électrométallurgie. Entre temps, Maurice Troillet aura pris sa retraite, les paysans se seront révoltés contre l'arrivée sur le marché de produits agricoles défiant toute concurrence. Entre temps, les usines de Chippis, de Monthey et de Viège auront réussi à surmonter les crises, non sans quelques difficultés toutefois.

Le tournant des années 50

Durant les premières années du deuxième conflit mondial les grandes industries valaisannes purent connaître des situations exceptionnelles du fait des commandes militaires. Toutefois, la durée du conflit mondial allait causer à certaines d'entre elles des difficultés accrues d'approvisionnement. Ce fut le cas notamment de l'AIAG. L'usine de Chippis avait déjà connu une pareille situation lors du premier conflit mondial alors qu'elle s'était vue confisquer son usine française de bauxite en raison de sa trop forte collaboration avec les troupes ennemie. Le fait que l'AIAG ait eu ensuite des concessions pour l'exploitation de la bauxite en Hongrie n'avait pu palier à ses difficultés.

En janvier 1945 l'AIAG devait arrêter en partie sa production et licencier 600 personnes. La production d'aluminium chuta de 28'000t en 1940 à 5'000 en 1945. Parallèlement, l'usine d'Aluminium de Martigny, indépendante de l'AIAG, stoppait sa production. Elle n'allait la reprendre qu'en 1947.

Les autres grandes industries s'en sortaient nettement mieux. Ainsi, la Ciba de Monthey qui s'était en partie reconvertie dans la production de matière plastique connut un véritable boum. *"Die*

⁵³ *ibid.*, p.33

Beschäftigung der Filiale Monthey bewegte sich in diesen Jahren ununterbrochen aufwärts, nämlich von 516 Arbeitern und Angestellten im Jahre 1939 auf 667 im Jahre 1942 und 811 im Jahre 1945."⁵⁴

Quant à la Lonza, elle sera amenée du fait des difficultés d'importation à recentrer sa production sur les engrais. Ce recentrage contribuera à la réussite de l'entreprise qui engagea massivement durant ce conflit. Si l'on comptait 569 ouvriers et employés au début de la guerre, leur nombre atteignit 1409 en 1945.

Cependant, tout comme à la sortie de la première guerre mondiale, la période d'immédiate après-guerre allait s'avérer particulièrement difficile pour les grandes industries valaisannes qui devaient à nouveau faire face à des problèmes de reconversion. *"En 1946, l'électrométallurgie ne travaille qu'à 50% de sa capacité; l'augmentation du prix des matières premières affecte la rentabilité. En 1948, la Lonza connaît aussi des difficultés et doit réduire temporairement l'effectif de ses travailleurs"*⁵⁵. Le chômage fait son retour.

La situation économique du canton fut en plus fortement aggravée par une forte crise agricole qui témoignait à sa manière de l'échec de la politique de la préférence paysanne de Maurice Troillet. La stimulation énorme du développement agricole du Valais qu'avait suscité le deuxième conflit mondial se trouvait à présent en contradiction avec la reprise des échanges internationaux. Les difficultés d'écoulement des productions agricoles locales se firent immédiatement sentir. *"La vente des différentes variétés de poires, des tomates et des choux-fleurs est compromise par les importations massives de fruits et légumes étrangers que la Confédération estime nécessaires pour faciliter les exportations de l'industrie suisse."*⁵⁶ La crise que subit alors le Valais, canton encore essentiellement agricole (plus de 40% de la population active en 1950), fut à la hauteur du mécontentement paysan. Emmené par l'Union des producteurs valaisans (UPV, proche du POP), les paysans valaisans multiplièrent les manifestations et autres démonstrations de force pour essayer de sensibiliser les autorités sur leur situation. C'est ainsi par exemple qu'ils détruisirent en 1950 quelques 150t de tomates en les lançant dans le Rhône. Plus tard, ils organisèrent en 1953 un grand rassemblement à Saxon pour protéger leur production d'abricot. La manifestation tourna pratiquement à l'émeute quand deux wagons CFF furent incendiés. Le Conseil fédéral envisagea même un moment d'envoyer l'armée rétablir l'ordre.

Cet épisode montre à quel point la situation était tendue. Le développement du Valais tel qu'il avait été mené durant un demi-siècle conduisait à un véritable cul-de-sac. La dissymétrie totale entre d'un côté une concentration industrielle réduite à trois géants et de l'autre une petite paysannerie pléthorique amenait le Valais à subir très profondément les aléas du capitalisme et de ses crises.

En outre, il entraînait une dépendance fort néfaste vis-à-vis de quelques grands groupes industriels sur lesquels même l'Etat n'avait pratiquement aucun mot à dire. On se souviendra encore longtemps du fait

⁵⁴ Kaufmann, Beat: *op.cit.*, p.79

⁵⁵ Dayer, Stéphane: *op.cit.*, p.55

⁵⁶ *ibid.*, p.45

que l'AIAG ait exigé directement du Département militaire fédéral qu'il envoie la troupe pour surveiller l'usine quelques mois avant la grève de 1917 sans même consulter ou informer le Conseil d'Etat.

L'aide au développement industriel

A la fin des années 40 et au début des années 50 les appels à la "décentralisation/déconcentration industrielle" se multiplièrent. *"Am 5. Juni 1950 reichte der Walliser Nationalrat P. De Courten in den eidgenössischen Räten ein von 21 Parlamentariern mitunterzeichnetes Postulat ein, in welchem er auf die bedrohlichen Ballungstendenzen in der schweizerischen Wirtschaft hinwies und Massnahmen des Bundes für eine industrielle Dezentralisation, insbesondere für eine verstärkte Industrialisierung des Berggebiets, verlangte."*⁵⁷

Dans sa révision du 23 février 1952 de la Loi cantonale des Finances, le canton du Valais prévint un article mentionnant la possibilité pour le Conseil d'Etat d'exonérer des impôts cantonaux, en totalité ou en partie, les industries nouvelles de caractère permanent.

Le 1^{er} mai 1951 était créée la Société valaisanne de recherches économiques et sociales (SVRES) avec, à sa tête, Henri Roh. Cette société allait jouer un rôle crucial dans la diversification du paysage industrielle valaisan. En effet, entre temps, les autorités valaisannes planchaient déjà sur une Loi sur le développement de l'industrie. Cette dernière devait répondre aux défis devant lesquels se trouvait alors le développement du Valais.

Dans son message au Grand Conseil, le Conseil d'Etat jugeait ainsi ce projet de loi: *"Il s'agit de lutter contre la concentration des entreprises, non seulement pour sauvegarder la petite exploitation, mais aussi pour assurer une meilleure répartition du revenu national, partant des possibilités suffisantes d'emploi et de gain pour l'ensemble de la population suisse."*

C'est une œuvre de longue haleine qui exigera beaucoup de ténacité, de savoir-faire et d'esprit de compréhension.

Tout ce problème revêt une importance très grande pour le Valais, dont l'économie repose trop essentiellement sur l'agriculture et la grande industrie d'exportation. [...]

*Notre canton, comme déjà signalé, souffre du manque de petites et moyennes entreprises, aptes à assurer des possibilités d'occupation durable, par la production de biens de consommation susceptibles d'être écoulés dans le pays."*⁵⁸

La loi fut acceptée à une très large majorité le 24 juin 1954. Son règlement d'application du 23 avril 1954 prévoyait entre autre la possibilité pour le canton de participer jusqu'à hauteur de 30% aux dépenses faites par les communes pour faciliter l'établissement d'industries (amélioration foncière, création de zones industrielles, développement des réseaux routiers,...). Les autorités valaisannes

⁵⁷ Kaufmann, Beat: *op.cit.*, p.95

⁵⁸ "Message accompagnant le projet de loi sur le développement de l'industrie", *Bulletin des séances du Grand Conseil*, 1952, p.242

prévoient également la création d'une commission cantonale consultative dont *"le secrétariat est confié à la Société de recherches économiques et sociales avec siège à Sion"*⁵⁹. *"Tous les projets sont soumis à l'examen de la Société de recherches économiques et sociales, qui soumet ensuite ses propositions à la Commission cantonale consultative. Le préavis de ladite Commission est transmis au Département de l'Intérieur, à l'intention du Conseil d'Etat, qui se prononce définitivement."*⁶⁰

Pour lutter contre l'exode des campagnes, le canton s'en remettait ainsi à une société de droit privé extérieure à l'Etat, bien que partiellement financée par celui-ci... Pour développer son secteur industriel, le canton du Valais s'en remettait aux cadeaux fiscaux et acceptait la mainmise du Capital.

Les résultats de ces changements législatifs n'allaient pas tarder. Fer de lance de ces changements, la SVRES allait tout d'abord mettre sur pied toute une série de conférences et autres moments de rencontres privilégiés entre les communes et les investisseurs (toujours extérieurs au canton bien entendu). En effet, selon Henri Roh: *"en Valais, il s'agissait de faire prendre conscience aux autorités et au public des nécessités et des possibilités de l'industrialisation. A l'extérieur du canton, il fallait prouver aux autorités fédérales et aux associations industrielles que le Valais offre des possibilités intéressantes quant à l'industrialisation."*⁶¹

En 25 ans d'existence, *"de 1951 à 1976, la SVRES a contribué à la création de plus de 150 entreprises industrielles, artisanales ou commerciales occupant 5'000 personnes dans la plaine du Rhône et en montagne"*⁶². Des industries comme Orgamol à Evionnaz (active dans la chimie) ou encore les Raffineries du Sud-Ouest à Collombey sont nées des initiatives de la SVRES. Le nombre d'ouvriers a ainsi doublé en quinze ans en Valais (1950-1965), réalisant ainsi la plus forte progression de Suisse (voir tableau 2).

Si elle a permis une diversification bienvenue du parc industriel valaisan ainsi qu'un débouché nécessaire pour une paysannerie en pleine restructuration, cette politique d'industrialisation n'arriva pas pour autant à remettre fondamentalement en cause *"l'absence d'entrepreneurs industriels valaisans et la pénurie de personnel qualifié"*⁶³. En ce sens, même les notables valaisans n'étaient pas maîtres du développement économique du canton. Tout au plus pouvaient-ils jouer de manière lucrative les intermédiaires ou contremaîtres de ce développement. Les grands travaux de construction des barrages hydroélectriques de la Grande-Dixence et de Mauvoisin, qui permirent un développement accéléré des vallées parallèles et contribuèrent à enrayer l'exode des populations de ces vallées vers la plaine du Rhône, dépendaient eux aussi de capitaux extérieurs au canton.

⁵⁹ "Règlement d'exécution du 23 avril 1954, de la loi du 24 juin 1953 sur le développement de l'industrie", *Recueil des lois*, 1954, art.2, p.128

⁶⁰ *ibid.*, art. 5, p.129

⁶¹ Roh, Henri: *Fédéralisme politique et décentralisation économique et industrielle*, cité par Kaufmann, Beat: *op.cit.*, p.100

⁶² Dayer, Stéphane: *op.cit.*, p.56

⁶³ *ibid.*, p.57

La construction de la Grande-Dixence et de Mauvoisin

Le développement de l'industrie hydroélectrique allait assurer à la sortie des années 1940 un développement tout aussi radical que celui entraîné par la première vague industrielle caractérisée par les trois entreprises Lonza, Ciba et AIAG.

A la sortie de la guerre, pas moins de 16 constructions hydroélectriques étaient projetées. Parmi celles-ci, deux projets colossaux: la Grande-Dixence et Mauvoisin. L'ensemble de l'investissement quant à ses travaux de construction s'élevait à plus de 4,7 milliards de francs⁶⁴.

Bien souvent, l'AIAG, la Lonza ou encore la Ciba participaient à l'extension du parc hydroélectrique valaisan. C'est ainsi que l'AIAG participa à la construction des forces motrices de la Gouggra entre 1954 et 1960 avec la commune de Sierre. *"Das Gouggra-Werk wurde in den Jahren 1954-1960 unter Beteiligung der Alusuisse, der Gemeinde Siders und drei weiterer Partner erstellt. Es ist mit seinen vier Zentralen Lona, Motec, Vissoie und Chippis (331 Mio. kWh) hinter Mauvoisin und Grande Dixence das grösste Kraftwerk, welches in den letzten Jahren im Wallis fertiggestellt wurde, wobei die im Alleinbesitz Alusuisse stehende Stufe Vissoie-Chippis freilich nur eine Erweiterung des alten Navizence-Werks darstellt"*⁶⁵.

Pour la construction du complexe de la Grande-Dixence, une société, Grande Dixence SA, sera mise sur pied, elle comprendra à la fois l'entreprise mère EOS que le canton de Bâle ou encore les Forces motrices bernoises (BKW) et les Forces motrices du Nord-Ouest de la Suisse (NOK).

Ce complexe, dont la construction s'étala sur 14 ans de 1951 à 1965 comprenait *"un nouveau barrage (400mio m³) noyant l'ancien, deux usines de turbinage à Fionnay (val de Bagnes) et Nendaz (plaine du Rhône), d'une puissance totale de 672 MW, ainsi que quatre installations de pompage à Ferpècle, Z'mutt, et Stafel. Ces quatre stations de pompage, ainsi que 75 prises d'eau et 100km de conduite, permettent de ramener dans le barrage l'eau de 35 glaciers, formant un bassin versant de 340 km²."*⁶⁶

Ces constructions colossales feront exploser le besoin de main-d'œuvre dans le génie civil et la construction. *"Avant la guerre, ce secteur occupait 9% des personnes actives. En 1955, la proportion s'élève à 30%, ce qui représente autant de travailleurs que l'industrie et les métiers. Dans les districts directement concernés par les grands ouvrages, ce taux peut atteindre 45%. Les habitants des régions où se déroulent les travaux s'engagent sur les chantiers; ils occupent des emplois de manœuvres, mineurs, machinistes ou contremaîtres."*⁶⁷

Synthèse

Les années 50 représentent donc un tournant dans l'histoire valaisanne. C'est précisément à ce tournant que se déroula la dernière grève qui eut lieu aux usines d'aluminium de Chippis. C'est à ce moment

⁶⁴ Bruttin, Philippe: *Le retour des concessions hydroélectriques aux collectivités publiques valaisannes*, EPFL, 1994, p.69-71

⁶⁵ Kaufmann, Beat: *op.cit.*, p.138

⁶⁶ Bruttin, Philippe: *op.cit.*, p.44

⁶⁷ Dayer, Stéphane: *op.cit.*, p.52

que les ouvriers de ces usines ont rappelé leur ras-le-bol d'être les laissés pour compte du développement économique alors qu'ils sont en même temps le moteur de ce développement. Sans eux, rien ne fonctionne. Sur eux reposent toutes les richesses produites dont une poignée s'accapare de juteuses parts.

La grève de 1954 aurait pu faire florès, s'inscrire dans la continuité de l'émeute paysanne de Saxon et entraîner dans sa dynamique les ouvriers des grands chantiers de la Grande-Dixence et de Mauvoisin. Les conditions de travail et les salaires des ouvriers et mineurs des barrages, vivant une partie de l'année coupés du monde dans des baraques de fortune à plus de 2500 mètres, valaient bien eux aussi une grève.

Il y avait là une possibilité de développement de luttes sociales qui auraient pu permettre aux salariés de ce canton de pouvoir mieux défendre leurs intérêts face à la rapacité des investisseurs et autres grands capitalistes. Cette possibilité n'a pas été voulue par les responsables syndicaux de la FOMH trop soucieux de préserver le cadre conventionnel et de défendre ainsi la sacro-sainte paix absolue du travail. En agissant de la sorte, le syndicat se coupait de son rôle fondamental et prenait définitivement prendre le chemin d'une gestion arrangée des politiques d'entreprises qui l'éloignera toujours plus des salariés. La grève de 1954 et son épilogue allait marquer au niveau des luttes sociales les décennies suivantes en Valais. La grève de 1954 était la dernière d'une série de trois grèves menées aux usines d'aluminium de Chippis. Elle présentait bon nombre de traits communs avec la deuxième grève, celle de 1942.

Tout comme en 1954, la grève était "spontanée" et le soutien de la population et des médias largement acquis. Pourtant, tout comme en 1954, la FOMH (par l'entremise du même secrétaire central, Emile Giroud) fit tout son possible pour éviter la grève.

La première grève des usines valaisannes de l'AIAG de 1917 s'inscrivait, elle, dans un contexte différent de celle de 1954. Elle contrastait d'autant plus avec la grève de 1954 que le syndicat d'alors avait soutenu la grève qui dura douze jours du 17 au 29 juin. Ce syndicat, loin d'être un syndicat "rouge", était un syndicat chrétien, mené par l'abbé Pilloud de Fribourg. D'autre part, le comité de grève mis en place en 1917 avait réellement fonctionné comme tel.

La grève de 1917 s'inscrivait aussi dans un contexte de guerre et d'explosion des bénéfices de la part de l'AIAG qui n'avait aucun rapport avec l'évolution des salaires qui ne suffisaient pas à rattraper l'inflation. C'est ce même contexte qui a prévalu lors de la grève de 1942. Seulement, les bouleversements syndicaux enregistrés depuis la sortie de la première guerre mondiale allaient modifier du tout au tout l'appréhension des conflits sur les lieux de travail.

Analyser l'évolution des conflits aux usines valaisannes d'AIAG permet aussi de mieux rendre compte de la signification de la grève de 1954. Cette dernière s'inscrit ainsi dans un double processus d'évolution politique des dits syndicats rouges et de volonté de contrôle très clair de l'appareil syndical sur sa base.

La grève de 1954, parce qu'elle mit un terme aux expériences de luttes aux usines de Chippis en étant la dernière grève, représente en quelque sorte l'achèvement concret de l'évolution de la FOMH et du syndicalisme suisse et valaisan vers un syndicat de gestion, vers un syndicat de prestations, vers un syndicat bureaucratique et en décalage complet avec des formes concrètes et réellement démocratiques de militantisme et de syndicalisme.

Jean-Noël Rey, le fils d'Alfred Rey (adjoint du secrétaire FOMH à Sierre lors de la grève de 1954), revendiquait ainsi cette mutation syndicale: *"A une phase avancée de l'industrialisation sociétale correspond un type de syndicalisme particulier. Un syndicalisme dont la marge de manœuvre au niveau de ses fonctions traditionnelles est fortement limitée. Mais un syndicalisme qui enrichit ses tâches en participant au système global assurant la bonne marche de l'économie. Dans ce sens, le syndicat devient une pièce maîtresse de la société industrielle.*

*Il satisfait les besoins de la société industrielle avancée en canalisant le mécontentement ouvrier, né au sein des entreprises, vers les procédures établies pour le règlement des conflits. Il contribue également à alléger les conséquences de l'adaptation de l'économie à une technologie toujours plus poussée en expliquant aux travailleurs la nécessité des choix économiques."*⁶⁸

Il importe donc maintenant, après avoir dressé un portrait de l'évolution économique du canton, d'analyser d'un peu plus près l'histoire sociale et politique de l'AIAG en Valais. A travers elle, on pourra mieux rendre compte des ruptures et continuités introduites par la grève de 1954. De même, l'on ne saurait comprendre la grève de 1954 sans revenir sur l'histoire des luttes dans cette entreprise. Enfin, l'évolution du syndicalisme et de la social-démocratie valaisanne (reprenant les caractéristiques de l'histoire des syndicats et du PSS) s'avérera nécessaire à la compréhension de leur rôle durant cette grève. Le désaveu syndical de la FOMH ne s'explique pas sans analyser l'histoire de ce syndicat, sans mentionner sa longue tradition de chasse à l'opposant, sa hiérarchisation et enfin l'accomplissement de son revirement lors la signature de la paix du travail de l'été 1937.

Auparavant, il convient de passer quelques pages à l'étude de l'histoire et des relations de l'AIAG avec l'élite suisse et valaisanne.

⁶⁸ Rey, Jean-Noël: "Le rôle joué sur le plan syndical", *Un siècle d'Union syndicale suisse (1880-1980)*, USS, 1980, p.47-78, p.75

Tableau 2: nombre de fabriques et de travailleurs de 1950 à 1964⁶⁹

| | nombre de fabriques | Valais | | Suisse |
|------|---------------------------|----------------|--------|--------|
| | | ouvriers | | |
| | | chiffre absolu | indice | indice |
| 1950 | 115 | 6294 | 100 | 100 |
| 1951 | 114 | 6994 | 111 | 111 |
| 1952 | 119 | 7379 | 117 | 111 |
| 1953 | 122 | 6980 | 111 | 112 |
| 1954 | 126 | 7394 | 117 | 115 |
| 1955 | 137 | 7972 | 127 | 119 |
| 1956 | 139 | 8051 | 128 | 125 |
| 1957 | 146 | 8284 | 132 | 131 |
| 1958 | 157 | 8669 | 138 | 127 |
| 1959 | 161 | 8971 | 142 | 127 |
| 1960 | 164 | 9183 | 146 | 135 |
| 1961 | 177 | 9980 | 159 | 146 |
| 1962 | 183 | 10979 | 174 | 152 |
| 1963 | 239 | 12102 | 192 | 154 |
| 1964 | 252 | 13078 | 208 | 156 |

AIAG-Alusuisse: histoire de grandes familles et de cooptation.

Après que le français Héroult avait inventé le processus d'électrolyse par fusion qui permettait de fabriquer de manière industrielle de l'aluminium, deux entrepreneurs suisses fondèrent en 1887 la *Schweizerische Metallurgische Gesellschaft* et allaient ainsi lancer la production d'aluminium en Suisse. En engageant Héroult, les deux Suisses comptaient bien pouvoir fournir de manière importante l'immense marché allemand. Toutefois, Peter-Emil Huber-Werdmüller (également président de la *Maschinenfabrik Oerlikon*) et le colonel Gustav Naville (directeur et co-proprétaire de la fabrique de machine zurichoise *Escher, Wyss & Cie*), les deux patrons de la nouvelle entreprise, devaient très tôt composer avec le géant de l'électricité allemand (*Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft AEG*) qui menaçait les débouchés sur le marché allemand en effectuant des tests de production d'aluminium. "La Société métallurgique fut dissoute et l'on fonda, le 12 novembre 1888, la *Aluminium-Industrie-Aktien-*

⁶⁹ tableau tiré de Kaufmann, Beat: *op.cit.*, p.106

*Gesellschaft Neuhausen" (AIAG) dans laquelle un consortium d'industriels et de banquiers allemands avait de larges parts."*⁷⁰

Au départ, la société était présidée par Peter-Emil Huber avec comme vice-président Gustav Naville. *"Le conseil d'administration était composé de douze personnes, trois Suisses, huit Allemands, et un Autrichien".* Le grand capital allemand était fort présent: *"parmi eux, Georg Siemens, président de la Deutsche Bank, Emil Rathenau, directeur de la société générale d'électricité [AEG] et le financier berlinois Carl Fürstenberg. Ces deux derniers allaient parrainer, sept ans plus tard, la holding suisse d'électricité, Elektrowatt."*⁷¹

La fin de la première guerre mondiale et la défaite de l'empire allemand signifieront également la fin de l'emprise allemande sur l'AIAG. *"La défaite de l'Allemagne impérialiste est l'occasion pour les capitalistes suisses de se débarrasser du capital allemand et de créer une entreprise entièrement tenue par des capitaux suisses, au capital social de 300.000.000 de francs répartis entre plus de 500 actionnaires principaux représentant environ 500.000 voix à l'assemblée générale. Mais, la majorité des actions sont détenues par quelques grandes familles, avec des liens dans la banque."*⁷²

C'est ainsi que l'on remarque la présence constante au fil des différents conseils d'administration de représentants de la grande bourgeoisie helvétique ou représentants d'intérêts d'autres grands groupes impérialistes suisses (surtout banque et chimie). Parmi ces derniers, Emmanuel R. Meyer passa plusieurs décennies à la tête du groupe et siégeait aussi entre autre chez Geigy, au Crédit Suisse ainsi qu'à la Zürich Assurance. D'autres personnes tels le banquier bâlois Zahn-Geigy ou encore Ruppert Gasser (de Nestlé) ont siégé au conseil d'administration de l'AIAG (devenue en 1963 Alusuisse).

Des personnalités comme Max Huber (fils du fondateur de l'AIAG Peter-Emil et président du conseil d'administration de 1921 à 1941) était également président, depuis 1928, du Comité international de la Croix-Rouge. Le fait que l'AIAG, de par sa participation dans la SAVA (Società Alluminio Veneto Anonima: complexe industriel d'aluminium près de Venise créé par l'AIAG et la Compagnia Industrie Montanistica), participait directement aux campagnes fascistes contre les républicains espagnols et en Abyssinie, ne gênait que fort peu le président du CICR. Max Huber se fit remplacer à la tête du CICR par Carl Jacob Burckhardt durant le deuxième conflit mondial. Le silence de ce dernier face aux horreurs nazies commises durant le conflit et sa défense inébranlable de la "neutralité" helvétique lui valut d'ailleurs l'honneur de faire partie du conseil d'administration de l'AIAG en 1963, aux côtés du marchand de canons zurichois Dieter Bührle. Il faut dire que l'AIAG fit d'excellentes affaires durant les deux conflits mondiaux, notamment à travers sa participation active aux efforts de guerre allemands.

⁷⁰ Indermaur, Peter: "Lueur à l'horizon", *Alusuisse 1888-1988, une histoire coloniale en Valais et dans le monde*, Editions d'en bas, 1989, p.23

⁷¹ *idem*

⁷² *La Brèche*, 15.6.1973

L'AIAG avait aussi toute une série de relais politiques. C'est ainsi que de bon nombre de ses conseillers d'administration assumaient ou avaient assumé des mandats politiques. L'AIAG assurait une retraite paisible à bon nombre de conseillers fédéraux ou conseillers d'Etat. Le premier directeur des usines de Chippis, n'était autre que Charles de Preux, ancien conseiller d'Etat du Valais et conseiller national durant son mandat pour l'AIAG.

Nello Celio, membre du conseil d'administration, accéda au Conseil fédéral. Lors de son départ à la retraite, il retrouva son siège de conseiller d'administration et présida même le conseil lors du départ d'Emmanuel Meyer. Auparavant, Ernst Wetter avait connu plus ou moins la même trajectoire. *"Faisant partie du conseil d'administration de l'AIAG depuis 1929, Wetter était délégué du Vorort, conseiller fédéral de 1937 à 1944, puis à nouveau au conseil d'administration de l'AIAG dont il devint président en 1960"*⁷³. Le conseiller fédéral Hans Schaffner fit aussi partie du conseil d'administration.

Les usines valaisannes ayant durant plusieurs décennies été au centre de la production de l'AIAG, les grands détenteurs de capitaux ont aussi eu un intérêt tout particulier à intégrer dans leur conseil d'administration des membres de l'establishment local. C'est ainsi que l'on peut remarquer une continuité dans la représentation à la direction d'un membre valaisan. Souvent, ce membre était étroitement lié à l'ancienne aristocratie locale qui n'avait perdu que lentement de son pouvoir. Le cas de Charles de Preux, dont la famille était également étroitement liée à la famille de Chastonay (notables locaux), n'était ainsi pas isolé.

Membre du conseil d'administration de 1939 à 1955, Etienne Dallèves avait été auparavant membre du Grand Conseil et rapporteur auprès du Tribunal cantonal. Son père, Alexis, avait marié Catherine de Stockalper (famille de notables haut-valaisans) et avait été entre autre chancelier d'Etat de 1888 à 1895. Lui-même, Etienne Dallèves avait épousé une autre fille de notables haut-valaisans: Marie-Philomène-Jeanne-Caroline de Riedmatten.

Lorsque Etienne Dallèves se retirera du conseil d'administration, il sera remplacé par Cyrille Pitteloud. Ce dernier avait été conseiller d'Etat s'occupant de la Justice et Police de 1928 à 1953. Il assumera ses fonctions au sein de l'AIAG jusqu'en 1968 quand il sera remplacé par un autre ancien conseiller d'Etat: Marcel Gross.

En 1978, l'ancien conseiller national et président d'Ayent, Adolphe Travelletti, après avoir encore été directeur de la banque cantonale depuis 1965, prendra le relais de Marcel Gross.

Lui succèdera pour une année, l'ancien conseiller d'Etat et défenseur de l'extrême-droite ultra-catholique Guy Genoud, dont les affinités avec le chef du *Nouvelliste*, André Luisier, étaient connues de tous. Sous leur entremise ont entre autre été fournis les terrains pour l'établissement de la secte d'Ecône (la Fraternité Saint-Pie-X de Mgr Lefebvre). Alusuisse, ayant en son sein l'ami personnel du patron du journal du Valais romand pouvait compter sur lui pour éviter tout reproche, tout scandale...

⁷³ Indermaur, Peter: *art. cit.*, p.43

Parallèlement, *"Alusuisse libéra un siège pour l'ancien conseiller d'Etat valaisan Ernst von Roten à la Lonza, dont elle est propriétaire."*⁷⁴

La politique de cooptation des élites locales entreprise par l'AIAG touchait même le plan communal. En effet, après une période de contestation de la politique industrielle par le président de Chippis Alexandre Zufferey, la commune de Chippis allait vivre sous le règne de l'AIAG qui sut profiter un maximum de son statut de principal employeur et principal contribuable pour obtenir toutes sortes de faveurs (rabais fiscaux, aménagements,...). Ainsi durant plus de 30 ans, la commune sera dirigée par un Devanthéry. *"Devanthéry, c'est la création de l'ALUSUISSE. Chef magasinier à l'usine, il fera régner la loi de l'aluminium sur la commune, s'appuyant sur un Conseil communal radical monocolore."*

*Ce parti radical, c'est aussi une création d'ALUSUISSE, à partir de l'afflux de techniciens et d'employés venus d'outre-Sarine. Le règne de Devanthéry – ou plutôt celui du tandem Sigrist-Devanthéry, Sigrist étant le directeur d'ALUSUISSE à l'époque – coïncide avec la crise des années 30 et la récession d'après-guerre. Cette période de chômage, compte tenu du monopole de l'emploi que détient ALUSUISSE, lui permet de poser ses conditions en maître absolu"*⁷⁵

Cependant, *"Alusuisse avait aussi de quoi intéresser certains fonctionnaires cantonaux et communaux. Le forestier cantonal, M. Henri Dorsat, se vit confier, après sa retraite, des tâches rémunérées afin de défendre le point de vue de l'industrie en matière de dommages aux forêts."*⁷⁶

*"Karl Zumtaugwald, ancien directeur de l'Ecole cantonale d'agriculture de Viège et son successeur, Albert Carlen, faisaient partie -contre rémunération- du groupe d'experts d'Alusuisse chargé de jauger les dégâts causés par le fluor aux cultures."*⁷⁷

De même, le vétérinaire cantonal, Georges Brunner, était souvent présenté par l'Alusuisse comme un expert neutre. Il imposait notamment des critères hyper-restrictifs pour reconnaître les cas de fluorose (causés par les fumées sortant de l'usine) sur le bétail. *"Ces critères extrêmement prohibitifs pour les paysans furent justifiés par M. Brunner en ces termes: "Dans le cas contraire, il faudrait indemniser toutes les vaches dans la région de Steg et de Chippis, ce qui est bien entendu du domaine de l'impossible. Les usines pourraient menacer de licenciements et de fermeture. Il faut savoir accepter ces petits inconvénients de l'industrie." Alusuisse était satisfaite de ce vétérinaire cantonal."*⁷⁸

Ainsi, les usines valaisannes d'aluminium pouvaient mener leur commerce, polluer la vallée du Rhône, exploiter et empoisonner ses employés de manière beaucoup plus aisée et tranquille. Le poids de cette entreprise était telle que même les associations syndicales ne lui résistèrent pas. Les usines d'AIAG en

⁷⁴ Gasche, Urs P.: *Le scandale Alusuisse, la guerre du fluor en Valais*, Editions d'en bas, 1982, p.32

⁷⁵ *La Brèche*, 15.6.73

⁷⁶ Gasche, Urs P.: *op.cit.*, p.32

⁷⁷ Garbely, Frank: "Valais, le canton Alusuisse", *Alusuisse 1888-1988, une histoire coloniale en Valais et dans le monde*, *op.cit.*, p.237

⁷⁸ Gasche, Urs P.: *op.cit.*, p.34

Valais s'agrandissaient souvent sans demande de permis. Aussitôt qu'un paysan ou qu'un riverain se plaignait des dégâts causés par les émanations de fluor, l'AIAG lui rachetait le terrain ou alors lui proposait des dédommagements ridicules. *"En 1980, la fabrique possédait en Valais plus de 300 hectares, dont 260 de terrain cultivable qu'elle cédait à des agriculteurs. En contrepartie, ils renonçaient formellement à toute prétention à des dédommagements pour les dégâts dus au fluor. Elle achetait le silence d'autres critiques en leur offrant soit des emplois, soit de l'argent."*⁷⁹

⁷⁹ Garbely, Frank: *art.cit.*, p.238

Une histoire du syndicalisme

Histoire du syndicalisme et du mouvement ouvrier valaisan

Il n'était pas facile de résister à la toute puissance de l'AIAG. En ce sens, l'on pouvait réellement parler, à l'instar de Frank Garbely, du Valais comme étant le "canton Alusuisse". Face à un tel groupe, face à une telle puissance, il ne s'est pas trouvé de force sociale suffisante pour créer une brèche dans l'édifice, pour contester cette mainmise. L'histoire du mouvement ouvrier valaisan frappe au contraire par sa maigreur et son aspect très tôt intégré dans la logique capitaliste, à la botte des grands groupes comme l'Alusuisse. Au sujet de la pollution de l'usine et des dégâts que cette dernière causait notamment dans la pinède de Finges, *"un leader de la FTMH [Rémy Théoduloz, président de la commission ouvrière de l'usine] alla même jusqu'à affirmer: "J'aime mieux que les forêts meurent que de voir les usines quitter le Valais." Le comité directeur du Parti socialiste valaisan n'osait même plus soulever la question du fluor lors des assemblées du parti.*"⁸⁰ Le fait que plus de 50 cas de fluorose ait été reconnu par la très conservatrice CNA dans les usines de Chippis ne semblait pas être un élément d'indignation pour le syndicat de la FOMH qui ne voulut jamais faire partie de l'Association de défense mise sur pied dans les années 1970 par les paysans et les communes touchés par les pollutions des usines d'aluminium.

Canton qui vécut la révolution industrielle tardivement, le Valais allait également assister tardivement à la naissance d'un mouvement ouvrier. Ce dernier eut beaucoup de peine à s'implanter du fait de la faiblesse et de l'inégalité du développement économique. De même, l'hyper-exploitation de la main-d'œuvre et l'ancrage idéologique conservateur qui maintinrent durant plusieurs décennies l'existence de paysans-ouvriers, freinaient fortement l'émergence d'une conscience de classe ouvrière et, de là, la formation de structures propres au mouvement ouvrier.

Ce n'est qu'aux lendemains de la première guerre mondiale que l'on assistera à la double naissance d'une Union ouvrière cantonale ainsi que d'un Parti socialiste valaisan. Le caractère relativement tardif de leur naissance allait grandement faciliter le développement vers la droite tant du parti socialiste que du syndicat suivant en cela l'évolution nationale. Le cas est particulièrement flagrant avec la section de la FOMH qui opéra un tournant à droite marqué notamment par le remplacement d'un secrétaire trop revendicatif après la signature de la paix du travail ainsi que par sa sortie du Cartel syndical cantonal durant la seconde guerre mondiale, jugeant ce dernier trop inféodé au Parti socialiste valaisan et à son leader Charles Dellberg.

Les différentes maisons syndicales ainsi que le Parti socialiste tel que nous les connaissons aujourd'hui virent le jour grâce à un regroupement d'Unions ouvrières locales avec des sections valaisannes du Grütli. Fondée en 1838 par Albert Galeer et Johann Niederer, la société du Grütli entendait

⁸⁰ *ibid.*, p.242

promouvoir les réformes sociales et développer la démocratie. Elle offrait notamment un cadre pour les ouvriers pour se rencontrer, se distraire, s'éduquer par le biais de fanfares, de bibliothèques, de soirées,...

Les sections valaisannes du Grütli ne furent jamais très grandes et connurent bon nombre d'aléas. Si la première section fut créée à Sion le 4 juin 1854, ses effectifs feront notamment défaut quelques années plus tard. Des tentatives de création eurent lieu aussi à Sierre et à Martigny, mais en vain. Seule la section de Brigue, créée en 1904, sous la présidence du jeune Charles Dellberg, connaîtra un réel épanouissement avec plus de 70 membres en 1908.

Au niveau national, la société du Grütli s'était déjà en bonne partie intégrée au Parti socialiste suisse, voyant ses effectifs se réduire rapidement. La section de Brigue du Grütli sera, elle, un des moteurs de la création du Parti socialiste valaisan et de l'Union ouvrière valaisanne.

En 1906 déjà, sur l'initiative de Clovis Pignat et Charles Dellberg, avait eu lieu une première tentative de création d'un parti ouvrier cantonal à Martigny lors de la manifestation du 1^{er} mai. La tentative échoua devant le peu d'enthousiasme suscité. Deux ans plus tard, toujours à l'occasion du 1^{er} mai, *"les représentants des trois sections valaisannes du Grütli [Monthey, Sion et Brigue] et de l'Union ouvrière de Monthey se réunissent à Martigny. Au cours de ce congrès, un projet de statuts est discuté et même adopté; mais pour diverses raisons, on en reste là et la réalisation fait toujours défaut."*⁸¹

Idem en 1910, lors d'une réunion à Sion. Un nouvel essai aura lieu en 1913 avec la création d'un parti ouvrier cantonal composé des sections du Grütli en reprenant les statuts de 1908 et en se dotant d'un organe en reprenant *La Justice* d'Ulrich Gaillard. Cette tentative n'allait durer que quelques mois notamment du fait des difficultés financières du journal qui cessa de paraître dès septembre 1913.

Ce n'est que dans l'immédiate après-guerre que les conditions pour la création d'un parti et d'une union syndicale cantonale seront réunies. Entre temps le développement d'unions ouvrières dans diverses localités bas-valaisannes sous l'impulsion de Clovis Pignat ainsi que la création d'une Fédération de ces unions locales auront largement déblayé le terrain. Les créations d'unions ouvrières à Vouvry, Saxon, Fully, Martigny (1916) et plus tard au Bouveret (1917) et à Vionnaz (1917) viendront compléter les unions ouvrières de Monthey (1908) et Brigue (1906). L'élan ainsi créé amènera à la création de la Fédération ouvrière valaisanne (début 1917). Si la Fédération a eu quelque peine à fonctionner en tant que tel se contentant d'un rôle administratif, *"les Unions ouvrières du Bouveret, de Vionnaz, Vouvry, Monthey, Martigny, Saxon-Fully et Saillon se maintiendront en vie durant les années suivantes et à partir de 1919, elles se transformeront la plupart en sections du parti socialiste valaisan."*⁸²

⁸¹ Abbet, Claude: *op.cit.*, p.37

⁸² *ibid.*, p.52

La fin de la première guerre mondiale correspondit à un sérieux essor du mouvement syndical en Suisse comme en Valais. Si la grève générale de 1918 ne fut que peu suivie en Valais (200 grévistes contre 2'500 soldats), la grève de 1917 aux usines de Chippis donnait une sérieuse base d'engagement aux ouvriers valaisans. C'est ainsi que fut créée l'Union ouvrière valaisanne, le 20 avril 1919. Albert Delz, compagnon de route de Charles Dellberg et futur secrétaire FOMH à Brigue, fut nommé président. Regroupant des sections syndicales, politiques, des associations de jeunes et des coopératives, l'Union ouvrière avait pour but de *"favoriser toutes les mesures qui visent à améliorer la situation économique des travailleurs; appuyer financièrement et moralement la lutte des organisations affiliées; propager le système coopératif; contrôler l'application des lois de protection ouvrière; fonder de nouvelles sections syndicales, des associations ouvrières et de jeunesse; faire de l'agitation syndicale et politico-sociale de la classe ouvrière par la fondation éventuelle d'un journal et d'un secrétariat."*⁸³

La séparation entre parti et syndicat n'existait pas encore en Valais. C'est d'ailleurs sur l'initiative de la toute nouvelle Union ouvrière valaisanne que naîtra le Parti socialiste valaisan avec à sa tête Charles Dellberg lors de la réunion du 7 décembre 1919. Plus tard Dellberg cumulera les casquettes de président du Cartel syndical valaisan (successeur de l'Union ouvrière) et président du Parti socialiste valaisan.

Durant la même période le paysage syndical valaisan se modifiait sensiblement avec l'arrivée en Valais des grands syndicats rattachés à l'USS comme la FOMH.

*"Au début 1917, un syndicat FOMH est fondé à Brigue sur l'initiative de Charles Dellberg, auquel adhère une partie des ouvriers hauts-valaisans employés aux usines Lonza de Viège: s'élevant à 32 membres au début 1918, son effectif passera à 125 l'année suivante."*⁸⁴

Ce n'est cependant qu'après l'échec de la grève de 1917 menée par le syndicat chrétien aux usines d'aluminium de Chippis que la FOMH prendra vraiment pied en Valais profitant de l'effondrement du syndicat chrétien sur le site de Chippis. Konrad Ilg se déplacera lui-même le 24 février 1918 pour donner une conférence à Sierre qui débouchera sur la création d'une section de la FOMH. Une autre section sera fondée durant la même année à Monthey avec les ouvriers de l'entreprise de construction mécanique Giovanola et les ouvriers de la Ciba. En avril 1919, Alfred Schreier est nommé secrétaire général FOMH pour le Valais. *"Au cours de l'assemblée tenue à Sierre le 19 juillet 1919 en présence du conseiller national Conrad Ilg, les rapports des délégués concluent à une activité réjouissante au sein des sections valaisannes: si en 1918 200 membres adhéraient à la FOMH, ce nombre s'élève l'année suivante à environ 750."*⁸⁵ Un secrétariat supplémentaire sera créé à Brigue et un nouveau secrétaire viendra aider Schreier dans son travail; Albert Delz, président de l'Union ouvrière sera ainsi également secrétaire FOMH à Brigue.

⁸³ Pavillon, Sophie: *op.cit.*, p.21

⁸⁴ Abbet, Claude: *op.cit.*, p.155

⁸⁵ *ibid.*, p.58

Des sections de la FOBB se développeront aussi à partir des années 20, notamment à Sion où une section de la Fédération suisse des ouvriers sur bois avait vu le jour en 1911 déjà. Elle comptait au sortir de la guerre 58 membres. Toutefois Chippis représentera toujours la principale section de la FOMH en Valais et le plus fort bastion syndical du canton (cf. tableau ci-dessous).

Tableau 3: nombre de syndiqués et pourcentage⁸⁶

| | 1925 | 1927 | 1928 |
|--------------|---------------------|--------------------|----------------------|
| USS-Valais | 1270 membres | 1918 membres | 2877 membres |
| SEV | 842 membres: 66,3% | 857 membres: 44,7% | 854 membres: 29,7% |
| FOMH | 252 membres: 19,85% | 902 membres: 47% | 1524 membres: 53% |
| FOMH-Chippis | 108 membres: 42,85% | 859 membres: 95,2% | 1215 membres: 79,75% |

De par son poids, la FOMH allait jouer un rôle prépondérant quant à la politique syndicale de l'Union ouvrière valaisanne et de son successeur le Cartel syndical valaisan.

Petite histoire de la FOMH

Né en 1915 de l'union des syndicats de métallurgistes et d'horlogers, la FOMH est un syndicat qui présente un fort taux de syndicalisation (environ 60%) mais qui a aussi une base extrêmement hétérogène. En 1918, 8,8% de ses effectifs sont employés dans les fonderies, 37,9% dans l'industrie des machines, 28,3% dans l'horlogerie, 8,3% dans la construction, 2,5% dans l'artisanat et 0,6% dans le gaz. 13,3% sont manœuvres. *"Diese Konstellation begünstigte bei der Grösse des Verbandes die Herausbildung von stark hierarchischen Strukturen mit vielen Berufsfunktionären –1919 auf dem Höhepunkt, 94 Personen- und relativ kleinen Einflussmöglichkeiten der Basis."*⁸⁷

En ce sens, la FOMH fut le syndicat qui s'appliqua le plus à liquider toute opposition de gauche en son sein. Aux lendemains de la grève générale de 1918, la direction de la FOMH s'emploiera en effet très activement pour liquider tout élément communiste en son sein, notamment à travers son refus de soutenir de quelque forme que ce soit la création de conseils ouvriers.

La chasse aux communistes

Il existait déjà depuis juin 1918 une opposition de gauche à la politique de la FOMH, en particulier à Zürich derrière Jakob Herzog. Cette dernière, qui regroupait seulement quelques douzaines de membres, se battait pour la reconnaissance des conseils d'ouvriers et de soldats. Cependant, elle allait connaître un sérieux revers lors du congrès qui suivit la grève générale.

⁸⁶ tiré de Abbet, Claude: *op.cit.*, p.97

⁸⁷ Degen, Bernard: *Richtungskämpfe im schweizerischen Gewerkschaftsbund 1918-1924, ein Beitrag zur Geschichte der Organisationsdebatte zwischen Landesstreik und Lausanner Kongress*, Lizentiatarbeit, Basel, 1978, p. 25

Les sections revendicatrices de Bâle, Winterthur et Zürich emmenées par Fritz Kopp allaient devoir agir contre le Congrès ou se taire. Après vote, il sera interdit aux sections d'appuyer la création de conseils d'ouvriers. De même, fut refusée une plus large autonomie des sections. *"Der Kongress lehnt eine neue Umschreibung der Tätigkeit und der Kompetenz der Verbands- oder der Sektionsorgane ab und erklärt namentlich die Bestrebung zur Gründung von weitem Instanzen, wie Arbeiterräten, deren Tendenzen sich direkt gegen die Zentralorganisationen richten, als statutenwidrig."*⁸⁸

Au Congrès suivant, en août 1919, une nouvelle série d'échecs survint pour l'opposition de gauche qui se retrouva pratiquement acculée. L'abandon de la neutralité politique demandé par la section de Winterthur était refusée par 124 voix contre 66, le droit des sections de plus de 1'000 membres de déclencher des mouvements de grèves et de les mener proposé par la section bâloise rejeté par 145 voix contre 41.

Au congrès suivant, Konrad Ilg, président de la FOMH et futur signataire de la paix du travail, allait pouvoir s'attaquer à la marginalisation des éléments communistes dans le syndicat pour pouvoir dans un second temps les éliminer.

C'est ainsi qu'au Congrès de 1920, Ilg élabore la théorie de la "Grosskampffaktion" contre la "Massenaktion". En théorisant abstraitement le fait qu'ils étaient entrés dans une période où les conflits étaient amenés à durer, qu'il y avait un besoin d'une organisation solide, Ilg réussit à décrédibiliser l'outil de la grève générale en un outil d'un autre âge.

Ce Congrès allait aussi faire un pas décisif dans l'élimination des éléments communistes. Par 156 voix contre 32, le Congrès reconnut que: *"Der Ausschluss von Mitgliedern erfolgt durch den Zentralvorstand auf Antrag der Sektionen oder der Beschwerdekommision"*⁸⁹. En octroyant un tel pouvoir à la commission du personnel, le Congrès autorisait le comité central à exclure des membres reconnus et protégés par leur propre section.

L'écrasante majorité lors de ces votes s'explique, entre autre, par le fait que les petites sections étaient largement sur-représentées lors des congrès. Ainsi, au Congrès de 1920, les 7 plus importantes sections, qui comportaient 33'200 membres, étaient représentées par 64 délégués sur un total de 210. A l'inverse, les 76 sections les plus petites, avec seulement 3'720 membres, avaient droit à 76 délégués.

Cette disproportion condamnait les éléments les plus combatifs du syndicat et poussait la FOMH sur une ligne toujours plus conservatrice. Ne pouvant soutenir la création de soviets, les communistes de la FOMH allaient entreprendre un travail de construction de cellules à même de porter en avant les luttes. Le Congrès de 1921 allait être l'occasion d'exclure les éléments communistes du syndicat en raison de leurs activités. Emmené par Konrad Ilg, le Congrès durcissait nettement le ton.

Après avoir dénoncé le matin les agissements des communistes passés des conseils à la construction de cellules, Ilg revint à la charge l'après-midi du 15 décembre: *"Ich erkläre die Sitzung eröffnet."*

⁸⁸ *ibid.*, p.29

⁸⁹ *ibid.*, p.35

Zunächst habe ich dem Kongress mitzuteilen, was in der Sondersitzung der nichtkommunistischen Metallarbeiter für Beschluss gefasst wurden, und zwar verbindliche Beschlüsse, die mit einer Stimmenzahl zustande kamen, die ohne jeden Zweifel die grosse Mehrheit des Kongresses in sich schliesst. Einmal ist beschlossen worden, den Anträgen des Zentralvorstandes bezüglich des Zellenbaues zuzustimmen, desgleichen dem Antrag der Sektion Arbon. Im Weiteren wurden die folgenden Mitglieder aus dem Metall- und Uhrarbeiter-Verband auszuschliessen: Brunner (Genf), Rüegg (Basel), Karl (Zürich), Kopp (Zürich), Wiesendanger (Winterthur) und Siegrist (Winterthur)."⁹⁰

La motion du comité central concernant les cellules était la suivante: "Der Kongress erklärt die Bestrebung zur Gründung von Zellen- und Fraktionsbildung, durch deren Tendenzen und Tätigkeit die Einheit der Zentralorganisation gefährdet wird, als statutenwidrig und verbandsschädigend. Der Kongress erklärt, dass Mitglieder oder Sektionen, die sich an diese Grundsätze und Beschlüsse halten, sich ausserhalb des Verbandes stellen und alle Rechte und Verbandansprüche verlieren. Der Zentralvorstand wird beauftragt, den oben angeführten Grundsätzen Nachachtung zu verschaffen, und ist verpflichtet, die hierfür notwendigen Massnahmen in Anwendung zu bringen. Der Kongress stellt fest, dass der Metall- und Uhrarbeiter-Verband durch die systematische Verleumdung der Verbandinstanzen und in der Presse von Seiten gewissen Mitglieder der kommunistischen Partei schwer geschädigt wurde. Der Kongress erklärt, dass eine solche Tätigkeit mit der Verbandzugehörigkeit unvereinbar ist, und verlangt vom Zentralvorstand die Eliminierung solcher Mitglieder. Der Kongress überträgt dem Zentralvorstand für diese Fälle das Recht des Ausschlusses mit sofortiger Wirkung."⁹¹

L'interdiction des cellules sera acceptée par 165 voix contre 32, l'exclusion des 6 communistes par 165 voix contre 36. Le comité central sortait largement renforcé du Congrès, la base était à sa botte.

Suite à ce Congrès, 15 expulsions supplémentaires eurent lieu à Genève. La section de Zürich, quant à elle, refusait d'appliquer les décisions prises au Congrès. Le bras de fer dura court. Le 29 décembre 1921, la décision tombait: "Der Zentralvorstand hatte bereits letzte Woche beschlossen, die Sektion Zürich aufzulösen, nachdem alle Beweise dafür vorlagen, dass die Kongressbeschlüssen von der Sektion terrorisierenden kommunistischen Minderheit missachtet und sabotiert würden"⁹².

A Genève, après l'exclusion de Brunner, le secrétaire local, René Robert⁹³, de tendance très droitière, alla même jusqu'à tirer au revolver sur un syndicaliste (Beenen) mécontent de la politique menée par la centrale. Argumentant du fait qu'il se sentait menacé, il sera relâché sous caution.

⁹⁰ *ibid.*, p.44

⁹¹ *ibid.*, p.45

⁹² *ibid.*, p.50

⁹³ On retrouvera quelques années plus tard ce même René Robert mener une liste contre le PS durant la deuxième guerre mondiale. Il sera exclu du PS. Comme beaucoup de bureaucrate de la FOMH, Robert jugeait le Parti Socialiste beaucoup trop marqué à gauche.

Ces exclusions, pour brutales qu'elles fussent, ne dérangèrent que fort peu les autres centrales appartenant à l'USS. Hormis la FCTA et surtout la FOBB (qui deviendra plus tard SIB), aucune condamnation n'était apparue. Le STAV, syndicat du textile, tenta une médiation, le SSP (syndicat des services publics) mena un débat interne, le SEV (syndicat des chemins de fer) observa un silence complice et l'USS resta neutre.

Dans son journal du 14 janvier 1922, réagissant à une publication interne de la FOMH intitulé *Les expulsions dans la FOMH*, la FOBB écrivait: "*Wenn wir einmal über den Holzarbeiterverband eine solche Broschüre schreiben müssten, so würden wir dies als grosses Schwach für den gesamten Verband betrachten und als ein Armutszeugnis der eigenen Verandleitung*"⁹⁴

La brochure dont il est fait mention, destinée aux membres du comité central de la FOMH, était rédigée dans le plus pur style diffamatoire. Les éléments grossiers et injurieux faisaient directement chorus avec les méthodes employées par la centrale. Parlant du leader zurichois Kopp, il était écrit: "*Kopp, dont le cerveau est meublé à la façon d'une déménageuse renversée, provoquait la confusion; il convoquait des conférences secrètes, envoyait des circulaires confidentielles, de "fameuses" directives, donnait des "ordres", confondant Moscou et Zürich. Le nom de Kopp sonnait aux oreilles plus agréablement que celui de Lénine.*"⁹⁵ Plus généralement, on décrivait les communistes comme des "*hommes atteints d'une moscovite aiguë*". "*Faute de pouvoir terroriser les 80'000 membres de la FOMH, ils se vengent sur ceux de Zürich*"⁹⁶. On les accusait d'obéir aux ordres de Moscou: "*Ils poursuivaient leur action de noyautage. Ils suivaient, en fidèles croyants, les ordres les plus machiavéliques de leurs maîtres de Moscou.*"⁹⁷

Plus loin encore, avec une pointe de xénophobie caractéristique: "*La ville de Calvin, avec sa classe ouvrière cosmopolite et sa bourgeoisie arrogante, a toujours contenu dans ses murs de grands rêveurs. Elle pouvait aussi posséder de petits bavards*". S'en prenant toujours aux communistes genevois et en particulier à Brunner, il était écrit: "*Les qualités d'administrateur de ce dernier étaient égales à ses théories dont le fouillis donne l'aspect d'un nid de pie.*" Et comme pour bien enfoncer le clou: "*A Genève et à Zürich surtout, il y eut des assemblées où les "mineurs" cherchaient à se surpasser en vilenies, en insultes et en brutalités. De telles assemblées étaient un véritable défi à l'éducation et à la civilisation.*"⁹⁸

La ligne politique de la FOMH, s'affirmant farouchement anti-communiste, ne faisait que reprendre en l'accentuant la ligne politique générale tant de l'USS que du PSS qui passa durant l'entre-deux guerre du réformisme social-démocrate à la volonté de co-gestion sociale du capitalisme. En ce sens, la FOMH ne fut jamais en décalage avec le reste de la social-démocratie, elle n'en fut que l'expression la plus conservatrice. En 1924, le congrès de l'USS de Lausanne adoptait l'idée d'un programme minimal.

⁹⁴ Degen, Bernard: *op.cit.*, p.48

⁹⁵ *Les expulsions dans la FOMH*, FOMH, Berne, 1922, p.8

⁹⁶ *ibid.*, p.9

⁹⁷ *ibid.*, p.10

⁹⁸ *ibid.*, p.13

En 1927, à Interlaken, il a été décidé, au cours d'une révision des statuts, "de faire disparaître les expressions de luttes de classes, de socialisation des moyens de production et d'abolition de la domination de classe."⁹⁹

Sur l'initiative de l'USS, en 1936, une brochure anti-communiste de 20 pages fut publiée: *Die Wahrheit über der Kommunisten*. La question du front unique était balayée comme faisant non-sens, l'USS étant le seul organe représentatif de la classe ouvrière: "*Die Forderung nach Einheitsfront der Arbeiterschaft braucht in der Gewerkschaftsbewegung gar nicht gestellt zu werden. Der SGB steht alle unselbständigen Erwerbenden offen, gleichgültig welches religiöse oder politische Glaubensbekenntnis sie haben. Die Einheitsfront der Arbeiter ist somit im Gewerkschaftsbund auf breiter Grundlage praktisch verwirklicht.*"¹⁰⁰

La défense de la démocratie pour l'USS, comme d'ailleurs pour la FOMH, signifiait moins la défense et la promotion de la démocratie sur les lieux de travail ou de la démocratie interne, du débat porté par une base militante, que la défense de la démocratie bourgeoise helvétique. En cela, à la veille du deuxième conflit mondial, le syndicalisme suisse avait choisi son camp, empruntant le chemin du corporatisme et de la défense nationale: "*Der schweizerische Gewerkschaftsbund und ihm angeschlossenen Verbände stehen nach wie vor vorbehaltlos auf dem Boden der Demokratie. Sie sind überzeugt, dass die Demokratie für unser Volk die beste und zweckmässigste Staatsform darstellt, und dass sie auch den geeignetsten Boden bildet für eine freiheitliche und erfolgreiche Entwicklung der Arbeiterbewegung. Der Gewerkschaftsbund wird daher alle ihm zur Verfügung stehenden Mittel einsetzen, um die schweizerische Demokratie mit dem ausgebauten Mitspracherecht des Volkes sowie alle demokratischen Freiheitsrechte zu verteidigen und damit auch den weiteren sozialen Ausbau unseres Staates auf verfassungsmässige Weise zu sichern.*

Gestützt auf diese grundsätzliche Stellungnahme kommt für den Gewerkschaftsbund eine Zusammenarbeit mit Organisationen, die nicht eindeutig auf dem Boden der Demokratie stehen, nicht in der Frage. Er lehnt insbesondere die sogenannte Einheitsfront und das Zusammengehen mit Kommunisten und allen unter ihrem Einfluss stehenden Organisationen (Rote Gewerkschaftsopposition, Rote Hilfe, usw.) ab."¹⁰¹

La paix du travail de 1937

Par ailleurs, "*la Fédération des ouvriers sur métaux et horlogers avait abandonné en 1933 ceux de ses buts statutaires qui revêtaient une couleur révolutionnaire. Et les socialistes (Ilg était conseiller national) avaient renoncé, dès 1935, à combattre la défense nationale.*"¹⁰²

C'est dans ce contexte que fut signée, dans le secret, la très célèbre paix du travail du 19 juillet 1937. Cosignée par le dirigeant de l'association patronale ASM (association patronale suisse des

⁹⁹ Rey, Jean-Noël: *art.cit.*, p.49

¹⁰⁰ *Die Wahrheit über die Taktik der Kommunisten*, Bern, SGB, 1936, p.16

¹⁰¹ *ibid.*, p.17

¹⁰² Aubert, Gabriel: *L'obligation de paix du travail*, Georg, 1981, p.173

constructeurs de machines et industriels en métallurgie), Ernst Dübi, et le leader de la FOMH, Konrad Ilg, cette dernière, avec l'instauration de la paix absolue du travail, marquera durant des décennies la pratique syndicale suisse.

L'accord conventionnel dans l'industrie des machines ne constituait de loin pas le premier accord de ce genre. Il allait néanmoins prendre une importance majeure vu le nombre d'ouvriers concernés et l'époque durant laquelle il a été signé.

Les négociations en vue de l'accord succédaient à un conflit dans l'horlogerie qui avait débouché le 15 mai 1937 sur une convention selon laquelle les ouvriers s'abstenaient de toute mesure de lutte. Elles mettaient aussi en place un système de médiation des conflits.

C'est à peu près le même type de convention qui sera signé le 19 juillet 1937. L'initiateur de la paix du travail, Konrad Ilg, n'était pas un inconnu. Il avait notamment déjà été un des signataires de la convention de 1911 dans la ferblanterie qui avait été *"un des premiers accords nationaux à prévoir une obligation de paix absolue du travail"*¹⁰³. Lors de la grève générale de 1918, de ses propres termes, Ilg fut un de ceux qui combattit le plus farouchement la constitution de conseils. Relatant lors du Congrès qui suivit la signature de la paix du travail le déroulement de la grève générale, il eut ces quelques paroles: *"Nous étions réunis dans cette salle de la Maison du Peuple. Il n'y avait ni tables ni chaises. Tous les camarades étaient debout, serrés les uns contre les autres. Le comité d'action était en quelque sorte prisonnier. Tout le jour durant il n'était pas parvenu à prendre contact avec les masses. Des conseils ouvriers se formaient à la Maison du Peuple. Il fallait absolument que nous proclamions la fin de la grève générale au cours de la soirée. C'est moi que l'on chargea de cette mission. Au cours de toutes mes interventions devant la masse je n'avais jamais eu le moindre sentiment de peur. D'ailleurs, je ne me plierai jamais devant la masse lorsqu'elle a tort."*¹⁰⁴

Ayant de tout temps combattu avec vigueur le parti communiste, Konrad Ilg, tout comme une partie des secrétaires de la FOMH, commençait aussi à la fin des années 30 à prendre ses distances avec le parti socialiste qu'il jugeait trop ancré à gauche et menant une politique trop oppositionnelle.

Revenant sur les limites du parti socialiste, Konrad Ilg déclarait au congrès de la FOMH de 1937: *"A mon avis, le parti a joué de malheur parce qu'il n'a pas tenu un compte suffisant de l'état d'esprit des électeurs, parce une grande partie de ses effectifs se sont trop longtemps gargarisés avec les phrases les plus radicales et les plus sonores. On essayait de part et d'autre de se dépasser dans le genre."*¹⁰⁵

Bien que *"nach 1933 näherte sich die schweizerische Sozialdemokratie in zwei wichtigen Punkten, - in den Fragen der Landesverteidigung und der "bürgerlichen Demokratie" - an die herrschende Ideologie an, doch Ilg ging der Anpassungsprozess zu wenig weit"*¹⁰⁶.

¹⁰³ *ibid.*, p.171

¹⁰⁴ *Procès-verbal du Congrès fédératif du 16 au 18 septembre 1937, Maison du Peuple, à Berne, Imprimerie de l'Union, 1937, p. 24*

¹⁰⁵ *ibid.*, p.26

¹⁰⁶ Scheiben, Oskar: "Konrad Ilgs Weg nach rechts", *Widerspruch*, 1987, p.31-37, p.31

La signature de la paix du travail marque et est l'expression la plus conservatrice du tournant droitier de toute la social-démocratie helvétique. Elle augure une nouvelle vision du syndicalisme qui trouvera son expression la plus aboutie dans la FOMH. Faisant fi des plaintes exprimées au Congrès de 1937 par les sections de Winterthur et de Zürich (laquelle section dénonçait entre autre *"la politique du comité central de la FOMH qui, contre la volonté des membres, renonce constamment et partout où cette mesure serait possible et nécessaire, à appliquer les moyens de lutttes syndicaux."*¹⁰⁷ La section de Zürich demandait en l'occurrence de transférer le siège du comité central à Zürich afin qu'il soit plus en phase avec les réalités du mouvement ouvrier.), Konrad Ilg leur répondit: *"On mène grand bruit maintenant parce que l'entente a été conclue et surtout parce qu'elle n'a pas été soumise à l'approbation des membres. N'avons-nous pas fait de même dans une douzaine d'autres cas? On pourrait presque croire que les membres que la conclusion de cette entente émeut à un tel point n'ont fait que dormir au cours des 25 dernières années!"*¹⁰⁸ On appréciera l'argument.

Dans une vision syndicale devant mettre au pas les intérêts du Travail pour qu'ils puissent s'accorder aux intérêts du Capital, la FOMH avait signé un accord conventionnel qui n'en était pas vraiment un puisqu'il ne comportait aucun point tant sur les salaires que sur les horaires ou encore les congés. Seul le règlement des conflits était spécifié. Ce dernier comprenait des procédures de conciliation et d'arbitrage. Pendant la durée de validité de la convention, tout conflit devait être évité, qu'il soit en rapport avec la convention ou non. Une paix absolue de travail avait été acceptée par la direction de la FOMH.

Cette dernière basait son argumentation sur le danger imminent pour la Suisse de sombrer dans un régime totalitaire et de la nécessité de préserver le cadre libéral bourgeois, plus propice à une action syndicale. Par ce biais, le syndicat se souciait pragmatiquement plus de la santé de l'économie suisse que des intérêts des salariés de ce pays: *"Etant donné la situation économique et politique existant hors de nos frontières et vu les difficultés accrues auxquelles se heurtent nos industries d'exportation dans leurs relations commerciales avec les pays étrangers, la paix professionnelle fondée sur le contrat revêt une importance énorme pour l'industrie et l'économie nationale."*¹⁰⁹ Ces quelques paroles de Konrad Ilg donnent la mesure du tournant corporatiste pris par la FOMH à la veille de la seconde guerre mondiale. *"La procédure de conciliation et d'arbitrage, rapprochant les intéressés, forme alors moins la contrepartie de l'obligation de paix illimitée dans le cadre d'un échange qu'un mécanisme de collaboration en vue de l'intérêt commun de la profession."*¹¹⁰

La FOMH et le tournant de la seconde guerre mondiale

Ce courant s'accroît même durant le conflit mondial. Après s'être opposé à la fin 1941 au projet d'une assurance vieillesse fédérale, Konrad Ilg et plusieurs autres secrétaires de la FOMH

¹⁰⁷ Procès-verbal du Congrès fédératif, op. cit., 1937, p.6

¹⁰⁸ *ibid.*, p.34

¹⁰⁹ *ibid.*, p.7

¹¹⁰ Aubert, Gabriel: op.cit., p.181

commencèrent à envisager sérieusement une rupture d'une part avec le parti socialiste, d'autre part avec les Unions syndicales cantonales. *"In Februar 1942, die Kriegswende von Stalingrad war noch nicht absehbar, glaubten einige SMUV-Funktionäre, nun sei der Zeitpunkt gekommen, sich auch nach aussen hin definitiv vom linken Traditionszusammenhang zu lösen."*¹¹¹

Lors d'une conférence cantonale de la FOMH en marge des élections au Volkshaus de Bienne, Arthur Steiner, futur successeur en 1954 de Ilg à la tête du syndicat, se prononça clairement contre le PS. Il était suivi en cela par un certain nombre de secrétaires dont Ilg en personne. Le secrétaire syndical René Robert (responsable de la liquidation des communistes dans la section genevoise de la FOMH au début des années 20, celui qui tira au revolver sur le syndicaliste Beenen) se verra quant à lui exclu du PS pour avoir mené une liste contre ce parti en 1944.

Plusieurs secrétaires syndicaux de la FOMH ont même fait partie du Gotthardbund. Cette organisation prônait un pouvoir fort et une indépendance de la Suisse sur une ligne nationaliste, appelant à un renouveau suisse. Proche des tendances extrémistes de droite, comptant notamment parmi ces membres Gonzague de Reynold, le Gotthardbund attira plus d'un syndicaliste de la FOMH. Parmi ceux-ci, Christoph Bolliger (Bâle), Werner Lässer (Aarau) ou encore le secrétaire central Emile Giroud. Ce dernier, qui resta durant de nombreuses années membre du Gotthardbund, se rendra extrêmement précieux pour la grande industrie suisse, et en particulier pour l'Alusuisse. C'est en effet lui que l'on retrouve lors des deux grèves qui ont eu lieu à Chippis en 1942 et 1954. Dans les deux cas, il se sera efforcé de mettre un terme au plus tôt au conflit, négligeant en cela les revendications légitimes des ouvriers. Lors de la grève de 1942, il justifiera ainsi la reprise immédiate du travail: *"En regardant plus loin qui peut dire si d'autres usines n'auraient pas commencé un mouvement semblable, car une grève fait tâche d'huile et se répand de région en région. Dans ce cas, il n'aurait pas du tout été exclu que l'Allemagne [client principal des usines valaisannes d'aluminium] n'aurait pas profité de cet incident pour intervenir pour mettre de l'ordre dans un pays qui ne sait même pas se gouverner lorsque tous ces voisins sont en guerre."*¹¹²

La sortie de la FOMH du Cartel syndical valaisan

Dans le même temps, la FOMH concrétisa en Valais sa distanciation avec la social-démocratie et le Cartel syndical valaisan, jugé trop marqué à gauche. Après s'être débarrassé du secrétaire local de Chippis, Alexandre Walther, qu'elle jugeait trop revendicatif et trop bruyant envers l'usine d'Alusuisse, la direction de la FOMH suggéra au comité valaisan de sortir du Cartel syndical valaisan mené alors par le socialiste Charles Dellberg. Pour Emile Giroud, dans une lettre au Cartel syndical valaisan: *"le Cartel est sorti de son rôle depuis longtemps en faisant plus de politique que de syndicalisme. C'est du*

¹¹¹ Scheiben, Oscar: *art.cit.*, p.32

¹¹² Procès-verbal de la séance du 14 juin 1942 du comité, des hommes de confiance et de la commission ouvrière de l'AIAG, archives FOMH Sierre, C2

reste la raison essentielle de notre sortie. La politique dans les syndicats est néfaste, dans le canton du Valais plus qu'ailleurs."¹¹³

Plus concrètement, la présence et l'influence politique de Charles Dellberg, se situant plus volontiers sur une ligne politique de gauche, gênait considérablement tant le secrétariat central de la FOMH que celui de l'USS. Dans une lettre à Emile Giroud, le secrétaire de l'USS Ch. Schürch écrivait: *"Tu n'ignores pas que le but de notre intervention en Valais était de soustraire le Cartel à l'influence politique de Ch. Dellberg. Le seul moyen d'y arriver était la dissolution du Cartel et la création d'une communauté de travail."*¹¹⁴ Entre temps, la FOMH était déjà sortie du Cartel à la fin 1942. Elle allait également refuser l'offre d'intégrer la communauté de travail mise en place après le nettoyage des instances syndicales de tout élément jugé trop à gauche. Par une lettre répondant à Ch. Schürch, Emile Giroud considérait qu'il n'existait pas de différences entre le Cartel et la communauté de travail: *"Les changements intervenus ne peuvent en rien modifier notre attitude envers le Cartel dont nous sommes démissionnaires depuis le 31 décembre dernier. [...] En date des 16 juillet 1942 et 3 avril 1943 votre représentant, collègue Schürch, ainsi que les délégués Frey pour la SEV, Pignat et Luyet pour la FOBB, Monnier pour la FCTA ont admis unanimement notre point de vue disant que le Cartel syndical devait disparaître pour se faire oublier étant donné la couleur nettement politique qu'il a donnée aux sections syndicales du canton et aux fédérations et le tort subi de ce fait. [...] L'opinion publique continue de considérer le Cartel syndical comme l'instrument du Parti socialiste, et les corporatistes ont beau jeu de spéculer sur ce fait pour détourner les ouvriers de nos organisations syndicales."*¹¹⁵

La hantise de Giroud des positions combattives et des éléments communistes, l'ont même amené à se livrer à un véritable espionnage de Charles Dellberg. Dans une lettre datée du 24 février 1943, il rapportait au comité de l'USS *"que l'ex-président du Cartel syndical valaisan, Charles Dellberg, prendra la parole jeudi de cette semaine à Genève à une assemblée publique d'information convoquée par le Comité de coordination des commissions ouvrières pour y traiter le problème des prix et salaires.*

*Ce comité de coordination a été créé il y a une année par des militants du parti communiste exclus de la FOMH en 1940. Il s'est assuré le concours de non-syndiqués membres de commissions ouvrières sans que ceux-ci adhèrent à une organisation professionnelle. Il édite un bulletin mensuel dans lequel les syndicats sont pris à partie. [...] En acceptant de prendre la parole à cette manifestation, Dellberg prend une attitude nettement antisyndicale."*¹¹⁶

Giroud, de même que l'USS, ne pouvait tolérer les sympathies de Dellberg pour les nicolistes. Déjà en 1940, alors que les nicolistes arrivèrent à prendre la présidence de l'Union des syndicats du canton de Genève (USCG) ainsi que celle de l'Union syndicale lausannoise (USL), *"l'USS biffa l'USCG et l'USL*

¹¹³ Lettre d'Emile Giroud au Cartel syndical valaisan, 13.4.1942, archive FOMH Sierre, C2

¹¹⁴ Lettre de Ch. Schürch à Emile Giroud, 10.6.43, archives FOMH Berne, 08-0059

¹¹⁵ Lettre d'Emile Giroud au comité de l'USS, 29.6.1943, archives FOMH Berne, 08-0059

¹¹⁶ Lettre d'Emile Giroud au comité de l'USS, 24.2.1942, archives FOMH Berne, 08-0059

de la liste des cartels syndicaux reconnus, en prenant le prétexte de la décision du congrès de 1936, qui refusait toute collaboration avec des organisations antidémocratiques de droite ou de gauche. La FOMH exclut pour sa part une douzaine de militants genevois et trois Lausannois."¹¹⁷

Même exclu du Cartel syndical, Charles Dellberg continuait à inquiéter les secrétaires centraux de la FOMH. Quelques années plus tard, on retrouvera sans surprise une partie de ces mêmes secrétaires faisant partie du Schweizerischen Aufklärungsdienst (SAD), une association anti-communiste durant la guerre froide. La FOMH elle-même en faisait partie. *"Und auch Arthur Steiner, Nachfolger von Ilg als Verbandspräsident und später Präsident des SGB, war in den Jahren 1950 bis 1958 Mitglied dieses Ausschusses.*"¹¹⁸

Lorsque le 30 juin 1946, lors d'une réunion de la Commission cantonale de la FOMH à Fionnay, il a été question de réintégrer le Cartel syndical valaisan, il y eut une dispute autour de la sortie du cartel de 1942 et du taux de cotisation à verser au Cartel. Au syndicaliste Mudry qui estimait qu'il fallait faire un geste de solidarité et que ce dernier n'était que la réparation du geste inélégant de 1942, Emile Giroud lui répondit: *"Aucune faute n'a été commise en 1942"*. Il fit ensuite remarquer qu'il fallait actuellement compter avec le PdT, ce qui rendait *"encore plus délicate la situation de nos organisations en face des partis."*¹¹⁹ La réintégration fut néanmoins acceptée à l'unanimité.

La menace rouge

L'arrivée du PdT (plus exactement du POP) en Valais à la sortie de la seconde guerre mondiale allait passablement perturber la social-démocratie et le cartel syndical. Le POP avait notamment réussi à se créer un ancrage puissant auprès de la paysannerie (plus de 50% de la population active) avec la création, par le communiste Hourriet, de l'UPV (l'union des producteurs valaisans). Cette organisation, bien implantée dans le Bas-Valais, organisa toute une série de manifestations, dont la plus spectaculaire fut sans conteste la manifestation d'août 1953 à Saxon. Cette dernière tourna en quasi-émeute lorsque des manifestants coupèrent la ligne internationale de chemin de fer reliant Genève à Milan. Des wagons furent incendiés, des arbres coupés et mis en travers des voies,...

Le malaise de la paysannerie valaisanne, en pleine restructuration, pouvait trouver auprès de l'UPV une expression politique pleine.

Menacés sur leur gauche, le Parti socialiste ainsi que le Cartel syndical (contrôlé par des membres du PS) se méfiaient grandement de l'arrivée du POP. Cependant, ce dernier n'adoptait nullement l'attitude offensive qu'avait pu adopter le parti communiste suisse au début de son existence. Au contraire, le POP cherchait bien plutôt à se faire reconnaître et accepté tant par la bureaucratie syndicale que par le Parti socialiste. Il menait notamment une politique systématique d'alliance et d'appui du PS durant les élections.

¹¹⁷ Rauber, André: *Histoire du mouvement communiste suisse*, Slatkine, 1997, tome I, p.496

¹¹⁸ Scheiben, Oskar: *art.cit.*, p.35

¹¹⁹ *Compte-rendu de la Commission cantonale du 30 juin 1946 à Fionnay*, archives de l'USV Sion, Rapport du Cartel avec POP et UPV, Classeur Cartel syndical valaisan 1950-1956, casier USV3

Les possibilités de débordement et de perte d'hégémonie du PS était pourtant envisageable suite à la crise subie par ce dernier durant le deuxième conflit mondial. Tout comme le Cartel syndical, le Parti socialiste vécut mal la crise économique des années trente et les (dés)orientations politiques qui l'accompagnèrent. A la veille de la seconde guerre mondiale, le Parti socialiste n'existait pratiquement plus. Des 450 membres qu'il comptait en 1929, il n'en reste plus que 92 en 1939. De ses 30 sections, seule la section de Brigue avec 40 membres fonctionnait encore. Dans ses notes, Charles Dellberg indique que la crise économique poussa certes bon nombre de membres à ne plus payer les cotisations, mais qu'il y avait surtout de très fortes tensions entre le PS valaisan et le PS suisse, notamment suite à l'exclusion de Léon Nicole en 1939 et l'échec de la fusion de la Fédération socialiste suisse (FFS) et du PSS en 1943.

*"Léon Nicole disposait également d'une certaine influence dans le Bas-Valais, car la plupart des militants socialistes étaient abonnés au Droit du Peuple. C'est ainsi que la section de St-Maurice du Parti socialiste adressa une lettre de protestation contre l'exclusion de Nicole et qu'en avril 1940, se crée à Martigny un Parti socialiste et ouvrier paysan, qui n'adhérera pas formellement à la Fédération socialiste suisse mais adoptera le Droit du Peuple comme organe."*¹²⁰ Le reste du parti, essentiellement emmené par Dellberg, demeurera fidèle au PSS. Toutefois, Dellberg était lui aussi fortement lié à Nicole et eut souvent à découdre avec le PSS pour son attitude de "compagnon de route" du PdT durant la période de la guerre froide. Le 13 juin 1943, Dellberg participa aussi en tant qu'observateur à la conférence à Genève qui entérina la fusion entre les nicolistes et les communistes.

Tableau 4: Membres du Parti socialiste valaisan¹²¹

| 1919 | 1929 | 1939 | 1949 | 1959 | 1969 |
|------|------|------|------|------|------|
| 303 | 450 | 92 | 207 | 409 | 610 |

A la sortie de la seconde guerre mondiale, le PS devait donc se reconstruire presque entièrement et *"affronter les propagandistes du Parti ouvrier populaire emmenés par le Bellerin Hourilet [sic] qui parvient à diviser durablement les camarades des districts de Monthey, St-Maurice et Martigny en particulier."*¹²²

Dans l'immédiate après-guerre, le POP comptait même plus de membres que le PS.

Tableau 5: nombre de membres du POP Valais¹²³

| 15.2.1945 | 1.9.1945 | 1.5.1946 | 1.10.1946 | 1.2.1947 | 30.6.1947 | 31.12.1947 | 31.12.1948 |
|-----------|----------|----------|-----------|----------|-----------|------------|------------|
| 350 | 600 | 596 | 594 | 320 | 320 | 152 | 218 |

¹²⁰ Rauber, André: *op.cit.*, tome 1, p.435

¹²¹ *Fond Karl Dellberg*, archives cantonales valaisannes

¹²² Rosset, Lucien: *Histoire du PSV*, disponible sur www.psvr.ch/

¹²³ Rauber, André: *Histoire du mouvement communiste suisse*, Slatkine, 2000, tome II, p.59

Face à cette concurrence, tant le PS et le Cartel syndical ont opté à la fin de la seconde guerre mondiale pour une politique allant en direction de la petite paysannerie. Ne voulant pas laisser le champ libre à l'UPV (et donc au POP), le Cartel syndical est même allé jusqu'à faire de la promotion vinicole. Dans une lettre à l'association des cafetiers, protestant contre l'augmentation de 20ct du prix du litre de fendant, le Cartel écrivait: *"C'est avec étonnement que nous venons d'apprendre que votre association [cafetiers] à l'intention d'augmenter le prix de vente du fendant dans les cafés.*

Nous ne comprenons pas bien que vous puissiez vous engager dans cette voie. En effet, le prix des vins aux producteurs n'a pas augmenté. D'autre part des stocks importants attendent un preneur.

Un autre fait est à remarquer, c'est que nombre de gens ne boivent plus de vin. La mesure d'augmentation que vous projetez ne sera pas faite pour les attirer, au contraire.

Le Cartel syndical est intervenu pour faire baisser le prix du fendant courant à la Maison du Peuple de Berne. Ceci dans l'espoir de gagner une clientèle plus grande en faveur du vin."¹²⁴

Le PS tentait aussi de séduire la paysannerie en l'incluant systématiquement dans ses discours et sa propagande.

D'autre part, le Cartel syndical valaisan essayait par tous les moyens de court-circuiter la progression et le développement de membres du POP dans les syndicats. Un exemple: le Cartel syndical valaisan n'envoyait jamais ses communiqués de presse à la *Voix ouvrière* (organe de presse du POP), bien que bon nombre de syndiqués bas-valaisans fissent partie du POP. Le POP comptait aussi des syndicalistes membres du Cartel comme Paul Arlettaz, secrétaire FOMH à Monthey. Dans une lettre au comité du Cartel, Hourriet, le leader communiste en Valais, se plaignait fortement de cette situation: *"La direction du Cartel s'efforce donc de créer une discrimination d'origine politique [...] Il est bien évident qu'une telle discrimination est contraire à vos statuts, d'abord, et est insultante, ensuite, pour tous nos membres, syndicalistes convaincus et occupant même, dans de nombreuses localités, des postes de confiance au sein de votre organisation.*"¹²⁵

Alfred Rey, digne père de son fils...

Revenant dans ses "Mémoires" sur les activités des membres du POP auprès des syndicats, Alfred Rey, adjoint au secrétaire local de la FOMH durant la grève de 1954 et futur dirigeant du Cartel syndical à partir de 1960, ne se priva pas de montrer une nouvelle fois son ancrage farouchement anti-communiste: *"En Valais, c'est Charles-Frédéric Ducommun, secrétaire de l'USS, qui vint au début des années 60 mettre de l'ordre à Sion, où fonctionnait une cellule communiste au sein du personnel fédéral. Je les avais dans les jambes au Cartel. Je fus présent à la liquidation, qui désormais permis un meilleur travail sans de sempiternels négateurs au comité. Le communisme prêchait le*

¹²⁴ Lettre du Cartel syndical valaisan à l'association des cafetiers, 11.5.1953, archives USV Sion, Rapport du Cartel avec POP et UPV, Classeur Cartel syndical valaisan 1950-1956, casier USV3

¹²⁵ Lettre d'Hourriet au comité du Cartel syndical valaisan, 12.6.1950, archives USV Sion, Rapport du Cartel avec POP et UPV, Classeur Cartel syndical valaisan 1950-1956, casier USV3

chambardement de la société libérale capitaliste. Socialisme et syndicalisme libre défendaient et défendent l'avènement par la démocratie d'une société plus solidaire et plus juste pour tous."¹²⁶

Durant toute sa carrière, Alfred Rey était bien plus préoccupé à trouver les faveurs de l'Eglise catholique conservatrice que celles d'éléments communistes qu'il détestait. C'est ainsi par exemple qu'il obtint le 1^{er} avril 1953 une audience auprès de l'évêque de Sion, Mgr Adam, pour lui exposer les différences fondamentales existant entre socialisme et communisme et faire cesser la campagne diffamatoire lancée dans le *Nouvelliste* par l'abbé Crettol contre le syndicalisme libre et le Parti socialiste. Dans le procès-verbal de cette audience, Alfred Rey mettait en avant le fait que *"on ne peut en effet admettre que l'on continue de faire croire aux gens qu'il n'y a qu'un seul parti politique autorisé par l'Eglise, le parti conservateur et que tous les autres sont condamnés avec les personnes qui s'y trouvent [...] si l'Eglise condamne la philosophie marxiste, il n'est pas nécessaire d'être marxiste pour être socialiste [...] on peut conclure que la presse conservatrice maintient intentionnellement une confusion dans les esprits, en mêlant de propos délibéré les mots de socialisme et de marxisme et laissant croire que l'Eglise catholique condamne le socialisme sous toutes ses formes alors que l'Eglise ne condamne que le matérialisme athée du marxisme.*"¹²⁷

L'évêque Nestor Adam, venant de succéder au très conservateur Mgr Biéler qui combattit de toutes ses forces le syndicalisme libre et encouragea la création à la fin des années 20 de syndicats chrétiens¹²⁸, adopta face à la volonté de travail commun de la part du dirigeant de la FOMH (accompagné du secrétaire FOBB Clovis Luyet) une attitude fort compréhensive: *"il sait que le socialisme suisse revêt actuellement une forme plus bourgeoise si l'on peut dire, et non marxiste depuis la scission avec le communisme [...] il reconnaît également que le socialisme et le syndicalisme libre ont été et demeurent le plus sûr rempart contre le communisme.*"¹²⁹

Après un tel dévouement anti-communiste et dans la perspective joyeuse d'une union retrouvée entre les bureaucrates syndicaux et la hiérarchie cléricale, *"les collègues Luyet et Rey furent enchantés de la manière toute simple et démocratique dans laquelle l'entretien s'est poursuivi. Mgr Adam se fit un plaisir d'animer la discussion par une excellente bouteille de malvoisie [!]."*¹³⁰ Entre temps, l'évêque,

¹²⁶ Rey, Alfred: *Témoignage et acteur d'un siècle d'évolution valaisanne et suisse. De la confrontation au dialogue. D'un canton agricole à un canton industriel*, FTMH, 1993, p.194

¹²⁷ *Procès-verbal de l'Audience du 1^{er} avril 1953 auprès de Mgr. Adam, évêque de Sion (document privé)*, archives FOMH, Sierre, C4

¹²⁸ Dans un discours de 1931, Mgr. Biéler alla jusqu'à qualifier de péché le fait de voter socialiste... et même radical! *"Le citoyen qui donnerait sa voix à l'un de ces partis (socialistes et radicaux) dont le programme est en opposition avec les principes du christianisme se rendrait certainement coupable; de même l'électeur catholique qui appuierait la candidature de l'un de ces hommes qui travaille à la destruction de la société (...) et qui vise à exclure le prêtre de l'école; (...) non moins répréhensible l'électeur qui par esprit de rancune et d'animosité contre une classe de personne (...) donnerait son suffrage au détriment des intérêts de l'Eglise ou de l'Etat."* En 1936 il tint le sermon suivant: *"Sachez que les doctrines socialistes et communistes sont condamnées par l'Eglise et que vous ne pouvez dès lors demeurer à la fois catholique et partisan de ces doctrines (...)Le paradis socialiste cherchez-le en Russie où les ouvriers et les paysans sont livrés sans défense à quelques exploiters qui les laissent mourir de faim et de misère."* in Aymon, Benoît: *op.cit.*, p.44

¹²⁹ *idem*

¹³⁰ *idem*

perspicace, les *"remercie pour la confiance qui lui a été marquée et [leur] demande de ne pas avoir peur de s'adresser directement à lui pour toutes les questions entrant dans ses compétences."*¹³¹

Quelques années plus tard, toujours sous l'égide du pieux secrétaire FOMH de Sierre ainsi que de son acolyte de la FOBB Clovis Luyet, une sortie syndicale exceptionnelle de la FOMH et de la FOBB sera prévue. Direction Rome, et plus précisément le Vatican où Alfred Rey avait réussi à obtenir une audience papale. C'est ainsi qu'au matin du 27 juin 1965, un train spécial partit pour Rome. *"Il faisait presque nuit lorsque le train spécial s'ébranla de la gare d'Ardon le dimanche matin... A chaque gare le train fit halte pour permettre aux voyageurs de prendre place... Des 1200 partants, la plupart appartenaient à la FOMH. Pourtant la FOBB avait également une forte cohorte de quelque 300 membres... La journée de lundi fut entièrement consacrée à la visite organisée de la ville... le bouquet de la journée: l'audience papale... prévue le lundi à midi... le pape sur son trône au bas des marches de l'autel reçut l'hommage des représentants des divers groupes. C'est ainsi que les Valaisans furent représentés par MM. le Curé Mayor, Alfred Rey, Clovis Luyet, Amandus Anthamatten et Marcel In Albon"*¹³²

Pour Alfred Rey: *"Chaque participant avait de la peine à trouver les mots pour exprimer ses sentiments et la grandeur de l'événement qu'il venait de vivre."*¹³³ Ce qu'ils venaient de vivre n'était autre, toujours selon les mots d'Alfred Rey, que la constatation d'une *"évolution heureuse du rapprochement dans les faits entre l'Eglise, les syndicats libres et la gauche socialiste."*¹³⁴ Ce rapprochement s'était opéré au détriment d'une ligne claire de défense des intérêts des salariés. Il s'était opéré à coup de renoncements, à coup de répression de toute opposition de gauche à l'intérieur des appareils. Le rapprochement a été facilité par l'attitude de toute la social-démocratie avec les syndicats de l'USS que ce soit lors de leur soutien de la défense nationale, leur demande et leur défense de la paix absolue du travail ou encore dans leur lutte contre les communistes. En ce sens, en Valais, c'était moins l'Eglise qui se rapprochait des socialistes et syndicalistes de l'USS que l'inverse. Le fait que la FOMH coula littéralement les deux grèves de Chippis de 1942 et 1954 prouve amplement le tournant droitier effectué en un demi-siècle par la social-démocratie comprise au sens large du terme.

¹³¹ *idem*

¹³² *Journal de Sierre*, 6.7.1965.

¹³³ Rey, Alfred: *op.cit.*, p.146

¹³⁴ *ibid.*, p.138

La longue tradition de lutte à Chippis, les grèves de 1909 et 1917

Le musellement infligé aux ouvriers de Chippis par la FOMH n'empêcha toutefois nullement ces derniers de se mettre en grève, cela par deux fois en 1942 et 1954. Il faut dire que non seulement les conditions de travail à l'usine étaient des plus éprouvantes, mais qu'il existait à Chippis, plus que nulle part ailleurs en Valais, une certaine continuité des luttes. Sans exagérer le fait, et sans vouloir attribuer à cette continuité l'existence d'une conscience de classe critique, il est indéniable que plusieurs grèves ont marqué l'histoire de l'usine et que l'histoire de ces dernières a été entretenue par les ouvriers eux-mêmes. Leur histoire a d'ailleurs aussi en grande partie marqué l'histoire du mouvement ouvrier valaisan, comme par exemple la grève de deux semaines de 1917. Les grèves de 1909 et 1942 sont beaucoup moins connues de par leur courte durée et leur caractère partiel, elles éclairent par contre tant la rigueur patronale (1909 et 1942) que le travail de la FOMH (1942). La grève de 1954, semblant clore une phase du mouvement syndical (la phase dans laquelle des grèves étaient encore possibles bien que déjà réprimée par les appareils syndicaux), revêt par contre une plus grande importance.

Il est donc important de revenir sur les luttes passées à Chippis pour bien comprendre la grève de 1954. En cela, la grève de 1942 offre plusieurs éléments qui se retrouveront quelque 12 ans plus tard. Tout comme en 1954, le syndicat majoritaire est la FOMH. On retrouve d'ailleurs le même secrétaire central pour s'occuper de ces grèves, Emile Giroud. Ce dernier pourra compter sur le même secrétaire local: Théodore Frey.

La grève de 1942, bien que se situant en pleine période de guerre mondiale, diffère énormément de la grève de 1917. Cette dernière avait été assumée par le syndicat, qui n'était pas la FOMH, mais un syndicat chrétien. Il est dès lors intéressant de pouvoir comparer les deux grèves, séparées entre elles par l'acceptation par syndicat majoritaire de la paix absolue du travail.

Il apparaissait toutefois auparavant utile de revenir quelques instant sur la première grève aux usines d'aluminium, celle de 1909, non que cette grève porte un intérêt particulier concernant l'étude de la grève de 1954. Cependant, la grève de 1909 ne fit jusqu'à présent l'objet d'aucune étude, d'aucun commentaire développé. Les documents à disposition sur cette dernière sont certes très maigres, mais il semblait nécessaire de revenir sur ces événements, ne serait-ce que pour rendre hommage aux grévistes, leur assurant que leur action n'était pas tombée dans les poubelles de l'histoire.

La grève de 1909

A peine une année après la mise en fonction de la toute nouvelle et moderne usine d'aluminium de Chippis, un conflit éclata donc entre la direction de l'usine et ses ouvriers. Dirigée alors par l'ancien conseiller d'Etat Charles de Preux, l'usine avait prévu en mars 1909 d'instaurer une caisse maladie pour tous ses employés, avec, pour la financer, un prélèvement sur les salaires. La direction dut alors faire

face à la fronde de ses ouvriers qui n'avaient aucunement été consultés à ce sujet et qui demandaient à ce que le projet de caisse maladie soit rediscuté paritairement. Face à cet "affront", Charles de Preux menaça tous les ouvriers de licenciement s'ils ne signaient pas le nouveau règlement. Cependant, il se ravisa rapidement *"et nomma lui-même un comité provisoire pour discuter des statuts"*¹³⁵. Bien que le comité se mit immédiatement au travail et supprima la plupart des points du nouveau règlement, c'est bien le nouveau règlement dans sa version originale qui entra en vigueur au mois d'avril.

*"Plus loin. Au commencement d'avril, les ouvriers des fours dont la paye était de 4frs pour 11 heures de travail très malsain, demandèrent une augmentation de 50cts. Un avis affiché dans l'usine donne partiellement droit à leur demande et portait leur paye à 4frs20. Le 16 avril, jour de paye, les ouvriers furent cruellement déçus en ne recevant que 4frs avec l'entrée en vigueur de la Caisse de maladie qui leur enlevait 2% de leur salaire."*¹³⁶ Ce sera la goutte d'eau qui fera déborder le vase. L'après-midi du 16 avril, *"50 ouvriers ont quitté brusquement le travail et sans mot d'ordre, car si une entente avait eu lieu, la grève aurait été générale. Tous les ouvriers étaient fort mécontents de l'administration pour bien des raisons."*¹³⁷

Revenant sur l'affaire de la caisse maladie, Charles de Preux, pris à parti par le Nouvelliste pour sa gestion, déclarait: *"Nous ne pouvions retarder davantage la création de cette caisse. Les ouvriers venant du dehors nous reprochaient l'absence de cette institution. [...] Après leur [les ouvriers] avoir expliqué la portée des dispositions statutaires nous les avons engagés à les accepter telles quelles au moins à titre provisoire, quitte à y introduire dans la suite des modifications dont la pratique et l'expérience démontreraient l'utilité. Quelques assistants ayant manifesté des craintes au sujet des prestations imposées aux membres, nous les avons tranquilisés en les assurant que la société subventionnerait largement la caisse. [...] Après discussion, les membres présents procédèrent à la nomination du comité en toute liberté et sans autre intervention de la Direction."*¹³⁸

Quant à la non-augmentation des salaires, la Direction argumentait du fait que *"suivant une pratique constante, observée dès le début, l'augmentation de salaire ne déploie ses efforts et ne profite à l'ouvrier non pas dès le jour où elle a été consentie mais dès le premier jour de paie suivant. Cette norme a été appliquée dans le cas spécial et rien n'autorisait les ouvriers à supposer le contraire. La cessation de travail n'était donc nullement justifiée."*¹³⁹

Immédiatement après l'arrêt du travail, la direction de l'usine fit appel au curé de Chippis pour qu'il encourageât les ouvriers à reprendre immédiatement le travail. *"M. Staehli [l'administrateur] lui dit de bien faire entendre aux ouvriers, la plupart pauvres pères de famille que l'administration était en train de régulariser leur salaire."*¹⁴⁰ Les ouvriers s'étaient entre temps réunis à l'école de village. Après

¹³⁵ *Nouvelliste*, 8.6.1909

¹³⁶ *idem.*

¹³⁷ *idem.*

¹³⁸ *Nouvelliste*, 12 .6.1909

¹³⁹ *idem.*

¹⁴⁰ *Nouvelliste*, 8.6.1909

avoir entendu le curé du village, les ouvriers décidèrent de reprendre le travail aux conditions suivantes: "

1. *payement de cette demi-journée de chômage*
2. *salaire régulier à 4frs20.*
3. *reprise de tous les ouvriers*
4. *entente avec Neuhausen [le siège de l'entreprise] pour changement à apporter à la Caisse de maladie.*

Ces conditions furent acceptées avec empressement par M. Staehli et confirmées par M. Ch. de Preux, rentré de Brigue."¹⁴¹

Toutefois, se rendant à leur travail le lendemain, samedi 17 juin, les ouvriers grévistes furent accueillis par M. Staehli qui leur dit de *"revenir lundi soir toucher leur paye car il ne les acceptait plus"*¹⁴². Alertés, les syndicalistes de l'Union ouvrière (syndicat chrétien présent en Valais dès 1906 entre autre avec l'abbé Follonier. Ce syndicat était présent à Chippis où il tint *"quelques assemblées dans l'école de Chippis avec le consentement de l'administration communale. Ce qui ne manqua pas de déclencher les protestations énergiques du directeur de l'usine qui déplorait que l'école fût utilisée "pour des assemblées dans lesquelles on excitait les ouvriers contre la société".*"¹⁴³) tentèrent une médiation. C'est ainsi que les trois premières conditions posées par les grévistes furent à nouveau acceptées.

*"Or, M. Staehli répondit personnellement, en son nom, 2 jours après, qu'il ne pouvait reprendre ces ouvriers. Il faut avouer qu'entre temps et jusqu'à aujourd'hui une vingtaine de ces illégalement renvoyés ont été repris individuellement, ce qui porte le nombre des exclus à 36."*¹⁴⁴

La brutalité de la mesure et le procédé peu loyal de la direction qui promit de réengager tout le monde pour ensuite sélectionner drastiquement les ouvriers qu'elle allait réemployer ont été justifiés par le directeur de l'usine, Charles de Preux, dans son communiqué au *Nouvelliste* de la manière suivante: selon lui, *"l'administration a été avertie par des ouvriers de l'établissement que les grévistes s'étaient concertés de rentrer à la fabrique avec l'intention bien arrêtée de provoquer une nouvelle grève mieux combinée et mieux préparée."* Il ajoutait comme commentaire: *"Toute personne non prévenue avouera que dans ces conditions l'administration ne pouvait, sans assumer de graves responsabilités, rouvrir sans autre, les portes de l'établissement à des gens animés de pareilles intentions et qu'elle était autorisée à appliquer le règlement dans toute sa rigueur."*¹⁴⁵

La direction de l'usine ne tolérait alors aucune forme d'organisation, même les syndicats chrétiens n'étaient pas les bienvenus. Les conservateurs pensaient pourtant qu'ils étaient *"le plus sûr rempart contre le socialisme, et à ce point de vue, les patrons eux-mêmes, s'ils ont des vues larges, doivent la*

¹⁴¹ *idem.*

¹⁴² *idem.*

¹⁴³ Schweri, Alain: *op.cit.*, p.71

¹⁴⁴ *Nouvelliste*, 8.6.1909

¹⁴⁵ *Nouvelliste*, 12.6.1909

désirer de toutes leurs forces"¹⁴⁶. A la fin de son communiqué de presse, Charles de Preux eut ces quelques paroles: "Pour revenir à un autre ordre d'idée, je déplore sincèrement, en ma qualité de Valaisan, ce qui se passe autour de moi. Plais à Dieu que ces organisations ouvrières telles qu'elles sont comprises ne nous réservent pas de pénibles déceptions."¹⁴⁷

Face à tant d'arrogance et de brutalité, les ouvriers de Chippis qui s'étaient mis en grève purent compter sur le soutien (certes tardif) du *Nouvelliste*, qui, en ardent défenseurs du syndicalisme chrétien, s'en prit ouvertement à la politique de l'usine de Chippis. Sous la plume de Charles Saint-Maurice, le chroniqueur vedette, le journal accusait la direction de servir les intérêts du socialisme en poussant les ouvriers au désespoir et en ne reconnaissant pas l'utilité des syndicats chrétiens. Alors qu'un conflit analogue à celui de Chippis était survenu aux usines hydroélectriques de Vernayaz, Charles Saint-Maurice écrivait: "Les hommes qui rendent à la cause socialiste, révolutionnaire, les services les plus éminents, sont certainement les directeurs et administrateurs des ces grandes usines qui fabriquent l'aluminium à Chippis et le carbure à Vernayaz."¹⁴⁸ Il leur reprochait notamment leur trop grande intransigeance et leur mépris face à la condition ouvrière: "Tout homme qui se permet de trouver mauvais que de riches actionnaires touchent du vingt pour cent, alors que de pauvres ouvriers brûlent devant la chaleur des fours, pour un salaire dérisoire, est [pour la direction de ces usines] un révolutionnaire-socialiste, pour ne pas dire un damné."¹⁴⁹ Défendant le syndicat chrétien et le différenciant nettement des autres syndicats, Charles Saint-Maurice écrivait dans un autre article: "Nous connaissons les grands reproches que l'on peut adresser aux syndicats. Beaucoup de ceux-ci ont perdu leur caractère primitif, qui est de veiller aux intérêts personnels et immédiats des syndiqués, et sont devenus de véritables organisations politiques et révolutionnaires entre les mains de gens étrangers à la profession.

Mais c'est là un inconvénient des grandes villes, et rien, absolument rien, n'autorise M. Ch. de Preux à jeter ce soupçon injurieux sur l'œuvre de MM. Monay [curé de Chippis] et Follonier."¹⁵⁰

Résumant parfaitement l'attitude de la Direction vis-à-vis d'une présence syndicale, l'article se terminait ainsi: "M. Ch. de Preux voudrait peut-être un syndicat aussi conciliant que Saint-Denis, si conciliant qu'après s'être laissé couper la tête, il la porterait lui-même comme gage de paix à la société de Neuhausen!"¹⁵¹

Le premier conflit aux usines d'aluminium de Chippis prenait ainsi fin. Les ouvriers grévistes payèrent très cher leur manque d'organisation. La direction sortait renforcée de cette épreuve de force, malgré la campagne du *Nouvelliste*. Il faudra attendre 8 ans avant de revoir une grève aux usines. Durant ces huit années, bien des choses auront changé. La première guerre mondiale était passée par-là, avec elle

¹⁴⁶ *Gazette du Valais*, 29.9.1916

¹⁴⁷ *Nouvelliste*, 12.6.1909

¹⁴⁸ *idem*

¹⁴⁹ *idem*

¹⁵⁰ *Nouvelliste*, 15.6.1909

¹⁵¹ *idem*

l'explosion des commandes et des bénéfices. Cependant, parallèlement, l'inflation galopante rendait les salaires encore plus misérables. Mais, à la différence de 1909, lorsque la colère éclata en 1917, les ouvriers étaient beaucoup mieux coordonnés et organisés. Emmenés et encouragés par le syndicat chrétien, les grévistes, même s'ils perdirent lourdement, réussirent à mener une grève de plus de 10 jours, du 17 au 29 juin.

La grève de 1917

La grève de 1917 éclata dans un contexte social très tendu, en Suisse comme dans le reste de l'Europe. Les efforts subis par la classe ouvrière durant le premier conflit mondial atteignaient des limites d'autant plus dépassées que les bénéfices annonçaient par les grands patrons battaient tous les records. 1917 et surtout 1918 furent des années de forts conflits. Ainsi, en Suisse, le nombre de grèves se multiplia (cf. tableau).

Tableau 6: nombres de grèves en Suisse¹⁵²

| année | 1914 | 1915 | 1916 | 1917 | 1918 | 1919 | 1920 | 1921 |
|--------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| grèves | 8 | 4 | 14 | 68 | 117 | 67 | 60 | 16 |

Les usines d'aluminium de Chippis connurent alors une conjoncture des plus favorables. En plus de la production d'acide nitrique pour la production de munition qui avait débuté en 1911 pour faire face à la baisse des commandes, *"la guerre va stimuler la production du métal blanc qui passe de 5'000 tonnes, en 1914, à près de 13'000 tonnes en 1918."*¹⁵³

Entre temps, *"la création du syndicat des producteurs d'aluminium [créé en 1912], par différents accords, parvint à freiner la chute des prix et à revaloriser leur produit par rapport aux autres marchandises. Les effets de cette politique furent immédiats."*¹⁵⁴ (cf. tableau ci-dessous)

Tableau 7: prix du kilo d'aluminium¹⁵⁵

| année | 1912 | 1913 | 1914 | 1915 | 1916 | 1917 | 1918 |
|-------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| prix Kg (Aiag) | 1,40F | 1,85F | 2,35F | 3,40F | 3,50F | 4,35F | 5,00F |

1917 fut sans conteste l'année la plus faste pour l'AIAG: *"l'exercice 1917 rapportait à l'AIAG un bénéfice net de 17 millions de francs suisses, soit le double de celui de l'année précédente. On avait payé aux actionnaires 20% de dividendes, à savoir 8 millions de francs. Et si l'on regardait de près, on s'apercevait qu'ils avaient, en fait, touché le double, car aux 8 millions de dividendes s'ajoutaient 8*

¹⁵² Aymon, Benoît: *op.cit.*, p.14

¹⁵³ *ibid.*, p.17

¹⁵⁴ Schweri, Alain: *op.cit.*, p.47

¹⁵⁵ *ibid.*, p.47

millions d'actions gratuites. Comparés à cet énorme bénéfice, les salaires des ouvriers de l'AIAG n'en étaient que plus dérisoires. La part que le groupe avait versée aux ouvriers relève de l'humour noir: [par mois] 230'000 francs suisses, soit Fr. 134.75 par tête."¹⁵⁶

Jamais les actionnaires de l'AIAG n'auront connu et ne connaîtront d'années aussi fastueuses. L'usine de Chippis, qui produisait l'essentiel de l'aluminium de l'AIAG et entre le 80 et 95% de la production totale suisse d'aluminium avait une importance stratégique tant pour le groupe que pour la Suisse plus généralement.

L'effort de production se fit durant le conflit essentiellement au profit des puissances du Centre. La composition du Conseil d'administration de l'AIAG était alors pour quelque chose.

Tableau 8: exportations suisses d'aluminium selon les camps en pourcentage¹⁵⁷

| année | puissances du Centre | Alliés | Autres |
|-------|----------------------|--------|--------|
| 1914 | 81,3% | 15,9% | 2,8% |
| 1915 | 95% | 3,4% | 1,6% |
| 1916 | 90,3% | 7,9% | 1,8% |
| 1917 | 94,3% | 3% | 2,7% |
| 1918 | 77,5% | 11,2% | 11,3% |

"Pendant les deux premières années de la guerre près de la moitié de la production européenne d'aluminium provenait des usines AIAG, près d'un tiers dans les deux dernières années. C'est l'AIAG qui couvrit, jusqu'en 1916, l'essentiel des besoins des Empires centraux (l'Empire allemand, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie)."¹⁵⁸ Les relations entre l'AIAG et les Krupp, grands canonnières allemands, étaient optimales. Krupp fut d'ailleurs le principal client de l'AIAG durant le conflit.

Le parti pris de l'entreprise en faveur des puissances du Centre allait entraîner de sérieuses tensions avec la France qui mit sous séquestre dès 1915 les mines de bauxites ainsi que l'usine d'alumine de l'AIAG au Sud de la France. Afin de pallier ce manque de matière première, l'AIAG alla exploiter "les mines hongroises de bauxite de Transylvanie qui appartenaient alors à l'Autriche-Hongrie. L'AIAG se fit attribuer des prisonniers de guerre russes comme ouvriers. La chronique de l'entreprise raconte froidement: "Les équipes hétéroclites d'ouvriers étaient sous le commandement militaire et logeaient dans de grands baraquements. Avec le temps, il devint de plus en plus difficile de les nourrir, et il fallait aller extrêmement loin pour trouver des denrées alimentaires. En outre, il était extrêmement difficile de maintenir la discipline dans les rangs des prisonniers. L'exploitation des mines prit

¹⁵⁶ Garbely, Frank: *art.cit.*, p.192

¹⁵⁷ Schweri, Alain: *op.cit.*, p.59

¹⁵⁸ Indermaur, Peter: *art.cit.*, p.27

cependant rapidement de l'ampleur; [on fut] en mesure de couvrir la plus grande partie des besoins des usines allemandes de l'AIAG".¹⁵⁹

La situation des ouvriers de l'usine de Chippis, si elle ne fut sans aucun doute comparable à celles des ouvriers prisonniers de guerre en Transylvanie, n'était pas pour autant enviable. Travail de douze heures pas jours auprès des fours, dans une chaleur étouffante et au milieu des vapeurs malsaines. Les ouvriers durent encore compter, avec la guerre, sur une inflation galopante. Alors que les salaires n'augmentaient que fort lentement, le renchérissement des biens de consommation était lui de quelque 100% depuis le début du conflit.

Ces conditions favorisèrent naturellement la création d'un syndicat à même de répondre au fort mécontentement des ouvriers, se voyant les exclus des énormes bénéfices tirés de leur labeur par l'AIAG.

L'Union ouvrière des travailleurs catholiques (qui devint en 1911 la Fédération ouvrière valaisanne, FOV) de l'abbé Follonier qui avait accompagné la première grève de 1909 n'existait alors plus. Ce syndicat, qui avait surtout été actif de par la création tant de mutualités scolaires que "*d'une caisse de crédit, une caisse de pension, une caisse de décès et une coopérative à Sion*" dut cesser toutes ses activités en raison de la débâcle de sa coopérative. "*Un découvert de 42.000F obligea le jeune prêtre [Follonier] à s'exiler au Canada non sans promettre d'éponger personnellement le déficit.*"¹⁶⁰ Il ne restait à la veille de la seconde guerre mondiale guère que la section de Martigny du syndicat chrétien pour maintenir un tant soit peu une activité.

Face à la dégradation marquée des conditions de vie à Chippis et voulant éviter l'apparition d'un syndicat socialiste ou, pire encore, anarchiste, le président de Chippis, Alexandre Zufferey, prit lui-même l'initiative en vue de la (re)création d'un syndicat chrétien à l'usine d'aluminium. "*C'est ainsi qu'en mai 1916, le président de Chippis, Alexandre Zufferey, invite l'abbé Pilloud, secrétaire romand de l'Union des travailleurs catholiques à venir jeter les bases d'un syndicat chrétien.*"¹⁶¹

En juillet 1916, une section l'Union romande des travailleurs catholiques (URTC) fut formellement créée. Elle comptait déjà plus de 400 membres qui tous recevaient le journal du syndicat: l'Action sociale. La nouvelle section du syndicat devint très tôt la plus forte de toutes et presque tous les numéros de son organe de presse comprirent dès lors une rubrique sur Chippis. "*A la fin du moi de décembre le jeune organisme valaisan représentait déjà le tiers des effectifs de l'URTC et était avec ses 525 membres romands*"¹⁶² *la section la plus importante des 22 organisations locales que comptait le syndicat chrétien romand.*"¹⁶³

¹⁵⁹ *ibid.*, p.29

¹⁶⁰ Schweri, Alain: *op.cit.*, p.63-64

¹⁶¹ Aymon, Benoît: *op.cit.*, p.17

¹⁶² Les effectifs des sections suisses-allemandes étaient comptabilisées au siège suisse-allemand du syndicat

¹⁶³ Schweri Alain: *op.cit.*, p.77

Le syndicat connut un véritable succès en ce sens que plus du tiers des effectifs de l'usine s'y affilièrent. Le ras-le-bol était très perceptible et le syndicat se mit de suite au travail, envoyant durant le mois d'août à la direction toute une série de revendications, notamment salariales.

La réaction de la direction fut, une fois n'est pas coutume, des plus cinglantes. Elle acceptait d'entrer en matière sur certains points, mais refusait clairement de passer par le syndicat, ni de lui reconnaître une quelconque légitimité.

Le syndicat tint bon et continua à exiger: "

- 1) *pour les ouvriers de l'exploitation ininterrompue l'introduction pour le 1^{er} novembre au plus tard des trois équipes de huit heures.*
- 2) *pour tous les autres ouvriers la journée de 10 heures*
- 3) *une échelle fixe des salaires avec le prix minimum de l'heure [...]*
- 4) *lors de l'introduction des trois équipes, que le prix de l'heure soit calculé de telle sorte que la somme totale du gain journalier reste égale à ce qu'elle sera au moment de cette introduction*
- 5) *la mise en vigueur des nouveaux tarifs pour le 1^{er} septembre prochain au plus tard.*"¹⁶⁴

Ce premier accrochage fut réglé par l'entremise du Conseil d'Etat valaisan qui, en bon médiateur, fit de son mieux pour préserver les intérêts de l'usine.

En gros, l'échelle fixe des salaires était remplacée par une simple indemnité de renchérissement. Le système des trois fois huit n'entraîna en vigueur que le 1^{er} janvier 1917, la journée de dix heures le 1^{er} octobre. En outre, les ouvriers du service continu se voyaient privés du renchérissement afin de pouvoir satisfaire à la quatrième revendication du syndicat! Selon Alain Schweri: *"après avoir supprimé l'indemnité de renchérissement pour la plus grande partie des travailleurs, la direction avait beau jeu de l'augmenter pour le personnel restant. En chiffres absolus, l'entreprise réalisait des économies par rapport à la situation antérieure."*¹⁶⁵ *"La masse salariale se chiffrait à 2'795'968frs. et les revendications ouvrières à une dépense supplémentaire d'environ 550'000frs. (pour 20% d'augmentation) à savoir 3,30% des bénéfices nets ou 1,35% des bénéfices totaux."*¹⁶⁶

Loin de régler le conflit, l'accord conclu avec la Direction ne fit qu'accentuer le conflit. *"Les mécontents se font de plus en plus nombreux. La tension monte. La direction durcit sa position, renvoie quelques syndiqués ou éléments subversifs."*¹⁶⁷

Cette même direction se faisait fort entre temps de bafouer l'accord signé à la fin du mois d'août. Les équipes du dimanche continuaient à travailler 12 heures, mais pour une paye de 8 heures! D'autre part, les ouvriers du charbon ainsi que ceux de la fonderie avaient vu leur paye très nettement diminuer.

Le 1^{er} mai, au petit matin, une bombe explosa à proximité de la conduite forcée de la Navizence qui amenait l'eau à la centrale. La direction attribua le crime à quelque ouvrier surexcité. Ignace Oggier, alors père de famille et ouvrier à l'usine, se faisait fort de dénoncer à la direction les meneurs

¹⁶⁴ *ibid.*, p.81

¹⁶⁵ *ibid.*, p.83

¹⁶⁶ *ibid.*, p.85

¹⁶⁷ Aymon, Benoît: *op.cit.*, p.18

syndicalistes à licencier. Dans une lettre du 27 août 1917, en plein conflit ouvert, il écrivait: "*Donc voici les textes de menaces suivants: "Dès que nous aurons reçu la réponse de l'Etat du Valais, l'heure de la grève sera fixée par le Comité d'ouvrier et s'il y a quelqu'un qui travaille ou veut travailler, on lui cassera la tête et si on est empêché à cela on trouvera assez de dynamite pour faire sauter le mur du Canal qui amène l'eau de la Souste à Chippis pour qu'il ne descende plus une goutte." Ceci a été prononcé par les Haut-Valaisans. Voici les chefs qui excitent les ouvriers à cet acte de vandalisme: Zen Ruffinen (paraît aussi être l'auteur de la grève de la Souste il y a quelques années)*

Amann, un qui travaille aux Halles des machines

Les deux frères Wyder, Franz et Raphaël, tous fort excitateurs.

Baumann Basil."¹⁶⁸

De suite après l'attentat, il renvoyait une lettre à la direction en indiquant: "*L'année passée au mois de septembre et octobre, où il régnait l'agitation de la grève, je vous ai mis au courant de quelques sujets les plus suspects pour pouvoir vous orienter. [...] Le blagueur de la dynamite a été renvoyé au courant de l'hiver et je crois bien qu'il a retenu une soif de vengeance de ce renvoi, et il me semble que vous feriez pas mal d'aller faire une perquisition dans son domicile.*"¹⁶⁹

Les "meneurs de grèves", Zen Ruffinen et Baumann, avaient en effet été licenciés. Tout comme d'ailleurs Célien Zufferey, charretier depuis deux ans à l'usine, renvoyé le lendemain des élections communales uniquement parce qu'il avait pris parti pour les candidats de Chippis contre ceux de la fabrique. Sans motif et verbalement, la direction lui a fait savoir qu'il n'y avait plus de travail pour lui. Tous licenciés, tous soupçonnés et interrogés par la police. La direction de l'usine, à travers des affiches et des journaux promettait 20'000frs (près de 10 ans de salaire d'un ouvrier) à qui pourrait identifier l'auteur de l'attentat. Par défi, une deuxième affiche était collée le lendemain promettant également 20'000frs, mais "*à qui ferait éclater une autre bombe!*"¹⁷⁰ Cependant, l'enquête s'orienta rapidement vers une autre piste: vers la France et ses services secrets. L'usine produisant essentiellement pour la puissance rivale, elle revêtait un intérêt particulier...

Entre temps, l'armée avait été appelée sur les lieux pour veiller à la sécurité. Cet événement ne fit absolument rien pour atténuer le climat. La tension montait de jour en jour, les ouvriers étaient littéralement à bout. Le syndicat chrétien, par la voix de l'abbé Pilloud, ne cessait d'appeler au calme, demandait de ne pas faire grève: "*la violence n'a jamais servi à rien; tout ce que les ouvriers suisses ont obtenu, ils l'ont obtenu par l'organisation*"¹⁷¹.

De son côté, l'AIAG avait engagé des agents de la Securitas avec des chiens pour sa sécurité. Ces derniers complétaient donc à la fois l'armée et les gendarmes valaisans sensés protéger le site.

Le 6 juin, les ouvriers du syndicat décidèrent d'envoyer une pétition réclamant entre autres une augmentation de 20 à 25% des salaires afin de pallier le renchérissement ainsi que l'établissement

¹⁶⁸ *ibid.*, p.30

¹⁶⁹ *ibid.*, p.31

¹⁷⁰ *ibid.*, p.18

¹⁷¹ *ibid.*, p.19

d'une "commission mixte composées des représentants de la Direction et des représentants du Syndicat (...) parmi lesquels figurerait Monsieur Auguste Pilloud, secrétaire général de l'Union Romande des Travailleurs catholiques à Fribourg."¹⁷²

La direction n'accorda aucun crédit à cette pétition et l'ignora superbement. Agacés, les ouvriers lui envoyèrent une seconde lettre à laquelle la direction prit cette fois-ci la peine d'y répondre... Les directeurs Détraz et Curchod adoptaient la même attitude qu'au mois d'août de l'année précédente: le syndicat n'était pas représentatif, il n'avait pas à imposer ses vues à la direction. "*Nous constatons que vous prenez dans cette lettre la qualité de mandataire de tous nos ouvriers –alors que vous n'en groupez qu'une partie. Nous vous contestons par conséquent le droit de formuler des revendications de quelque nature qu'elles soient, droit que nous ne reconnaissons qu'à nos ouvriers eux-mêmes. Il est donc inutile de songer à former la commission mixte que vous proposez, étant donné que nous ne consentirons jamais à entrer en pourparlers ni avec votre Syndicat ni avec son secrétaire, Monsieur l'abbé Pilloud.*"¹⁷³

Pourtant, la direction sera bien forcée d'entrer en pourparlers avec le syndicat. Ce dernier avait en effet à nouveau fait appel à la médiation du Conseil d'Etat suite à cette lettre. C'est ainsi qu'une rencontre entre les syndiqués, dont l'abbé Pilloud, le conseiller d'Etat Maurice Troillet et le directeur Détraz eut lieu dans l'après-midi du 16 juin. Détraz, dans le souci de maintenir sa ligne dure, précisa d'entrée qu'il ne participait à cette rencontre "*que par condescendance pour le Conseil d'Etat et non pour les ouvriers*"¹⁷⁴.

La rencontre ne déboucha sur rien, la direction campait sur ses positions. "*Le conseiller d'Etat Troillet résuma la discussion de la conférence. Il proposa aux deux parties une double solution:*

- 1) *une enquête sur la manière dont l'usine avait tenu la convention de septembre 1916;*
- 2) *une attente jusqu'au 20 juin, jour où l'usine ferait une augmentation de paie, après quoi les deux partis reprendraient les négociations.*

En face de cette double proposition, les délégués de l'usine déclarèrent accepter la première; au sujet de la seconde, ils déclarèrent encore une dernière fois qu'ils refuseraient absolument de traiter avec le Syndicat et qu'ils étaient disposés, s'il le fallait, à fermer leur usine plutôt que de céder [...] pour nous il n'y a pas de conflit: nous refusons catégoriquement de traiter avec le Syndicat."¹⁷⁵

La direction avait choisi le conflit depuis longtemps, elle était décidée à briser le syndicat. Avant même l'entrevue, elle avait envoyé une lettre au Conseil d'Etat lui déclarant qu'elle envisageait "*la grève prochaine avec toutes ses conséquences. [...] La fabrique devra être fermée, et une interruption exigera la cessation des travaux pendant un temps assez long (plusieurs mois peut-être). Il faudra donc envisager la possibilité de perturbations ou de désordres et, en confirmation des démarches auprès de Mr. le Chef du Département Militaire, par Mr. l'avocat Dallèves le 4 juin, nous venons prier*

¹⁷² *ibid.*, p.19

¹⁷³ in Aymon, Benoît: *op.cit.*, p.20

¹⁷⁴ *ibid.*, p.21

¹⁷⁵ *Gazette du Valais*, 26.6.1917

le Conseil d'Etat d'aviser aux mesures à prendre et de les préparer déjà à l'avance.[...] Nous avons cru devoir vous tenir au courant de tous ces événements et comptons sur votre appui, pour que la crise qui s'annonce inévitable puisse se passer avec le moins de dommages de toute nature."¹⁷⁶

La crise était ouverte, la grève était mûre. Le soir même, les ouvriers de l'usine tinrent une réunion. A l'unanimité, et malgré les avertissements et les réticences répétées de l'abbé Pilloud, les ouvriers décidèrent de faire grève dès le lendemain, le dimanche 17 juin 1917.

"Le lendemain matin, à 8h., sur un signal donné du haut d'une colline qui domine l'usine, après avoir, par l'entremise de leur délégué, présenté une dernière fois leurs revendications, qui furent refusées par le directeur, les ouvriers sortirent de l'usine. On eut dit qu'ils sortaient d'une église.

A part quelques contremaîtres, il ne resta dans l'usine qu'une douzaine d'ouvriers à peine, sans contrainte, et sans violence. Tous étaient sortis: l'usine se vidait.

Au directeur, surpris par la soudaineté du fait et par la cessation complète du travail, les paroles prononcées la veille durent paraître singulièrement téméraires: "Le 90% des ouvriers est pour nous".

Non cela n'était pas. Le dimanche soir, à six heures, de la deuxième équipe il ne rentra sur plus de 600 ouvriers que trois hommes, dont l'un était ivre. Le lundi matin, à six heures, de la troisième équipe, aucun ouvrier ne rentra."¹⁷⁷

Dès le premier jour de grève, le syndicat distribua un tract à tous les ouvriers les invitant à ne pas reprendre le travail. *"Les syndiqués et tous les ouvriers en général sont priés de ne pas reprendre le travail ce soir, dimanche au changement d'équipe, ni ces jours prochains, jusqu'à nouvel avis."*¹⁷⁸ La grève était illimitée.

N'ayant que peu de moyens financiers, le syndicat encourageait les ouvriers, pour la plupart encore paysans à retourner travailler leurs champs. Pour les ouvriers n'ayant aucune terre, le syndicat mit sur pied un bureau de placement et appelait la population alentours à faire preuve de solidarité en engageant les grévistes de l'aluminium. *"Dès demain retournez au travail des champs en attendant la fin du conflit. Un bureau de placement pour travail à la campagne sera ouvert dès demain au secrétariat du syndicat à Sierre. Que tous ceux qui manquent de travail viennent s'y inscrire."*¹⁷⁹

Le syndicat veillait aussi à éviter tout désordre qui eût nui au bon déroulement de la grève, et enjoignait les ouvriers à ne pas commettre d'actes violents: *"Syndiqués, ouvriers de Chippis, abstenez-vous de toute violence, ne provoquez pas de querelles qui peuvent dégénérer en coups. [...] Ouvriers, le Syndicat compte sur votre calme, votre bon sens et votre sobriété. Ne gênez pas votre bonne cause par la violence."*¹⁸⁰

¹⁷⁶ Lettre de la direction de l'usine au Haut Conseil d'Etat valaisan, 8.6.1917. In Schweri, Alain: *op.cit.*, p.95

¹⁷⁷ Gazette du Valais, 29.6.1917

¹⁷⁸ "Proclamation du 17 juin", reproduite dans l'Action sociale, in Schweri, Alain: *op.cit.*, p.97

¹⁷⁹ *idem*

¹⁸⁰ *idem*

Par (excès de) précaution, le Syndicat, à travers l'assemblée des ouvriers, alla même jusqu'à demander au Département de Justice et Police de bien vouloir, et de manière exceptionnelle, fermer tous les bistros de Chippis et environs pour le premier jour de grève.

La grève tint bon. Durant les premiers jours aucun trouble ne fut à signaler, les ouvriers étaient déterminés. Seuls les employés du chemin de fer privé reliant Sierre à l'usine avaient refusé de faire grève. Cela représentait une cinquantaine de personnes sur les 1800 employés de Chippis. Plusieurs tentatives avaient été faites pour les empêcher d'acheminer des marchandises. Cependant, la troupe, présente depuis l'attentat du 1^{er} mai, interdisait toute tentative. Les grévistes ne pouvaient faire le poids face à l'armée.

Du côté patronal, l'enjeu de la grève avait en effet été saisi à plein et la direction tenait à donner une leçon aux grévistes et au syndicat. Pouvant compter sur l'appui du Département militaire fédéral (DMF), l'usine de Chippis demanda en plus à ce dernier de mobiliser des grévistes pour les employer à la production de l'acide nitrique. Ainsi la production était assurée et l'élan de la grève brisé. Bien plus, dans une lettre du DMF au Conseil fédéral, il est reproduit une liste de 61 personnes mobilisables dont 12 au service de la fabrication de l'aluminium. *"Cette dernière indication est intéressante, car elle laisse supposer que certains ouvriers furent mobilisés (en tous les cas occupés) pour la fabrication de l'aluminium qui était une production ne relevant pas directement du domaine militaire."*¹⁸¹

Revenant sur les événements suite à une interpellation parlementaire à ce propos, le conseiller fédéral Décoppet avoua indirectement le parti pris de l'armée lors de la grève à travers la mobilisation de grévistes pour maintenir en activité les fours d'aluminium: *"Le Conseil fédéral se voit forcé de déclarer que si des circonstances analogues se présentaient à nouveau, et qu'il doive mobiliser des ouvriers, il le ferait encore une fois. Il s'agit en effet de la sauvegarde d'intérêts importants. Non seulement la fabrication du salpêtre, mais aussi celle de l'aluminium devait être assurée. Si les ouvriers n'avaient pas été mobilisés, de grandes quantités d'aluminium auraient été perdues; et cela intéressait sûrement le point de vue militaire."*¹⁸²

La lutte était grandement inégale: les troupes, la police et les Sécouritas menaçaient sérieusement l'avenir de la grève. La tension montait chez les grévistes: *"Une collision s'est produite avec la troupe qui garde l'usine. Un ouvrier a été blessé au bras d'un coup de baïonnette. Des renforts ont été demandés. Une compagnie d'infanterie a été envoyée."*¹⁸³

Le temps travaillait sérieusement contre les grévistes, la direction, avec la complicité des autorités, voulait faire un exemple. Au début de la deuxième semaine de grève une cinquantaine d'ouvriers, épuisés et las, avait repris leur travail. L'armée les protégera des grévistes, assommés par les trahisons. Une campagne dans la presse était lancée contre l'abbé Pilloud. Des prêtres s'en prirent à son activité syndicale, ils demandaient à Mgr Colliard, de Fribourg, de rappeler l'abbé: *"Ecoeurés du spectacle que*

¹⁸¹ Schwenk, Alain: *op.cit.*, p.99

¹⁸² *ibid.*, p.100

¹⁸³ *Gazette du Valais*, 21.6.1917

nous offre la grève de Chippis, nous nous permettons de venir vous demander s'il vous serait possible d'utiliser, dans votre diocèse, l'activité de M. l'abbé Pilloud qui ne sait faire autre chose de mieux, chez nous, que pousser à l'insubordination et créer de graves désordres. La religion aurait tout à y gagner, les ouvriers s'en trouveraient mieux et notre canton vous serait profondément reconnaissant."¹⁸⁴

Quelques mois avant le conflit, la direction de l'usine avait elle aussi fait pression pour que le collègue de l'abbé Pilloud, le père Bouvard, soit lui aussi rappelé. Elle avait argumenté auprès des instances fédérales du fait qu'il était français. Cette pression avait suffi au départ du prêtre. L'abbé Pilloud en fera de même à la fin de cette grève...

Entre temps, de nouveaux coups durs frappèrent les grévistes: "*jeudi, on constatait que la caisse du syndicat, avec 2'000frs. retirés de la banque la veille, avait été enlevée du secrétariat.*"¹⁸⁵ Il devenait de plus en plus difficile de prolonger la grève. Les travaux des champs n'arrivaient pas non plus à occuper tout le monde.

Se sachant en position de force, la direction proposa une entente aux grévistes le 21 juin, elle entérinait une défaite cuisante:

- 1) aucune augmentation de salaire;
- 2) le fonctionnement en deux équipes sera réintroduit durant la remise en marche de fours;
- 3) le gain de la journée de 10 heures sera le même que celui de la journée de 8 heures;
- 4) réengagements des ouvriers selon les besoins de l'entreprise, droit de réengager que ceux que la direction entend. Exclusion de 21 meneurs;
- 5) formation d'une commission ouvrières

Le comité de grève tenta d'adoucir ses mesures. Il revit aussi ses exigences à la baisse. Les hausses de salaire passaient de 25 à 15%. De plus, le comité demandait à ce que la direction "*s'engage à n'user d'aucunes représailles vis-à-vis des ouvriers grévistes.*"¹⁸⁶

La direction ne changea en rien ses conditions et le 27 juin, le comité de grève tentait une dernière fois en vain d'avancer ses propositions. Les revendications qu'il posait montraient l'état de fatigue du mouvement, sa fin toute proche. Il n'était absolument plus question d'augmentation de salaire. Loin de pouvoir s'appuyer sur la semaine et demi de grève, le comité en vint alors à vouloir atténuer les conditions posées par la direction lors de mouvement de grève: "*maintien de trois équipes, recours à l'arbitrage de l'exécutif valaisan, création d'une commission ouvrière, réintégration des ouvriers sans distinction*"¹⁸⁷.

Cependant la direction restait inflexible et fit connaître le matin du 28 juin ses conditions définitives: les mêmes que celles du 21 juin.

¹⁸⁴ Pitteloud, Marguerite-Chantal: *Le mouvement chrétien-social dans le Valais romand 1891-1941*, Université de Fribourg, 1969, p.111

¹⁸⁵ *ibid.*, p.102

¹⁸⁶ in Aymon, Benoît: *op.cit.*, p.25

¹⁸⁷ *idem*

Le 29 juin, le comité de grève céda. Il ne voulait pas pour autant s'humilier devant la direction de l'usine en acceptant l'accord. Les ouvriers ne pouvant accepter l'accord, mais étant forcés par les événements, le comité de grève décida de laisser à chacun la "liberté" de reprendre le travail. *"Il laissait par contre à tout ouvrier qui trouvait ailleurs de quoi vivre le soin de continuer la protestation éloquente de la cessation de travail."*¹⁸⁸

La grève se terminait sur une cuisante défaite. 21 grévistes furent promptement licenciés pour avoir activement contribué à ce mouvement. Qu'il soit permis ici de leur rendre hommage en les citant: Joseph Blatter, Jules Couturier, Joseph Devanthéry, César Devanthéry, Louis Eugène Follonier, Joseph Garin, Joseph Gaudin, Adrien Gillioz, Isaac Mabillard, Jean Mounir, Raphaël Mathieu, Lucien Mudry, Cléophas Marin, Joseph Mounir, Joseph Melly, Pierre Pont, Jules Pont, Lucien Perruchoud, Meinrad Siggen, Henri Vocat, Villetaz Franz.

Le syndicat ne sut résister à sa défaite. L'abbé Pilloud quitta le Valais immédiatement après la grève. *"Le 1^{er} avril 1918, la cinquième assemblée des délégués de l'Union Romande ne comptait plus de représentant des sections de Sierre-Chippis. [...] Bref, le syndicat chrétien avait disparu de la scène valaisanne, l'échec de la grève lui avait été fatal."*¹⁸⁹

Ainsi se concluait le plus important conflit qu'avait jusqu'alors vécu le Valais. Après la grève, savourant sa victoire, la direction de l'usine voulut remercier la gendarmerie valaisanne pour l'excellent travail qu'elle avait accompli durant la grève. Interrogé à ce propos par le président de Chippis, Alexandre Zufferey, le conseiller d'Etat Kuntschen lui répondit: *"Après la grève, la direction de l'usine a fait parvenir à l'Etat une certaine somme pour la distribuer aux agents qui avaient fait le service de surveillance. Par retour de courrier, nous avons retourné cette somme à l'expéditeur pensant qu'il n'était pas dans l'intérêt de la gendarmerie d'accepter une gratification quelconque."*¹⁹⁰

C'est ainsi que l'Etat servait des plus volontairement et quasi bénévolement les intérêts du grand Capital. On appréciera et on ne s'étonnera pas non plus de lire dix ans après dans la presse un célèbre article du conseiller d'Etat qui mena les négociations faisant les louanges du régime mussolinien. Cet article lui valut d'ailleurs le surnom de "Mussolini valaisan". Maurice Troillet écrivait en effet: *"Nous avons le choix entre le chaos et l'ordre, nous avons le choix entre Moscou et Rome."*¹⁹¹ En 1927 comme en 1917, Maurice Troillet avait choisi le camp de l'ordre.

¹⁸⁸ *L'Action sociale*, 14.7.1917, in Schweri, Alain: *op.cit.*, p.103

¹⁸⁹ Schweri, Alain: *op.cit.*, p.103

¹⁹⁰ in Aymon, Benoît: *op.cit.*, p.32

¹⁹¹ *Nouvelliste*, 17.5.1927

La grève de 1942

Les premières années de la FOMH à Chippis

Moins d'une année après la cuisante défaite du syndicat chrétien n'ayant obtenu dans sa lutte que la création d'une commission ouvrière, la FOMH allait profiter du vide laissé par le départ de l'abbé Pilloud pour s'implanter dans l'usine d'aluminium. Des plus paradoxalement, voulant à l'origine lutter contre toute organisation syndicale, craignant comme la peste l'apparition d'éléments subversifs, la direction de l'usine contribua bien malgré elle et à sa manière à l'établissement d'un syndicat lié à l'Union syndical suisse en ayant écrasé le syndicat chrétien.

La section de la FOMH ne comptait cependant à sa fondation que 58 membres. De même, le syndicat eut durant ses premières années d'existence quelque peine à s'implanter (cf. tableau)

Tableau 9: nombre de syndiqués FOMH à Chippis

| année | 1919 | 1921 | 1923 | 1925 | 1927 | 1929 | 1931 | 1933 | 1935 | 1937 | 1939 | 1941 |
|--------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| nombre | 299 | 228 | 6 | 108 | 793 | 1017 | 796 | 613 | 633 | 541 | 420 | 1555 |

Ce n'était véritablement qu'à la fin des années 20 que les ouvriers commencèrent à se syndiquer, voulant bénéficier avant tout de la caisse chômage du syndicat. Toutefois, après la loi sur l'assurance chômage mise en place en janvier 1928 qui prévoyait une discrimination sévère au niveau des indemnités allouées (20% pour les caisses paritaires, 15% pour les caisses syndicales) et l'arrivée d'un syndicat chrétien, les effectifs diminueront à nouveau sensiblement, aidés aussi par la crise économique.

La direction entendait bien se saisir de l'opportunité offerte par la nouvelle loi sur l'assurance chômage pour affaiblir le syndicat de la FOMH emmené alors par Alexandre Walther, compagnon de route de Charles Dellberg. C'est ainsi, que la direction de l'usine créa le 1^{er} mai 1928, malgré un vote négatif des ouvriers, une Caisse paritaire. La direction avait en effet déjà soumis au vote le 20 avril 1926 la création d'une Caisse paritaire. Elle fut refusée, après une campagne de la FOMH, par 1331 voix contre 321.

A la tête de la toute nouvelle Caisse paritaire était nommé René Jacquod. On retrouvera deux ans plus tard le même René Jacquod lors de la création en 1929 de la Fédération valaisanne des corporations et des syndicats chrétiens (FVCSC). C'est ce même René Jacquod qui d'ailleurs supervisera la création d'une section de la Fédération à Chippis en 1930. Une vraie campagne était alors faite pour engager les ouvriers à quitter le syndicat de la FOMH et à rejoindre la caisse paritaire et le syndicat chrétien. Plus de 350 ouvriers démissionnèrent alors de la FOMH. Malgré ses prestations supplémentaires (indemnités de déménagement, de décès, en cas de besoin et de grève), la caisse syndicale ne sut résister totalement au tarif plus avantageux offert par la caisse paritaire fortement aidée par les subventions de l'Etat du Valais. Pourtant, jamais le syndicat chrétien ne réussit vraiment à surpasser la

FOMH, exception faite de ces premières années où *"le nombre de membres des syndicats chrétiens passa, en deux ans, de 35 à 1350."*¹⁹² Il est demeuré autrement tout au long de son histoire largement minoritaire, voir, à certaines périodes, pratiquement inexistant.

Les attaques contre la FOMH et ses membres se multipliaient. En 1929, par le biais de tracts distribués devant l'usine, une campagne contre le secrétaire Walther et le président du PS Dellberg était lancée:

"Ouvriers de Chippis!

Dellberg et Walter sont les ennemis les plus acharnés de l'Usine qui te fait gagner.

Voter pour eux, ce serait faire la guerre à ceux qui te fournissent du travail.

En cas de renvoi, Dellberg et Walter ne viendront pas à ton aide. Ils n'ont pas de chantier eux! Ils n'ont que la blague, et leur blague ne peut te nourrir...

Pense au pauvre Léon Emery [syndicaliste chargé de récolter les cotisations, licencié] condamné à vendre le Droit du Peuple, en attendant le Grand-Soir qui ne viendra jamais.

Si tu allais être renvoyé, Walter fera-t-il de toi aussi un marchand de journaux socialistes?... Mais je crois que tu préfères travailler à l'usine, où tu es bien mieux payé que le "camarade" Léon...

*A bas Dellberg et Walter! Ces deux Boches te trompent. Ne vote pas la liste socialiste!"*¹⁹³

Les tensions étaient marquées entre d'un côté la FOMH et de l'autre la direction de l'usine aidée par le syndicat chrétien. *"La distribution de la Lutte syndicale, l'hebdomadaire de la FOMH, par six ouvriers devant le portail valut six renvois."*¹⁹⁴ Ces tensions correspondaient au fossé séparant alors les ouvriers des directeurs d'usines et autres grands capitalistes en Valais: *"l'inégalité sociale est telle que 95% des contribuables paient le 60% du montant des fortunes imposables et le 5% des imposés en paient le 40%!"*¹⁹⁵

Secrétaire FOMH à Chippis, Alexandre Walther mena durant de longues années une campagne acharnée contre l'AIAG et ses directeurs. Par le biais de tracts distribués devant l'usine, ce dernier n'hésitait pas à traiter les directeurs de *"faiseurs de misères ouvrières"*. Pour lui la direction était *"composée de gens qui se soucient du bien-être de l'ouvrier comme des pourceaux se soucient d'une perle. L'AIAG est en cela bien digne de ses congénères: ses actionnaires, qu'ils soient catholiques, protestants, libre-penseurs, francs-maçons, juifs, conservateurs, libéraux-radicaux, qu'ils soient français, allemands ou italiens, etc., toute cette bande hétérogène s'entend à merveille pour se partager les bénéfices sur le dos de l'ouvrier. Leur seule religion est le porte-monnaie; leur seule politique, le profit."*¹⁹⁶

D'un ton parfois très paternaliste, il appelait les ouvriers à accomplir leur devoir, à se syndiquer et à militer activement: *"Ouvrier qui va lire ces lignes, es-tu syndiqué? Si c'est oui, comment remplis-tu tes*

¹⁹² Garbely, Frank: *art.cit.*, p.202

¹⁹³ Archives personnelles d'Alexandre Walther, in Aymon, Benoît: *op.cit.*, p.37-38

¹⁹⁴ Rey, Alfred: *op.cit.*, p.54

¹⁹⁵ Aymon, Benoît: *op.cit.*, p.16

¹⁹⁶ Walther, Alexandre: *Le réveil des parias*, 15.6.1924, archives FOMH Sierre, C1

devoirs syndicaux? Es-tu un syndiqué consciencieux, ou bien es-tu simplement un syndiqué de papier qui n'a fait que de remplir un formulaire d'adhésion et rien de plus.[...]

*Si tu n'es pas syndiqué, peux-tu nous dire pourquoi? Est-ce parce que le syndicat n'est pas encore reconnu par l'usine? Mais où as-tu vu qu'un patron ait engagé lui-même ses ouvriers à se syndiquer? Nulle part."*¹⁹⁷

L'activité syndicale était une activité de lutte. Le syndicat, pour pouvoir se construire (la section ne comptait guère que cent à deux cents membres au début des années 20 avec un "trou" à 6 personnes en 1923) devait être un syndicat combatif. Refuser de se battre équivalait à perdre sa raison d'être pour le syndicat. *"Partout, tout syndicat sérieux a heurté contre des difficultés pour se faire reconnaître."* Selon Walther, en socialiste convaincu, seul un syndicat peu digne de valeur pouvait se faire reconnaître sans combattre. C'est également en tant que socialiste que Walther envisageait son action syndicale. Cette dernière n'avait de sens que si elle pouvait s'articuler autour d'un projet plus vaste, autour d'un idéal socialiste. C'est la raison pour laquelle il ne voyait pas de contradictions entre le Parti socialiste et la FOMH, mais plutôt des ponts à établir. Dans une circulaire de 1932 aux membres de sa section syndicale, il écrivait: *"D'une façon générale, les ouvriers syndiqués sont, par ailleurs, à l'avant-garde du mouvement ouvrier. En Valais, ce n'est malheureusement pas encore le cas. Au contraire, nous constatons qu'un certain nombre de membres de nos organisations syndicales sont encore perdus, politiquement, soit dans le parti radical, soit dans le parti conservateur."*

Ce dualisme n'est plus permis aujourd'hui: il ne doit plus arriver que des syndiqués soutiennent sur le terrain politique des partis et des gens qui combattent nos organisations syndicales". Continuant dans son habitude paternaliste, autoritaire, Walther tenait à ce que tous les syndiqués soient abonnés à l'organe socialiste de l'époque, le *Peuple valaisan*: *"Un autre pas vers ce changement de front consiste dans l'abonnement du Peuple valaisan, le seul journal ouvrier politique dans ce canton. Il doit être abonné par tous ceux qui sont convaincus que la classe ouvrière mérite et doit être défendue."*

Pour être bien sûr que tout le monde s'abonne, il n'avait alors pas hésité à envoyer le fichier d'adresse à l'administration du journal. Il demandait même aux syndiqués de motiver les raisons pour lesquelles ils ne voudraient pas s'y abonner! *"Nous avons transmis à l'administration du dit journal un certain nombre d'adresses de syndiqués de la FOMH et de la FOBB pour qu'elle puisse leur servir le journal à l'essai jusqu'au 5 mars."*

*Après cette date, celui qui ne voudra pas s'y abonner définitivement voudra bien nous en informer en indiquant le motif."*¹⁹⁸

La signature de la paix du travail en juillet 1937, vingt ans après la grève de 1917, allait signifier un tournant important dans l'orientation syndicale de la FOMH, à Chippis y compris. Le ton et l'attitude adoptée par le syndicat face la direction n'était plus celui de la confrontation. Se pliant aux exigences

¹⁹⁷ Walther, Alexandre: *convocation du 1.4.1925*, archives FOMH Sierre, C1

¹⁹⁸ Alexandre Walther: *Aux ouvriers syndiqués de la FOMH et de la FOBB du district, 1932*, archives FOMH Sierre, C1

de la défense et de l'union nationale, la collaboration entre classes était dès lors de mise. Pour permettre de concrétiser ce net virage à droite, Walther fut remplacé à la tête du secrétariat de Chippis. C'était dorénavant Théodore Frey qui pilotait la section. La bureaucratie centrale jugeait en effet Walther trop lié au parti socialiste. De même, on jugeait que son attitude agressive envers la direction n'avait aucunement profité au syndicat. Dans un courrier au nouveau secrétaire local, Frey, le secrétaire central et bras droit d'Ilg, Arthur Steiner, écrivait *"les méthodes de l'ancien secrétaire Walter [...] ont fait faillite."*¹⁹⁹ Plus tard, lors de la réunion de la Commission ouvrière aux lendemains de la grève de juin 1942, Konrad Ilg a cru bon revenir sur l'activité syndicale de Walther pour montrer sa soi-disant inefficacité par rapport à la nouvelle période inaugurée par la paix du travail: *"Avec le secrétaire Walter on a crié contre les bénéfices de l'entreprise. Les discours et les écrits ont été nombreux mais le résultat c'est que le dernier député ouvrier au Grand Conseil a été éliminé"*²⁰⁰ et les réalisations syndicales ont été nulles jusqu'à la signature de la convention."²⁰¹ La campagne contre Walther, prolongée par celle contre Dellberg dans la sortie du Cartel syndical, s'accompagnait aussi d'un dédain pour la situation dans laquelle pouvaient se retrouver les victimes des politiques de nettoyage de l'appareil. En 1946, alors que la section de Chippis était à la recherche d'un nouveau secrétaire et que l'ouvrier et membre de la Commission ouvrière Léon Mooser *"propose l'ancien secrétaire Walther pour l'emploi libre car, dit-il, l'ancien secrétaire de la FOMH est sérieusement dans la gêne."* Emile Giroud, présent, lui répondit que *"la Centrale de Berne ne l'accepterait pas pour bien des raisons."*²⁰²

Déjà en 1941, Mooser avait essayé de défendre Walther et de le faire reprendre par l'appareil. Il trouvait en effet: *"qu'un secrétaire qui a fonctionné pendant 20 ans ne doit pas être ainsi délaissé. [...] Walther a toujours été un camarade loyal, ayant toujours défendu de tout son cœur les intérêts des ouvriers. [...] Il aurait promis de ne plus faire de politique s'il pouvait réoccuper une place au bureau du secrétariat"*. Malgré la détresse économique de Walther et le fait qu'il soit prêt à renoncer à ses convictions politiques, son successeur, Frey, avait alors laconiquement répondu à Mooser: *"Il ne faut pas croire que Walther a quitté le syndicat les mains vides, mais bien au contraire il aurait touché une somme assez ronde qui lui eût permis à ce moment de trouver un commerce à reprendre ou autre."*²⁰³ Frey était par contre prêt à regarder à la Centrale, si elle ne voulait pas employer Walther, mais dans un autre canton...

¹⁹⁹ Lettre d'Arthur Steiner à Théodore Frey, 13.8.1941, archives FOMH Berne, 04-0005

²⁰⁰ L'argument d'Ilg est ici fortement fallacieux. Une nouvelle loi électorale, entrée en vigueur en 1938, portait en effet le quorum électoral à 15%, ce qui empêchait les petites organisations de toute représentation au Grand Conseil. Nulle part, nous n'avons pu trouver en quoi Alexandre Walther serait responsable de l'élévation du quorum. La loi électorale de 1938 ne sera abrogée qu'en 1952.

²⁰¹ Procès-verbal de la réunion des membres de la Commission ouvrière et des militants de l'Usine de Chippis, 14.6.1942, archives FOMH Berne, 04-0005

²⁰² Séance du comité de la FOMH Chippis, 15.1.1946, archives FOMH Sierre, C3

²⁰³ Assemblée du comité de section de Chippis, 21.11.1941, archives FOMH Sierre, C3

On peut légitimement se demander ce que la convention de la métallurgie avait apporté de plus aux ouvriers, ce d'autant plus que, comme le souligne le procès-verbal de la réunion des hommes de confiance et de la Commission ouvrière du 14 juin 1942, *"l'augmentation de salaire des fours a été à l'avis des ouvriers obtenu par le mouvement gréviste et non par la CO ou le syndicat."*²⁰⁴ C'était bien deux visions syndicales totalement divergentes qui s'opposaient. L'une militante, qui voyait le syndicat et les syndiqués comme étant une avant-garde accomplissant un travail politique sur les lieux de travail, l'autre considérant le syndicat plutôt comme un simple prestataire de services, au service de l'économie tout entière (c'est-à-dire du patronat). C'était cette vision, typiquement corporatiste, qui s'imposa au sein de la FOMH et qui s'imposa aussi *de facto* à Chippis.

La grève de 1942

A la veille du deuxième conflit mondial, les commandes de guerre ainsi que la dévaluation du franc suisse firent repartir la production d'aluminium et les records atteints durant la première guerre mondiale en matière de bénéfice étaient de nouveau du domaine de l'atteignable. De l'autre côté, les salaires à Chippis restaient 30% inférieurs à ceux pratiqués dans le reste de la métallurgie en Suisse. *"Au début 1938, le salaire moyen de la métallurgie suisse est de fr. 1,33 à l'heure. Celui de l'Aluminium de Chippis est de fr. 1,03, soit 30 centimes en dessous de la moyenne suisse. En mars de la même année, la direction accorde cinq centimes d'augmentation sur les dix réclamés par la Commission ouvrière."*²⁰⁵

La convention de la paix du travail signée dans la métallurgie en 1937 semblait ne fonctionner que dans un sens et n'être en définitive qu'un moyen du patronat pour museler les oppositions en faisant jouer au syndicat le rôle de gendarme. Paradoxalement, les syndicats chrétiens avaient rejoint durant les premières années de la convention les communistes dans la critique de cette paix du travail. Un article de H. Berra dans la Liberté syndicale du 9 septembre 1938 parlait de la bureaucratisation avancée de la FOMH: *"C'est la FOMH, qui est toute puissante pour conclure des conventions, pour défendre les intérêts des ouvriers. Or, cette FOMH, colosse aux pieds d'argile, a conclu, avec les grandes associations patronales, une paix du travail qui lui interdit pratiquement toute démarche sérieuse en vue d'améliorer les salaires extrêmement modestes des ouvriers de la métallurgie. Les fabricants de munitions peuvent s'enrichir, les ouvriers continueront à toucher de maigres salaires, et la FOMH se tiendra tranquille comme une vieille rentière qui veut vivre dans le calme afin de pouvoir jouir d'une longue et paisible vieillesse."*²⁰⁶

Il est intéressant de constater que lors du conflit de 1942, le mouvement vint non des instances syndicales ou encore de la commission ouvrière mais bien des ouvriers eux-mêmes. Cela se produisit alors que, parallèlement, l'effectif de la section de la FOMH connaissait un boom spectaculaire. Le fait

²⁰⁴ Séance du 14 juin 1942, du Comité, des hommes de confiance et de la Commission ouvrière de l'AIAG, 14.6.1942, archives FOMH Berne, 04-0005

²⁰⁵ Aymon, Benoît: *op.cit.*, p.46

²⁰⁶ Berra, H.: "Ceux qui s'enrichissent", *Liberté syndicale*, 9.9.1938

que depuis la convention, et surtout le renouvellement de cette dernière en 1939, la FOMH était reconnue par la direction de l'usine multipliait les adhésions. *"En 1940, [la FOMH] comptait 415 membres, à fin 1941, 1550."*²⁰⁷ L'année suivante, la section Sierre-Chippis de la FOMH comptait 1762 membres. En contrepartie, bon nombre de syndiqués n'étaient plus que, pour reprendre l'expression d'Alexandre Walther, "des syndiqués de papier". Plus exactement, c'était le syndicat lui-même qui changea radicalement d'orientation. Il ne s'assignait plus que comme tâche la gestion optimale du personnel. Dès lors, se syndiquer s'assimiler de plus en plus pour les ouvriers au fait de contracter une assurance. Ceci expliquerait également le fait que malgré le mécontentement général contre l'attitude du syndicat durant la grève, seuls 80 syndiqués sortirent du syndicat. Dans le rapport de la section pour les années 1941-1942, on peut même lire un certain soulagement quant à ces démissions: *"Nous avons enregistré jusqu'à ce jour environ 80 démissions résultant pour ainsi dire de cet événement, mais nous ne nous en plaignons pas, au contraire. De ces 80 membres démissionnaires, 30 ont retiré leur démission à la suite de longues explications, 10 seront radiés parce que pas intéressants, et les autres membres démissionnaires pourront encore être réglés d'ici quelques mois."*²⁰⁸

La production de guerre ayant accru considérablement les commandes, le personnel engagé par l'usine connut lui aussi un bond spectaculaire pour atteindre durant la guerre le total de 3785 employés. L'arrivée de cette nouvelle force de travail contribua, elle aussi, à refaçonner le rôle tant du syndicat que de la commission ouvrière. Ces deux instances restaient pour le moins étrangères à la nouvelle force de travail. Ainsi, en 1942, *"lors de l'élection de la commission ouvrière, 300 bulletins valables seulement sont rentrés sur 1200 délivrés. A ce moment déjà ces ouvriers ont manifesté leur méfiance à l'égard de la commission ouvrière."*²⁰⁹

La commission ouvrière avait d'ailleurs de la peine à fonctionner correctement. En 1941, alors que les statuts stipulaient que la commission devait se réunir au moins une fois par mois, la commission ne s'était réunie que 5 fois. Des désaccords existaient aussi entre la FOMH et la commission. Concernant des demandes justifiées d'augmentation générale de salaire pour faire face au renchérissement, la FOMH tentait de freiner le mouvement en ne proposant que des augmentations par secteur. Marcel Métrailler, de la Commission ouvrière, fit alors remarquer lors d'une séance commune de la commission ouvrière et du comité de la FOMH, le 30 avril 1942, que *"c'est le moment ou jamais de faire valoir ses droits vu les bénéfices énormes réalisés par l'Aluminium. Jamais la situation n'a été aussi favorable pour l'ouvrier"*. Arthur Steiner, secrétaire central FOMH alors présent, pesa de tout son poids pour empêcher qu'un mouvement par trop revendicatif à son goût ne lésât l'Usine. Selon la tactique du saucisson, selon laquelle on ne peut l'avaler que si on le coupe en tranche, *"le secrétaire*

²⁰⁷ Rey, Alfred: *op.cit.*, p.60

²⁰⁸ *Rapport de la section de Chippis 1941-1942*, p.1, archives FOMH Sierre, C3

²⁰⁹ *Procès-verbal de la réunion des membres de la Commission ouvrière et des militants de l'Usine*, 14.6.1942, archives FOMH Berne, 04-0005

Steiner de Berne fait remarquer que la procédure à suivre en cas d'une revendication générale est beaucoup trop longue et qu'avant Noël aucun résultat positif n'aurait été obtenu."²¹⁰

Le conflit entre la FOMH et la commission ouvrière était ouvert. Le lendemain, le 1^{er} mai, la commission ouvrière, sous la présidence de Métrailler, décida par 10 voix contre 2 abstentions de ne pas suivre la FOMH et de demander une augmentation générale des salaires de 5ct. par heure.

L'affaire eut le don d'irriter passablement tout l'appareil central de la FOMH. Aligné sur leur politique de défense nationale (l'usine de Chippis représentait une entreprise d'intérêt national) il ne put accepter un mouvement autonome revendicatif. Dans un tract de sept pages distribué en juillet 1942 aux ouvriers de Chippis, la FOMH expliquait: *"Un arrêt du travail pouvait avoir les plus graves conséquences pour les ouvriers en les privant de salaires pendant de nombreux jours, pour l'entreprise en provoquant une détérioration considérable des fours et du matériel et pour le pays en le mettant dans l'impossibilité de remplir ses engagements à l'égard du pays [l'Allemagne] qui absorbe la plus grande partie de cette production d'aluminium et nous fournit en échange du charbon et d'autres matières premières nécessaires à nos industries nationales.*"²¹¹

Le comité central de la FOMH tenait donc à tout mettre en oeuvre pour éviter une éventuelle grève et briser toute dynamique sortant des procédures mises en place par la Convention de 1937. C'est pourquoi, dès qu'il sentit que "l'affaire" lui échappait, il envoya sur place ses secrétaires centraux.

Une année auparavant, lors d'un mouvement des salaires similaires, la FOMH, sentant la colère montait, avait aussi dépêché sur place les secrétaires centraux Steiner et Giroud. Ces derniers remirent alors en cause la revendication de la Commission ouvrière d'augmentation générale de 10ct des salaires. Devant l'attitude de la FOMH, Mooser de la Commission ouvrière dit que *"les ouvriers des fours montrent un grand mécontentement. Certains vont même à dire que le Secrétariat Central de la FOMH est acheté par les patrons."*²¹² Malgré le fait que les ouvriers estimaient que *"les bénéfices considérables réalisés par cette industrie permettent amplement à la Direction de faire, elle aussi, un petit sacrifice"*, l'appareil central se rallia à la Direction qui expliquait qu'elle *"ne pouvait entrer en considération, que les ouvriers devaient faire un petit geste de compréhension à cet égard et ensuite que chaque ouvrier devait faire en ces temps bouleversés un petit sacrifice."*²¹³

Ainsi, revenant sur les bénéfices de l'entreprise, *"Emile Giroud dit d'autre part, que nous ne devons et ne pouvons pas nous baser sur les bénéfices réalisés par cette industrie, ceux-ci pouvant avoir été réalisés par le trust international et non pas seulement par la seule usine de Chippis."*²¹⁴ Cet argument sera repris après la grève de 1942 dans le tract de 7 pages de la FOMH distribué à tous les ouvriers: *"Selon les indications de la société, les salaires payés en Suisse se sont élevés en 1941 à 18 millions de*

²¹⁰ Lettre du secrétariat de Sierre au Comité central de la FOMH résumant le conflit, 18.6.1942, p.2, archives FOMH Berne, 04-0005

²¹¹ Le conflit de salaire à Chippis à la lueur des faits, 7.1942, p.6, archives FOMH Berne, 04-0005

²¹² Protocole de la 2^{ème} assemblée des Hommes de confiance, 24.8.1941, archives FOMH Sierre, C3

²¹³ Protocole de la 1^{ère} assemblée des Hommes de confiance, 25.7.1941, archives FOMH Sierre, C3

²¹⁴ idem

francs et les impôts à 5,8 millions. Il faut connaître ces faits pour juger objectivement d'une situation."²¹⁵

Reprenant en main le mouvement de 1941, la FOMH obtint sur les 10ct. réclamés seulement 3 cts... Entre temps l'AIAG réalisait ses plus gros bénéfices depuis 1917. La FOMH, elle-même le reconnaissait. Dans un document interne de Giroud intitulé *Le conflit de Chippis, juin 1942*, il écrivait: "Bénéfices: avant la guerre 8 millions par année; 1940 14 millions; 1941 21 millions. Dividende minimum 8%. Ce bénéfice est celui du trust international mais la part de Chippis est d'un peu plus de la moitié. Les salaires payés par cette entreprise étant de 12 millions par année on peut considérer que le bénéfice est égal aux salaires."²¹⁶

La course aux armements et l'effort de guerre allaient grandement profiter à l'AIAG qui fit de juteux bénéfices en produisant massivement pour le IIIème Reich. D'ailleurs, selon l'indication de Giroud, l'usine de Chippis, recevait une partie de la bauxite des mines d'Italie et livrait "les 5/6 de sa production en Allemagne."²¹⁷

L'AIAG et les nazis

Les usines de Chippis ne furent d'ailleurs pas les seules du groupe à profiter du commerce avec l'Allemagne nazie. L'AIAG possédait également toute une série d'usines dans le Sud de l'Allemagne: "

- *Aluminium GmbH, Rheinfelden (fabrique d'aluminium créée en 1888): 100% de capitaux suisses, 11,4 millions de RM – 19,608 millions de Frs,*
- *Aluminium-Walzwerke Singen GmbH (laminoirs créés en 1888): 96,8% de capitaux suisses, 6,2 millions de RM – 10,663 millions de Frs,*
- *Vereinigte Aluminium-Giesserei Villingen GmbH (fonderie d'aluminium et de magnésium), propriété directe ou par Singen: 100% de capitaux suisses, 1 million de RM – 1,72 million de Frs,*
- *Breisgau-Walzwerke GmbH, Singen (traitement des feuilles d'aluminium); 93,7% de capitaux suisses, 0,56 million de RM – 0,9632 million de Frs."*²¹⁸

Pendant la guerre, les usines de l'AIAG en Allemagne produisaient environ 1/6 de la capacité totale des usines allemandes.

L'AIAG avait auparavant répondu favorablement aux demandes des nazis d'augmenter leurs capacités de production pour coller au programme d'armement du Reich. L'aluminium était alors très prisé, notamment en ce qui concernait la production militaire aérienne (l'aviation constituant la nouvelle arme décisive de la guerre). C'est ainsi que la capacité de production de l'usine de Singen fut

²¹⁵ *Le conflit de salaire à Chippis à la lueur des faits*, 7.1942, p.6, archives FOMH Berne, 04-0005

²¹⁶ *Le conflit de Chippis, 1942. Considération sur une intervention éventuelle de l'armée dans les conflits du travail*, juin 1942, archives FOMH Berne

²¹⁷ *idem*

²¹⁸ Pavillon, Sophie: "Trois filiales d'entreprises suisses en Allemagne du Sud et leur développement durant la période nazie", *Revue des Archives fédérales*, 23, 1997, p.209-254, p.222-223

multipliée par trois, passant de 13'500 milliers tonnes en 1936 à 38'000 milliers de tonnes en 1942²¹⁹. L'usine de Rheinfelden connut, elle, des modifications en série depuis le début des années 30. Sa production décupla en 10 ans: *"Der Ausbau des Rheinfelder Werkes gestaltete sich in den Jahren vor Kriegsausbruch als mehr oder weniger kontinuierlicher Prozess, denn kaum war die Hütte erweitert worden, stiegen die staatlichen Anforderungen durch die Bestimmungen des Vierjahresplans erneut. 1936 wurde für 6,5 Mio. Reichsmark Werk II in Betrieb genommen. Kaum hatte dieses die Produktion aufgenommen, begannen die Bauarbeiten für Werk III, das im Juli 1938 eingeweiht wurde. In nur sieben Jahren war die Leistungsfähigkeit der Rheinfelder Hütte damit beinahe auf das Zehnfache, von 2'400 Jahrestonnen 1931 auf 23'000 Jahrestonnen 1938, gesteigert worden."*²²⁰

L'AIAG ne dédaigna nullement réadapter ses capacités de production, jouissant avec l'économie en partie planifiée de l'économie nazie allemande d'une excellente position: *"Die AIAG verfügte als Teil eines faktischen Oligopols der deutschen Aluminiumproduzenten über gute Startchancen für die wirtschaftliche Erholung und den einsetzenden Rüstungsboom in den dreissiger Jahren."*²²¹ Il n'y eut guère que pour son usine Martinswerk que l'AIAG s'inquiéta des risques de surcapacité à long terme.

Pour avoir les faveurs du régime nazi, l'AIAG n'hésitait nullement à nommer des chefs nazis à la tête de ses entreprises allemandes. Ainsi, *"plusieurs fonctionnaires locaux du Parti nazi reçurent des postes à responsabilité dans l'usine Aluminium Walzwerke de Singen. Ce fut le cas également dans celle de Rheinfelden, distinguée du titre "d'entreprise modèle du national-socialisme", où Achim Tobler, qui dirigeait l'établissement depuis 1938, portait l'uniforme des SS pour accomplir sa tâche."*²²²

Durant le conflit mondial, l'AIAG ne se gêna aucunement à employer des travailleurs forcés dans ces usines allemandes. Elle en avait fait de même durant le premier conflit mondial avec des internés russes en Transylvanie. Le site de Singen de l'AIAG employa par exemple *"403 prisonniers de guerre et 792 ouvriers/ères forcés. [...] Les dirigeants des trois fabriques suisses [Georg Fischer; Maggi; AIAG], fréquentées régulièrement par des cadres venus des maisons-mères, ont traité ces ouvrier/ères forcés de la même manière que les nazis les traitaient. Réduites à ce que les nazis appelaient des "sous-hommes", ces personnes seront battues, vivront dans des conditions sanitaires proches de celles régnant dans les camps de concentration et seront maintenues aux seules limites de la survie. Les baraquements où elles devaient rester étaient placés sous la surveillance du Deutsche Arbeitsfront, organisation proche du Parti nazi et qui avait servi, dans les années 1930, à éradiquer les syndicats allemands. Les camps étaient entourés de barbelés, surveillés par des gardes armés accompagnés de*

²¹⁹ Pavillon, Sophie: "L'axe de l'aluminium, Aluminium Industrie AG et le Troisième Reich", Page deux, 7, décembre 1996, p.55-58, p.57

²²⁰ Ruch, Christian; Rais-Liechti, Myriam; Peter, Roland: *Geschäfte und Zwangsarbeit. Schweizer Industrieunternehmen im Dritten Reich*, Chronos, 2001 (vol. 6 de la Commission indépendante d'expert Suisse- Seconde guerre mondiale), p.128-129

²²¹ *ibid.*, p.126

²²² Pavillon, Sophie: "Trois filiales...", *art.cit.*, p.225

chiens, la Gestapo intervenait en cas de troubles. Il est arrivé aussi que l'un ou l'autre de ces détenus, cherchant à s'échapper, soit abattu. ²²³

Si pour l'AIAG, la seconde guerre mondiale fut l'occasion d'enregistrer des bénéfices gigantesques ("74 millions de francs suisses net entre 1939 et 1945, dont 22 millions pour la seule année 1942"²²⁴), la société prit lors de ce conflit toute une série de précautions pour ne pas se voir confisquer ses industries comme ce fut le cas durant la première guerre mondiale avec ses usines françaises. L'AIAG, malgré son commerce lucratif et la contribution qu'elle apportait au régime nazi, tenait à afficher une neutralité toute helvétique. C'est ainsi qu'elle transféra notamment à la veille de la guerre son siège à Lausanne. C'est aussi ainsi que fut créé juste après l'éclatement du conflit l'ALIG. Cette société chapeautait les usines allemandes de l'AIAG et permettait ainsi de montrer la neutralité de la maison mère. *"Für die Gesellschaften der AIAG wurde kurz nach Kriegsausbruch in Form der Kommanditgesellschaft "Aluminium-Industrie Gemeinschaft" (ALIG) [...] eine Art Dachverband und Koordinationsorganisation mit Sitz in Konstanz geschaffen. [...] Die demonstrative Abkopplung der deutschen Tochtergesellschaften gestaltete es den Schweizer Mutterhäusern, vor den Alliierten als "neutrale" Schweizer Unternehmen aufzutreten. Die Führung der AIAG wollte keinesfalls riskieren, "auf der einen oder andern Seite auf die schwarze Liste zu kommen oder, wie im Weltkrieg 1914/18, sequestriert zu werden"* [AIAG-Geschäftslagebericht für VR-Sitzung, 30.10.1939]."²²⁵

Malgré ces artifices, l'AIAG dut faire appel à ses liens politiques pour échapper à d'éventuelles amendes, saisies ou démantèlement à la fin du conflit. Les autorités fédérales ne manquèrent d'ailleurs pas de zèle en la matière. *"A la fin octobre 1944, 147 entreprises suisses établies dans le Consulat de Bade avaient reçu leur lettre de protection."* *"Ces dernières permettaient à leurs détenteurs de faire valoir que ces établissements bénéficiaient du soutien de l'Etat fédéral"*. En plus de cela, l'AIAG pouvait aussi compter sur les bons offices de Carl Jakob Burckhardt, vieille connaissance de Max Huber au CICR, qui dirigeait alors la Légation de Suisse à Paris. *"Cette légation intervint plus d'une fois auprès du Ministère français des Affaires étrangères notamment en faveur des usines Maggi à Singen, Martinswerk à Bergheim (appartenant au groupe Aluminium Industrie) et Georg Fischer à Singen."*²²⁶

Dans son commerce lucratif avec l'Allemagne nazie, l'AIAG put aussi compter sur la FOMH qui sut faire respecter la paix du travail, et s'employa de toutes ses forces à convaincre les ouvriers de l'intérêt national qu'il y avait à ne pas faire grève: il en allait, selon la FOMH, des bonnes relations que la Suisse entretenait avec l'Allemagne. Comme elle le dit dans un document interne: la FOMH *"est intervenue pour faire reprendre le travail. Elle a évidemment mécontenté les ouvriers mais elle l'a fait*

²²³ *ibid.*, p.229

²²⁴ Pavillon, Sophie: "L'axe de l'aluminium...", art.cit., p.56

²²⁵ Ruch, Christian *et alii*: *op.cit.*, p.150-151

²²⁶ Pavillon, Sophie: "Trois filiales...", art.cit., p.230-231

parce que c'était dans l'intérêt supérieur du pays"²²⁷. Garantir les profits des transnationales helvétiques participant à l'effort de guerre nazi faisait partie de l'intérêt supérieur du pays.

Lors de l'assemblée générale de la section de Chippis d'octobre 1942, Giroud revint sur la grève en expliquant que *"cette entreprise est d'intérêt national puisque nous recevons en contre-partie de l'aluminium livré, du charbon et autres matières premières. L'arrêt de l'exportation de l'aluminium provoquerait automatiquement l'arrêt de la réception des matières premières absolument nécessaires aux industries suisses. Les pays voisins ont un urgent besoin de notre aluminium, pour continuer la guerre. Il fallait prévoir également le risque d'extension du conflit. Si des conflits sociaux importants arrivent en ce moment, s'il y a des gens qui souhaitent ces conflits, ce sont des criminels, parce qu'ils cherchent à livrer la patrie à une idéologie nouvelle."*²²⁸ Voilà qui est dit: défendre ses droits devenait criminel aux yeux de la FOMH. Le 14 juin, développant le même thème en présence de la commission ouvrière, Emile Giroud précisait déjà indirectement ce à quoi correspondait la grève pour lui: *"Dans ce cas [où la grève aurait pu s'étendre], il n'aurait pas du tout été exclu que l'Allemagne n'aurait pas profité de cet incident pour intervenir pour mettre de l'ordre dans un pays qui ne sait même pas se gouverner lorsque tous ses voisins sont en guerre."*²²⁹ Ailleurs il posait la question: *"Qui nous dit alors que l'Axe tolérera au milieu de cette Europe en effervescence un si mauvais exemple?"*²³⁰ La grève n'était, d'après Giroud que synonyme de désordre, de manque de discipline. Elle donnait le mauvais exemple et ne pouvait être l'œuvre que de personnes mal intentionnées. Après avoir difficilement et au prix de nombreux renoncements réussi à se faire reconnaître comme interlocuteur par la direction de l'AIAG, la FOMH ne souhaitait en rien rompre avec sa nouvelle politique de collaboration et voyait d'un très mauvais oeil tout conflit ouvert.

La grève à Chippis

La grève de juin 1942 aux usines valaisannes de l'AIAG s'avérait être un véritable danger pour la FOMH. Cette dernière prit le conflit très au sérieux et dépêcha sur place ses secrétaires centraux.

C'est Arthur Steiner qui fit le déplacement le 30 avril 1942 pour rencontrer les membres de la commission ouvrière, à la veille de leur réunion. C'est le même Steiner qui assista à la réunion qui se tint immédiatement après la grève entre le comité de la FOMH, des hommes de confiance et de la commission ouvrière le dimanche 14 juin 1942. Pour l'occasion, il était assisté d'Emile Giroud et de Konrad Ilg en personne. Tous trois venaient expliquer les raisons pour lesquelles la FOMH fit tout pour que les ouvriers reprissent au plus vite le travail. La venue de Steiner et d'Ilg montrait à quel point la grève des 8 et 9 juin avait pu perturber l'appareil central et était grosse de potentialités.

²²⁷ *Le conflit de Chippis, juin 1942, Considération sur une intervention éventuelle de l'armée dans les conflits du travail*, p.3, archives FOMH Berne, 04-0005

²²⁸ *Assemblée générale de la section de Chippis, 18 octobre 1942*, archives FOMH Berne, C3

²²⁹ *Séance du 14 juin 1942, du Comité, des hommes de confiance et de la Commission ouvrière de l'AIAG*, archive FOMH Berne, 04-0005

²³⁰ *Procès-verbal de la réunion des membres de la Commission ouvrière et des militants de l'usine, 14.6.1942*, archives FOMH Berne, 04-0005

L'appareil central de la FOMH tenait à mettre toutes les cartes de son côté pour qu'un tel incident ne se reproduisît plus.

Emile Giroud sera quant à lui dépêché sur place dans l'après-midi du premier jour de grève. C'est lui qui épaulera le secrétaire local Théodore Frey et qui, avec l'aide de ce dernier, fit le gendarme le mardi soir en empêchant des ouvriers à appeler à la poursuite de la grève.

Fortement remise en cause pour sa politique conventionnelle, la FOMH se défendait en accusant la commission ouvrière et les ouvriers d'indiscipline. Pour la FOMH, cette indiscipline venait du caractère retardé des ouvriers valaisans. Durant la réunion du comité central du 10 juin 1942, Konrad Ilg eut ces quelques paroles: *"Die Arbeiterschaft ist jedoch ungeschult, kulturell und geistig weit zurück, so dass es schwer hält, mit ihnen eine geordnete Gewerkschaftsarbeit zu vollbringen."*²³¹

D'un ton supérieur, Arthur Steiner s'en prit de même violemment à la commission ouvrière lors de la réunion du 14 juin: *"Si nous nous trouvons dans une situation quasi impossible, c'est que les fautes commises et les erreurs de tactique ont été multipliées à souhait, parce que la commission ouvrière a voulu travailler en marge du syndicat, sans tenir compte de ses conseils, et que finalement les ouvriers ont travaillé en marge de la commission ouvrière. Chacun en a fait à sa tête et quand la vaisselle a bien été cassée, on a attendu que le syndicat vienne la raccommoder. C'est trop facile et ces affaires sont trop importantes pour les traiter avec si peu de sérieux."*²³²

Alors, la situation n'était quasi impossible que pour la seule FOMH et la vaisselle cassée n'était rien d'autre que les chaînes de la Convention de 1937 dont s'étaient défait les ouvriers de Chippis. On comprend mieux l'agacement de l'appareil central.

Il était clair que les ouvriers de Chippis ne pouvaient comprendre et être d'accord avec la Convention de 1937. Ilg ne pouvait qu'amèrement le constater: *"Namentlich ist der Vertragsgedanke bei diesen Leuten noch in keiner Weise verankert."* C'est ainsi que le président de la FOMH pensait que, vu l'état de la classe ouvrière valaisanne, cela prendrait encore beaucoup de temps à l'appareil pour la rendre "vertragsfähig": *"Es wird auch in Zukunft schwer halten mit dieser unberechenbaren Arbeiterschaft eine geordnete und saubere Gewerkschaftspolitik zu betreiben und sie vertragsfähig zu machen."*²³³

Déroulement de la grève

Comme mentionné plus haut, l'augmentation des salaires à Chippis ne compensait pas l'inflation. Les ouvriers avaient sans cesse dû réclamer des compensations au renchérissement. Cependant, la direction s'était faite très réticente aux demandes des ouvriers et ces derniers, remettant le conflit des salaires dans les mains de la FOMH, s'étaient vus fort peu récompensés. Le salaire de 1942 atteignait tout juste le salaire moyen suisse dans la métallurgie avant la guerre. De 1938 à 1942, le salaire augmenta de 32ct. seulement. Il y eut deux augmentations de salaire, une en 1938 (5ct.) et une en 1941

²³¹ *Sitzung des Zentralvorstandes*, 10.6.1942, archives FOMH Berne, 01-0018

²³² *Procès-verbal de la réunion des membres de la Commission ouvrière et des militants de l'Usine*, 14.6.1942, archives FOMH Berne, 04-0005

²³³ *Sitzung des Zentralvorstandes*, 10.6.1942, archives FOMH Berne, 01-0018

(3ct.). Ces dernières furent complétées par des allocations de renchérissement qui, calculées en heure de travail, revenaient à 24ct.

La situation était largement insuffisante, ce d'autant plus que l'AIAG annonçait des bénéfices record. C'est la raison pour laquelle la Commission ouvrière, ne voulant rien entendre d'une augmentation de salaire par secteur seulement, opta en avril pour une demande d'augmentation générale des salaires de 5ct. Malgré un délai de 3 semaines durant lequel la direction n'avait toujours pas répondu, la Commission ouvrière décida de patienter encore une semaine. Le 3 juin, la direction lui répondit qu'elle refusait d'entrer en matière sur une demande d'augmentation générale. Devant ce blocage, Frey, le secrétaire FOMH local, essaya de trouver une solution de compromis. La direction semblait prête à augmenter les salaires des ouvriers des fours. Des propositions d'augmentation des salaires de 5 à 10ct. pour les ouvriers des fours avaient été faites en réunion de la commission ouvrière mais avaient été balayées devant la volonté d'une augmentation générale des salaires. De plus, la direction ne voulait accorder que 4 à 7ct. et *"il s'agissait de l'octroi d'une prime et non d'un relèvement réel des salaires."*²³⁴ Le conflit semblait inévitable. Le secrétaire FOMH tenta encore le dimanche 7 juin de persuader le président de la Commission ouvrière de ne pas persister sur la question de l'augmentation générale et de revenir à la solution proposée par la FOMH d'augmentation par secteur. Cette ultime tentative intervenait de toute façon trop tard.

Le lundi matin, les ouvriers des fours, plus de 1'300 personnes au total, étaient déterminés à obtenir une augmentation de salaires conséquente. Devant la menace d'une grève incontrôlée, la direction de l'usine avait augmentait sa proposition de 3ct. déjà. Les ouvriers des petits fours toucheraient 7ct., ceux des grands fours 10. Voyant bien la marge qui existait alors, les ouvriers revendiquèrent 20ct. d'augmentation et, à 14 heures, la deuxième équipe ne reprit pas le travail. *"Après avoir passé au contrôle et avoir changé de vêtements les ouvriers sont venus sur la place de l'usine pour réclamer réponse à leur demande. [...] Le Directeur [Siegrist] les a invités à reprendre le travail pour permettre la discussion faute de quoi il devrait les considérer comme ayant rompu le contrat de travail qui les lie à l'entreprise."*²³⁵

Entre temps, la direction, apeurée, téléphona au secrétariat local de la FOMH pour qu'il intervienne. Ce dernier appellera sa centrale à Berne qui envoya sur-le-champ son secrétaire central, Emile Giroud. Celui-ci arriva par le train à 15 heures à Chippis. Théodore Frey était là dès le matin. C'est lui qui mena les premières négociations avec les ouvriers des fours. Ceux-ci avaient agi indépendamment de la Commission ouvrière et, bien entendu, de la FOMH. *"Sie erklären sogar, dass die Bewegung den Verband und die Kommission nichts angehen, indem sie kein Vertrauen zu beiden haben."*²³⁶

²³⁴ Procès-verbal de la réunion des membres de la Commission ouvrière et des militants de l'Usine, 14.6.1942, p.1, archives FOMH Berne, 04-0005

²³⁵ *ibid.*, p.2

²³⁶ Lettre de secrétariat de Sierre au comité central de la FOMH, 18.6.1942, p.7, archives FOMH Berne, 04-0005

Ils étaient bien décidés à obtenir satisfaction et la tâche de Frey, une fois la deuxième équipe arrivée, d'amener les ouvriers au travail s'avérait ardue. Frey essaya de persuader les ouvriers de "*désigner une délégation spéciale qui pourrait discuter avec la Direction après qu'ils aient repris le travail*"²³⁷, en vain. Son action lui valu même d'être traité de traître par les grévistes²³⁸.

C'est à ce moment-là qu'intervint Emile Giroud. Au bout de négociations avec les ouvriers des fours, il parvint à leur faire accepter l'idée de nommer une délégation et de reprendre le travail. A contrecœur, le travail repris à 16h15 et une première réunion avec la Direction eut lieu à 17h30. A cette réunion participa, tant la direction générale de l'usine (qui fit le déplacement de Lausanne) d'un côté que la Commission ouvrière, la délégation des ouvriers des fours et les secrétaires syndicaux Frey et Giroud de l'autre côté.

La délégation ouvrière avait auparavant rejoint la proposition faite par Giroud d'une demande d'augmentation de 10 à 15ct. pour les ouvriers des fours. Le directeur de l'usine, Siegrist, avait souscrit à cette demande et l'avait déjà communiquée à sa direction générale pour qu'elle prenne position. La tension était très forte au sein de l'usine. Craignant une paralysie totale de la production, la direction générale céda et accorda des augmentations de 9ct. pour les petits fours à 13ct. pour les grands fours. Ces suppléments se firent sous forme d'augmentation de salaire et non de prime. Les délégués ouvriers, satisfaits acceptèrent la proposition. Sur ces faits, "*Herr Siegrist teilt nun mit, was hauptsächlich die Vertreter der übrigen Belegschaft angeht, dass dies eine Ausnahme sei, da die Ofenarbeiter zu Ihrer strengen Arbeit zuwenig bezahlt waren und nun ja nicht etwa andere Abteilungen das gleiche versuchen sollen wie die Ofenarbeiter, da auf keinen Fall weitere Zugeständnisse gemacht werden können.*"²³⁹

La détermination des ouvriers des fours avait payé. Par leur action, ils avaient réussi à obtenir une augmentation de salaire. Augmentation à laquelle la FOMH refusait au départ d'y croire. De 4 à 7ct. d'augmentation comme prime, la direction accordait maintenant 9 à 13ct. d'augmentation de salaire. La direction, en cédant, avait ouvert une brèche et fortement démontré qu'elle avait les moyens de payer plus ses ouvriers. Cet aspect sera fortement critiqué par la FOMH, qui accusa par la suite la direction d'avoir fait le jeu des communistes: "*pourquoi, puisque la chose était possible, ne pas avoir fait cette concession avant plutôt qu'après la suspension du travail? C'est donner raison aux communistes qui répètent sans cesse que le patronat ne fait aucune concession par des pourparlers tandis qu'il cède lorsque les ouvriers quittent le travail.*"²⁴⁰

²³⁷ Procès-verbal de la réunion des membres de la Commission ouvrière et des militants de l'Usine, 14.6.1942, p.2, archives FOMH Berne, 04-0005

²³⁸ "*Ich wurde als Verräter tituliert*", Lettre de secrétariat de Sierre au comité central de la FOMH, 18.6.1942, p.7, archives FOMH Berne, 04-0005

²³⁹ Lettre de secrétariat de Sierre au comité central de la FOMH, 18.6.1942, p.8, archives FOMH Berne, 04-0005

²⁴⁰ Le conflit de Chippis, juin 1942, Considération sur une intervention éventuelle de l'armée dans les conflits du travail, p.2, archives FOMH Berne, 04-0005

Fort du succès de leurs camarades des fours, les ouvriers de la fonderie menacèrent à leur tour le lendemain (mardi 9 juin) la direction de quitter le travail *"si une augmentation de 10cts à l'heure ne leur était accordée. Sous cette pression le patron refusa toute concession et 18 ouvriers de l'équipe du matin quittèrent le travail à midi et l'équipe de 2 heures ne reprenait pas le travail."*²⁴¹ Les 40 ouvriers de l'équipe de l'après-midi ainsi que des ouvriers de l'équipe du matin quittèrent l'usine à 15 heures pour se rendre au Café de l'Industrie de Chippis. De là, ils appelèrent à 16 heures le secrétariat FOMH de Sierre pour qu'il vienne les épauler. Le secrétariat refusera de les voir au Café et convoqua les grévistes à son secrétariat de Sierre.

Sur place, les grévistes se firent vertement réprimandés: *"Kollege Giroud, der noch da war, machte die Leute aufmerksam, dass ihr Vorgehen ein Vertragsbruch sei und die Arbeit sobald als möglich wieder aufgenommen werden müsse. Die Direktion wollte nun schon nichts mehr wissen, und brauchte es ziemlich viel bis Giroud die Direktion soweit hatte, dass die Arbeit bedingungslos werden konnte."*²⁴² Apparemment, il n'y avait pas que la direction qui ne voulait plus rien en savoir...

Le syndicat était alors décidé à en finir avec ces troubles. Pour cela, il proposa aux ouvriers de reprendre les choses en main, que la commission ouvrière, sur accord des ouvriers, chargeât la FOMH de négocier le conflit avec les instances patronales. Bref, la FOMH voulait dessaisir les ouvriers du conflit. Cela aurait permis, dans un premier temps, la reprise du travail. *"Après une longue discussion, ils acceptèrent de reprendre le travail aux heures habituelles des équipes à la condition qu'aucunes représailles ne soient exercées et que des pourparlers aient lieu rapidement entre les Centrales syndicales."*²⁴³ Toutefois, les ouvriers restaient à juste titre très sceptiques devant les promesses et les avertissements de la FOMH. Ils ne lui faisaient pas entièrement confiance, ils l'accusaient même de complicité. Lors de la réunion du dimanche 14 juin, et en présence de Konrad Ilg, l'ouvrier Pfamatter *"se demande si Ilg n'a pas subi une pression du Conseil fédéral pour signer cette Convention afin de maintenir les salaires bas pendant la guerre à laquelle on s'attendait déjà."*²⁴⁴

L'accord conclu entre la FOMH et les ouvriers de la fonderie restait précaire le mardi 9 juin, la demande de reprise du travail passait d'autant plus mal auprès des ouvriers qu'ils avaient vu le succès de l'action de leurs camarades aux fours la veille.

C'est ainsi que les deux secrétaires FOMH se rendirent à l'arrivée de l'équipe de nuit devant les portes de l'usine pour s'assurer que tout le monde reprenne le travail. C'est alors que les secrétaires syndicaux s'aperçurent que *"ceux qui avaient voté la reprise du travail pour le lendemain engageaient leurs collègues de l'équipe de nuit à ne pas reprendre le travail."*²⁴⁵ Pendant plus d'une heure, les deux

²⁴¹ Procès-verbal de la réunion des membres de la Commission ouvrière et des militants de l'Usine, 14.6.1942, p.3, archives FOMH Berne, 04-0005

²⁴² Lettre de secrétariat de Sierre au comité central de la FOMH, 18.6.1942, p.9, archives FOMH Berne, 04-0005

²⁴³ Procès-verbal de la réunion des membres de la Commission ouvrière et des militants de l'Usine, 14.6.1942, p.3, archives FOMH Berne, 04-0005

²⁴⁴ *ibid.*, p.7

²⁴⁵ *ibid.*, p.3

bureaucrates négocièrent et menacèrent les grévistes. A la fin, 35 ouvriers sur 40 reprirent le travail. Par leur présence sur les lieux, Giroud et Frey contribuèrent grandement à l'échec d'une grève généralisée. C'était aussi l'appréciation de Frey lui-même qui commentait ainsi les événements: *"Mit der Nachtschicht (Arbeitsbeginn 22 Uhr) hatten wir die grösste Mühe, dass die Arbeit zu ca. 70% aufgenommen werden konnte; hätten wir dies nicht fertig gebracht, so würde am Mittwochmorgen der Streik in der oberen vollständig gewesen sein, mit Ausnahme (vielleicht) der Ofenarbeiter."*²⁴⁶ Giroud condamnera violemment l'attitude des ouvriers des fours: *"il y a là une malhonnêteté que nous ne pouvons que réprouver. Ca frise l'inconscience."*²⁴⁷ On reprochait aussi aux ouvriers de la fonderie leur gourmandise, prétextant du fait qu'ils étaient déjà mieux payés que les ouvriers des fours qui venaient de toucher leur augmentation.

Le lendemain, la situation était loin d'être apaisée. *"De nouvelles revendications parvinrent, de la plupart des autres départements, avec ou sans ultimatum."*²⁴⁸ Une réunion de crise entre la Commission ouvrière, la Direction de l'usine, Théodore Frey, Emile Giroud ainsi que M. Dolde, de l'association patronale et spécialement venu sur place, eut lieu à 11h30.

Durant cette réunion, la Direction de l'usine fut très stricte: *"M. Siegrist répéta que la Direction générale préférerait envisager la fermeture de l'usine plutôt que de céder devant ces menaces, que les conséquences en seraient graves parce que la fermeture serait certainement de longue durée. Il ajouta [toutefois] que, si le calme se rétablissait, il était toujours disposé à discuter de cas particuliers ou de situations spéciales."*²⁴⁹

C'était la même menace que lors du conflit de 1917. On verra que cette menace fut aussi proférée lors de la grève de 1954, sans avoir plus d'effet. Toutefois, une autre menace, plus sérieuse, pesait sur les ouvriers de l'usine de Chippis. Selon Emile Giroud, le mercredi 10 juin, le bataillon 174, composés de Bernois, était mis de piquet pour être éventuellement dirigé sur Chippis. Tout comme en 1917, la Confédération était prête à venir en aide à l'AIAG.

Or, la FOMH souhaitait éviter à tout prix la répétition de la grève de 1917. Non qu'elle ne souhaita pas l'échec de la grève, elle craignait surtout que les bonnes relations avec l'usine et le syndicat patronal soient mises à mal. Ainsi, les secrétaires de la FOMH avaient à cœur de rappeler les événements de 1917 pour mettre un terme au conflit. Ilg *"rappelle qu'après la grève de 1917 la réaction patronale a été telle que le syndicat fut pratiquement interdit."*²⁵⁰ Rappelant quant à lui la grève générale de 1918, Giroud mentionna dans son discours lors de l'assemblée générale de la section du 18 octobre 1942 le fait que *"par la grève ou par la force, nous aurions peut-être obtenu plus mais rappelez-vous que ce*

²⁴⁶ Lettre de secrétariat de Sierre au comité central de la FOMH, 18.6.1942, p.10, archives FOMH Berne, 04-0005

²⁴⁷ Procès-verbal de la réunion des membres de la Commission ouvrière et des militants de l'Usine, 14.6.1942, p.3, archives FOMH Berne, 04-0005

²⁴⁸ *ibid.*, p.4

²⁴⁹ *idem*

²⁵⁰ *ibid.*, p.7

succès aurait été éphémère. Vous avez fait la grève en 1918, il a fallu 20 ans pour effacer la rancœur chez nos adversaires."²⁵¹

A la sortie de la réunion extraordinaire du mercredi, Giroud s'entretint de nouveau avec les ouvriers de la fonderie pour leur suggérer plus de modération dans leurs revendications: "*nous avons conseillé au collègue Riedy, délégué des fondeurs, de demander une élévation du salaire de base quitte à ce qu'elle soit compensée en partie par une réduction de la prime, et d'engager des pourparlers sur cette base.*"²⁵²

Cependant, ni les fondeurs, ni la commission ouvrière en général ne souhaitait ce compromis. Devant un tel blocage, la FOMH se décida à employer les grands moyens en convoquant les membres de la Commission ouvrière et des militants de l'usine de Chippis le dimanche 14 juin. A cette réunion furent dépêchés le président et les deux vice-présidents de la Fédération, à savoir Konrad Ilg, Arthur Steiner et Emile Giroud. Les membres de la commission ouvrière faisant partie de la FOMH furent convoqués par un courrier de Théodore Frey du 11 juin qui les priaient instamment participer à cette réunion: "*nous te prions d'assister sans faute à notre assemblée. C'est pour toi une question d'honneur que tu dois sauvegarder.*"²⁵³ 9 membres sur 16 de la commission ouvrière participèrent à la réunion.

La fin de la grève

La réunion débuta à 9h15 et fut l'occasion pour la FOMH de reprendre petit à petit les choses en main. Après une longue introduction dans laquelle le syndicat essayait de convaincre les ouvriers de la justesse de sa conduite durant la grève en accusant l'attitude tant des ouvriers que de la commission ouvrière, on en vint à discuter des perspectives du mouvement.

Subtilement, Ilg réussit à faire passer l'idée qu'il fallait remettre l'affaire dans les bras de la FOMH qui suivrait la procédure prescrite par la Convention, cela pouvant aller jusqu'à l'arbitrage. Malgré les réticences du président de la commission ouvrière Métrailler qui estimait qu'il ne valait pas la peine de discuter avec la direction étant donné que sa réponse était tout le temps négative, les reproches de Moser qui faisait remarquer que "*les ouvriers disent qu'on aurait pas dû intervenir car on a pris le parti du patron contre eux. Pour les défendre on n'avait pas le droit d'intervenir mais quand la grève est là on peut le faire*"²⁵⁴, l'assemblée décida à l'unanimité de remettre l'affaire entre les mains de la FOMH "*et le président de la Commission est chargé d'en informer la Direction lundi matin*"²⁵⁵. En outre, une séance extraordinaire de la commission ouvrière aurait lieu ce même lundi pour entériner la

²⁵¹ Assemblée générale de la section de Chippis, 18 octobre 1942, p.3, archives FOMH Berne, 04-0005

²⁵² Procès-verbal de la réunion des membres de la Commission ouvrière et des militants de l'Usine, 14.6.1942, p.4, archives FOMH Berne, 04-0005

²⁵³ Lettre de Théodore Frey aux membres FOMH de la commission ouvrière, 11.6.1942, archives FOMH Sierre, C2

²⁵⁴ Procès-verbal de la réunion des membres de la Commission ouvrière et des militants de l'Usine, 14.6.1942, p.6, archives FOMH Berne, 04-0005

²⁵⁵ *ibid.*, p.8

décision de remettre le mouvement dans les mains de la FOMH. La séance se termina à 13h30, tout semblait aller au mieux pour la FOMH et la direction de l'usine.

Une dernière petite secousse eut toutefois lieu le lendemain, lorsque la commission ouvrière poussée par tous les ouvriers s'est vue dans l'obligation de se réunir pour faire la revendication suivante: augmentation générale de 10ct. à l'heure. Cette décision, signée par tous les membres de la Commission (15 présents sur 16), allait une nouvelle fois contre l'avis du syndicat et contre la décision prise la veille. Toutefois, il avait été convenu aussi que si la direction refusait d'entrer en matière sur cette augmentation, la commission céderait alors la place à la FOMH dans la conduite du mouvement. La grève de 1942 s'achevait ainsi sur un dernier pied de nez des ouvriers à la centrale syndicale. Dans les semaines qui suivirent, les négociations allaient bon train... de même que la répression contre les leaders du mouvement.

Lors de la réunion de la commission ouvrière du 22 juin 1942, le directeur Siegrist annonçait que l'AIAG n'était pas prête à augmenter les salaires. Par contre, l'AIAG envisageait de verser des indemnités de renchérissement en deux fois. Il était ainsi proposé:

Tableau 10: allocation par catégorie²⁵⁶

| | Supplément | | |
|-------------------------|---------------|------------|-------|
| | immédiatement | en automne | total |
| Jeunes et apprentis | 10.- | 10.- | 20.- |
| Personnel féminin | 20.- | 10.- | 30.- |
| Célibataire sans charge | 35.- | 15.- | 50.- |
| Célibataire avec charge | 40.- | 20.- | 60.- |
| Marié sans enfant | 45.- | 25.- | 70.- |
| Marié 1-3 enfants | 50.- | 30.- | 80.- |
| Marié 4-6 enfants | 60.- | 35.- | 95.- |
| Marié 7-9 enfants | 70.- | 40.- | 110.- |
| Marié plus de 9 enfants | 80.- | 45.- | 125.- |

Cela correspondait selon la direction à un montant total de 250'000 francs. Marcel Métrailler, président de la commission ouvrière, donna une autre réalité à ces chiffres en disant qu'ils ne correspondaient qu'à une augmentation de 2ct. de l'heure. On était loin de la proposition de départ d'augmentation générale de 10ct. La proposition patronale fut toutefois acceptée à la condition que le versement se fit en une seule fois.

Malgré l'accord, il semble que la tension ait subsisté durant tout le mois de juillet. La direction avait pris des mesures d'urgences. Ainsi lors de la réunion de la commission ouvrière du 7 juillet, M.

²⁵⁶ *Procès-verbal de la 146^{ème} réunion de la Commission ouvrière, 22.6.1942, p.2, archive FOMH Sierre, C2*

Siegrist annonçait que *"dimanche dernier, l'usine fut en état d'alerte et que certaines mesures de précaution avaient été prises"*. Il tenait *"à exposer les faits en toute franchise à la Commission Ouvrière, afin que personne ne puisse, plus tard, prétexter, quoi qu'il advienne, d'avoir été tenu dans l'ignorance de la situation exacte."*²⁵⁷

La direction soupçonnait que des meneurs essayaient de reconduire un mouvement de grève. Dans ce sens, elle renouvela ses menaces de fermeture de l'usine: *"sans équivoque, au cas où la Société serait mise en présence d'un nouveau coup de force, elle procèdera immédiatement à la suspension de l'exploitation"*. Pour la direction, les fauteurs de troubles devaient être licenciés. L'AIAG ne saurait tolérer de nouveaux mouvements de grève, ne saurait tolérer *"ces méthodes qui furent très en honneur en France en 1936-1937 et qui conduisirent ce pays à la débâcle."*²⁵⁸

Plusieurs licenciements suivirent la grève de juin 1942. Selon le directeur Siegrist: *"la Direction s'est vue dans l'obligation de prendre des mesures contre 2 chefs de groupe des fours qui firent preuve récemment d'insubordination manifeste."* Au comble de l'hypocrisie, le directeur ajoutait devant la commission ouvrière: *"Il ne s'agit donc pas là de mesures de représailles contre ces 2 hommes comme certains seraient tentés de l'interpréter, mais uniquement d'un acte d'autorité, indispensable."*²⁵⁹

Était-ce le même acte d'autorité qui a poussé le président de la commission ouvrière, Marcel Métrailler, à donner sa démission comme l'entendait M. Siegrist qui, au début de la séance de la 147^{ème} réunion de la commission ouvrière, relevait laconiquement: *"M. Métrailler ayant donné sa quinzaine, il y aura lieu de pourvoir à son remplacement en tant que président de la Commission ouvrière"*²⁶⁰? On ne le saura pas, Marcel Métrailler étant l'unique absent de la séance. Selon le procès-verbal, il aurait été absent pour maladie... Il est vrai qu'il y avait de quoi avoir la nausée! Une chose est certaine, la FOMH ne regretta nullement cet ouvrier qui avait osé, contre l'avis de la bureaucratie syndicale, maintenir une exigence d'augmentation générale des salaires.

Le mouvement s'était éteint. La FOMH pouvait, par le biais de son tract de 7 pages sur le conflit, se féliciter du courage qu'elle avait eu de demander aux ouvriers de reprendre leur travail: *"Il fallait du courage aux représentants de la FOMH pour prendre cette position qui n'a pas été comprise tout d'abord, mais ils l'ont fait parce qu'elle était dans l'intérêt de tous."*²⁶¹

Une année après la grève, tout comme en 1917, la direction de l'usine acceptait l'idée d'accorder un bureau à la commission ouvrière de Chippis afin qu'elle puisse y installer un secrétariat permanent. Elle comptait bien par ce biais pouvoir mettre sur pied un organe performant qui permette d'éviter les conflits. L'élargissement du rôle de la commission ouvrière, intervenu après la grève de 1954, rempliront également les mêmes buts.

²⁵⁷ Procès-verbal de la 147^{ème} séance de la commission ouvrière, 7.7.1942, p.2, archives FOMH Sierre, C2

²⁵⁸ *ibid.*, p.1

²⁵⁹ *ibid.*, p.2

²⁶⁰ *ibid.*, p.1

²⁶¹ Le conflit de salaire à Chippis à la lueur des faits, FOMH, 7.1942, p.5, archives FOMH Berne, 04-0005

De la grève de 1942 à celle de 1954, les licenciements de 1948 et 1949

Deux ans après la grève de 1942, les usines d'aluminium de Chippis allaient connaître la plus grande crise de leur histoire. La matière première commençait à faire défaut. La production annuelle chuta de près de 20'000 tonnes en 1941 à moins de 5'000 tonnes en 1944. Les bénéfices enregistraient eux aussi une sévère baisse. De plus de 10 millions durant les premières années de guerre, le bénéfice s'écrasa à 2 millions en 1945, un de ses plus mauvais chiffres. Toutefois, l'AIAG entendait bien faire supporter l'essentiel de la crise à son personnel. On n'hésita pas alors à tailler à la hache dans les effectifs. Les ouvriers de Chippis, au nombre de 3'574 durant les premières années de guerre, ne se retrouvèrent plus qu'à 1'766 en 1946.

*"En 1944, les livraisons de matière première cessèrent totalement. A Chippis, les réserves d'aluminium furent épuisées en quelques mois. [...] D'un jour à l'autre, au mois d'août, l'AIAG mit 100 métallos à la porte. Le choc suivant se produisit le 1^{er} décembre. Ce jour-là, la direction épingla au tableau d'affichage de l'usine une brève communication qui répandit la consternation. "La fabrique sera fermée du 24 décembre au 1^{er} février", annonçait-on aux ouvriers."*²⁶²

La mesure était d'autant plus violente que la plupart des ouvriers ne bénéficiaient pas d'une assurance chômage. Ceux qui pouvaient bénéficier d'une assurance chômage devaient toutefois fortement se serrer la ceinture tant les indemnités étaient faibles. La colère était grande contre l'usine. Celle-ci s'était fortement enrichie durant la guerre mais ne comptait nullement protéger ses employés en période de baisse. Sous la pression des journaux ainsi que du Parlement et du Gouvernement cantonal, l'usine renonça finalement à fermer ses portes durant un mois. Sur les 2'000 personnes qu'elle avait prévues licencier, l'AIAG n'en remercia "que" 600. Il restait donc 1'400 ouvriers à Chippis. *"Le gouvernement valaisan débloqua plusieurs crédits extraordinaires pour les chômeurs de l'aluminium –2200 en deux ans- et mit sur pied un programme d'urgence. Une partie des chômeurs put faire un service militaire "volontaire", les journées d'armées comptaient comme journée de travail et on touchait le chômage au lieu de la solde."*²⁶³ L'Etat du Valais, en acceptant de débloquer des crédits au lieu de s'attaquer aux bénéfices de guerre accumulés par l'AIAG et malgré ses protestations de façade, était d'accord d'appliquer le principe de privatisation des profits et de socialisation des pertes.

Bien que les livraisons d'alumine reprissent aussitôt la guerre terminée, le sort des usines et des ouvriers de Chippis allait demeurer encore incertain durant une période. La direction de l'usine profitait aussi du fait que les mesures brutales de licenciement s'étaient passées sans trop de protestation pour continuer d'appliquer une politique d'emploi qui fragilisait à l'extrême les ouvriers. Ainsi, des mesures de licenciements collectifs allaient durer jusqu'à la fin des années 1940.

²⁶² Garbely, Frank: *art.cit.*, p.209-210

²⁶³ *ibid.*, p.211

En 1948, la crise s'installait en Valais et les entreprises valaisannes licenciaient à la pelle. A la fin octobre, les établissements de la Lonza avaient congédié 250 ouvriers. Scintilla, installée à St-Nicolas licenciaient plus de 100 ouvrières et ouvriers. L'EOS décidait pour sa part de fermer prématurément le chantier de Cleuson qui occupait 450 ouvriers. Les travailleurs italiens avaient déjà été renvoyés et l'on songeait à présent à renvoyer également les travailleurs indigènes.

A Chippis, suite à des difficultés d'exportation, la direction licencia dans un premier temps 120 ouvriers en mars. En juin, elle décidait de poursuivre sa politique de licenciement et 180 ouvriers supplémentaires se retrouvaient au chômage. Elle avait aussi licencié du personnel parmi les ouvriers des fours. Depuis le printemps, l'usine avait remercié plus de 450 ouvriers.

En octobre, après approbation de la commission ouvrière et de la FOMH, la direction entendait imposer un chômage partiel aux laminoirs. A partir du 5 novembre, les ouvriers ne travailleraient plus que 4 jours sur 6, des indemnités (100.- par mois pour les ouvriers mariés, 50.- pour les célibataires) seraient versées par l'usine seulement à partir du deuxième mois de chômage. Devant une telle répétition de coupes et n'ayant pas été consulté ni par la Commission ouvrière, ni par la FOMH, les ouvriers des laminoirs *"se réunirent en dehors de toute organisation. Certains proposèrent une grève de démonstration de 2 jours, d'autres de 2 heures. Ces propositions furent immédiatement combattues par les ouvriers organisés [ceux de la FOMH, ndla]."*²⁶⁴ Ils lancèrent alors une pétition pour signaler leur désaccord profond avec la direction et la commission ouvrière:

*"Les soussignés avons pris connaissance que la Direction, d'entente avec la Commission ouvrière, a décidé d'introduire le chômage partiel au Laminoir. La Commission ouvrière ne nous a pas consultés à ce sujet. Nous protestons contre ce fait et contre la décision prise. Dans les conditions actuelles nous ne pouvons pas accepter d'être mis au chômage et continuerons à travailler selon l'horaire habituel."*²⁶⁵ Tous les ouvriers signèrent cette pétition, au grand étonnement de la commission ouvrière.

Mis au défi, le directeur de l'usine, toujours M. Siegrist, signala alors au comité ordinaire de la FOMH réuni la veille de l'entrée en matière du chômage partiel (et donc de l'action des ouvriers) son intention de renvoyer tous les manifestants.

Le 5 novembre au matin, ne prenant en compte ni l'avis de chômage partiel, ni les menaces du directeur, tous les ouvriers se rendirent à leur travail. Les laminoirs étaient occupés par une double équipe. Une assemblée fut alors convoquée. *"Les ouvriers réclamèrent le salaire complet pour les jours chômés, sous forme d'allocations et d'indemnité de chômage. Les pourparlers durèrent jusqu'à 9h. Vu l'impossibilité de continuer le travail, les ouvriers quittèrent l'usine."*²⁶⁶

Ils se rendirent ensuite en délégation (environ 80 ouvriers) à Sion, au gouvernement, pour manifester contre la passivité du Conseil d'Etat ainsi que contre les modalités du chômage, fortement restrictives

²⁶⁴ *Protocole de la séance tenue à l'Hôtel de la Planta, 5.11.1948, p.1, archives FOMH Sierre, C4*

²⁶⁵ *Pétition à la Direction de la Société anonyme pour l'industrie de l'aluminium, Chippis, archives FOMH Sierre, C4*

²⁶⁶ *papier intitulé Lutte syndicale, Sierre, 8.11.48, archives FOMH Sierre, C4*

en Valais. Une rencontre eut alors lieu entre d'un côté Cyrille Pitteloud, conseiller d'Etat, Roger Bonvin du service social et Amez-Droz de la division du travail et de l'autre Marc Salamin de la Commission ouvrière et Théodore Frey et Alfred Rey du secrétariat de la FOMH. Ils étaient accompagnés par 80 ouvriers syndiqués et non-syndiqués. Durant l'entretien, la FOMH est restée fidèle à sa politique de médiation et de représentante "responsable" des travailleurs. Lors de l'entretien avec la délégation de l'Etat, les revendications ouvrières furent alors strictement limitées à *"l'application de l'art. 31 de la loi sur le chômage en Valais"*²⁶⁷. Ce faisant, on estropiait et limitait volontairement la portée du mouvement de protestation. Née à la base d'un refus global du chômage partiel et partant de l'idée qu'il fallait s'attaquer aux bénéfices de l'entreprise pour payer les ouvriers, le mouvement s'est trouvé fortement détourné par la FOMH et la commission ouvrière. Au refus initial du chômage partiel est venue se substituer l'acceptation du principe du licenciement pour une entreprise ayant réalisés d'énormes bénéfices quelques années auparavant.

Au début de l'entretien avec Cyrille Pitteloud, Marc Salamin faisait d'emblée remarquer que la *"Commission ouvrière avait prié la direction de licencier également à cette époque [en juin 1948] les ouvriers qui devraient être licenciés à la porte de l'hiver, pour que leur chance soit plus grande de trouver un travail durable."*²⁶⁸

La commission ouvrière, tout comme la FOMH, avait admis l'inéluctabilité des licenciements et refusait, contrairement aux ouvriers des laminoirs, de se battre là-contre. Dès lors, le but de la visite au Conseil d'Etat se limitait uniquement à l'article sur le chômage: *"Nous sommes venus ici, non pour nous plaindre de la direction, il ne s'agit pas du tout d'une attaque contre elle. Nous sommes assez majeurs pour savoir discuter directement avec les directeurs pour des questions intérieures concernant l'usine. Nous n'en ferons donc pas état ici et laissons le soin à la commission ouvrière de remplir sa tâche à ce propos."*

La délégation voulait donc uniquement soulever le cas de l'application de l'assurance chômage en Valais, et notamment l'application de l'article 31 *"établissant les indemnités en tenant compte du caractère rural des ouvriers."*²⁶⁹ Le Valais était alors le seul canton à appliquer cet article 31 qui impliquait qu'il ne fallait pas avoir plus de 5'000 francs de biens-fonds et deux têtes de gros bétail pour toucher le chômage. Or, bon nombre d'ouvriers de Chippis possédait encore des domaines agricoles qui leur servaient de revenus d'appoint. De plus, cet article 31 était particulièrement défavorable aux petits paysans en ne prenant nullement en compte le niveau des dettes. Or, comme l'exposait Marc Salamin: *"le père d'une famille nombreuse doit, pour arriver à nourrir sa famille, en plus de son salaire, s'efforcer d'avoir quelques pré ou champ et une vache. Il suffit qu'il ait encore un jeune veau pour perdre son droit au chômage. D'ailleurs, très souvent ces biens-fonds et ce bétail appartiennent encore à la banque parce que l'ouvrier a dû emprunter pour les acheter. Comment voulez-vous que*

²⁶⁷ *ibid.*

²⁶⁸ *Protocole de la séance tenue à l'Hôtel de la Planta, 5.11.1948, p.2, archives FOMH Sierre, C4*

²⁶⁹ *ibid.*, p.2

nous tenions le coup? Il faut absolument que les ouvriers frappés du chômage obtiennent une indemnité plus grande."²⁷⁰

Durant cet entretien, Cyrille Pitteloud, le conseiller d'Etat et futur membre du conseil d'administration de l'AIAG, remercia tout d'abord Marc Salamin du fait que *"les questions internes [...] de l'usine seront discutées entre la direction et les ouvriers et que le but de la présente démarche auprès du Conseil d'Etat concerne uniquement l'application de la loi sur l'assurance chômage."* Il précisa ensuite de manière très opportune que les abus en matière de chômage de la part d'agriculteurs avaient rendu le Conseil d'Etat fortement réticent quant à une possible extension des prestations. Il se fit fort aussi de citer certains cas d'ouvriers refusant de prendre certains emplois pour lesquels l'Etat devait ensuite faire appel à de la main-d'œuvre étrangère. En somme, il y avait assez de travail pour qui sût en chercher. C'était à peu près le même discours que tenait Maurice Troillet alors que l'AIAG faisait face à la crise des années trente: *"Messieurs, je crois que pour le Valais, la question du chômage proprement dit ne se pose pas actuellement. Les ouvriers qui, vraiment, veulent travailler trouvent de l'occupation, soit dans l'agriculture, soit sur les chantiers."*²⁷¹ D'ailleurs, M. Pitteloud s'indignait de cas de Saviésans refusant un emploi à Monthey dans la construction (les deux lieux sont pourtant distants de plus de 50km)!

Dans un accès d'hypocrisie et ne craignant pas les contradictions, le conseiller d'Etat Pitteloud rejeta encore la faute sur *"les difficultés qu'a le Conseil d'Etat au Grand Conseil à proposer une indemnité de chômage, parce que les paysans de la montagne surtout ne comprennent pas que ceux des leurs qui travaillent à l'usine, alors qu'ils ont par leur salaire une source d'argent liquide qu'ils considèrent comme importante, touchent encore des indemnités lorsqu'ils sont sans travail, tandis que le paysan de la montagne a beaucoup de peine à obtenir de l'argent liquide nécessaire à sa famille, malgré son dur labeur, et ne touche aucune indemnité de chômage pendant l'hiver."*²⁷²

Si dans un premier temps, il n'était pas souhaitable d'étendre les droits de l'assurance chômage en raison des abus des agriculteurs, la pauvreté et la jalousie de ces mêmes agriculteurs rendaient l'extension de l'assurance chômage délicate. La boucle était bouclée et la responsabilité du Conseil d'Etat était déchargée. Pitteloud sera soutenu dans son argumentation sensée être implacable par Amez-Droz de l'office cantonal du travail qui, à son tour, essaiera de dégager son office de toute responsabilité en invoquant notamment des directives et les services fédéraux... Devant un tel défilement, Marc Salamin *"remercie M. Amez-Droz pour sa franchise. On ne peut pas lui en vouloir s'il n'a pas travaillé comme ouvrier à Chippis, mais, s'il avait voulu le faire, il raisonnerait peut-être différemment. [...] Si nos ouvriers d'usine possèdent un coin de terre, c'est un grand avantage moral. Ils le possèdent parce qu'ils ont hérité ou parce qu'ils ont travaillé en dehors des heures de l'usine pour créer cette terre. Il ne faut pas les punir pour ce fait, au contraire, il faudrait les récompenser."*

²⁷⁰ *ibid.*, p.2

²⁷¹ Garbely, Frank: *art.cit.*, p.206

²⁷² *Protocole de la séance tenue à l'Hôtel de la Planta*, 5.11.1948, p.4-5, archives FOMH Sierre, C4

Eh bien, je puis vous dire que sans mon petit jardin, avec mon salaire seul, j'aurai de la peine à boucler. Le jardin permet d'équilibrer les budgets des ouvriers."²⁷³

Zufferey, ouvrier aux laminoirs, exposa aussi sa situation, montrant la misère du monde ouvrier. Face à cette argumentation, M. Amez-Droz resta de marbre et "*se félicita du caractère courtois de la discussion*" avant d'ajouter paternellement que "*à chaque échelon de l'échelle sociale est attribuée une part de souffrance et d'amertume.*"²⁷⁴ S'étonnera-t-on encore d'une telle réaction quand l'on sait que le père de M. Amez-Droz n'était autre que l'ancien directeur des usines de Chippis?

L'action spectaculaire et revendicative des ouvriers des laminoirs allait se terminer en queue de poisson suite à la stratégie syndicale de paix absolue du travail et de division des revendications entre la direction de l'usine et le Conseil d'Etat. Les dernières paroles de Roger Bonvin lors de l'entretien du 5 novembre 1948 résumaient parfaitement les "pas en avant" réalisés avec cette réunion: "*Votre manifestation est digne, correcte et on doit vous en louer. Le problème n'est pas résolu, il est très difficile à résoudre et la solution ne peut pas se trouver uniquement à l'AIAG ou sur le terrain cantonal. Chaque industrie et chaque travailleur dépend actuellement des échanges internationaux et même intercontinentaux. Cela n'empêche pas que l'effort de chaque ouvrier, comme de chaque industrie, et de chaque gouvernement cantonal, permettra de supporter plus facilement les difficultés et les souffrances qui peuvent être les nôtres dans un prochain avenir.*"²⁷⁵ La réunion ne servit qu'à brasser de l'air, qu'à endormir les ouvriers au travers de discours plein de bonnes intentions. Rien de concret n'était sorti de la réunion. Rien si ce n'est le fait que le mouvement initié par les ouvriers des laminoirs était à présent tombé...

En décembre, le Conseil d'Etat, dans une circulaire, annonçait qu'il allait tout de même faire un geste en faveur des ouvriers au chômage. Nous pouvons apprécier l'ampleur du cadeau: "*Les caisses d'assurance-chômage sont autorisées, à titre d'essai, à faire usage des possibilités d'indemnisation qu'offrent l'article 30 de la loi fédérale pour tous les chômeurs des localités de Brigue, Naters, Glis, Leuk, Visp, Sierre, Sion, Martigny, St-Maurice et Monthey, pour autant qu'ils n'exercent aucune autre activité que celle de leur profession, qu'ils ne soient pas propriétaires de terrain, d'exploitations agricoles ou d'immeubles et qu'ils soient locataires.*"

L'article 30 de la loi fédérale sur le chômage, invalidant l'article 31 qui refusait le chômage aux propriétaires agricoles, était ainsi suffisamment remanié pour être la copie conforme de ce même article 31. Et afin de s'assurer de ne prendre aucun risque, le Conseil d'Etat rajoutait dans sa circulaire: "*Le Conseil d'Etat se réserve le droit de revenir sur la question si les expériences faites devaient apporter la preuve d'abus manifestes.*"²⁷⁶ Inutile de dire que le licenciement d'ouvrier alors que les entreprises avaient engrangé d'énormes bénéfices durant la guerre ne constituait nullement aux yeux de l'Etat un abus manifeste...

²⁷³ *ibid.*, p.6-7

²⁷⁴ *ibid.*, p.9-10

²⁷⁵ *ibid.*, p.12

²⁷⁶ *Travail*, 17 décembre 1948, p.2

Toutefois, les commandes étaient de suite reparties et le travail reprit normalement. Il y avait alors comme un goût de ce qui se produit actuellement chez Alcan. La direction tenait à adapter l'effectif au plus près des commandes et ne payer ainsi que le temps de travail productif. Ce travail à flux tendu permettait ainsi de maximiser les profits pour l'entreprise. Cette dernière se défendait en argumentant qu'il fallait opérer des changements structurels suite à la réorientation de la production et qu'elle cherchait au plus tôt à stabiliser ses effectifs.

Ce sera aussi en vue de "stabiliser ses effectifs" qu'elle annoncera un peu moins d'une année après la manifestation à Sion qu'elle souhaitait licencier encore 34 ouvriers des laminoirs. Les menaces de fermeture des usines valaisannes planaient alors toujours sur Chippis. Les effectifs étaient au plus bas, avec 1539 employés –moins encore qu'à la sortie de la guerre. Ces licenciements furent reçus par les ouvriers comme la volonté de fermer petit à petit les laminoirs. A quelques centaines de kilomètres de là, l'usine d'aluminium Neher, voisine de l'usine historique de l'AIAG à Neuhausen annonçait la cessation de son activité et le licenciement de ses 120 employés. Les coûts de production devenaient trop élevés et il n'y avait plus de raisons fondamentales de s'installer près de chutes d'eau comme au début du siècle. Le courant électrique pouvait à présent se transporter sur des distances importantes. Il n'y avait plus de raison de rester, sauf celle des ouvriers.

La réaction des ouvriers des laminoirs réunis en assemblée ne s'est d'ailleurs pas fait attendre: *"Se basant sur les gros bénéfices réalisés par l'entreprise les ouvriers s'opposent à tout renvoi à partir du premier juillet. L'effectif des LWW [Laminoir des Walliser Werke] est en effet déjà réduit au 50%. Si les commandes ne devaient pas être satisfaisantes pour employer toute la main-d'oeuvre présente, les ouvriers présents demandent l'introduction de l'horaire de 40 heures [au lieu de 48] sans perte de salaire. Ils estiment également que si le métal revient soi-disant plus cher que celui de la concurrence, ils en voient la raison dans une administration trop lourde. Ils demandent aussi qu'on leur accorde plus de responsabilité dans l'exploitation de l'entreprise."*²⁷⁷

Réunis l'avant-veille déjà pour discuter des mesures à prendre, le secrétaire FOMH Frey se fit alors reprocher d'être un frein au mouvement en spécifiant qu'ils étaient tenus par la convention et qu'il fallait passer par toutes les instances avant de déclencher un conflit. Frey proposait également d'attendre le retour du directeur Guler, parti au siège de Lausanne pour discuter du conflit avec la direction, avant d'émettre des propositions ou des critiques. On lui répondit alors: *"Il n'est pas nécessaire d'attendre que M. Guler revienne de Lausanne avec des propositions de stabilisation puisque l'assemblée ne peut admettre une nouvelle réduction d'effectif."*²⁷⁸ Toutefois, par une lettre du 22 juillet 1949, la commission ouvrière informait la centrale syndicale qu'elle lui remettait le cas. En attendant que le conflit soit réglé, la direction avait suspendu les renvois.

Les ouvriers de Chippis avaient également souhaité l'intervention du Conseil d'Etat dans cette affaire, ils purent néanmoins s'apercevoir une fois de plus de quel côté ce dernier se plaçait. Lors d'un entretien

²⁷⁷ *Protocole de l'assemblée des ouvriers des LWW, 2.7.1949, archives FOMH Sierre, C4*

²⁷⁸ *Assemblée du 30.6.1949, document manuscrit, archives FOMH Sierre, C4*

entre la Direction et le gouvernement valaisan, le conseiller d'Etat Anthamatten avait alors dit: "*A la Lonza, un grand nombre d'ouvriers ont été renvoyés, environ mille, mais les Hauts-Valaisans se déplacent assez en Suisse allemande pour aller travailler.*" Le chroniqueur qui avait rapporté ces paroles avait eu le commentaire suivant: "*Heureusement pour M. Anthamatten que tous les Valaisans ne sont pas Hauts-Valaisans, car en étant défendus de la sorte, il y a bien des chances qu'aux prochaines élections, il n'y ait plus de Valaisans dans notre canton qui puisse voter pour lui.*"²⁷⁹

Entre temps la FOMH, tout comme en 1948, allait à nouveau détourner les revendications légitimes des ouvriers. Dans une lettre au directeur de l'AIAG, Kurz, Emile Giroud annonçait la couleur: "*Nous précisons qu'il n'est pas dans nos intentions de discuter des problèmes d'embauchage et de débauchage dont les directions d'entreprises sont seules à connaître tous les éléments d'appréciation, pas plus du reste que de revendiquer une réduction de la durée du travail avec compensation de salaire.*" Le secrétaire central niait tout simplement les décisions et les engagements des assemblées des ouvriers tenues au début juillet. Ce manque de respect et de fonctionnement démocratique ne le gênait cependant aucunement. Tout comme en 1948, la FOMH ne remettait pas en cause les licenciements, elle souhaitait uniquement les accompagner. Ainsi, Giroud proposait au directeur de l'AIAG "*l'institution d'un régime de chômage partiel avec paiement d'une indemnité compensatoire à prélever dans les fonds de réserve ou de secours constitués précisément en vue de périodes difficiles. Ce chômage pourrait être concentré sur certains jours de la semaine ou, par un système de rotation tel que vous l'aviez envisagé l'automne dernier, sur une semaine, une quinzaine ou un mois dans un cycle à déterminer selon les besoins.*"²⁸⁰

Face à la demande du syndicat, la Direction de l'AIAG fit connaître sa proposition définitive: les licenciements étaient maintenus. La Direction s'emploierait toutefois à fournir du travail pour les ouvriers licenciés durant au moins trois mois. De même, elle promettait qu'il n'y aurait plus de licenciements dans le département des laminoirs... "*jusqu'à la fin de l'année 1949. Elle reste d'accord de discuter à fin septembre de la prolongation éventuelle de cette garantie.*". Il était toutefois entendu que cela dépendait du fait "*que le travail se poursuive normalement dans les deux usines.*"²⁸¹

Lorsque l'on communiqua aux ouvriers des laminoirs les résultats des négociations, ceux-ci, fortement mécontents, refusèrent de reprendre le travail. Ainsi, l'équipe de l'après-midi entamait une grève de protestation. La grève allait durer trois heures et demi et se terminer sur l'injonction du président de la commission ouvrière. Un nouvel accord avait été trouvé, tout aussi maigre, mais qui devait suffire à briser la résistance des ouvriers des laminoirs: la direction avait alors promis de revoir les cas des ouvriers licenciés avant l'échéance des trois mois de travail. Trois mois plus tard, seule une dizaine d'ouvriers sur les 34 furent réembaucher. Entre temps, la paix du travail, dont la Convention venait d'être prolongée le 19 juillet de cette année, était sauvée grâce aux efforts conjugués du syndicat et de la

²⁷⁹ in *Monde du travail*, 22.8.1949

²⁸⁰ *Lettre d'Emile Giroud à M. le Dr. W. Kurz*, 1.8.1949, archives FOMH Sierre, C4

²⁸¹ *Proposition définitive de la Direction de l'AIAG au sujet du congédiement des ouvriers des usines de laminoirs de Chippis*, 4.8.1949, archives FOMH Sierre, C4

commission ouvrière, qui, bien que par moment critique, n'a pas moins suivi le syndicat dans sa volonté d'éviter à tout prix les conflits.

Une année après la manifestation de 1948, la FOMH réussissait une fois de plus à contenir le mécontentement ouvrier. Elle dut cependant faire face à quelques critiques de la part d'ouvriers. Théodore Frey reçut notamment une lettre d'Henri Mathieu dans laquelle ce dernier lui écrivait: *"Je regrette beaucoup que vous soyez complètement liés par la convention car vous êtes pour les ouvriers métallurgiques des défenseurs sans armes. [...] Si je t'écris ceci, c'est parce que j'ai été un peu refroidi lors du conflit avec l'AIAG. Et aujourd'hui je te dis en toute franchise, le patron et les syndicats sont liés pour exploiter l'ouvrier."*²⁸²

Pour leur part, la FOMH et la social-démocratie qui lui était liée ne se sont nullement senties refroidies par ce conflit, au contraire. Revenant sur le conflit, l'hebdomadaire socialiste valaisan *Travail*, titrait *"A Chippis, une brillante victoire ouvrière"*. Plus loin, attribuant cette "victoire" à la FOMH, il était écrit: *"On ne s'est jamais aussi bien qu'aujourd'hui rendu compte de sa valeur. On s'est rendu compte que l'organisation est à la base de tout, surtout quand cette organisation s'appelle FOMH. [...] La FOMH, dirigée par le collègue Frei, avec ses cadres, n'a plus à craindre les épreuves, elle peut les affronter sans peur."*²⁸³

Le Peuple, revenant sur une manifestation organisée en vue de la création de l'UPV, dénonçait l'action du POP qui était, selon le journaliste, contre-productive parce que polarisante. *"Si la manifestation de Saxon a eu un certain retentissement, c'est que les Valaisans intéressés n'ont pas eu d'autre moyen de crier leur mécontentement réel et fondé."* Par contre, il plaçait l'action de FOMH auprès des ouvriers de Chippis à l'exact opposé: *"Pendant ce temps, à Chippis, grâce à la puissance de l'organisation syndicale libre, grâce aussi à la discipline ouvrière, de nouveaux licenciements purent être évités."*

Il n'y eut pas de manifestations, ni de grands coups de g..., mais il y eut un résultat dont se félicitent les ouvriers de Chippis et des environs."

*Voilà qui devrait faire réfléchir les manifestants de Saxon qui furent sincères mais qui furent finalement les dindons de la farce popiste et la risée de la grosse bourgeoisie qui les exploite."*²⁸⁴

La meilleure défense restant l'attaque, le journaliste ne se gêna aucunement de travestir foncièrement la réalité. La farce popiste paraît en effet bien pauvre à côté de la farce syndicale. Et si les ouvriers de Chippis, tout comme d'ailleurs les paysans valaisans, ne sauraient être comparés à des dindons, ils n'en ont pas moins été trompés et trahis par l'appareil syndical. De même, les ouvriers ont précisément payé très cher le refus de la FOMH de toute manifestation et coup de gueule... et sans la grève de 3 heures la direction n'aurait jamais accepté de réexaminer les cas des ouvriers licenciés après trois mois.

Une seule chose paraît exacte dans l'article paru dans *le Peuple*: c'est de parler de la puissance de l'organisation syndicale. Malgré ses coups bas, que ce soit lors de la grève de 1942, ou lors des

²⁸² Lettre d'Henri Mathieu, 15.8.1949, archives FOMH Sierre, C4

²⁸³ *Travail*, 19.8.1949, p.2

²⁸⁴ *Le Peuple*, 14.8.1949

mouvements de 1948 et 1949, jamais la FOMH n'a paru vraiment inquiétée par un dépassement sur sa gauche. Jamais les ouvriers de Chippis ne remirent vraiment en cause la centrale syndicale, ne songèrent à créer une autre structure. Il n'y eut ainsi que des critiques qui restèrent la plupart du temps isolées et individuelles. Les ouvriers ne pensèrent jamais l'organisation syndicale comme devant être une arme en leur possession. Ils considéraient, au contraire, suite aux agissements de la FOMH, que le syndicat était plutôt un outil extérieur aux ouvriers, se limitant à conseiller ces derniers et leur offrant une série de prestations. Dans ces conditions, la FOMH pouvait bien fanfaronner et s'attribuer des victoires qui étaient en vérité autant de défaites précipitées par sa politique de défense inconditionnelle de la paix du travail.

La grève de 1954

Vers la grève de 1954: la reprise de la production et l'intensification du travail

La guerre de Corée ainsi que les guerres d'Indochine allaient à nouveau, au début des années 50, stimuler la production d'aluminium et les licenciements n'étaient dès lors plus à l'ordre du jour. Toutefois, l'embauche d'ouvriers supplémentaires ne semblait guères être plus d'actualité. En 1954, la production d'aluminium dépassait le record atteint en 1940 pour s'établir à plus de 25'000 tonnes. *"Mais en 1940 Chippis employait 3500 ouvriers alors qu'il y en avait, en ce mois d'août 1954, moins de 2000."*²⁸⁵ Afin de rentabiliser au maximum le capital investi, on rationalisait à outrance à Chippis. L'organisation scientifique du travail épuisait les hommes.

Lors de la grève de 1954, les ouvriers révélèrent au journaliste de la *Voix ouvrière* l'ampleur de cette rationalisation: *"Là où nous étions autrefois vingt, puis huit ou dix devant un four, nous sommes maintenant deux... Maintenant nous n'avons pas une seconde de répit, il faut sans cesse courir pour tenir le rythme."*²⁸⁶

Leurs conditions de travail n'étaient d'ailleurs guère enviables. Les ouvriers des fours faisaient le travail des trois équipes et il n'y avait pas d'arrêt le dimanche. *"Les fours sont constamment en activité. Au lieu des trois équipes, [le dimanche] il y en a deux, qui font douze heures chacune. C'est dire que les 48 heures hebdomadaires sont régulièrement dépassées: deux semaines sur trois sont de 60 heures."*

*"Devant les fours, la chaleur varie constamment entre 70 et 80 degrés. Il suffit de poser un seau d'eau d'un litre sur le sol, devant un four. En quelques minutes l'eau est bouillante! C'est une des raisons pour lesquelles, malgré les sabots et les vêtements de protection, la plupart des travailleurs souffrent de brûlures aux pieds."*²⁸⁷

Les vapeurs toxiques s'échappant des cuves à électrolyse étaient respirées à longueur de journée par les ouvriers. Une partie d'entre eux souffrirent plus tard de fluorose, une maladie s'attaquant notamment aux articulations, provoquant un raidissement de ces dernières.

D'autre part, le service continu aux fours épuisait les hommes: *"la vie de l'ouvrier de l'électrolyse était pénible et pas tous supportaient. Ça ne convenait pas à tous les trois équipes, ils ne pouvaient pas tous dormir la journée. Tu passais des semaines sans voir les gamins. Tu n'avais pas un dimanche à toi. Un dimanche, tu travaillais de 6h à 18h, un autre de 18h à 6h. Et tu avais celui que tu sortais à 6h le matin, alors tu ne pouvais pas t'organiser pour partir en quelque part, tu avais travaillé toute la nuit, tu étais content de te reposer."*²⁸⁸

En contre-partie de leur travail, de leur vie de famille et de leur santé, les ouvriers de Chippis ne pouvaient pas pour autant compter sur une paie astronomique, loin de là. Dans une enquête publiée

²⁸⁵ Garbely, Frank: *art.cit.*, p.214

²⁸⁶ *Voix ouvrière*, 14-15.8.1954, p.3

²⁸⁷ *ibid.*, p.1

²⁸⁸ *interview de Germain Varone, ouvrier aux fours*, 21.7.2004

quelques jours avant la grève et qui valut à Albert Dussex d'être inquiété par la justice pour provocation, celui-ci révélait qu'il fallait *"104 à 110 ans de salaire ouvrier pour payer le traitement d'une année au directeur"*²⁸⁹. Autrement dit: *"Si deux ouvriers avaient travaillé dans les conditions de ceux de Chippis depuis la naissance du Christ à nos jours, cela n'aurait pas suffi à subvenir à l'entretien du directeur de cette industrie vieille de 40 ans."*²⁹⁰

Tandis que, d'un côté, le directeur de l'AIAG s'accordait un traitement annuel de 500'000 francs et que l'entreprise annonçait un bénéfice net de plus de 10 millions de francs pour l'exercice de l'année passée, la paie de l'ouvrier, de l'autre côté, ne dépassait que rarement les 550 francs par mois. *"Plus de la moitié des ouvriers ont un salaire inférieur à fr. 2,25, soit une paie de 450 francs par mois."*²⁹¹ C'était bien en dessous de la moyenne suisse pratiquée dans la métallurgie. De plus, la méthode de calcul des salaires de Chippis laissait la place à l'arbitraire le plus complet. Les ouvriers eux-mêmes avaient surnommé ce système de calcul le "pifomètre".

Un homme des laminoirs témoignait à la *Voix ouvrière*: *"On n'est jamais sûr de ce que l'on va gagner. Il y a telle et telle prime pour tel travail. Mais rien ne change plus vite que le montant des primes; rien n'augmente aussi vite que la norme minimum; tous les efforts que nous faisons, pas pour le patron, mais pour aménager un peu le cornet de la quinzaine, finissent par être vains, la direction fixant seule le montant des primes."*²⁹²

De plus, pour les ouvriers des fours, paradoxalement, les primes étaient versées inversement au travail fourni. *"Si le four marche bien, il demande moins de travail, il consomme moins de courant et il produit plus. De ce fait l'ouvrier touche une prime plus élevée. Si le four marche mal, il consomme plus de courant, il produit moins, mais il demande beaucoup plus de travail et l'ouvrier touche moins de primes. Or l'ouvrier ne peut avoir aucune influence sur la marche du four et son rendement."*

Le système de prime et d'évaluation unilatérale rendait le système de salaire tout à fait opaque et forçait les ouvriers à travailler toujours plus assidûment. *"Si la prime est individuelle pour un montant fixe de pièces à l'heure le contrôle est facile. Il n'en est pas de même lorsque la prime est collective pour une halle et qu'elle se base sur le tonnage produit."*²⁹³ Le système de prime favorisait aussi la subordination des ouvriers face aux chefs de service, seuls responsables pour attribuer d'éventuelles augmentations. Revenant sur les événements 35 ans après la grève de 1954, Alfred Rey, alors secrétaire adjoint à la FOMH de Sierre, rappelait qu'à l'époque le favoritisme tenait le haut du pavé aux usines de Chippis: *"un quart de veau au contremaître, et votre rétribution pouvait augmenter."*²⁹⁴ Les ouvriers étaient payés à la tête. *"Aux ateliers mécaniques de l'ancienne usine, il existe un système de cartes de travail. Une catégorie donne une prime de 24cts à l'heure, une autre ne donne que 12cts."*

²⁸⁹ *Peuple Valaisan*, 5.8.1954

²⁹⁰ *Peuple Valaisan*, 12.8.1954, p.3

²⁹¹ Aymon, Benoît: *op.cit.*, p.54

²⁹² *Voix ouvrière*, 14-15.8.1954, p.3

²⁹³ [Rey, Alfred] *Rapport sur la situation actuelle aux usines de Chippis*, 8.12.1954, p.2, archives FOMH Sierre, C6

²⁹⁴ *Nouvelliste*, 6.7.1989, p.36

Il y a des travaux qui ne donnent droit à aucune prime." Or, "la distribution du travail se fait par le contremaître qui peut ainsi préempter l'ouvrier en lui attribuant souvent un travail sans prime."²⁹⁵ De même, les ouvriers pouvaient être licenciés à la tête. Le tout se passait sans que l'on sache vraiment pourquoi, sans que l'on puisse agir là-contre. "Un beau jour le travail ralentit, il y a une réduction de personnel. Vous recevez votre quinzaine. Vous demandez des explications. On vous en donne une avalanche. Vous constaterez combien tout est cousu de fil blanc et que tout en somme se résume à votre figure. Injustice souvent flagrante. Mais combien de chefs ont reçu une formation adéquate pour juger impartialement leurs ouvriers?

Ce phénomène joue un rôle également très important lors d'une augmentation de salaire. Ainsi, dernièrement la FOMH avait fait revendiquer par la commission ouvrière une adaptation des salaires. Elle fut admise. Une moyenne de 4cts. devait être distribuée au personnel. A nouveau la figure fit son apparition. L'un reçut 10cts., le voisin rien du tout, un autre 3cts. et ainsi de suite. Pourquoi ces différences? La figure! Bien entendu, la direction précise que c'est pour créer plus de justice. Mais comme cette raison est invoquée à chaque fois qu'une augmentation de salaire doit se faire sous la poussée syndicale, les ouvriers pensent que le mot justice prend une drôle de signification dans la tête de leurs dirigeants."²⁹⁶

Des revendications en attente depuis 5 ans

Depuis la reprise amorcée de la fin 1949, les ouvriers de Chippis avaient à maintes reprises exigé que leurs salaires soient mis à la hauteur de la moyenne suisse. Par le biais de la commission ouvrière, et des instances syndicales qui par, trois fois, allèrent jusque devant le tribunal de conciliation entre 1949 et 1954, les ouvriers tentaient d'arracher les justes fruits de leur labeur.

"Depuis 1949, c'était chaque année le même cirque: la commission ouvrière présentait des revendications salariales; la direction refusait la discussion; les métallurgistes en appelaient au tribunal arbitral qui leur accordait, en règle générale, une augmentation minimale qui n'entrait en vigueur que quelques mois plus tard. Les dirigeants syndicaux acceptaient et consolaient tant bien que mal les ouvriers en leur parlant de la prochaine augmentation."²⁹⁷

"En 1950 on avait demandé 15cts. On a obtenu 7.5cts.. En 1951, sur une demande de 20cts. on a reçu 5cts. et une gratification."²⁹⁸ Les demandes ouvrières étaient systématiquement refusées par la direction. Lorsque les ouvriers s'en remettaient par la suite à leur centrale syndicale, cette dernière, en suivant les voies conventionnelles, n'obtenaient que de maigres résultats. Les mouvements de salaires étaient allés plusieurs fois en conciliation. "Ce fut le cas en 1950, puis en 1951 et enfin en 1954.

²⁹⁵ [Rey, Alfred] *Rapport sur la situation actuelle aux usines de Chippis*, 8.12.1954, p.2, C6

²⁹⁶ *Croquis d'usine*, feuille anonyme, archives FOMH Sierre, C6

²⁹⁷ Garbely, Frank: *art.cit.*, p.214

²⁹⁸ *Assemblée du comité de section et de la commission ouvrière*, 15.5.1952, archives FOMH Sierre, C3

Certes, la FOMH eut chaque fois gain de cause, mais chaque fois aussi avec des résultats qui écornaient, plus ou moins gravement, les revendications."²⁹⁹

Lors de ces séances de conciliation, l'assesseur ouvrier n'était autre que Roger Bonvin, alors chef du Service social cantonal, ancien leader du mouvement des Jeunes Travailleurs (mouvement corporatiste dans les années trente qui entretenait des contacts réguliers avec le fasciste genevois Georges Oltramare) et futur conseiller fédéral. En 1950 déjà, la proposition de conciliation du 19 décembre reconnut que l'évolution des salaires à Chippis n'avait pas suivi l'évolution en Suisse et que les salaires se tenaient en deçà de la moyenne nationale. La proposition de conciliation visait dès lors à procéder à une majoration de la moyenne des salaires dans les usines de Chippis. Cependant sur les 15cts réclamés par les ouvriers, ils n'obtinrent en moyenne que la moitié. Re-belote, l'année suivante. Après être à nouveau passés en conciliation, les ouvriers, qui réclamaient cette fois-ci 20cts d'augmentation en tenant compte de la bonne conjoncture de l'usine suite au déclenchement des guerres d'Indochine, n'obtinrent que 5 misérables centimes et une allocation moyenne de 150frs. La conciliation avait alors fait appel à une fiduciaire de Genève pour avoir un aperçu des salaires de Chippis. Cette fiduciaire, ne s'étant presque pas entretenu avec la commission ouvrière, livra un jugement partial dans lequel il ressortait que seuls les ouvriers professionnels étaient payés en dessous de la moyenne nationale.

Ces résultats eurent pour effet de faire monter année après année la tension. Cependant, le syndicat, de son côté, se félicitait de ces augmentations de salaire et essayait de contenter les ouvriers. Dans un tract distribué à tous les ouvriers après le mouvement de salaire de 1951, la FOMH se congratulait ainsi: *"En moins d'une année, si nous tenons compte de l'augmentation de 7,5cts intervenue en décembre 1950, l'action syndicale a fait augmenter les salaires de Chippis de 18,3cts à l'heure, alors que la commission ouvrière s'était heurtée à un refus. Sans diminuer l'excellent travail de cette dernière, il est permis de dire qu'elle reçoit sa valeur de l'appui sur lequel elle peut compter, de la FOMH.*"³⁰⁰ Alors que l'on savait que la moyenne suisse dans la métallurgie avait augmenté de 11cts, le syndicat criait victoire avec 6cts de moins! Ils n'avaient en effet obtenu que 5cts sur l'année 1951.

La même auto-satisfaction était apparue juste après la grève de 1942. Lors de l'assemblée générale de la section, Emile Giroud avait eu ses quelques mots: *"Les allocations de renchérissement suivantes ont été accordées aux ouvriers de Chippis, grâce à la convention nationale signée par la FOMH, en 1938 5cts, en 1939 5cts, février 1940 4cts, septembre 1941 3cts, pour atteindre 24cts en avril 1942. Ce résultat est-il merveilleux? Si l'on se rappelle les différentes tentatives faites par la caisse paritaire et la corporation, pour faire disparaître la FOMH du Valais, nous pouvons être satisfaits du résultat. Si nous pensons que la section de Chippis comptait 400 membres en 1940, ce résultat est d'autant plus remarquable. Qui a critiqué l'organisation syndicale lors de l'intervention de la FOMH? Ce sont les non-syndiqués, mais en ont-ils le droit, qu'ont-ils fait ces gens-là?"*³⁰¹

²⁹⁹ Rey, Alfred: *op.cit.*, p.151

³⁰⁰ FOMH: *Mouvement de salaire aux usines AIAG, Chippis, Valais*, septembre 1951, archives FOMH Sierre, C4

³⁰¹ *Assemblée générale de la section de Chippis*, 18.10.1942, p.2-3, archives FOMH Sierre, C3

Les ouvriers, devant à chaque mois faire l'impossible pour joindre les deux bouts, ne savaient pour autant se contenter de l'autosatisfaction de leur syndicat. Ainsi, en 1952, les ouvriers des fours exigeaient une nouvelle augmentation de salaire et menaçaient, si leur revendication n'était pas prise en compte, de faire grève. Leur revendication s'inscrivait dans une demande globale de hausse des salaires, suite notamment au renchérissement.

En début d'année, la commission ouvrière s'était en effet décidé à demander une augmentation générale de salaire. Cependant, sur le conseil de Théodore Frey, on allait déjà renoncer à demander une augmentation circonstancielle. Dans une séance du comité de section, le secrétaire FOMH local expliquait en effet qu'il *"préférerait ne pas demander trop, mais réclamer un montant bien étudié et ensuite s'y tenir. Si une demande n'est pas admise dans sa totalité, on a trop l'habitude de dire que ce qui n'a pas été donné est une perte. On ne tient plus compte de l'augmentation intervenue."*³⁰²

Alors que la direction de l'usine avait offert une augmentation de 3,7cts pour le renchérissement au début de l'année, la commission ouvrière se résolut à demander 13,8cts d'augmentation. La direction ne donnant pas satisfaction à la commission, les ouvriers des fours, à bout, menacèrent alors de faire grève et demandèrent d'une part qu'aucun salaire ne se trouve en dessous de 2,90frs et que d'autre part l'on supprime le système des primes, bête noire des ouvriers et porte ouverte à la concurrence et au favoritisme. La paye moyenne dans les fours s'établissait alors aux alentours des 2,38frs, mais certains ouvriers ne touchaient que 2,20frs pour ce travail.

Alerté par ce mouvement, la FOMH intervint alors pour calmer les ouvriers et empêcher qu'une grève n'éclate. Alfred Rey, alors adjoint au secrétaire local, pesa de tout son poids pour éviter la grève. Reprenant l'argumentation "traditionnelle" de la FOMH à Chippis, il demanda ainsi aux membres de la Commission ouvrière d'intervenir auprès des ouvriers des fours pour les dissuader: *"Vu la situation particulière de l'usine, quel est l'avantage pour l'ouvrier? Que lui rapportera-t-il plus? une grève ou des tractations à prendre immédiatement sous la menace d'une grève? Le problème crucial est là. La direction porte également de lourdes responsabilités. Une grève peut mettre les ouvriers dans une fâcheuse position: long chômage par suite de casses éventuelles aux fours qu'il faudra reconstruire."*

Dès lors, *"sur décision de la CO, les collègues Martin, Florey et Caloz iront le 8 [mai] au matin chez les ouvriers des fours et discuter avec eux pour ne pas arrêter le travail pendant les pourparlers"*³⁰³. Il avait aussi été décidé que l'on allait, lors des tractations demander 10cts d'augmentation pour les fours. Non seulement on estropiait à nouveau fortement la revendication des ouvriers, mais on passait en même temps à la trappe leur demande de suppression du système des primes.

Surpris par ce mouvement, la direction de l'usine accusa dans un premier temps la FOMH d'être derrière l'action des ouvriers des fours. Alfred Rey fit alors remarquer après le conflit à la direction que sans l'action de la FOMH, il y aurait eu grève. *"En corrélation avec la FOMH, elle [la commission*

³⁰² Séance du comité de section, 18.3.1952, archives FOMH Sierre, C3

³⁰³ Rey, Alfred: *Mouvement des fours, 1952*, 8.5.1952, feuille séparée, archives FOMH Sierre, C4

ouvrière] a fait le nécessaire pour calmer les ouvriers des fours. Malheureusement, la direction l'en a mal récompensée. Un grand mécontentement règne à l'usine."³⁰⁴

Quand le syndicat attend des récompenses de la part du patronat, les ouvriers peuvent s'attendre à boire la tasse. En 1952, les revendications des ouvriers seront en effet une fois de plus passées à la moulinette. Dans sa stratégie, le syndicat avait aussi pris soin de bien différencier la demande d'augmentation des ouvriers des fours de la demande d'augmentation générale. Ce faisant, les ouvriers portaient divisés et ne pouvaient plus compter sur la mobilisation des fours pour tirer en avant les revendications générales.

De plus, il se passa un fâcheux incident lors des négociations qui traduisit au mieux le malaise de la commission ouvrière et le tiraillement qui existaient au sein du personnel face à la stratégie salariale adoptée. Dans un premier temps, les négociations avec la direction eurent lieu à propos des ouvriers des fours. Une augmentation générale de 10cts avait été arrachée à la direction. Cependant, cette dernière s'en sortait plutôt à son avantage pour avoir réussi à diviser ladite augmentation en 3cts seulement d'augmentation de salaire et 7cts supplémentaires sous forme de prime.

Sur cette nouvelle, deux membres influents de la commission ouvrière partirent annoncer les résultats intermédiaires aux ouvriers des fours. En leur absence, la direction insista pour continuer les négociations et proposa aux membres restant une augmentation générale de 6,3cts sur l'ensemble de l'usine, ce qui faisait, avec l'augmentation du début de l'année, une augmentation globale de 10ct. *"Lorsque les collègues Martin et Florey reviennent, la proposition de la direction avait été acceptée par les membres de la CO sous réserve d'approbation par les collègues Martin et Florey. On comprend la situation difficile de ces deux collègues qui à deux peuvent difficilement refuser ce que 14 membres de la CO viennent d'accepter."*³⁰⁵ L'accord fut ainsi accepté. La direction tenta encore de faire le forcing en voulant déduire l'augmentation des ouvriers des fours de l'augmentation générale. Elle essayait ainsi de profiter des faiblesses de la commission ouvrière. Durant la même année, le directeur *"Sitz a pris les ouvriers individuellement et leur a demandé s'ils étaient assez payés. Ces derniers ont répondu par l'affirmative à une ou deux exceptions près."*³⁰⁶ Avec de telles méthodes, il était clair que la direction ne pouvait avoir d'autres réponses!

Les ouvriers de Chippis et la paix du travail

Avec cette nouvelle affaire, la tension au sein de l'usine et l'exaspération des ouvriers se faisaient de plus en plus palpable. De nombreux ouvriers et membres de la commission ouvrière commencèrent sérieusement à douter de l'efficacité de la stratégie syndicale et plus largement de l'utilité pour les ouvriers de la convention qui stipulait un respect absolu de la paix du travail.

³⁰⁴ Séance du 13.5.52 entre direction et FOMH, archives FOMH Sierre, C3

³⁰⁵ Assemblée du comité de section et de la commission ouvrière, 15.5.1952, archives FOMH Sierre, C3

³⁰⁶ Séance du comité de section, 7.7.1952, archives FOMH Sierre, C3

Déjà lors d'un comité de section en 1950, l'ouvrier Emilien Savioz souhaitait que l'on adoptât des mesures plus énergiques, des mesures de lutte: *"Prenons en exemple le mouvement de l'UPV. Il ne craint pas les manifestations et l'agitation."*³⁰⁷ Le 7 mars 1953, à quelques mois seulement de la grève, mais aussi du renouvellement conventionnel, Marc Salamin *"s'étonne qu'ici personne n'a protesté contre le renouvellement de la convention. On l'entend souvent à l'usine."* D'autre part, il estimait que *"les ouvriers n'étaient pas assez renseignés sur les pourparlers conventionnels. Beaucoup trop pensent que tout cela vient de Berne."*³⁰⁸ Durant la même assemblée, *"le collègue Tissonnier Daniel pose la question de savoir dans quelles conditions nous aurons intérêt à renouveler la convention. Le collègue Bovier Camille demande pourquoi seuls les secrétaires ont discuté de ces problèmes pour le moment."* Le ton montait sérieusement au fil des mois. Marc Salamin, le futur leader de la grève de 1954, précisait de plus en plus ses pensées. En séance de la commission ouvrière du 30 mai 1954, il proposait déjà de faire grève s'ils n'obtenaient pas satisfaction dans leurs nouvelles revendications. *"Le collègue Salamin Marc pense que nous ne devons pas marchander. Si nous n'obtenons pas le minimum de Fr. 1.80 par la conciliation, il y aura un arrêt de travail."*³⁰⁹

Quelques jours avant le renouvellement de la convention, se tint à Zürich la Conférence d'Industrie de la FOMH sensée avaliser le renouvellement de la paix absolue du travail. Pour la section de Chippis y furent délégués Charles Florey, Marc Salamin, Eric Zufferey et Charly Delaloye. Ils jouèrent un rôle moteur durant la grève qui eut lieu seulement trois semaine après la prolongation de la paix du travail. Lors de cette convention, un clivage important apparut entre d'une part l'appareil central, à dominante alémanique, et d'autre part les sections romandes. Ces dernières adoptèrent une position critique vis-à-vis de la convention. Pour l'appareil central, il ne faisait au contraire aucun doute que la convention avait ouvert la voie à de nouvelles relations en matière de travail, qu'elle avait permis d'améliorer la situation du salariat. Par la voix d'Arthur Steiner, grand anti-communiste membre du SAD, l'appareil de la FOMH entendait imposer son point de vue: *"Es ist ganz klar, dass wir dem Arbeitsrecht im Dienst der Arbeiterschaft neue Wege geöffnet haben. Freilich hat nicht nur die Arbeiterschaft Nutzen davon, sondern auch die Unternehmerschaft; die ganze Volkswirtschaft hat profitiert; denn es wurde eine störungsfreie Produktion ermöglicht."* Toujours près à prendre la défense de la grande industrie suisse, Steiner expliquait tel un délégué patronal: *"Unsere Industrien sind zur Hauptsache Exportindustrien. Werden sie gelähmt, so hat das ungünstige Einflüsse auf die Inlandindustrien und Gewerbe. Die Gewinnung des Auslandsmarktes erfordert in jeder Beziehung grosse Anstrengungen. [...] Es ist also eine gesicherte und ungestörte Produktion notwendig. Diese ist in der Maschinen- und Metallindustrie zufolge unseres Vertrages gewährleistet worden."*³¹⁰ Et c'était aussi pour défendre

³⁰⁷ Séance du comité de section, 16.4.1950, archives FOMH Sierre, C3

³⁰⁸ Assemblée générale, 7.3.1954, archives FOMH Sierre, C3

³⁰⁹ Séance de la commission ouvrière, 30.5.1954, archives FOMH Sierre, C3

³¹⁰ Protokoll der Industriekonferenz der Maschinen- und Metallindustrie, 10.7.1954, p.1-2, archives FOMH Berne, 04-0002

l'intérêt national que la FOMH fit tout son possible pour couler la grève de 1942 aux usines de Chippis et que son appareil s'employa à faire de même au mois d'août 1954...

Dès lors, la conclusion de Steiner était prévisible: *"Mit den kollektiven Arbeitsverträgen sind wir erstarkt und mit ihnen wollen wir noch stärker werden. Wir sind uns aber auch bewusst, dass wir in der Wirtschaft eine grosse Verantwortung tragen. Darum stellen wir den Antrag, es sei der Vertrag in der Maschinen- und Metallindustrie auf 5 Jahre zu erneuern."*³¹¹ La conclusion de Steiner n'était pas anodine. En effet, la plupart des délégués romands avaient fait la proposition de ne prolonger la convention que pour une année, afin de pouvoir avoir une meilleure marge de manœuvre face aux patrons. Les délégués de Chippis appuyèrent alors la démarche de leurs camarades romands. Toutefois, ils tinrent à préciser qu'ils n'avaient rien contre la convention, que celle-ci leur avait même apporté en son temps des améliorations. Ils constataient cependant que depuis deux ans, les négociations étaient bloquées. Ainsi, Eric Zufferey prit la parole à la conférence: *"Ich habe vor allem zu kritisieren, dass während der letzten zwei Jahren keine allgemeine Lohnerhöhung erreicht worden; aber dennoch hat das Abkommen für Chippis zweifellos Verbesserungen gebracht. Da jetzt noch verschiedene allgemeine Forderungen mit den Unternehmern zu diskutieren sind, bin ich auch dafür, dass der Vertrag vorläufig nur für ein Jahr erneuert wird."*³¹² Marc Salamin abonda aussi dans le sens d'une convention sur une année uniquement: *"Die welschen Kollegen sagen nicht Nein zum Vertrag, sondern sie wollen nur ein Jahr Verlängerung. Wir müssen diese Frist benützen, um die kleinen Löhne zu erhöhen. Es ist beleidigend zu sehen, dass die Unternehmer mit ihren mächtigen Gehältern der Arbeiterschaft so kleine Löhne bezahlen. Man müsste im Abkommen einen Grundlohn festlegen."*³¹³

Cependant l'appareil central n'entendait pas se faire dicter sa ligne par sa base. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que la conférence ne se tint que quelques jours avant la signature de l'accord, la conférence ne pouvait être qu'une mascarade de démocratie où les délégués ne pouvaient en fin de compte qu'accepter l'accord de la centrale. D'un ton très paternaliste, Konrad Ilg repris Marc Salamin en l'accusant de cracher dans la soupe. Le fait que ce soit Ilg qui fut à l'origine de la section de Chippis renforçait le reproche adressé aux camarades de l'AIAG: *"Es ist von den Kollegen in Chippis unangebracht, den Vertrag zu kritisieren, da sie doch selber durch ihn Vorteile errungen haben."*³¹⁴ Le fait d'être redevable de la convention [ce qui reste à prouver...] disqualifiait la section de Chippis de toute critique. Elle lui interdisait même, selon Ilg, d'émettre n'importe quelle contre-proposition face aux diktats de la centrale bien-pensante.

Pour Steiner, il était tout simplement impensable de limiter la convention à une année seulement, ce serait faire preuve d'irresponsabilité, cela ne serait pas digne de la FOMH, du rôle qu'elle a acquis au fil des années. *"Ein solcher Beschluss [limiter la convention à une année seulement] wäre, nachdem*

³¹¹ *ibid.*, p.4

³¹² *ibid.*, p.8

³¹³ *ibid.*, p.9

³¹⁴ *idem*

der Vertrag 17 Jahre in Kraft gewesen ist, einer grossen Gewerkschaft, wie wir eine sind, unwürdig."³¹⁵

Lors de la votation, les romands se trouvèrent isolés et la convention fut prolongée pour une durée de 5 ans par 173 voix contre 41. Suite à ce résultat, le délégué Huguenin du Locle déposa une nouvelle motion qui demandait alors le refus de la convention. Cette contre-proposition ne reçut l'approbation que de 31 voix contre 173. 10 voix n'étaient pas prêtes à travailler sans accord conventionnel. Etaient-ce les voix des délégués de Chippis?

Toujours est-il que les résultats de la conférence de l'industrie des machines et de la métallurgie ne pouvaient aucunement apporter de l'eau au moulin des ouvriers de Chippis. Au contraire, cette conférence allait une fois de plus dans la direction d'une volonté tenace de la part de la direction de la FOMH d'acquérir un rôle de partenaire junior de la grande bourgeoisie helvétique dans la gestion du personnel des entreprises.

Les dernières paroles de Konrad Ilg à cette conférence, un peu moins d'un mois avant son décès, s'inscrivaient tout à fait dans la logique syndicale telle que décrite par Jean-Noël Rey dans son article pour les 100 ans de l'USS: *"Il [le syndicat] satisfait les besoins de la société industrielle avancée en canalisant le mécontentement ouvrier, né au sein des entreprises, vers les procédures établies pour le règlement des conflits. Il contribue également à alléger les conséquences de l'adaptation de l'économie à une technologie toujours plus poussée en expliquant aux travailleurs la nécessité des choix économiques.*"³¹⁶

36 ans avant les théories du fils de l'adjoint au secrétaire local de la FOMH durant la grève, Konrad Ilg, le père de la paix du travail, engageait déjà pleinement son syndicat dans les voies décrites par Jean-Noël Rey. Il avertissait ainsi les délégués à la conférence qu'il fallait aussi savoir être raisonnable. Il expliquait aux ouvriers que la situation internationale ne permettait pas toujours aux patrons de répondre aux demandes des ouvriers. *"Auf alle Fälle kann hier versichert werden, dass die Zentralleitung des Verbandes in den Verhandlungen das bestmögliche getan hat. Leider fehlt noch bei vielen Arbeitern das klare Urteil über die allgemeine Lage und die unserer Wirtschaft. Es gilt nicht nur betriebliche Fragen zu lösen, sondern auch grosse internationale Probleme. Diese sind schliesslich entscheidend.*"³¹⁷

Les revendications de 1954

Les délégués de Chippis sortirent déçus de cette conférence. Cela ne les découragea pas cependant dans leur mouvement des salaires engagé au printemps de la même année. En effet, ce n'était pas la première fois qu'ils devaient faire face au désistement syndical, ni la dernière d'ailleurs. L'année même, la FOMH, lors du renouvellement conventionnel, avait averti à grand bruit qu'elle mènerait un

³¹⁵ *ibid.*, p.11

³¹⁶ Rey, Jean-Noël: *art.cit.*, p.75

³¹⁷ *Protokoll der Industriekonferenz der Maschinen- und Metallindustrie*, 10.7.1954, p.12, archives FOMH Berne, 04-0002

combat au niveau national pour établir un salaire minimum à 2frs de l'heure. Dans cette perspective, la commission ouvrière de Chippis n'avait pas encore formulé de demande d'augmentation de salaire (si ce n'est 10cts pour les ouvriers spécialisés afin de rattraper le retard en comparaison avec les salaires pratiqués dans le reste de la Suisse) . Elle s'était surtout occupée de revoir le système de classification des ouvriers, fortement défavorables pour les ouvriers de Chippis, la plupart étant sans formation.

Or, au mois de mai, la FOMH décidait d'abandonner sa campagne en faveur des salaires minimaux et laissait le soin aux sections de mener individuellement les négociations. Elle abandonnait ainsi à son sort les plus petites sections. La prétexte invoqué par la FOMH était alors la difficulté qu'aurait eu certaines PME suite à l'introduction de tels salaires minimaux. Ou quand la FOMH défendait les intérêts des petites entreprises avant celles de leurs ouvriers! *"Par la suite des pourparlers, il s'est avéré que ce minimum [2frs] serait insupportable pour les petites usines. Il a donc été recommandé de partir avec des mouvements sur le terrain local."*³¹⁸

Ainsi les ouvriers de Chippis durent-ils reprendre eux-mêmes le mouvement des salaires. Sur conseil avisé de la FOMH, ces derniers exigèrent tout d'abord de l'entreprise un salaire minimum semblable à celui demandé chez Sulzer, à savoir 1,80frs de l'heure. On était déjà en dessous des 2frs sensés être demandés centralement. Cependant, la commission ouvrière exigeait en plus qu'un réajustement salarial se fasse aussi pour les salaires supérieurs à 1,80frs. Cette demande était formulée pour une augmentation dès le 1^{er} juin 1954. La direction refusa catégoriquement toute forme de salaire minimum à la suite de quoi une première séance de pré-conciliation eut lieu le 30 juin à Chippis. De cette séance, il ne sortit rien si hormis le fait que la direction *"avait décidé de reporter les allocations de renchérissement, à raison de 45cts par heure, sur les salaires de base à partir du premier juillet."* Quelques salaires individuels allaient être augmentés à cette occasion, la direction était d'accord de revoir les salaires les plus bas. L'offre patronale n'étant pas satisfaisante, les revendications des ouvriers ne changeaient alors aucunement sauf que les revendications salariales étaient augmentées des 45cts du renchérissement. Ils continuaient donc à demander: "

- 1) *salaire de base y compris les allocations de renchérissement frs 2.25 au minimum*
- 2) *pour les salaires allant de frs 2.25 à 2.45 augmentation de 10cts*
- 3) *pour les professionnels, maintien de la revendication de mars sur laquelle il n'a été obtenu jusqu'ici qu'un acompte [la demande était de 10cts et seuls 5cts avaient été accordés]"*³¹⁹

La direction s'opposa à nouveau à toutes ses mesures en invoquant notamment le fait que les salaires de Chippis avaient augmenté de 129,5% de 1939 à 1954, alors que pour l'ensemble des usines soumises à la convention nationale, l'augmentation n'avait été que de 106%. C'était sans prendre en compte le niveau extrêmement bas des salaires à la veille de la seconde guerre mondiale et les ouvriers surent répondre à leur direction. Cette dernière maintenait aussi que les bons chiffres annoncés par

³¹⁸ Séance de la commission ouvrière, 30.5.1954, archives FOMH Sierre, C3

³¹⁹ Mouvement de salaires aux usines de Chippis, les résultats de la séance de préconciliation, archives FOMH Sierre, C6

l'entreprise l'année précédente concernaient l'ensemble du trust et pas uniquement Chippis. *"On répond qu'il s'agit des bénéfices d'un trust, mais non de Chippis. Que représente Chippis? On se garde de le dire. Le collègue Giroud dit qu'il a eu des contacts avec des collègues de France et d'Italie. Ces collègues ont dit que les directions des usines d'aluminium répétaient chez eux que les bénéfices viennent de Chippis. A Chippis on dit qu'ils viennent d'ailleurs. Il faut qu'on y voie clair."*³²⁰ La direction campait sur ses positions et n'entendait pas lâcher. Les ouvriers de leur côté étaient déterminés à poursuivre le mouvement. Leur situation salariale était des plus inconfortables. Les salaires de base à l'embauche étaient de 1,55frs de l'heure! On devait certes ajouter à ce salaire de base des prestations de tout genre ainsi que des primes, cependant celles-ci variaient fortement d'un ouvrier à l'autre. Marc Salamin révélait qu'il pouvait y avoir des différences de primes pouvant aller chez les manœuvres jusqu'à 80cts à l'heure et même 1fr. Cela représentait des sommes avoisinant les 2'000 francs à la fin de l'année. Lorsque l'on sait que le salaire moyen amenait aux alentours des 6'000-7'000 francs par année, la différence était de taille. De même, les ouvriers ne supportaient pas ces méthodes de paiement, ces gratifications et oeuvres sociales multiples de l'entreprise qui renvoyaient toutes à une conception patriarcale de l'entreprise et empêchaient en même temps l'ouvrier de disposer pleinement et librement de son salaire. Ainsi, en 1953, les gratifications représentaient 11cts à l'heure en moyenne. Il y avait aussi les cadeaux de Noël, les installations sportives, la caisse d'épargne,... En tout et selon Emile Giroud, les oeuvres sociales de l'usine représentaient environ 90cts à l'heure, environ la moitié du salaire de base!

Le 30 juin, la situation restait donc bloquée, on allait porter l'affaire en commission de conciliation. Comme à son habitude, la FOMH choisit Roger Bonvin comme assesseur. L'affaire fut portée devant le juge fédéral Ceppi. Il y eut trois séances de conciliations qui toutes deux furent un échec pour les ouvriers. La première eut lieu le 15 juillet, la seconde le 22 juillet. La troisième et dernière séance se tint, elle, le 30 juillet. A son issue le syndicat de la FOMH, comme lors des précédents conflits, criait à la victoire et écrivait sur une feuille volante: *"Ce dernier succès doit engager les ouvriers qui ne sont pas encore syndiqués à rejoindre les rangs de la FOMH. Par l'indifférence qu'ils ont manifestée jusqu'ici, les non-syndiqués ont affaibli la cause des ouvriers et renforcé celle des patrons. S'ils ont des raisons de ne pas être satisfaits de leurs conditions de travail, ils doivent le montrer en adhérant au syndicat, seul moyen dont disposent les travailleurs pour améliorer leur sort dans l'entreprise."*³²¹ Le 9 août, quelques jours après avoir reçu le tract de la FOMH, les ouvriers de Chippis allaient brillamment faire la démonstration que le syndicat, surtout lorsqu'il s'appelle FOMH, était loin d'être "le seul moyen dont disposent les travailleurs pour améliorer leur sort dans l'entreprise". Par la grève, ils allaient enfin pouvoir exposer pleinement leurs revendications, ils allaient enfin pouvoir témoigner au Valais tout entier ainsi qu'à la Suisse non seulement leurs conditions de vie et de travail, mais aussi leur bravoure et leur solidarité.

³²⁰ Séance de préconciliation tenue au foyer à Chippis, 30.6.1954, p.2, archives FOMH Sierre, C6

³²¹ Mouvement des salaires à Chippis, feuille volante de début août, archives FOMH Sierre, C6

Auparavant, les membres de la commission ouvrière, dont Marc Salamin, durent encore passer par les quelques séances de conciliation prévue dans le cadre conventionnel. Lors de ces négociations, ils purent une nouvelle fois assister aux reculades de leur syndicat en matière de revendication.

Ainsi lors de la première séance de conciliation au Tribunal fédéral de Lausanne, Giroud, dès ses premières paroles, n'entendait plus parler de salaire minimum à Chippis. S'alignant sur les propos de la direction de l'usine, il proposait simplement de revoir les salaires les plus bas. *"Le collègue Giroud remercie pour la rapidité de la convocation. Il constate que notre mémoire demande un salaire de base de Fr.2.25. Il précise qu'il ne s'agit pas en l'occurrence d'un minimum, mais bien d'une barrière en dessous de laquelle on ne devrait pas descendre."*³²²

Les demandes ouvrières étaient loin d'être exagérées et le coût pour l'usine aurait été pratiquement insignifiant: tandis que l'usine parlait de 400'000frs par an, le syndicat avançait lui que les demandes faites ne se chiffraient pas à plus de 180'000frs. De plus, si l'on veut bien faire un pas en arrière et prendre du recul, on s'apercevra alors que *"cette charge supplémentaire n'aurait pas une grande répercussion sur le prix de l'aluminium. La main-d'oeuvre n'entre que pour le 10% dans le prix. La demande ouvrière ne représenterait que 1/4 de % du prix du kilo de l'aluminium."*³²³ Pour Charles Florey: *"Nous ne voulons plus de salaires administratifs, mais des salaires humains et vitaux. Si nous avons atteint la moyenne suisse, cela ne dit pas que nous ayons atteint des salaires suffisants pour tous. Celui qui est au bas de l'échelle doit également pouvoir vivre."* Marc Salamin allait dans le même sens en disant: *"Un ouvrier qui travaille normalement ne doit pas avoir besoin de la charité."*³²⁴

Cependant, la partie patronale n'entendait aucunement céder. C'était avant tout une question de principe. Elle craignait que, si elle augmentait les salaires à Chippis, il n'y eût un effet boule de neige. Dubois de l'association patronale disait: *"La question posée aujourd'hui est difficile et ingrate. La solution peut toucher non seulement Chippis mais avoir des répercussions sur la Suisse."*³²⁵ Campant sur leur position, les patrons allèrent même jusqu'à nier la pénibilité du travail auprès des fours. Ils en voulaient pour preuve le faible taux d'absentéisme! *"En ce qui est du travail pénible, ce n'est pas le cas. Les absences n'ont été en 1953 que de 4 jours par ouvriers. La santé n'est donc pas moins bonne qu'ailleurs. [...] Les conditions dures de travail à Chippis. Ceci n'est qu'une légende. Allez voir ailleurs."*³²⁶ Puis d'un ton paternaliste, Dubois justifiait les oeuvres sociales de l'entreprise en accusant les ouvriers de négligence et de prodigalité: *"Les versements sociaux doivent être maintenus car l'ouvrier ne fera rien de plus pour sa protection si on lui remet entièrement la part des versements*

³²² Rapport des diverses séances de Lausanne concernant le mouvement de Salaires de Chippis 1954, p.1, archives FOMH Sierre, C6

³²³ *ibid.*, p.2

³²⁴ *ibid.*, p.5

³²⁵ *ibid.*, p.2

³²⁶ *ibid.*, p.3-4

sociaux."³²⁷ Ainsi l'on refusait d'augmenter les salaires. Tout au plus était-on disposé à revoir les salaires les plus bas ainsi que ceux des professionnels.

Le Tribunal refusa de trancher et décida de convoquer une nouvelle séance. Entre temps, il pria l'usine de bien vouloir lui fournir la liste de tous les salaires qui se trouvaient en dessous de 2,50frs, renchérissement et primes compris.

La séance du 22 juillet ne donna absolument rien. La direction n'avait pas fourni la liste demandée mais uniquement *"une liste des 208 ouvriers ayant les salaires les plus bas. Cette liste comprend toutes les prestations, même des parts de gratifications non encore versées"*³²⁸! L'on sera obligé de convoqués les parties à une nouvelle séance. Entre temps, la stratégie syndicale qui consistait en partie à s'appuyer sur un minimum vital de 500 francs par mois commençait à s'effriter. Elle se révéla désastreuse lors de la réunion suivante, le 30 juillet 1954.

Si la direction révélait l'ampleur de l'exploitation à Chippis en dévoilant qu'il y avait 970 ouvriers dans son entreprise qui gagnaient 2,25frs de l'heure et moins, il était aussi à relever que le nombre d'ouvriers en dessous de 500.- par mois n'était pas très élevé. La cause en était simple: les ouvriers travaillaient beaucoup et longtemps! Ainsi, sur le 970 ouvriers, *"seulement 245 n'ont pas Fr.500.- par mois"*³²⁹.

La stratégie syndicale prenait l'eau et Giroud proposa alors une nouvelle concession: *"dans les 969 ouvriers on pourrait partager en tranche et dire:*

aux 248 ouvriers en dessous de 2.10 augmentation moyenne de 10cts.

aux 141 ouvriers en dessous de 2.15 augmentation moyenne de 5cts.

*aux 580 ouvriers en dessous de 2.25 augmentation moyenne de 3cts."*³³⁰

La direction avait entre temps proposé de relever les salaires, mais uniquement des 176 salaires les plus bas. Le syndicat, lui, renonçait au salaire minium de 2,25frs ainsi qu'à l'augmentation de 10cts pour les salaires supérieurs à 2,25frs.

Le seul accord avait été l'augmentation de 5ct. pour les salaires des ouvriers professionnels. Ceci ne représentait cependant que 11% de l'effectif et la direction avait d'emblée était d'accord avec cette augmentation. Devant l'échec du syndicat et la ténacité de la direction de Chippis, les juges allaient devoir trancher arbitralement. Le jugement rendu allait grandement profiter à l'usine puisqu'il refusait d'instaurer un salaire minimum à Chippis. Le juge Ceppi était en effet fortement réticent à cette idée. Ce d'autant plus qu'un salaire minimum allait à l'encontre de l'article 2 de la convention collective en vigueur dans la métallurgie et défendue orgueilleusement par la FOMH-même! Les mesures décidées par le Tribunal arbitral ne représentaient qu'une charge dérisoire pour l'entreprise. Environ 125'000 par ans, ou autrement dit, le salaire annuel d'un de ses sous-directeur.

"La commission de conciliation, à l'unanimité de ses membres, prononce:

³²⁷ *ibid.*, p.4

³²⁸ [Alfred Rey] *Séance du 22 juillet, à 14h30, à Lausanne*, archives FOMH Sierre, C6

³²⁹ [Alfred Rey] *Séance du 30.7.54*, archives FOMH Sierre, C6

³³⁰ *idem*

- 1) *Il est ordonné une hausse de 4 centimes à l'heure sur la moyenne des salaires de base des 970 ouvriers énumérés dans la statistique élaborée pour le mois de juin 1954;*
- 2) *Le montant de cette hausse sera réparti par la Direction des Usines de Chippis en premier lieu sur les salaires les plus bas, de telle façon que ceux-ci atteignent chaque mois, possibilités normales de primes comprises, au moins les montants qui ont été considérés comme convenables par les parties à l'audience de ce jour [500frs];*
- 3) *Les salaires des ouvriers qualifiés seront relevés de 5 centimes à l'heure;*
- 4) *Toutes ces hausses de salaires auront un effet rétroactif au 1^{er} juillet 1954;*
- 5) *Il est donné acte aux parties de la déclaration faite par la Direction des Usines de Chippis au sujet des gratifications d'automne et de Noël 1954;*
- 6) *Les frais de procédure de conciliation et d'arbitrage seront supportés par les parties dans la proportion suivante: l'Association patronale 50%, la FOMH 35% et la FCOM 15%.*
- 7) *La présente décision sera communiquée aux parties par lettres recommandées express.*"³³¹

Et voilà ce que la FOMH osait appeler dans un de ces tracts distribués juste avant la grève "un succès". Non seulement, il n'existait plus de hausse de salaire pour les ouvriers entre 2,25frs et 2,45frs, mais surtout il n'y avait plus du tout de plancher minimal pour les salaires. La hausse moyenne de 4cts pour les salaires les plus bas était dérisoire. Le mécontentement des ouvriers était grand. On peut imaginer leur réaction lorsqu'ils lurent les quelques lignes du tract de la FOMH: *"Etant donné la résistance patronale, ce résultat peut être considéré comme un succès, surtout après les améliorations déjà obtenues en 1950 et 1951. Actuellement les salaires de Chippis soutiennent la comparaison avec les moyennes suisses."*³³²

Comment accepter une pantalonnade de plus dans ces conditions. Marc Salamin dans son plaidoyer pour le président de la commission de conciliation avait pourtant souligné la misère qui traversait le monde ouvrier valaisan: *"Si vous pouviez voir durant les grandes chaleurs sortir ces hommes de leur travail, vous auriez, Monsieur le Président, un serrement de coeur, car ils ont plus de ressemblance à des loques humaines qu'à des êtres humains. [...] Bien des pères de familles préfèrent se tirer la ceinture d'un cran supplémentaire pour donner aux enfants un métier et ne pas devoir les jeter dans la vie comme manœuvre, car ils veulent leur éviter les souffrances qu'ils connaissent eux-mêmes. [...] Bien des personnes, bien intentionnées, nous diront qu'il faut aller frapper à l'assistance ou au service social, mais l'homme honnête préfère la polenta et les pommes de terre que d'aller mendier. Je n'exagère pas, Monsieur le Président, j'ai connu des heures tragiques, je les ai vécues et aujourd'hui d'autres collègues les vivent en sourdine."* Cependant, il avait aussi prévenu le Président, qu'il ne continuerait pas à obéir sans broncher aux diktats de l'usine, que cette fois, si l'usine n'obtempérait pas, il ne courberait pas l'échine. Il avait pourtant prévenu qu'il se refuserait à jouer une nouvelle fois les laquais de la direction de l'AIAG, qu'il ne retiendrait plus les ouvriers mécontents. La colère et la

³³¹ *Décision de la Commission de conciliation, 31.7.1954, p.4, archives FOMH Sierre, C6*

³³² *Mouvement des salaires à Chippis, feuille volante de début août, archives FOMH Sierre, C6*

justice allaient parler. La grève allait éclater: *"Si les ouvriers travaillent encore à l'usine, c'est que nous les avons priés de nous faire confiance. Des collègues sont venus me trouver à la maison pour me dire de ne plus continuer les débats. Je leur ai dit que je n'étais pas partisan de la violence aussi longtemps qu'une possibilité de discussion existe.*

Lors de l'arrêt de travail de 1950 [1949?], MM Guler et Siegrist m'ont demandé de faire reprendre le travail après discussion à la cantine et après certaines conditions les ouvriers m'ont répondu: "Nous reprenons le travail pour toi, mais pour les patrons, rien à faire." Cette fois je n'agirai pas de même, je laisserai ce soin à la Direction, je ne veux plus être l'éternel conciliateur.

*De mon côté, je renseignerai le public de ce qui se passe aux usines de Chippis, car nous estimons que nos revendications sont justes."*³³³

La coupe était pleine, et la résistance s'était entre temps organisée. En effet, sur proposition d'Eric Zufferey, il avait été convenu déjà en juin de rendre attentif la population à ce qui se passait à Chippis en écrivant notamment des articles dans l'organe socialiste local, *Le Peuple valaisan*. Alors rédacteur en chef, Albert Dussex allait jouer un rôle prépondérant dans l'organisation de la grève d'août 1954. Il écrivit non seulement une série d'articles pour préparer la grève, mais il organisa pratiquement le débrayage en collaboration avec Marc Salamin et Charles Florey, tous deux membres de la commission ouvrière.

Quelques jours avant la grève, il écrivait dans le *Peuple valaisan* un article intitulé *"Menace de grève à Chippis"*. Il terminait ce dernier en mettant en garde les directeurs de l'AIAG: *"La population valaisanne sait qu'il faut 104 à 110 années de salaire ouvrier pour payer le traitement d'une année au directeur et qu'en 40 ans il a fallu 4160 à 4400 ans de travail pour l'entretenir. [...] Si ces messieurs ont oublié qu'au-dessus du droit, il y a le devoir de nourrir les enfants, il se peut que les citoyens valaisans pourraient leur rappeler. Le peuple valaisan n'a jamais accepté les négriers, ce n'est pas maintenant qu'il va commencer. Qu'on se le dise!"*³³⁴

Si d'un côté, l'on poussait donc les ouvriers à manifester, à faire grève, du côté syndical on essayait à tout prix de faire passer le jugement arbitral pour un succès. Ce faisant, on espérait éviter une grève moins de trois semaines après le renouvellement conventionnel. Cependant, la FOMH sentait le vent venir. Alerté déjà en fin juillet de risques de débrayage à Chippis, Emile Giroud suppliait la commission ouvrière, via le secrétariat local, de convaincre les ouvriers à renoncer au *"seul moyen dont disposent les ouvriers pour améliorer leur sort dans l'entreprise"*, la grève. *"J'apprends que le personnel d'une équipe a l'intention de débrayer un moment mercredi prochain, dans l'idée de faire pression sur la direction et la Commission de conciliation. Au nom du comité central, je prie la Commission ouvrière de faire tout son possible, sincèrement et loyalement, pour éviter tout arrêt de travail, ne serait-ce qu'une demi-heure. Une telle manifestation ne pourrait qu'indisposer les membres*

³³³ Marc Salamin: *Le conflit des salaires, usines de Chippis*, p.3-4, archives FOMH Sierre, C6

³³⁴ Dussex, Albert: *"Menaces de grève à Chippis"*, *Peuple valaisan*, 5.8.1954, p.1

de la Commission de conciliation qui ont fait leur possible pour activer les choses, et provoquerait une réaction de la Direction qui serait certainement contraire aux intérêts des ouvriers. [...]

Dans l'intérêt du syndicat et pour votre considération personnelle à l'avenir, vous n'avez aucun intérêt à exciter les ouvriers. [...] Il faut voir en outre le résultat de ce mouvement pour les copains. C'est cela qui compte. Or, il est absolument certain qu'un arrêt de travail, quel qu'en soit la durée, en mettant de mauvaise humeur tout le monde, ne nous fera pas gagner un sou, mais pourra nous en faire perdre plusieurs. Si vous voulez bien envisager l'intérêt des ouvriers, vous les calmerez plutôt que de les exciter. Je sais que vous le pouvez si vous le voulez. Rappelez-vous que la grève, c'est comme la guerre, on sait quand on la commence, on ne sait pas quand et comment on la finira. Or, vous avez entre vos mains le sort de centaines de familles ouvrières. Si les choses tournent mal, c'est elles qui souffriront, et non seulement vous.

Je ne parle pas des conséquences qu'un arrêt de travail aurait pour la Fédération. Elles peuvent être graves. En réalité, une grève serait plus dirigée contre la FOMH que contre la direction de l'usine parce que la FOMH aurait à payer à l'usine des dommages causés par la grève."³³⁵

La belle argumentation de Giroud, telle une vieille soupe réchauffée depuis plus de dix ans à Chippis, n'allait pas convaincre les ouvriers. Ces derniers ne pouvaient continuer à se nourrir et à nourrir leur famille avec des bonnes promesses, qu'elles provinssent de la direction de l'usine comme de leur syndicat. La grève était en route.

Le déclenchement de la grève

Si la plupart des ouvriers de Chippis furent surpris à leur arrivée au travail à 6h du matin par l'appel lancé pour arrêter le travail, la grève, débutée en ce lundi 9 août 1954, répondait à une sérieuse attente des ouvriers qui, comme en 1917, furent unanimes pour porter ce mouvement. De même, si la majorité des travailleurs n'était au courant de rien, la grève avait néanmoins été soigneusement préparée et mise au point par une série d'ouvriers épaulés par des camarades ne travaillant pas à l'usine.

A la tête du mouvement, on retrouvait Marc Salamin et son collègue Charles Florey, respectivement président et secrétaire de la commission ouvrière. Tous deux reçurent un appui bien venu de la part des figures historiques du Parti socialiste valaisan. Albert Dussex, alors secrétaire politique et rédacteur du *Peuple valaisan*, ne s'était en effet pas limité à publier des articles favorables aux revendications ouvrières; il joua un rôle moteur dans le mouvement de grève. Il était entre autre à l'origine des tracts anonymes distribués le matin de la grève devant l'usine. Clovis Luyet, secrétaire FOBB, et Charles Dellberg donnèrent aussi un coup de main lors de la grève, de même que toute une série de militants socialistes, dont, en tête, Alexis Maret, également membre du comité de la FOBB, qui, avec Albert Dussex, prit la route de Chippis dans la nuit du lundi matin 9 août pour aller déposer des papillons devant les portes de l'usine.

³³⁵ Lettre d'Emile Giroud à la commission ouvrière des Usines de Chippis, 24.7.1954, archives FOMH Sierre, C6

Tenue à l'écart en raison de son soutien inconditionnel à la paix du travail, l'appareil de la FOMH allait apprendre le déclenchement de la grève suite à un appel de la direction de l'usine. On voit bien là quelle était la fonction de ce syndicat. Une fois de plus, la direction l'appelait pour éteindre le feu qu'elle avait elle-même allumé. Il semblerait néanmoins que l'adjoint du secrétaire local, Alfred Rey, eût été au courant de la grève et qu'il participât même aux préparatifs de cette dernière. Revenant sur les événements à l'occasion de la sortie de l'article de Frank Garbely, il déclarait: *"J'en fut l'un des instigateurs, avec quelques membres de la commission ouvrière. Nous l'avons préparée dans le plus grand secret afin de jouer sur l'effet de surprise."*³³⁶ Cependant, jamais durant la grève il n'a encouragé ouvertement le mouvement. Il apparaissait plutôt comme quelqu'un de la FOMH, comme quelqu'un qui devait respecter la convention. Germain Varone, chef de groupe aux fours et gréviste, résumait ainsi l'attitude de Rey durant la grève et sa participation à cette dernière: *"Peut-être qu'Alfred Rey était derrière cette grève. En présence des patrons, il était par contre à côté de nous, pas derrière nous. Comme il était membre du syndicat, il ne pouvait pas vraiment nous soutenir. C'était un peu comme s'il passait à côté de nous et nous disait tenez bon, avant de se sauver."*³³⁷ De même, jamais il n'émit de critique envers sa centrale. Comme on le verra, il se rangea plutôt derrière elle.

Le mouvement partait donc de rangs socialistes et la suite du mouvement témoignait à sa manière de son origine. En effet, la grève semble n'avoir eu pour but que la satisfaction des revendications ouvrières de Chippis. On pensa certes à un moment étendre le conflit, cependant il n'en était question qu'au cas où aucune entente n'aurait eu lieu entre la partie patronale et celle des ouvriers. De même, Albert Dussex, pourtant à l'origine de la grève, ne condamna jamais la FOMH pour son attitude. Au contraire, il publia une série d'articles dans le Peuple valaisan afin de vanter les mérites du syndicat! Le tract d'appel à la grève relevait d'ailleurs que la FOMH avait fait tout son possible pour les ouvriers. On était loin de critiquer la FOMH, qui, si elle avait fait tout son possible, c'était plutôt afin d'éviter la grève. Le fait que la plupart des moteurs de la grève émanaient du Parti socialiste valaisan a sans doute empêché, non seulement une extension du conflit (encore que ce fût extrêmement ardu), mais surtout que les ouvriers tirent un bilan politique et syndical du rôle de la FOMH et de la fonctionnalité de la paix du travail. Cependant, d'un autre côté, cela contribua aussi pratiquement à l'existence de ce conflit, personne d'autre n'étant capable ou ne voulant déclencher la grève. En effet, et comme on le verra plus bas, bien que la presse conservatrice, tout comme le syndicat chrétien, furent unanimes durant le conflit pour souligner la bravoure des ouvriers de Chippis, ils n'en étaient pas moins opposés par principe à tout conflit de travail ouvert, à toute grève.

Le dimanche soir, veille de grève

Peu avant la grève, Alexis Maret, alors âgé de 32 ans, travaillant à la fabrique de meuble Reichenbach à Sion et militant socialiste, fut contacté par Albert Dussex. Celui-ci lui voulait lui demander s'il était

³³⁶ *Nouvelliste*, 6.7.1989, p.36

³³⁷ *Interview de Germain Varone*, 21.7.2004

disponible pour se rendre à Chippis le matin du 9 août afin de déclencher une grève. Ils allaient tous deux partir de nuit de Sion en vélo pour essayer de faire arrêter le travail à Chippis. *"On ne savait pas vraiment comment ça allait se déclencher. On ne savait pas la réaction des ouvriers."*³³⁸ En plus de l'incertitude quant à la réussite de leur mouvement, il fallait compter sur une répression certaine au cas où ils auraient été arrêtés. La police et la justice valaisanne n'avaient en effet que peu d'égard envers le monde ouvrier. Si les communistes valaisans étaient régulièrement suivis et fichés (des policiers ont même débarqué au 5^{ème} congrès du POP valaisan à Saxon), les ouvriers de Chippis avaient eux-aussi pu goûter au parti pris de l'Etat en faveur du patronat, que ce soit lors de la grève de 1917 comme à date plus rapprochée. En effet, lors d'une bénigne affaire de disparition de matériel en 1950 et sur demande la direction de l'usine, la police valaisanne, supervisant des agents de la Sécouritas, procéda à plusieurs reprises à des fouilles en ordre sur plus de 1'200 ouvriers à la sortie de l'usine. La Direction de l'usine avait auparavant reçu l'accord du juge-instructeur. *"Par malheur, on trouva chez deux ou trois ouvriers quelques bagatelles pour une valeur de quelques francs. La réaction ne se fit pas attendre: renvoi après 17 et 20 ans de service."*³³⁹

En acceptant d'aller distribuer des tracts pour inciter les ouvriers à la grève, les militants Alexis Maret et Albert Dussex prenaient donc des risques. Alexis Maret racontait: *"On ne savait pas comment ça allait finir. Si on se faisait arrêter, on allait en prison. [...] On devait aller à trois distribuer les tracts et la veille le troisième s'est désisté en argumentant du fait qu'il avait de la famille. J'avais aussi de la famille. Mais si on ira en prison, on ira en prison. Ca n'était pas une peur qui m'empêchait de dormir."*³⁴⁰

C'est ainsi que tous deux prirent leur vélo et partirent de Sion alors qu'il faisait encore nuit. Afin d'éviter toute embrouille, ils choisirent deux itinéraires différents pour rejoindre Chippis, une quinzaine de kilomètres plus loin. Ayant chacun des lieux précis où laisser leurs papillons, ils s'acquittèrent de leur tâche le plus rapidement possible, bardés de foulards afin qu'on ne les reconnaisse pas et repartirent aussitôt les tracts éparpillés aux différentes entrées de l'usine. L'équipe du matin n'allait pas tarder à arriver. A nouveau par des chemins différents, ils regagnèrent alors la capitale valaisanne. *"On est arrivé le matin, en vélo, on a posé les tracts par terre devant toutes les sorties, on avait mis les foulards à travers, puis après en vélo... On s'est pas revu le même jour."*³⁴¹

Le matin même, Alexis Maret retourna chez lui, se prépara, puis alla travailler comme si de rien n'était chez Reichenbach. Le soir, une fois son travail achevé, il vint trouver les ouvriers de Chippis qui rentraient en car à Sion pour leur demander des nouvelles. Lorsque ces derniers l'informèrent que des gens avaient distribué des papillons et qu'il y avait à présent la grève, il leur répondit malicieusement qu'ils avaient bien fait. Entre temps, les papillons avaient en effet fait tout leur effet. Tous les ouvriers

³³⁸ Interview d'Alexis Maret, 21.7.2004

³³⁹ Travail, 13.4.1950

³⁴⁰ Interview d'Alexis Maret, 21.7.2004

³⁴¹ *ibid.*

de l'aluminium de Chippis avaient pris connaissance des quelques lignes du tract et s'employaient à présent à suivre ses indications:

"Aux ouvriers des Usines de Chippis,

Quelques ouvriers de différents services viennent de se réunir pour examiner le conflit des salaires, qui vient d'être arbitré, et constatent ce qui suit:

- 1) La Commission ouvrière est à féliciter pour la façon dont elle a conduit cette revendication basée sur une notion de justice, et réclamant un salaire vital pour tous les ouvriers.*
- 2) Les organisations ouvrières et notre arbitre ont fait tout leur possible pour une solution honnête du conflit.*
- 3) Les ouvriers protestent énergiquement contre l'attitude égoïste de l'Association patronale et de la Direction Générales de l'Usine de Chippis et invitent tous les ouvriers à une grève de protestation limitée du 9 août à 0600 du matin.*

La Commission ouvrière a fait son travail. La Direction ne fait pas ce que ses possibilités lui permettraient de faire.

*Ouvrier, toi, fais le tien et proteste par cette grève."*³⁴²

Le premier jour de grève

La grève ne partit néanmoins pas directement partout. L'équipe des laminoirs ne reprit pas du tout le travail. Par contre, les ouvriers des fours, même s'ils avaient eu connaissance des papillons, se rendirent néanmoins à leur poste de travail. Il fallut l'intervention de plusieurs meneurs pour enjoindre les travailleurs à ne pas commencer leur ouvrage. C'est ainsi Robert Locher, à l'usine depuis 19 ans, qui vint avertir Germain Varone et son équipe qu'il y aurait grève aujourd'hui. Entre 8h30 et 9h tous les ouvriers avaient cessé le travail. Quelques instants plus tard, tous les ouvriers étaient invités au foyer afin de prendre connaissance des directives, de se mettre d'accord sur des revendications et d'élire un comité de grève. Ce dernier se composait de la commission ouvrière ainsi que d'une dizaine d'autres ouvriers. Les différents secteurs de l'usine se mirent d'accord sur une série de revendications et décidèrent aussi d'un service minimum pour les fours. *"Les ouvriers décidèrent qu'un groupe de volontaires serait autorisé –provisoirement– à alimenter les fours."*³⁴³ Au niveau des revendications, elles variaient selon les secteurs. Ainsi les ouvriers des fours réclamaient un salaire de 3frs à l'heure sans les primes, tandis que les laminoirs demandaient un minimum de 500frs net par mois sans les retenues. Les ateliers, quant à eux, exigeaient un salaire variant entre 3frs20 et 3frs40 pour les manœuvres et les professionnels.

Une fois d'accord sur les revendications et la marche à suivre, une première rencontre avec la direction eut lieu à 10h30. Elle se termina à 12h30 et *"avait pour but de tenter un arrangement entre patrons et ouvriers. Du côté des patrons siégeait la direction, tandis que du côté ouvrier on notait la présence*

³⁴² tract anonyme distribué devant les usines le matin de la grève, archives FOMH Sierre, C6

³⁴³ Confédéré, 11.8.1954, p.6

des membres de la commission ouvrière de l'usine et de délégués ouvriers de chaque service technique soit une vingtaine en tout."³⁴⁴

Durant cette première rencontre, la direction de l'usine fit savoir qu'elle envisagerait toutes ces revendications et donnerait réponse le lundi suivant, soit le 16 août. Entre temps, elle priait les ouvriers de bien vouloir reprendre leur travail.

Les pourparlers s'étaient terminés sur un échec, les ouvriers étaient déterminés à continuer la grève jusqu'à satisfaction de leurs revendications. L'arrivée de l'équipe de l'après-midi encourageait les grévistes dans leur lutte. Ainsi, la deuxième équipe prenait le relais, tandis que la première équipe restait en grande partie sur place.

Le matin, de suite après avoir pris connaissance de l'arrêt de travail, la direction téléphona au secrétariat local de la FOMH pour l'avertir de ces faits. Théodore Frey, qui n'était au courant de rien, avertit alors sa centrale: on appelait les pompiers! Le secrétariat local sera sur place dès l'après-midi. Quant au secrétariat central, qui avait envoyé comme à son habitude l'irremplaçable Emile Giroud, il n'arrivera que le lendemain matin. Toutefois, Emile Giroud, de son bureau bernois, envoya le premier jour une lettre express à la commission ouvrière ainsi qu'au comité de la section de Sierre afin de leur donner les premières directives. Il enjoignait une fois de plus les ouvriers syndiqués à tout mettre en oeuvre pour que cette grève cesse au plus tôt.

"L'arrêt du travail qui nous est annoncé est une surprise et nous regrettons cet acte tout en dégageant nos responsabilités pour ce qui peut advenir encore. Cet arrêt constitue une infraction non seulement pour les organisations signataires mais également pour les ouvriers qui sont personnellement liés par ses dispositions.

Nous devons donc vous prier d'intervenir de tout votre poids auprès des ouvriers pour qu'ils reprennent le travail sans plus tarder. Cela nous paraît nécessaire aussi pour que les pourparlers sur les questions encore en suspend puissent avoir lieu sans plus tarder."

Plus loin, Emile Giroud rappelait dans son laïus que la grève ne servait à rien, qu'elle coûtait trop chère aux ouvriers,... *"Un arrêt prolongé de l'Usine peut avoir des conséquences graves pour l'ensemble des ouvriers. C'est donc dans leur intérêt aussi que nous vous demandons d'intervenir en faveur d'une reprise du travail. Il ne sert à rien, pour les ouvriers, de prolonger ce mouvement.*"³⁴⁵ Ces paroles n'eurent cependant que peu d'effet sur la commission ouvrière, pourtant composée de 15 syndiqués FOMH sur ses 16 membres. Il existait un clivage entre les sections romandes et l'appareil qui durait depuis un certain nombre d'années et s'était notamment exprimé lors de la conférence d'industrie de juillet.

³⁴⁴ *Nouvelliste*, 10.8.1954, p.6

³⁴⁵ *Lettre d'Emile Giroud au comité de la section de Sierre, à la commission ouvrière de l'Usine de Chippis*, 9.8.1954, archives FOMH Sierre, C6

Parallèlement, la centrale chrétienne apprenait aussi la grève. Sa réaction fut plus sèche que celle de la FOMH. Dans un télégramme au secrétariat local, le secrétaire Heil mentionnait uniquement: *"La grève déclenchée ce matin n'est pas en concorde avec la convention nationale dans la métallurgie. En conséquence, il est interdit à la FCOM de payer des indemnités de grève. Nos membres sont priés de reprendre immédiatement le travail"*³⁴⁶.

Durant tout le conflit, le syndicat chrétien, nettement minoritaire même s'il revendiquait 400 ouvriers syndiqués (contre 800 pour la FOMH), était resté aussi nettement plus en retrait que la FOMH. Concernant son appréciation de la grève, elle la jugeait beaucoup plus sévèrement aussi que le syndicat de l'USS. Dans son organe alémanique, le Schweizerische Metall-Arbeiter, elle tirait le bilan suivant: *"Als CMV haben wir den Streik in Chippis von Anfang an mit aller Bestimmtheit verurteilt. Es geht nicht an, ein einmal gegebenes Wort so mir nichts, dir nichts zu brechen. Ein altes römisches Rechtsspruchwort heisst: Verträge müssen gehalten werden! So kurz es ist, so bedeutungsvoll ist sein Inhalt."* Plus loin, l'article essayait même de démontrer l'échec de la grève, son caractère inutile et nuisible: *"Selbst wenn der Streik in Chippis nur rund drei Tage gedauert hat, dürfte es der dortigen Arbeiterschaft für die Zukunft eine deutliche Lehre sein, dass ein wilder Streik kein profitables Geschäft ist."* On accusait des forces obscures d'être à l'origine de la grève: *"Jedenfalls wird sie sich überlegen müssen, ob sie nochmals dem Appell von Kräften, die im Dunkeln wirken, so ohne weiteres ihr Ohr leihen will. [...] Es ist sehr gefährlich, zu glauben, es gelinge, den Teufel mit Beelzebub austreiben zu können."*³⁴⁷ Quand la grève s'apparente à une opération diabolique, les ouvriers chrétiens n'ont qu'à bien se tenir et à rester sagement à la merci de leur patron.

Les ouvriers de Chippis, en grève, ne pouvaient donc pas vraiment compter sur les appareils syndicaux pour les aider dans leur lutte. Il fallait qu'ils comptent sur leur propre force. Cependant, leur attachement syndical, surtout à la FOMH, fit qu'ils acceptèrent rapidement que les représentants de ce syndicat prennent leurs affaires en main. Tout comme en 1942, la FOMH se soucia alors plus de la paix du travail que des intérêts des ouvriers. La direction de Chippis ne s'était pas trompée en alertant dès le matin le secrétariat local de la FOMH.

Si les négociations du lundi matin ne menèrent à rien, celles du lundi soir ne furent guères plus prometteuses. La direction de l'usine restait inflexible et pour elle, le mouvement des salaires, s'était clos par le jugement arbitral. Les ouvriers n'avaient qu'à s'y tenir. *"Mr. Hurzeler dit que la revendication ouvrière a été tranchée. Le minimum de 500.- est convenu dans le jugement. Ceci coûtera 100'000.-. Le problème est maintenant la répartition. Or ce matin les revendications se sont multipliées dans tous les sens."*³⁴⁸ La direction ne voulait rien entendre des nouvelles revendications ouvrières et s'emportait contre les grévistes. Devant les ouvriers rassemblés, le directeur Hurzeler leur

³⁴⁶ Télégramme de Heil au secrétariat de Sierre, archives FOMH Sierre, C6

³⁴⁷ Der schweizerische Metall-Arbeiter, 19.8.1954, p.2

³⁴⁸ Procès-verbaux de la grève, Assemblée de 17h30, le 9 août 54, p.1, archives FOMH Sierre, C6

dit même: *"Reprenez votre travail. L'affaire a été jugée à Lausanne pour 4cts. C'est donc terminé. Vous avez été jugé et, comme à Crête-Longue [prison célèbre] il ne reste qu'à accepter le jugement."*³⁴⁹

Lorsque les patrons traitent leurs ouvriers comme des prisonniers, faut-il encore s'étonner que ces derniers soient amenés un jour ou l'autre à se révolter et à faire grève?

Les négociations du lundi soir ne firent que confirmer les revendications ouvrières. Tous les ouvriers tiraient à la même corde et s'étaient ralliés aux revendications posées par l'équipe du matin au début de la grève. Il ressortait de même que les grévistes tenaient aussi à remettre en cause le système des primes. Ils étaient également unanimes pour reporter la responsabilité du conflit sur la rigidité de la direction.

Pour son entrée dans le conflit, et après avoir confirmé que la FOMH n'était absolument au courant de rien, que ce mouvement était spontané, Théodore Frey accusa ensuite la direction. *"Il affirme que si nous en sommes là cela provient de la manière d'agir de Mr. Hurzeler soit avec la CO soit avec la FOMH. Aucune conversation n'est possible."* Il sera rejoint par Marc Salamin qui *"dit également que la faute de tout le mouvement revient à la direction, qui n'a jamais voulu faire le geste que les ouvriers attendaient."*³⁵⁰

La direction restait quant à elle impassible. Le Dr Syz était revenu de vacances pour assister le directeur Hurzeler lors des négociations. Ces dernières se suspendirent le lundi en fin d'après-midi pour laisser la direction faire état du problème à la direction générale de Lausanne. Lorsque les négociations reprirent le lundi soir à 20h30 au foyer, la direction de l'usine annonçait que le directeur général Anton Bettschard viendrait le lendemain matin afin de discuter avec une délégation ouvrière de ses revendications. Cependant, il fallait à présent reprendre le travail. La direction ne pouvait tolérer que la grève continuât et elle entendait le faire comprendre. Les deux représentants de la FOMH (Alfred Rey et Théodore Frey) étaient priés de faire les gendarmes: *"Les ouvriers ont aussi des obligations, par suite de la Convention. Il faut aller dire aux ouvriers des fours de la nuit d'aller travailler. C'est la tâche de la FOMH. Pas le droit de cesser le travail. C'est le devoir de MM. Frey et Rey d'aller dire aux ouvriers de reprendre le travail."*³⁵¹

C'était envoyer le syndicat au casse-pipe et le secrétaire local devait bien rappeler à la direction que *"sans la FOMH il y avait la grève déjà samedi après le jugement. La grève a été déclenchée sans la connaissance de la FOMH. Nous venons seulement d'être appelés après une bonne demi-journée de grève. [...] L'arrêt de travail est là. Il n'y a plus rien à changer à ce fait."*³⁵² Il était impossible au syndicat, qu'il le voulût ou non, de faire reprendre le travail à ce moment là aux ouvriers. Comme l'avouera Emile Giroud au secrétaire patronal Dubois lors d'une nouvelle rencontre le lendemain après-midi, le syndicat jouait aussi sa crédibilité envers les ouvriers. Et dans une de ses formules qui font tout le charme des bureaucrates syndicaux il déclarait: *"Si nous allons dire aux ouvriers de reprendre*

³⁴⁹ Feuille séparée rapportant les paroles de Mr. Hurzeler, archives FOMH Sierre, C6

³⁵⁰ Procès-verbaux de la grève, Assemblée de 17h30, le 9 août 54, p.1, archives FOMH Sierre, C6

³⁵¹ Procès-verbaux de la grève, Séance de 20h30, p.2, archives FOMH Sierre, C6

³⁵² *idem*

*le travail, ce sera le discrédit des organisations syndicales. Les ouvriers se libéreront et vous vous trouverez devant des ouvriers libres de la convention. Quel sera l'avantage pour l'entreprise? Avez-vous avantage à travailler avec des ouvriers organisés ou des sauvages?"*³⁵³

Comme le disait le Nouvelliste du 12 août, *"les ouvriers, dans leur grande majorité, reconnaissent que si l'action syndicale a été utile dans bien des cas, dans celui de la grève de Chippis, cette action est complètement effacée et que les organisations syndicales sont considérées uniquement en tant que conseillères."*³⁵⁴

Le syndicat marchait donc sur des oeufs. Les volontés de l'appareil d'en finir au plus tôt avec le conflit se heurtaient à la résistance de leur base ouvrière. La FOMH devait ainsi se méfier d'une éventuelle rupture avec sa base, rupture qui lui aurait empêché de pouvoir reprendre en main la grève et la faire cesser dans le plus court des délais.

Ainsi, le lundi soir les ouvriers ne reprirent pas le travail. Il restait la question du maintien en activité des fours. En séance avec la direction, Frey mit sa garantie à la continuation de leur activité: *"Pour cela la CO et la FOMH feront leur devoir. Nous sommes conscients de la nécessité du maintien de l'exploitation des fours."*³⁵⁵ Toutefois, les ouvriers ne l'entendaient pas de cette oreille. De l'équipe de nuit, aucun ouvrier ne se présenta pour travailler, et *"l'AIAG fit appel au personnel technique supérieur et aux employés de bureau pour assurer la marche des fours, les ouvriers ne faisant que le strict minimum."*³⁵⁶

Le calme le plus parfait régnait à l'usine et aux alentours. Beaucoup d'ouvriers n'étaient pas rentrés chez eux. Ils dormirent sur place, certains allèrent se réfugier dans les cafés de Chippis et dormirent sur le carrelage de ces derniers. Le système des cars fonctionnait certes toujours, mais les grévistes tenaient à vivre pleinement leur lutte. Des ouvriers furent alors désignés pour servir de piquet pendant la nuit. Ils tenaient à éviter tout acte de déprédation. En même temps, le piquet de grève devait dissuader certains ouvriers de reprendre le travail, surtout le lendemain matin.

Le deuxième jour de grève

Le lendemain matin, la grève continuait, le premier jour s'était passé sans aucun accroc. Les ouvriers étaient toujours aussi déterminés. Leur détermination ne fit d'ailleurs que s'accroître au fil de l'acharnement et du mépris affichés par la direction. La venue d'Anton Bettschard, directeur général, et le ton qu'il employa lors des négociations ne contribuèrent qu'à jeter de l'huile sur le feu.

Une première séance de négociation eut lieu le matin à 10h30. La délégation ouvrière était la même que la veille, Anton Bettschard complétait la délégation patronale. D'entrée de jeu il annonçait la couleur. Il n'avait pas fait le déplacement pour annoncer des concessions, au contraire: *"Les ouvriers connaissent le contenu du jugement des arbitres. Nous nous y tenons. [...] Sur cette décision vous avez*

³⁵³ Procès-verbaux de la grève, Séance du 10 crt. 14h30 au Bellevue, p.5-6, archives FOMH Sierre, C6

³⁵⁴ Nouvelliste, 12.8.1954, p.1

³⁵⁵ Procès-verbaux de la grève, Séance de 20h30, p.2, archives FOMH Sierre, C6

³⁵⁶ Confédéré, 11.8.1954, p.6

déclenché la grève. Nous savons ce que cela veut dire. J'ai moi-même liquidé la grève de Marseille l'an dernier. Après quelques mois le travail a repris avec un effectif réduit. Nous avons dit non aux revendications ouvrières et fermé nos portes pour un temps illimité. C'est ce que nous envisageons pour Chippis. Nous ne pouvons pas discuter sur les demandes présentées sous la menace de la grève. Nous ne discuterons pas, s'il n'y a pas au préalable reprise du travail".

Le directeur général entendait encore prendre des sanctions sévères en cas de poursuite du mouvement. Il annonçait ainsi: *"La grève rompt le contrat. Or ceci signifie pour les ouvriers la perte de la caisse de vieillesse, du droit aux vacances, au salaire acquis par l'ancienneté. Tout recommence à zéro."* Et enfin, toujours plus menaçant: *"Si cela ne sert pas, nous arrêterons l'usine."*³⁵⁷

En face, la réaction des délégués ouvriers était vive. Après avoir espéré que cette séance résolve le problème, l'exaspération était à son comble. *"Le collègue Florey Charles dit ouvertement que cette solution est honteuse et que l'on veut prendre les ouvriers pour des gamins."* D'autres délégués alors s'exclamèrent: *"Que la direction aille faire ces propositions aux ouvriers!"*

La séance devenait de plus en plus houleuse. Devant les revendications et la pugnacité ouvrières, la direction essaya alors un autre argument: les patrons ne pouvaient accorder d'augmentation car les usines valaisannes étaient déjà en déficit. Eric Zufferey leur répondit promptement: *"Pourquoi alors acceptez-vous une augmentation de l'impôt communal de Sierre?"* Et Charles Florey de rajouter: *"On ne viendra pas nous dire que l'AIAG a exploité pendant 25 ans les LWW avec des déficits"*. Pris au piège de sa propre argumentation, Anton Bettschard continuait avec son attitude offensante: *"Les LWW sont en déficit, mais nous les maintenons pour la propagande en faveur de l'utilisation de l'aluminium."* L'argumentation flirtait avec la malhonnêteté et Anton Bettschard *"perdit ses nerfs"*: *"Nous sommes venus en Valais pour gagner de l'argent, pas pour entretenir des péquenots". Un coup bas que para aussitôt Albert Salamin: "Ces péquenots vous ont apporté des millions, ces péquenots vous botteront les fesses!"*³⁵⁸

Les négociations étaient rompues. Le secrétaire FOMH Frey tenta tout de même, seul, en fin de séance de convaincre la partie patronale d'accepter une nouvelle entrevue, l'après-midi à Sierre à 14h30. Entre temps les délégués étaient attendus par la foule des grévistes qui espérait toujours qu'un accord eut été trouvé. Après avoir appris, par la bouche du délégué ouvrier Joseph Aymon, que tous les ponts étaient rompus avec la direction, les grévistes se rendirent immédiatement devant les bureaux de la direction. Il fallut alors à ce même Joseph Aymon beaucoup de doigté pour réussir à calmer les ouvriers. C'est alors qu'il essaya d'entonner un chant patriotique. Ainsi, devant les fenêtres de la direction, les ouvriers entonnèrent le chant "Mon beau Valais".

"A ce même moment, la direction fit distribuer à chaque ouvrier le communiqué suivant:

"A nos ouvriers,

³⁵⁷ *Procès-verbaux de la grève, Séance du 10crt à 10h30 au Foyer, p.3, archives FOMH Sierre, C6*

³⁵⁸ Garbely, Frank: *art.cit.*, p.216

La direction a informé la commission ouvrière, renforcée par des délégués des divers départements, qu'il lui était impossible de discuter aussi longtemps que le travail dans les usines n'aura pas repris.

La direction sera cependant en tout temps prête à reprendre les pourparlers dès que le travail aura été commencé.

A nouveau, nous invitons instamment nos ouvriers à reprendre les emplacements de travail.

La continuation de la grève et la rupture du contrat de travail avec toutes ses conséquences sont entre autres:

1. La perte des droits d'ancienneté entraînant:
 - a) La perte du versement à la caisse d'épargne-vieillesse pour l'année 1954. De plus, un délai d'attente de cinq ans avant qu'un nouveau versement soit fait.
 - b) Les années de services antérieures ne seront plus comptées pour l'application du barème des gratifications.
 - c) Les années de services antérieures ne seront plus comptées pour le titre de vétéran.
2. La déduction du salaire de trois journées pour rupture du contrat de travail.
3. En outre, nous devons vous rendre attentifs au fait que la Direction aura le droit de refuser le paiement de l'avoir en Caisse d'Epargne-Vieillesse pour autant que les intérêts de l'entreprise sont lésés, ce qui est le cas lors de grève.

De plus, nous vous rappelons encore la communication affichée dans les usines et répétons que les ouvriers qui ne reprennent pas leur travail incessamment seront considérés comme licenciés.³⁵⁹

Après cette nouvelle provocation patronale, les ouvriers décidèrent d'arrêter l'usine. Entre temps une partie d'entre eux avaient déjà saisi plusieurs paquets des imprimés de la direction et les avaient jetés au Rhône. En début d'après-midi, à bout, les autres ouvriers présents enfoncèrent le portail de l'usine, se rendirent à l'intérieur et la vidèrent. Les employés furent priés de quitter les lieux et de laisser les fours s'éteindre. Certains employés furent aussi priés plus vigoureusement que d'autres. Les ouvriers se tenaient à présent devant les grilles enfoncées de l'usines. Plus personne n'entretenait les fours.

Au même moment, se tenait au Bellevue à Sierre, un entretien entre la commission ouvrière, les secrétaires syndicaux dont Emile Giroud et le patronat. On avait choisi un lieu plus éloigné pour être tenu à l'écart des manifestations des grévistes. Dans son intervention Giroud constata que la continuation de la grève ne servait personne et qu'il fallait coûte que coûte revenir à une situation normale où la paix du travail préside. Il était en outre *"heureux que cette entrevue puisse se passer dans le calme. Les passions ne servent à rien. [...] La paix est rompue. Mais quand la guerre est là, c'est le devoir des deux parties de rechercher la paix. Il est inutile de demander aux ouvriers dans l'état actuel de reprendre le travail sans concession. Il n'y aura pas de gagnant. Il ne faut pas en faire*

³⁵⁹ Confédéré, 11.8.1954., p.6

une question de prestige. Pour aujourd'hui il nous faut voir comment nous pourrions faire reprendre le travail."

Il proposait de trouver une solution qui apportât à chacun quelque chose. Ce faisant, il ne reconnaissait déjà plus les revendications ouvrières posées la veille. Mais qu'importait, pourvu en finir avec le conflit. Giroud devait toutefois se heurter non seulement à des ouvriers déterminés mais aussi à un patronat entêté. Ainsi la partie patronale maintenait son discours de la veille, à savoir: on ne bouge pas du résultat du tribunal arbitral. Le secrétaire patronal Dubois se faisait fort de répétait qu'on "*demande en somme d'aller contre un jugement arbitral qui a été porté. Nous ne pouvons pas consacrer la faillite des règles conventionnelles. Ces règles doivent servir aux uns et aux autres. La violence n'a jamais amené à une solution. Céder à la violence serait une prime à celle-ci.*" Le directeur Bettschard ne pouvait quant à lui que refuser les demandes salariales. Il remarquait qu'à "*la Lonza les ouvriers ne touchent qu'une moyenne de Fr.2.15 et ils vivent sans réclamer.*"³⁶⁰ Il était hors de question d'envisager une hausse des salaires.

C'est dans cette situation bloquée que les deux parties apprirent l'irruption des grévistes dans l'usine et l'arrêt des fours. Cela eut son effet immédiat et les négociations en restèrent là. Charles Florey terminait la séance en annonçant qu'ils allaient rejoindre les ouvriers: "*La casse est faite. Nous allons nous joindre aux ouvriers. Aucune proposition n'est faite.*" La Direction générale, quant à elle, était décidée à faire un exemple. Anton Bettschard répondit ainsi à Charles Florey: "*Comment voulez-vous discuter. Les grévistes ont enfoncé le portail. Le reste des fours est arrêté. Nous n'avons rien à discuter*"³⁶¹. La séance se terminait ainsi sans solution

De leur côté, les grévistes qui se trouvaient encore à Chippis, décidèrent de ne pas se laisser faire et n'acceptèrent nullement que l'on tienne des réunions loin d'eux. Ils décidèrent ainsi de se rendre au Bellevue à Sierre pour maintenir la pression sur la Direction et montrer leur détermination. Ne laissant sur place que quelques personnes pour tenir les piquets de grève. Ils étaient plus de 600, en rang par quatre, avec des tambours et une petite fanfare, à se rendre sur la place du Bellevue à Sierre. Là-bas, "*des ouvriers tenaient des discours enflammés: "S'ils ne cèdent pas, on casse tout. On fera la grève pendant trois mois s'il le faut, mais on obtiendra ce à quoi on a droit.*"³⁶²

Les négociateurs ouvriers sortirent alors de l'hôtel et s'employèrent de leur mieux pour à nouveau calmer les ouvriers. Giroud avait quant à lui réussi à convaincre et les ouvriers et les patrons de faire appel à la médiation du Conseil d'Etat. Malgré les expériences mitigées lors des dernières grèves et mouvements de salaires à Chippis, Giroud tenait à trouver une solution rapide au conflit. Il avait été initialement prévu d'inviter le Conseil d'Etat directement au Bellevue. Cependant, la présence des grévistes perturbait Giroud et ne convenait pas. Ainsi, le Conseil d'Etat préféra convoquer les deux parties directement au Palais du gouvernement à Sion. Il fallut après cela toute l'énergie du secrétaire

³⁶⁰ Procès-verbaux de la grève, Séance du 10crt à 14h30 au Bellevue, p.5, archives FOMH Sierre, C6

³⁶¹ Procès-verbaux de la grève, Séance du 10crt à 14h30 au Bellevue, p.6, archives FOMH Sierre, C6

³⁶² Garbely, Frank: *art.cit.*, p.216-217

central de la FOMH pour convaincre les ouvriers de ne pas descendre à Sion, de laisser la délégation ouvrière négocier. Marc Salamin s'adressa aussi aux grévistes. Tous les orateurs recommandèrent aux ouvriers *"de rester calmes et dignes. Ils leur proposèrent également de regagner leurs foyers"* jusqu'au lendemain à 14h où un rassemblement était prévu devant l'usine. *"Les ouvriers obéirent à ces directives et, en cars, rejoignirent leurs domiciles que beaucoup n'avaient pas revus depuis lundi matin."*³⁶³

La possible extension du conflit

La conduite du mouvement était alors pas très certaine. Devant l'intransigeance de la direction, les instigateurs de la grève se demandèrent en ce deuxième jour, si le mouvement qu'ils avaient mis en branle allait suffire à faire plier l'AIAG. C'est ainsi que plusieurs figures de proue du parti socialiste envisagèrent alors d'étendre la grève. Des contacts avaient été pris avec les usines de la Lonza. De même, il y avait des plans pour essayer de faire cesser le travail à la Grande-Dixence. Charles Dellberg se serait même déplacé sur le chantier du barrage. Selon Alexis Maret: *"Si ça continuait, Clovis Luyet, Dellberg et Cie s'étaient mis d'accord pour faire arrêter la Grande Dixence. Dellberg était monté à la Grande-Dixence, les flics avaient fait un barrage pour empêcher l'extension du conflit. Dellberg, évita le barrage en passant de l'autre côté."* D'autres envisageaient des solutions plus directes. Marc Salamin, toujours selon Alexis Maret, qui appelait pourtant les ouvriers au calme devant le Bellevue, envisageait de faire sauter la conduite forcée qui amenait l'eau à l'usine électrique. Les souvenirs de la grève et de l'attentat de 1917 étaient encore bien présents dans la tête des ouvriers de l'usine. Les plans, à en croire Alexis Maret semblaient relativement bien élaborés et ce n'était peut-être pas une idée en l'air: ils avaient déjà repéré des sites où ils auraient pu se procurer de la munition. Ainsi, le magasin de quincaillerie Pfefferlé possédait à Sion un grand dépôt ouvert où était stockée de la munition. Comme l'avouait malicieusement et à cinquante ans de distance Alexis Maret: *"On n'était pas des révolutionnaires, mais on aimait se faire respecter."*³⁶⁴

Des bruits couraient parmi les ouvriers *"qui parlaient de débrayage aux usines de la Lonza à Viège et d'une menace de grève à la Ciba."*³⁶⁵ La gendarmerie valaisanne avait été mise de piquet. Toutefois, tout restait calme, à Chippis comme ailleurs. Jusqu'au dernier jour de grève, il planait toutefois une menace d'embrasement. A en croire Albert Dussex, les militants socialistes dans les différentes usines du Valais étaient prêts à déclencher des grèves de solidarité. *"Nos militants dans les grandes usines valaisannes avaient été alertés et étaient prêts pour agir en faveur d'une grève de solidarité. Le mercredi soir, un appel attendait d'être roulé, et même les véhicules étaient réquisitionnés."*³⁶⁶

³⁶³ Confédéré, 11.8.1954, p.6

³⁶⁴ Interview d'Alexis Maret, 21.7.2004

³⁶⁵ Nouvelliste, 11.8.1954, p.6

³⁶⁶ Dussex, Albert: "A côté du problème", *Peuple valaisan*, 29.9.1954, p.4

L'entrevue avec le Conseil d'Etat à Sion

Pendant ce temps, à Sion, le Conseil d'Etat s'activait afin de pouvoir trouver une solution au conflit. Les rumeurs d'extension de ce dernier, pressait le gouvernement valaisan qui ne souhaitait pas revivre, une année après, les événements de Saxon. La situation était potentiellement explosive. Ceci expliquait en partie l'attitude offensive qu'adopta le conseiller d'Etat Gard face à l'inflexibilité de la direction de l'usine. Cependant, il serait faux de croire que le Conseil d'Etat se rangea pour autant derrière les grévistes. Ce serait oublier que ce même Conseil d'Etat comptait parmi ces membres M. Anthamatten, qui quelques années plus tôt pria les ouvriers Hauts-Valaisans de la Lonza d'aller chercher du travail de l'autre côté du Lötschberg, ainsi que Cyrille Pitteloud et Marcel Gross, futurs membres du conseil d'administration de l'Alusuisse.

M. Gard lui-même ne laissait planer aucun doute de ses sympathies ouvrières: il rappela à Giroud que le gouvernement était intervenu dans le conflit *"parce qu'il est le gardien de l'ordre public. Cet ordre doit être maintenu. [...] Il faudra envisager des mesures en vue de la reprise du travail et de la cessation de l'état de grève."*³⁶⁷

Avant de rencontrer les différentes parties dans le conflit, *"le Conseil d'Etat décidait de siéger, à 18 heures, en séance extraordinaire. Peu après, il recevait une délégation de la direction de l'AIAG, puis, à 20h15, M. Giroud et les secrétaires syndicaux. Enfin, à 21 heures, la commission ouvrière se rendait à son tour auprès du Conseil d'Etat [en présence des secrétaires syndicaux] pour ne ressortir du palais du gouvernement qu'un peu avant 23 heures."*³⁶⁸

Le comité de grève n'était plus de la partie, la commission ouvrière n'était entendue qu'en dernier et encadrée par les secrétaires syndicaux tous avides de terminer au plus tôt le conflit. Afin aussi de mettre toutes les chances du côté d'une reprise rapide du travail, le Conseil d'Etat refusait dans un premier temps des séances communes entre patrons et ouvriers.

A l'issue de cette première soirée, le Conseil d'Etat convoquait à nouveau les parties à une deuxième séance le lendemain matin. Entre temps, *"après examen de la situation et des vœux des parties en cause, le Conseil d'Etat décide:*

- 1) de demander aux représentants de la Direction des usines d'examiner les possibilités d'amélioration de salaire et de traitement même pendant que dure la grève;*
- 2) de demander aux représentants de la Direction de ne pas faire obstacle à la mise en oeuvre d'une procédure accélérée en vue de soumettre les questions débattues à un arbitrage;*
- 3) de demander aux représentants de la Direction de faire abstraction de sanctions de quelque nature qu'elles soient;*

³⁶⁷ Procès-verbaux de la grève, Séance avec le Conseil d'Etat à 20h30 Sion, p.6., archives FOMH Sierre, C6

³⁶⁸ Confédéré, 11.8.1954, p.6

- 4) *de demander aux représentants de la Direction d'accorder provisoirement à tous les ouvriers de l'usine les 4ct. d'augmentation que le Tribunal arbitral a accordés à 960 d'entre eux.*"³⁶⁹

Qu'espérait-on avec cette augmentation provisoire des salaires? Réussir à tromper et à calmer les ouvriers? Toujours est-il que le lendemain matin, lors du troisième jour de grève, la délégation patronale refusait d'envisager une seule seconde toute augmentation de salaire, qu'elle fût provisoire ou non.

Le troisième jour de grève et la reprise du travail

Le Conseil d'Etat devait en effet constater lors de sa rencontre du mardi matin avec les délégués patronaux que ces derniers campaient sur leurs positions. Tout au plus étaient-ils d'accord de renoncer à considérer qu'il y avait eu rupture du contrat et de la convention collective si les ouvriers reprenaient immédiatement le travail. La délégation patronale était aussi d'accord d'entrer en matière quant à l'éventualité d'un nouveau jugement arbitral.

Sur ces mini-concessions-là, le Conseil d'Etat, de concert avec les appareils syndicaux, réussit à convaincre la délégation ouvrière d'entrer en négociation dès l'après-midi. Toutefois, *"la délégation ouvrière était unanime à se prononcer sur les difficultés qu'il y aurait à reprendre le travail pour jeudi matin 6h si un résultat concret n'était pas atteint. [...] Les délégués ouvriers reconnaissaient qu'ils auraient beaucoup de difficultés pour amener leurs camarades à une reprise éventuelle du travail, étant donné que la classe ouvrière avait trop souvent été dupe de belles promesses qui n'avaient pas été tenues dans la majorité des cas."*³⁷⁰ Une séance commune sous la présidence de Marcel Gard devait avoir lieu à 15 heures au Palais du gouvernement.

A Chippis, dès 13h30, les cars débarquaient les grévistes venus des différents villages. La foule était nombreuse. Les ouvriers étaient massés de l'autre côté du pont du Rhône et attendaient avec impatience des nouvelles de la part de la délégation ouvrière qui devait revenir d'un instant à l'autre de Sion. La détermination des grévistes était pratiquement intacte. Il y avait certes eu quelques ouvriers qui tentèrent le matin de reprendre le travail, mais les piquets de grève les en avaient dissuadés. Il y avait aussi ces quelques personnes qui étaient restées dans l'usine. Cependant, ces dernières ne purent pas travailler, n'étant pas assez nombreuses. On rapporte même que l'une d'elle était restée dans l'usine mais n'avait fait que dormir. A la fin de la grève, un ouvrier sermonna sèchement ce briseur de grève: *"Alors, non content de trahir les ouvriers, tu trahis également le patron. De quelle espèce est-tu?"*³⁷¹ Toutefois, les circulaires de la direction imprimées la veille allaient le plus peser sur le moral des ouvriers. En effet, la direction ne s'était pas contentée de distribuer ces imprimés aux ouvriers présents dans la cours lors de la grève. Elle les avait envoyés par poste aux domiciles de tous les ouvriers, ainsi

³⁶⁹ *Protocole des séances du Conseil d'Etat, Séance extraordinaire du 10 août 1954, 1954, p.205, archives cantonales valaisannes*

³⁷⁰ *Nouvelliste*, 12.8.1954, p.1

³⁷¹ propos cités dans *Le Peuple valaisan*, 19.8.1954, p.3

qu'aux domiciles des retraités. Aux premiers afin de faire peur aux femmes des grévistes pour les inciter à leur faire reprendre le travail, aux seconds pour signifier aux malheureux retraités que la direction envisageait de ne plus leur verser de rente si la grève continuait. On tentait ainsi de faire pression, rendant les grévistes responsables de la misère créée par l'entreprise.

La situation était donc relativement tendue en ce mercredi après-midi à Chippis. Il y avait notamment parmi la foule un retraité qui avait reçu une de ces circulaires de l'usine. *"La circulaire adressée à ce retraité portait, en fin de texte, une annonce mentionnant que si la grève ne cessait pas, la pension de retraite ne serait plus versée à ceux qui en bénéficient."*³⁷² Il y avait aussi plusieurs épouses de grévistes. Lorsque Marc Salamin voulut alors haranguer les grévistes, plusieurs d'entre elles le prirent à parti, certaines lui crachèrent même au visage. La circulaire de la direction déployait ses effets.

Fort heureusement, la détermination des ouvriers était toujours bonne. Le correspondant du Nouvelliste nous dit: *"Nous avons pris contact avec une grande partie des grévistes; nous pouvons certifier qu'ils discutent de la grève, de ses conséquences soit pour les patrons, soit pour eux-mêmes, sans aménité, mais avec la volonté expresse d'obtenir satisfaction."* C'était surtout les plus jeunes qui étaient les plus déterminés; certains n'avaient pas encore de famille à charge. *"Il faut entendre les jeunes: ce qu'ils souhaitent, eux, c'est obtenir satisfaction pleine et entière, sans cela ils sont décidés à continuer la grève."*

*Les uns suggèrent même de laisser là tout le tra-la-la de l'usine et de s'embaucher sur les chantiers de grands travaux qui demandent de la main-d'œuvre; ainsi l'usine pourrait fermer complètement ses portes, peut-être pour toujours."*³⁷³

Sur ces faits, les membres de la commission ouvrière qui avaient participé aux débats avec le Conseil d'Etat arrivèrent pour rendre compte de l'état des négociations. A entendre les délégués, il n'y avait guère matière à se réjouir, la direction ne voulait rien céder. Puis le camarade Joseph Mittaz prit la parole. Il était chargé d'une communication de la direction pour les ouvriers. *"Déjà les coudes se tendent dans la direction de l'orateur, espérant une bonne nouvelle. Hélas! trois fois hélas! Ce n'est pas une nouvelle de ce genre de celle que l'on désire ardemment: l'acceptation des revendications par la direction. Non, M. Mittaz s'est chargé, à la demande de la direction, d'annoncer aux grévistes qu'il y a urgence à décharger des wagons et que la direction de l'usine demande des volontaires pour ce travail en leur assurant le salaire selon les décisions de la commission d'arbitrage du 30 juillet dernier."*³⁷⁴

Cette communication eut le don d'irriter les ouvriers, et surtout les autres membres de la commission ouvrière, que l'intéressé n'avait pas pris la peine de consulter. D'ailleurs, une fois la grève achevée, le reste de la commission ouvrière lui en voulut pour ce geste. Les membres de la CO exigèrent même sa démission, apparentant son intervention devant la foule à une volonté de briser la grève. Toutefois, la commission ouvrière dut faire face à un vote négatif des ouvriers concernant un renvoi de l'ouvrier en

³⁷² Nouvelliste, 12.8.1954, p.1

³⁷³ idem

³⁷⁴ idem

question. Réuni le 7 septembre, le comité de section dut constater qu'un "*vote est intervenu, d'où Mittaz est sorti malheureusement vainqueur, du fait que son secteur d'électeurs compte les bureaux.*"³⁷⁵

En cet après-midi du deuxième jour de grève, Marc Salamin intervint encore pour calmer la foule. Il rappela la séance de l'après-midi avec le Conseil d'Etat et demanda à l'assemblée si elle renouvelait sa confiance dans la délégation ouvrière. Après un oui unanime, il supplia "*les grévistes de ne pas descendre à Sion afin de ne pas incommoder le Conseil d'Etat*"³⁷⁶ et donna rendez-vous aux ouvriers le lendemain matin à 6h00 à la salle de gymnastique de Chippis. On donnerait là les derniers résultats des négociations. Avant de s'en aller à nouveau au palais du gouvernement, Marc Salamin alla trouver les membres du comité de grève pour leur donner à eux aussi un rendez-vous. Au cas où les négociations aboutissaient, il fallait prévoir avec un résultat mitigé. Dès lors il était préférable de préparer de façon optimum l'assemblée du lendemain matin. Ils se rencontrèrent tard dans la soirée de ce mercredi à Sierre, d'une fois les négociations interminables avec le Conseil d'Etat et la délégation patronale achevées.

La manifestation devant l'usine se terminait sur ces quelques notes, les ouvriers, pour la plupart, rentrèrent sagement chez eux attendant toujours un dénouement positif du conflit. Contrairement au début de la grève, ils n'avaient plus aucune prise sur son déroulement. Ils étaient au contraire invités par la stratégie syndicale de la FOMH à suivre passivement le cours des négociations. Après deux jours de grève, la FOMH avait réussi à extirper aux grévistes la conduite du mouvement. L'appareil syndical pouvait espérer résoudre ainsi plus facilement le conflit et s'enlever en même temps cette vilaine épine du pied. Il est significatif d'ailleurs de constater comment l'appareil de la FOMH réussit à s'imposer dans ce conflit, alors qu'elle y était complètement absente à son début. Si les premières réunions de négociation s'étaient tenues en présence du comité de grève élu, les négociations qui suivirent virent le comité de grève céder sa place aux secrétaires syndicaux. Quelques membres de la commission ouvrière continuaient certes à participer aux débats, il semblerait toutefois qu'ils aient plus joué un rôle de caution afin de rendre les délibérations crédibles et recevables. Il y a eu aussi cette réunion le mardi soir où le Conseil d'Etat invita d'abord uniquement les secrétaires syndicaux, pour ensuite faire entrer la délégation ouvrière. Il était dès lors clair que l'accord qui sortirait des négociations avec le Conseil d'Etat, serait avant tout un accord entre l'appareil syndical de la FOMH et la délégation patronale. Le Conseil d'Etat avait bien compris que c'était le seul moyen de s'en tirer à bon compte. Lors de la séance commune qui débuta le mercredi à 15 heures au gouvernement, le conseiller d'Etat Gard ouvrait les négociations en disant : "*Nous tenons à faire remarquer que le gouvernement est décidé à ne pas perdre la face devant le pays et devant les ouvriers. Nous n'avons pas intérêt non plus que les syndicats sortent diminués. C'est dans l'intérêt de tous.*"³⁷⁷ La direction de

³⁷⁵ Séance du comité, 7.9.1954, archives FOMH Sierre, C3

³⁷⁶ Nouvelliste, 12.8.1954, p.1

³⁷⁷ Procès-verbaux de la grève, Séance de 15h au gouvernement, p.7., archives FOMH Sierre, C6

l'usine l'avait aussi compris lorsqu'elle téléphona au secrétariat local de la FOMH pour l'avertir du déclenchement de la grève. Elle espérait cependant, par son attitude intransigeante, s'en sortir à bon compte.

Durant les débats de l'après-midi, la délégation ouvrière ne se concentrait plus que sur un seul point, le refus de toutes représailles de la part patronale. La délégation ouvrière était prête à arrêter la grève sans la satisfaction des revendications que les ouvriers avaient posées l'avant-veille, pourvu que des négociations débutent par la suite. En effet, par la voix du secrétaire central Emile Giroud, la délégation posait les conditions suivantes à l'arrêt de la grève:"

1. *réengagement de tous les ouvriers sans représailles. Annulation des effets de la circulaire patronale. Nous admettons qu'il y aura peut-être dans certains services un arrêt momentané pour permettre la remise en marche.*
2. *les discussions reprennent dès la semaine prochaine entre les parties sur le plan conventionnel. Ces discussions doivent permettre de revoir tous les points qui sont la cause de la grève et du mécontentement ouvrier:*
 - a) *classement entre manœuvres et spécialisés*
 - b) *système projeté de rémunération*
 - c) *supplément pour travail en équipe*
 - d) *examen des mesures de rationalisation (primes)*³⁷⁸

De son côté, la délégation patronale émettait toute une série de points parmi lesquels, on pouvait relever:"

1. *Il y a rupture du contrat de travail. Cette rupture subsiste. Nous sommes simplement d'accord d'en effacer les conséquences pour le réengagement.*
2. *[...] Un nombre d'ouvriers ne pourra plus être réengagé en ce moment.*
3. *Nous sommes d'accord avec de nouvelles discussions sur le plan des instances conventionnelles, dès la semaine prochaine.*
10. *En ce qui concerne les mesures de rationalisation du travail et système de prime à la production, nous ne pouvons que confirmer notre déclaration antérieure, à savoir qu'il nous est seulement possible d'enregistrer les suggestions qui pourraient nous être faites en nous réservant de les étudier pour l'avenir.*
11. *Ce procès-verbal d'entente devient nul et non avenu en cas de prolongation de la grève.*
12. *Les droits de l'Association patronale pour la plainte concernant la violation de la convention sont réservés.*³⁷⁹

Le Conseil d'Etat ne pouvait accepter l'attitude patronale, elle menaçait en effet de déboucher sur une situation de conflit ouvert et étendu. De même, la partie ouvrière avait ramené ses propositions à

³⁷⁸ *ibid.*, p.8

³⁷⁹ *Propositions patronales, 11 août 54, archives FOMH Sierre, C6*

pratiquement plus rien et il n'y avait, aux yeux du conseiller d'Etat Marcel Gard, plus aucune raison à ce que la direction de l'AIAG maintienne son ton méprisant. Marcel Gard dit ainsi ouvertement sa pensée à la partie patronale: *"Je ne pense pas que ces conditions soient acceptables pour les ouvriers. En tenant compte de tout, le gouvernement est déçu de constater l'incompréhension de la situation de la part patronale. Le mécontentement de Chippis date depuis longtemps. [...] Il faut supprimer les points de friction qui demeurent comme une épée de Damoclès sur les ouvriers. L'entreprise doit pouvoir compter sur ces derniers, mais pour cela il faut un minimum de compréhension du côté patronal."*

Le Conseil d'Etat demandait donc à la délégation patronale de revoir sa copie. Elle la jugeait beaucoup trop arrogante. De même, il lui semblait qu'il existait bon nombre de points dans la proposition remise qui étaient superflus. Il fallait supprimer certains passages. Le Conseil d'Etat ne jugeait toutefois pas fondamentalement irrecevable les exigences patronales. C'était leur forme qu'il fallait changer: *"Il faut au moins dans la forme des changements si nous voulons une entente pour demain matin."*

Cependant, la direction de l'usine ne l'entendait pas de cette oreille et M. Dubois, secrétaire patronal, fit comprendre qu'il y avait *"tout de même des points que nous tenons à préciser."*³⁸⁰ Et de préciser: *"Monsieur le Conseiller d'Etat, vous devez bien comprendre que devant la gravité de la situation, nous soyons obligés de mettre les points sur les i."*³⁸¹ La réaction de Marcel Gard fut alors cinglante et la fin de la séance devint houleuse: *"Oui! mais il ne faut pas que les points soient plus grands que les i."*³⁸²

Ce n'était pas la première fois que Marcel Gard entendait ramener la partie patronale à plus de raison. Le matin même, en séance avec la délégation patronale, il ne se gêna pas non plus pour donner la réplique au directeur Anton Bettschard qui menaçait à nouveau de fermer l'usine et de transformer cette dernière afin de se contenter d'exporter l'électricité: *"Monsieur Bettschard, vous pouvez fermer votre usine, détruire vos machines, les emporter à l'étranger, mais en même temps, vous pouvez fermer vos usines électriques, parce que le gouvernement ne vous donnera jamais la concession nécessaire à la vente du courant."*³⁸³

Les ouvriers avaient fait l'essentiel des concessions. Le gouvernement demandait ainsi à la direction de faire un geste. Après discussion, une commission composée des deux parties et du gouvernement devait rédiger un texte d'accord définitif devant permettre la reprise du travail le lendemain.

Ce n'est que vers 22 heures que les deux parties réussirent à signer l'accord qui allait mettre fin à la dernière grève qui eut lieu aux usines de Chippis.

"Pour autant que les ouvriers mettent fin à la grève jeudi 12 août 1954,

1. *l'AIAG renonce aux effets de la rupture du contrat de travail.*

³⁸⁰ Procès-verbaux de la grève, Séance de 15h au gouvernement, p.8., archives FOMH Sierre, C6

³⁸¹ Rey, Alfred: *op.cit.*, p.153

³⁸² Procès-verbaux de la grève, Séance de 15h au gouvernement, p.8., archives FOMH Sierre, C6

³⁸³ Aymon, Benoît: *op.cit.*, p.56

2. *Tous les ouvriers restent dans l'effectif de l'entreprise et seront réoccupés au plus vite, au fur et à mesure de la remise en marche des installations.*
3. *Les ouvriers qui n'ont pas encore touché leurs vacances ont la faculté de les prendre pendant la période durant laquelle ils ne peuvent pas encore travailler.*
4. *Dans la mesure des possibilités techniques, certaines rotations pourront être envisagées par la Direction dans le cadre des groupes de travail.*
5. *De nouvelles discussions sur le plan des instances conventionnelles auront lieu dès la semaine prochaine. Ces discussions porteront notamment sur:*
 - a) *les bases d'application du jugement arbitral du 30 juillet 1954;*
 - b) *les bases servant au classement des ouvriers dans les trois catégories de la statistique des salaires;*
 - c) *les suggestions relatives au système de rémunération de la place de travail et de la qualification des ouvriers;*
 - d) *les suggestions relatives au système du travail par équipe.*³⁸⁴

Il restait maintenant aux centrales syndicales à convaincre les ouvriers que cet accord représentait une victoire. Avant cela, la délégation ouvrière devait s'entretenir encore en toute fin de soirée avec le comité de grève. Il s'agissait de préparer au mieux l'assemblée du lendemain matin. Il n'allait pas être facile d'avoir la confiance des ouvriers. Rien dans l'accord ne garantissait une hausse des salaires. Les 3 francs à l'heure réclamés était encore plus absents. Mis à part la garantie qu'aucunes représailles ne seraient effectuées, rien ne permettait de dire que cet accord était une victoire. La partie patronale n'était d'accord que sur le principe de reprendre des négociations selon les voies régies par la convention. Or, les grévistes avaient déjà vu où menaient ces voies conventionnelles durant les cinq dernières années.

Lorsque le lendemain, les instances syndicales présentèrent aux grévistes l'accord conclu la veille, beaucoup d'ouvriers demeurèrent sceptiques. Germain Varone se souvient ainsi de cette assemblée: *"Le jeudi matin, le syndicat nous a conseillé de reprendre le travail. Ils nous suppliaient, à la salle de gymnastique, pour qu'on reprenne le travail. On a repris le travail sans savoir vraiment ce que la direction allait nous donner comme augmentation.*

Le syndicat n'est pas venu derrière nous pour nous aider. C'est là qu'il a péché un peu. On a repris le travail sans rien avoir, même si après les choses se sont bien passées."³⁸⁵

Les 600 grévistes présents ce matin-là à la salle de gymnastique de Chippis avaient les traits tirés, beaucoup n'avaient que peu dormi durant ces trois jours de grève. Les protagonistes de l'accord conclu la veille se succédaient pour prendre la parole et montrer que l'accord était une victoire. Sur le podium

³⁸⁴ *Procès-verbal de l'entente intervenue sous les auspices du Conseil d'Etat du Canton du Valais, 11.8.1954, archives FOMH Sierre, C6*

³⁸⁵ *Interview de Germain Varone, 21.7.2004*

de la salle siégeaient les secrétaires syndicaux de la FOMH et de la FCOM. Ils étaient accompagnés des membres de la commission ouvrière.

*"Dans la salle les ouvriers se taisaient. Personne ne demanda la parole, personne ne protesta, personne n'applaudit. Le correspondant valaisan du journal Die Tat écrit: "...et puis la reprise immédiate du travail fut décidée. Ces Messieurs les délégués demandèrent trois fois s'il y avait des opposants. Il n'y en eut pas un!"*³⁸⁶

La grève était finie. Toutefois, beaucoup d'ouvriers ne purent reprendre de suite le travail. La remise en marche des fours allait forcer un certain nombre d'ouvriers à devoir soit prendre des vacances, soit alors se débrouiller le temps que l'usine se remette à fonctionner à plein régime.

D'autre part, il y avait un certain nombre de grévistes qui étaient venus le matin à l'assemblée sans leurs fiches. Ils ne purent eux non plus reprendre immédiatement le travail. L'ambiance était de toute façon morose. Comme l'avouait le directeur Syz en séance commune le 19 août, sur les 1771 ouvriers employés par l'usine seulement 1434 reprirent le travail: *"Nous avons repris le travail jeudi à 7h. avec 1434 ouvriers. Les LWW ont repris en plein avec 603 ouvriers. 90 sont absents pour maladie accident et congés payés. Dans la vieille usine 904 ouvriers ont repris le travail. Il y a 174 absents dont 8 seulement en congé non payés par suite de la grève. [...] Nous avons tout fait pour assurer la Fonderie et les LWW. Nous avons acheté du métal brut en Italie et en Autriche."*³⁸⁷

³⁸⁶ Garbely, Frank: *art.cit.*, p.219

³⁸⁷ Séance du 19.8.54 Foyer à 14h15, archives FOMH Sierre, C6

Après la grève

Après la grève dans les journaux

Le 1/5 de l'effectif restait momentanément sur la touche. Comme le syndicat s'était refusé à soutenir cette grève, les ouvriers ne pouvaient pas compter sur le fond de grève. On assista alors à plusieurs gestes de solidarité ouvrière. Dans un premier temps, certains ouvriers, qui avaient encore des vacances, les prirent afin d'être remplacés par d'autres camarades n'ayant plus droit aux vacances. On utilisa aussi ce procédé afin de protéger certains leaders de la grève. Ainsi Germain Varone se souvient avoir "laissé sa place" à Maurice Zufferey: *"Pour éviter la répression sur les meneurs de la grève, j'ai pris une semaine de congé pour laisser Maurice Zufferey me remplacer. Ils voulaient le renvoyer. En le mettant à ma place pour me remplacer, alors ils n'ont pas pu dire que c'était un mauvais ouvrier du moment qu'il était chef de groupe."*³⁸⁸ En effet, malgré ses promesses, la direction ne pardonna jamais à certains ouvriers leur action durant la grève. Il y eut ainsi une série de cas de représailles envers les grévistes.

D'autres marques de solidarité s'affichaient. Ainsi une collecte, partie des milieux chrétiens puis largement soutenue, se mit sur pied afin d'aider financièrement les grévistes qui avaient perdus trois jours de salaire. Cette dernière eut le don d'agacer sérieusement les syndicats et les socialistes, se voyant devancés par les "chrétiens" alors que la FOMH ne voulait débloquer aucun fond. Cette solidarité faisait écho au large soutien populaire et médiatique dont avaient bénéficié les ouvriers tout au long de leur grève. Cet écho se retrouvait y compris dans la presse valaisanne, qu'elle soit conservatrice, radicale ou socialiste. Toute la presse avait été unanime pour condamner l'attitude patronale. La presse conservatrice avait même montré envers les grévistes une certaine sympathie, certes toute emprunte de paternalisme. La *Patrie valaisanne*, organe conservateur, faisait remarquer à l'AIAG qu'il n'y a *"pas de confiance possible si les ouvriers ont l'impression qu'ils ne reçoivent pas le salaire qui leur est dû, et qui doit leur permettre de vivre, eux et leurs familles, dans des conditions honorables. Il n'y a pas de confiance possible, si la direction n'a pas la certitude que tout son personnel ouvrier travaille dans un esprit qui permet le meilleur rendement. [...] Le chef d'industrie moderne doit être conscient des responsabilités d'ordre humain qu'il porte. Ses ouvriers ne doivent pas être considérés comme des numéros. La production est un facteur important, primordial, mais elle ne doit pas faire oublier à celui qui commande qu'il est responsable du bien-être de tout son personnel, aussi bien ouvrier qu'employé."*³⁸⁹

Le *Confédéré*, organe pourtant du même parti que l'AIAG, allait encore plus loin dans la critique de l'usine. Son éditorial du 18 août s'intitulait *"Cette comédie a suffisamment duré!"* et contrairement à ce que l'on aurait pu penser, il ne s'adressait pas aux grévistes, mais bien à l'attitude de l'AIAG durant la grève. L'éditorialiste reprochait ainsi à la direction de l'usine d'avoir elle-même, par son

³⁸⁸ Interview de Germain Varone, 21.7.1954

³⁸⁹ *Patrie valaisanne*, 13.8.1954, p.1

intransigence, susciter la grève. Il se demandait pourquoi l'usine n'avait pas pu et voulu régler le différend qui l'opposait aux ouvriers avant que le conflit n'éclate. *"Une grève menace ou éclate et l'on s'aperçoit que les progrès que les experts jugeaient impossibles se réalisent sans dommage pour personne. On constate aussi, du même coup, que quelqu'un s'est payé notre tête... Ne trouvez-vous pas que cette petite comédie a suffisamment duré? Les dirigeants d'une grande entreprise auraient tout intérêt, me semble-t-il, à ne pas attendre une rébellion de leur personnel pour lui accorder son dû. [...] Je ne comprends pas les grands capitalistes. Je ne les comprends pas de ne pas aller au-devant des désirs sensés de leurs ouvriers au lieu de se faire arracher des "cadeaux" par la force. Ils nuisent à leur propre cause. Ce n'est ni adroit, ni logique."*

Devant une telle attitude des grands patrons suisses, l'organe radical demandait même l'intervention de l'Etat afin de vérifier dans les autres entreprises le niveau des salaires! *"Sans s'immiscer dans des affaires privées, il [le Conseil d'Etat] pourrait peut-être éviter de nouvelles tensions entre employés et patrons en s'inquiétant du sort des uns et des autres."*³⁹⁰

Le *Nouvelliste* de son côté écrivait ouvertement que *"les pontifes de l'AIAG, dans l'affaire des salaires, ont commis de lourdes erreurs."*³⁹¹

Critiques envers la direction de l'AIAG, les journaux valaisans affichaient même une sympathie pour les ouvriers, pour leur dignité. La *Patrie valaisanne* soulignait cette dignité et félicitait la commission ouvrière... et bien entendu aussi les instances syndicales: *"Durant les trois jours de grève, les ouvriers ont fait preuve d'une parfaite dignité. Ils étaient mécontents, mais ils ne se livrèrent à aucune manifestation déplacée. Quelques jeunes dira-t-on... Cela ne vaut vraiment pas la peine d'insister. De cette tenue si digne, il faut féliciter la commission ouvrière, les secrétaires syndicaux et l'ensemble des ouvriers."*³⁹²

En félicitant, les secrétaires syndicaux, la *Patrie valaisanne* ne se trompait guère sur le rôle qu'ils avaient joué. Ainsi, malgré ses sympathies affichées, la *Patrie valaisanne*, comme les autres organes bourgeois, ne pouvait soutenir pour autant complètement l'action des ouvriers. Si on était du côté des ouvriers, on n'était pas forcément du côté des grévistes, bien au contraire. D'ailleurs, pour la *Patrie valaisanne*, les ouvriers n'avaient pas le droit de faire grève, ils étaient tenus par la convention. D'autre part, le journal conservateur reprochait moins à l'AIAG ses salaires de misère que son manque de psychologie. *"Elles [les raisons du conflit] étaient et elles sont, avant tout, d'ordre psychologique. [...] La Direction doit maintenir un contact plus humain avec ses ouvriers. Elle doit faire connaître les charges et les devoirs qui incombent à l'usine, les raisons qui ont dicté l'introduction du système des primes. Beaucoup d'ouvriers n'ont pas compris."*³⁹³ Le conflit avait été déclenché suite à des erreurs de communication.

³⁹⁰ *Confédéré*, 18.8.1954, p.1

³⁹¹ *Nouvelliste*, 12.8.1954, p.1

³⁹² *Patrie valaisanne*, 13.8.1954, p.1

³⁹³ *ibid.*

Du côté du *Nouvelliste*, on avait souhaité dès le début la fin du conflit. Lorsque celle-ci intervint, le journal se fit alors fort de démontrer que la grève n'avait rien apporté, que personne n'en était sorti gagnant: "*Cette grève –comme toute grève- a été malheureuse. Aucune des deux parties (patrons et ouvriers) n'a pu y trouver son compte, tant s'en faut...*"³⁹⁴

Partout on était reconnaissant envers le travail accompli par les syndicats, FCOM et FOMH. La *Patrie valaisanne* se réjouissait que les deux centrales aient travaillé de concert pour mener le conflit à son terme: "*M. Robert Bachmann et M. Giroud, le premier secrétaire des syndicats chrétiens, le second secrétaire central de la FOMH ont travaillé en commun, agi en commun. C'est là un fait d'une grande importance, et nous félicitons ceux qui ont voulu que tout se passa dans une atmosphère de confiance et de véritable camaraderie.*"³⁹⁵

En travaillant de concert avec les syndicats chrétiens, la FOMH trahissait en fait toujours plus son glissement vers la droite entamé des décennies plus tôt. L'organe conservateur avait de quoi se réjouir de la nouvelle union trouvée dans la grève entre les bureaucrates syndicaux des deux centrales syndicales.

La FOMH, par la plume d'Emile Giroud, avait, elle aussi, fait paraître dans sa presse ainsi que dans le reste de la presse suisse un communiqué sur la grève. Ce dernier résumait ouvertement ainsi les trois journées d'août: "*Malgré les efforts de la FOMH et de la Commission ouvrière pour calmer les esprits, une grève sauvage éclata néanmoins, grève à laquelle les mêmes organes s'efforcèrent avec succès de mettre un terme.*"³⁹⁶ Tout comme les syndicats chrétiens, la FOMH revendiquait l'application de la convention et assumait son rôle de gardienne de la paix du travail. Néanmoins, la FOMH restait mal à l'aise avec cette grève. Elle savait que bon nombre de ses ouvriers ne comprenaient pas l'attitude de la centrale. Elle préférait, quand cela était possible, passer comme chat sur braise sur cet épisode.

Les grévistes en voulurent d'ailleurs à l'appareil central pour son communiqué de presse. Ils lui signifièrent d'ailleurs par courrier leur "*profond écœurement*" devant leur manière de présenter les événements. Ils étaient particulièrement remontés contre l'emploi du qualificatif de sauvage pour désigner la grève. En employant de tels termes, il était clair pour les deux signataires de la lettre (Charles Florey et Marc Salamin) que l'appareil syndical était pourri: "*Nous sommes obligés de constater que l'intérêt de la classe ouvrière n'a pour vous aussi que peu d'importance. Il est certainement plus facile de défendre l'argent que le travail. Nous pouvons nous permettre cette remarque, car nous avons été très dégoûtés par les propos tenus par Monsieur Steiner lors du dernier Congrès d'Industrie à Zürich. Si vous pensez continuer dans cette voie, il est préférable de le dire ouvertement afin que les romands et les catholiques sachent une fois pour toutes ce qu'ils ont à*

³⁹⁴ *Nouvelliste*, 12.8.1954, p.1

³⁹⁵ *Patrie valaisanne*, 13.8.1954, p.1

³⁹⁶ Communiqué de presse du comité central de la FOMH, *Lutte syndicale*, 18.8.1954, p.3

faire."³⁹⁷ L'agacement des deux meneurs de la grève face à l'appareil syndical ne datait pas d'hier et il fallut l'intervention d'Alfred Rey pour calmer les deux signataires de la lettre. Ce dernier trouva le prétexte de l'emploi de l'expression consacrée de "grève sauvage" pour atténuer leur colère. Il devait toutefois admettre "*que l'on aurait pu trouver une autre expression*"³⁹⁸... Toutefois, atteint dans son honneur, Emile Giroud n'entendait nullement être critiqué de la sorte et écrivit dans la *Lutte syndicale* que la réaction de Florey et Salamin faisait la "*preuve d'une méconnaissance totale du vocabulaire syndical*". Il terminait l'article en haranguant paternellement les ouvriers de Chippis: "*Collègues de Chippis, avant de vous emporter contre votre organisation syndicale, renseignez-vous à bonne source. Vous éviterez de démolir ce que vous avez péniblement construit au cours des années.*"³⁹⁹

Il fallait un certain culot, ou alors un certain mépris des ouvriers, au secrétaire central pour tenir de tels propos. Cependant le ton qu'il employait correspondait tout à fait au ton de tout l'appareil syndical. D'ailleurs, la FOMH ne se priva pas de faire passer les négociations qui eurent lieu après la grève pour une victoire. Dans une circulaire qu'elle distribua à tous les ouvriers le 7 septembre, la FOMH, ne parlant absolument pas de la grève mais uniquement du résultat des négociations, terminait même en disant sans trembler: "*L'avenir dépend de la solidarité dont les ouvriers sauront faire preuve au sein de la FOMH qui fut toujours à l'avant-garde pour la défense de leurs intérêts.*"⁴⁰⁰ Nous ne devons peut-être pas donner la même signification au terme avant-garde...

Alors que cela aurait pu sembler à prime abord paradoxal, la FOMH trouva son soutien le plus indéfectible dans la presse socialiste valaisanne ainsi que dans la presse de gauche en général. Alors que les tenants du journal socialiste local avaient été forcés d'agir en marge et à la place du syndicat pour déclencher la grève, ils ne lui tenaient aucunement rigueur ni de son attitude ni de son attachement à la paix du travail. Bien au contraire, le *Peuple valaisan* était soucieux de ne pas faire de critiques à un syndicat membre de l'USS, la FOMH, de peur de faire de la publicité pour des "chrétiens" qui n'en méritaient aucunement. Bien plus, il semblerait que les ambitions politiques de la grève aient été dès le départ, dans la tête d'Albert Dussex, fortement limitées. Il écrivait notamment: "*Des esprits obscurs ne comprennent pas pourquoi, dans ces conditions, la reprise du travail fut acceptée si facilement. Nous, au contraire, nous nous demandons pourquoi celle-ci ne se serait pas effectuée puisque l'armistice signé leur [les ouvriers] apportait des conditions entièrement nouvelles dans le domaine psychologique et garantissait l'examen de leurs revendications dans un esprit de conciliation. [...]* D'autre part, les travailleurs n'ont aucun intérêt à bouleverser notre économie sans avoir usé toutes les possibilités de conciliation. Il y a des armes dont on ne peut user qu'à la dernière extrémité." La grève de durée limitée représentant pour Albert Dussex l'arme de dernière extrémité,

³⁹⁷ Lettre de Charles Florey et Marc Salamin au Comité central de la FOMH, 21.8.1954, archives FOMH Sierre, C6

³⁹⁸ Séance de la commission ouvrière, 24.8.1954, archives FOMH Sierre, C3

³⁹⁹ *Lutte syndicale*, 25.8.1954, p.3

⁴⁰⁰ *Aux ouvriers des usines de Chippis*, 7.9.1954, p.2, archives FOMH Sierre, C6

on comprend mieux son soutien à la FOMH. Quelques lignes plus bas, il demandait en effet maintenant aux ouvriers de la patience et de l'assiduité, la FOMH menant pour eux les négociations: *"Maintenant le temps est aux pourparlers, FOMH, commission ouvrière et représentants de l'entreprise doivent pouvoir travailler dans une atmosphère détendue, c'est pourquoi chaque ouvrier comme chaque chef doit mettre le meilleur de lui-même à remettre en marche l'instrument de travail dans le respect mutuel."*⁴⁰¹

Dans l'édition du 12 août déjà, avant même la conclusion de la grève, Albert Dussex prenait la défense de la FOMH. Dans son long article "Félicitations aux ouvriers", il ne manquait pas de féliciter également la FOMH tout en demandant aux grévistes de la compréhension et de l'indulgence à son égard. *"La FOMH et ses secrétaires doivent également recevoir nos félicitations. La partie à jouer était encore, pour eux, plus difficile que pour la commission ouvrière. Tenue par une convention et d'autre part par les intérêts légitimes et acceptables de cœur, elle se devait de mener des négociations fort délicates. Les ouvriers ne comprennent pas facilement le jeu des lois, sachant qu'ils ont la véritable justice pour eux, aussi ils n'apprécient pas toujours à la juste valeur ceux qui pour eux se débattent dans des situations inextricables."* Une fois encore, on évoquait l'incompréhension ouvrière! Plus loin Albert Dussex tenait à rappeler le rôle mythique qu'aurait joué la FOMH: *"Chaque ouvrier doit se souvenir que si aujourd'hui il est apte à être membre de force de grève, et que si aujourd'hui il est capable de discuter sérieusement les problèmes, c'est malgré tout à l'instruction et à l'éducation de la FOMH qu'il le doit. Qu'il n'oublie pas non plus que c'est encore l'ombre de la FOMH qui le protège, car on sait bien du côté patronal, qu'en abusant de leur force, cela provoquerait des réactions à la chaîne."*⁴⁰² Pendant ce temps, les ouvriers de Chippis, eux, ne connaissaient du syndicat manifestement que son ombre et les patrons savaient mieux que quiconque que la FOMH protégeait réellement en faisant appel à elle à chaque conflit ouvert...

La défense de la FOMH était aussi de rigueur chez les communistes. Pourtant frappés d'ostracisme par l'appareil de la FOMH dès les premières années et régulièrement exclus depuis, les communistes ne continuaient pas moins à vouloir suivre une ligne d'union de la gauche qui les obligeait à couvrir les pires bassesses syndicales, comme celle qui se produisit à Chippis. L'époque de la rupture révolutionnaire était close depuis plusieurs décennies et le POP-PST essayait à tout prix de s'attirer les faveurs de la social-démocratie, au niveau partidaire comme au niveau syndical. Ainsi, le POP put compter un certain nombre de membres qui assumaient des fonctions syndicales y compris au sein de la FOMH. En Valais, Paul Arlettaz était même secrétaire local à Monthey. Il avait été durant la seconde guerre mondiale secrétaire adjoint à Chippis. Revenant sur les événements dans un article paru dans la VO du 14-15 août, Paul Storz, membre du bureau politique du PST, mettait en valeur le fait que les camarades de Chippis avaient voté contre la convention de paix du travail lors de la dernière conférence d'industrie. Il écrivait: *"la position prise par les camarades syndiqués de Chippis*

⁴⁰¹ Dussex, Albert: "Rien n'est terminé à Chippis", *Peuple Valaisan*, 19.8.1954, p.3

⁴⁰² Dussex, Albert: "Félicitations aux ouvrier", *Peuple Valaisan*, 12.8.1954, p.1-3

contre la convention de paix du travail lors de la dernière conférence d'industrie de la FOMH trouve dans ce mouvement sa justification pleine et entière". Toutefois, il adressait tout de suite un avertissement à tous ceux qui voulaient à partir de là travailler contre le syndicat: "*Mais empressons-nous d'ajouter que ceux qui profiteraient du mécontentement ouvrier né d'une analyse étroite des événements pour mener campagne contre la FOMH tailleraient dans leur propre chair. L'expérience a assez montré que, dispersés, nous ne sommes rien et que, organisés, nous sommes tout.*"⁴⁰³ Qu'importait l'organisation, pourvu être organisé. On est en droit de douter de l'argumentation.

L'aide aux grévistes

Le soutien de la gauche à la FOMH alla même jusqu'à tenter de court-circuiter la récolte de fond pour les ouvriers grévistes au motif que celle-ci avait été initiée par l'Action catholique ouvrière de Sierre. L'Action catholique avait ainsi fait parvenir un communiqué de presse rappelant que "*cette grève étant anti-conventionnelle, aucune indemnité ne peut être allouée aux 1800 ouvriers. [...] Notre sens de la justice ne peut rester insensible devant un tel fait. L'Action catholique ouvrière de Sierre ouvre une souscription afin que chacun puisse manifester sa solidarité.*"⁴⁰⁴ La plupart des journaux reprirent le communiqué. La *Feuille d'avis du Valais* encourageait tout particulièrement la population à verser de l'argent. Au nom de la charité chrétienne et de la solidarité, le journaliste précisait: "*3 jours d'arrêt de travail, cela n'a l'air de rien. Pourtant c'est par plus de 100'000.- francs que se chiffre le montant des pertes ouvrières. [...] Nous avons à témoigner notre solidarité, car la souffrance ne doit pas nous laisser indifférents.*"⁴⁰⁵

La souscription s'organisait sous la forme d'un Comité d'action et s'effectuait avec l'assentiment du Conseil d'Etat. Celui-ci préféra toutefois ne pas participer à cette dernière. Il craignait que son geste ne fût considéré comme de la partialité et nuisît à sa soi-disant neutralité. "*Bien que voyant d'un bon oeil la souscription dont il est question ci-dessus, le Conseil d'Etat craint qu'en donnant son adhésion au Comité d'action constitué en vue de sa mise en oeuvre, il risquerait de rendre plus délicate et moins opérante une intervention ou une médiation ultérieure possible entre patrons et ouvriers de Chippis, les premiers pouvant prendre prétexte de cette adhésion pour mettre en doute l'indépendance et l'impartialité du Gouvernement.*"⁴⁰⁶

Albert Dussex, comme bon nombre de socialistes et de populistes, ne pouvait supporter cette initiative. Il la considérait comme une prime aux non organisés, comme un danger pour le développement de la FOMH. Il faut dire que le syndicat ne voulait nullement débloquer un fond de grève, car, faisant cela, elle aurait signifié son adhésion à la grève. Le Cartel syndical valaisan ne voyait lui non plus pas d'un bon oeil cette affaire. Réuni le 18 septembre, le Cartel aborda la question de la collecte. "*Le collègue Pichard [du POP] pense que la FOMH doit pouvoir trouver une solution pour indemniser les*

⁴⁰³ Storz, Paul: "Chippis: une leçon, un encouragement", *Voix ouvrière*, 14-15.8.1954, p.1

⁴⁰⁴ *Lettre de l'Action catholique ouvrière*, 13.8.1954, archives FOMH Sierre, C6

⁴⁰⁵ *Feuille d'avis du Valais*, 20.9.1954, p.8

⁴⁰⁶ *Protocole des séances du Conseil d'Etat valaisan, Séance du 20 août 1954*, p.209

intéressés et ainsi couper les ailes à la collecte. Cette collecte se fait uniquement par des milieux du clergé. Cela pourrait nous porter préjudice auprès des ouvriers. Cette action peut détourner les ouvriers du syndicalisme. Il y a un danger."⁴⁰⁷

Il était ressorti de la discussion que le Cartel syndical n'appuierait pas la démarche du Comité d'action. *"Le Cartel syndical valaisan s'est penché longuement sur cette affaire et l'a examinée sur toutes ses faces. Parmi les solutions possibles, il a refusé à l'unanimité la collecte publique admettant que, si une décision doit intervenir, elle le sera dans le cadre des organisations ouvrières."*⁴⁰⁸ Toutefois cette unanimité cachait certaines dissensions au sein de la gauche. Ainsi, plusieurs personnalités éminentes avaient accepté de faire partie du Comité d'action. Parmi ces dernières, figuraient Emile Perrier, président du MPF ainsi que Clovis Luyet secrétaire FOBB. Ce dernier, grand chrétien, avait accepté de faire partie du comité en voyant que l'évêque, Norbert Adam, était aussi partie prenante. A ces personnalités s'ajoutait encore le Dr Léon Broccard, membre de l'UPV. Hésitant dans un premier temps, l'UPV fit savoir qu'elle soutenait les grévistes dans son édition du 23 septembre. Etant conscient que *"les paysans n'obtiendront rien sans lutte et surtout rien s'ils ne sont pas unis avec les ouvriers"*, l'UPV demandait ainsi aux producteurs, *"au nom de la solidarité ouvrière-paysanne, de faire un geste en faveur des grévistes."*⁴⁰⁹

Ces adhésions éparses agacèrent au plus au point Albert Dussex qui s'en prit alors violemment aux organisateurs de la collecte à travers des articles au vitriol dans le *Peuple valaisan*. Il accusait le Comité d'action de saboter les résultats de la grève en adoptant selon lui une attitude de mendiant. *"En tant que Valaisans, nous trouvons terriblement décevante cette fâcheuse habitude de tendre la main qui s'inclut dans nos mœurs et dont on use à propos de tout et de rien, sans même avoir essayé de trouver une solution. Nous sommes vraiment dans une vallée de larmes, un pays de lamentations. [...] Quelle pitié que de voir ces ouvriers qui surent si énergiquement montrer les dents, tendre la main."* Il s'en prenait alors aux organisateurs en les traitant d'inconscients et d'utopistes: *"Nous avons rarement vu autant d'incohérence et d'irresponsabilité! A part cela, on veut nous donner des leçons. C'est amusant, après cette action mal pensée, mal étudiée, formulée par des utopistes sans responsabilité et poussée par des démagogues. Ces derniers [le POP?], caméléons disparaissant au moment des responsabilités pour réapparaître en forme de vautours dès qu'il faut exploiter une situation, n'ont pas manqué en l'occurrence."*⁴¹⁰ Le ton était offensif. Les propos exagérés trahissaient l'agacement et la crainte du rédacteur socialiste de voir la FOMH dépassée par l'action des "chrétiens".

Il en venait presque à minimiser l'importance de la perte pour les ouvriers et la nécessité d'organiser une collecte. *"Certes la perte de Fr. 63.- pour un revenu de 500.- est considérable et l'on comprend que les chefs de familles regrettent les Fr. 36.- de secours de grève. Mais faut-il tendre la main pour*

⁴⁰⁷ Procès-verbal de la séance du comité du Cartel, 18.9.1954, archives USV Sion, Cartel Syndical Valaisan 1927-1965, casier USV1

⁴⁰⁸ Dussex, Albert: "Une attitude incompréhensible", *Peuple valaisan*, 23.9.1954, p.1

⁴⁰⁹ *Union*, 23.9.1954, p.3

⁴¹⁰ Dussex, Albert: "A côté du problème", *Peuple valaisan*, 29.9.1954, p.4

autant?" Si la FOMH n'était pas directement à l'origine de la grève, selon Dussex, c'était toutefois grâce à son travail formateur que les grévistes surent s'organiser. Ils avaient donc une dette envers la FOMH. Dette, bien entendu supérieure à la perte des trois jours de salaire: *"Nous tenions à le relever une fois de plus afin que quelques-uns n'oublient pas leur dette réelle, malgré qu'ils n'ont pas touché actuellement le secours de grève."*⁴¹¹

Albert Dussex sera toutefois mal récompensé par l'appareil de la FOMH pour ses efforts. Giroud ne l'estimait en effet que fort peu et trouvait ses articles trop dérangeant. Lorsque le secrétaire patronal Dubois fit remarquer en séance de négociation le 25 août que *"les articles de presse ne sont pas faits pour arranger les choses. Ainsi dans l'article de Mr. A. Dussex [Rien n'est terminé à Chippis] il y a une menace claire"*, le secrétaire central de la FOMH s'empessa d'abonder dans son sens en disant que *"l'article du Peuple valaisan est à déplorer. La presse nous nuit plus qu'elle sert notre cause."*⁴¹²

Mise sous pression par la collecte, la FOMH dut aussi faire face à la demande des ouvriers de Chippis de pouvoir toucher des indemnités de grève. Dans une lettre du 25 août, la commission ouvrière demandait en effet aux instances centrales d'envisager de verser des indemnités aux grévistes. Elle argumentait en disant que la FOMH pouvait sortir grandie de ce geste. Au contraire, en refusant de verser de l'argent, la grève pouvait avoir des résultats désastreux pour l'appareil. *"Vu l'élan moral donné par la grève, nous pouvons transformer cet événement en succès syndical ou en catastrophe."* Concrètement, la commission ouvrière proposait au syndicat de verser des indemnités sous une autre forme que celle d'indemnités de grève si la FOMH ne pouvait pas le faire. La forme ne devait pas empêcher le geste. *"Pour la FOMH, il s'agirait de verser un secours à environ 800 ouvriers. Si nous prenons une moyenne de FR. 15.- par jour, la grève ayant duré 3 jours nous arriverions à un montant approximatif de Fr. 30.000.- Nous pensons que la FOMH peut faire ce sacrifice du fait qu'elle n'a rien à payer pour rupture de contrat, ce qui aurait pu coûter peut-être 10 ou 20.000.- De plus, elle n'aura pour ainsi dire rien à verser pour secours aux collègues en chômage par suite de la grève, ce qui aurait pu coûter des dizaines de mille francs."*⁴¹³ Toutefois, la centrale syndicale hésita longuement avant de donner un avis favorable à la requête ouvrière. Cependant les pressions se faisaient de plus en plus fortes, des ouvriers menaçaient le syndicat: *"Maintenant Messieurs, il faut nous payer les trois jours de grève, sinon il y a démission totale des ouvriers ou la chose pourrait changer que vous serez obligés, d'ici peu, de préparer vos valises"*⁴¹⁴.

Il avait ainsi été prévu de finalement verser un secours de grève déguisé. Cependant les ouvriers auraient dû attendre Noël pour pouvoir en bénéficier. Mais, suite à des lettres croisées entre le secrétariat local de la FOBB et celui de la FOMH disant que les indemnités avaient déjà été versées par l'un et qu'il fallait donc que l'autre verse aussi les indemnités, les grévistes de la FOMH purent

⁴¹¹ Dussex, Albert: "Une attitude incompréhensible", *Peuple valaisan*, 23.9.1954, p.1

⁴¹² *Séance du 25.8.54 à 14h15 au Foyer*, archives FOMH Sierre, C6

⁴¹³ *Lettre de la Commission ouvrière des usines de Chippis au Comité central de la FOMH*, 25.8.1954, p.2, archives FOMH Sierre, C6

⁴¹⁴ *Lettre au Secrétariat FOMH de Sierre*, 30.9.1954, archives FOMH Sierre, C6

toucher leurs 15frs par jour durant le mois de novembre. Ainsi, la FOMH remboursa-t-elle finalement 36'000 des plus de 100'000frs de pertes de salaire des grévistes. Ainsi put-elle sauver sa crédibilité face aux ouvriers de Chippis et espérer les calmer ainsi.

Les représailles de la direction et de l'Etat

Mais la colère des ouvriers ne devait pas désemplir. En effet, malgré ses promesses, la direction de l'usine entendait bien sanctionner toute une série d'ouvriers, coupables selon elle d'avoir mené un rôle actif durant la grève. Les représailles, si elles ne furent pas massives, ne s'en exercèrent pas moins. Il est significatif d'ailleurs que les seules sanctions prises par la direction se dirigèrent à l'encontre des ouvriers. La FOMH a été, elle, complètement épargnée. L'Association patronale signifiait en effet à la FOMH par une lettre du 14 août qu'elle renonçait à une plainte contre elle pour avoir violé la paix du travail. Elle trouvait le prétexte de la mort de Konrad Ilg, le père de la paix du travail et fondateur de la section de Chippis, survenu à la fin de la grève pour justifier son acte. *"Le décès de Monsieur Ilg nous engage à renoncer à cette plainte. Nous tenons, en ces jours, à placer notre droit au second plan en mémoire de cette éminente personnalité et de son oeuvre en faveur de la paix du travail."*⁴¹⁵ Par son geste, l'association patronale reconnaissait en fait l'aide non négligeable que lui avait apporté l'appareil syndical dans la résolution de la grève. La bourgeoisie helvétique lui en était d'une manière générale reconnaissante. Même la *Neue Zürcher Zeitung* félicita la FOMH: *"Die Gewerkschaftsführer haben in Chippis die Nerven nicht verloren und vor dem politischen Druck nicht kapituliert. Sie haben damit nicht nur sich selbst und den Arbeitern von Chippis, sondern auch der übrigen Gewerkschaftsbewegung und der Arbeiterschaft des Landes einen Dienst erwiesen."*⁴¹⁶ Ce service, c'était d'avoir empêché une politisation du conflit, d'avoir su prendre en considération les dangers du conflit, le fait que cela pouvait profiter à des éléments communistes. La grève de six semaines des ferblantiers de Genève ne se répétait pas, au plus grand soulagement du journaliste de la *NZZ*. Il était heureux en ce sens de pouvoir compter sur l'anti-communisme d'Emile Giroud. Ce dernier, après le conflit, écrivit même à Roger Bonvin pour lui demander des précisions quant aux accusations de l'association patronale du fait que la grève de Chippis eût été noyautée par des éléments communistes. Il lui demandait de le renseigner le plus rapidement possible étant entendu qu'en tant que syndicaliste il avait *"pour mission de sauvegarder la paix du travail en Suisse romande."*⁴¹⁷

Si la FOMH ne fut pas inquiétée dans le conflit, les auteurs et participants de la grève ne purent pas en dire autant. La répression vint tant du côté de la direction de l'usine que du côté de l'Etat du Valais. Malgré son apparent parti pris pour les grévistes, le Conseil d'Etat n'était pas moins résolu à trouver l'auteur des tracts anonymes responsables du déclenchement de la grève. Il envisageait même des peines de prisons à l'égard des agitateurs. Dans sa séance du 20 août, *"le Conseil d'Etat charge le*

⁴¹⁵ Lettre de l'Association patronale des constructeurs de machines et industriels en métallurgie au Comité central de la FOMH, 14.8.1954, archives FOMH Sierre, C6

⁴¹⁶ *Neue Zürcher Zeitung*, 28.8.1954, p.7

⁴¹⁷ Lettre à M. Roger Bonvin, 14.9.1954, archives FOMH Sierre, C6

Département de Justice et Police de rechercher l'imprimeur de l'appel adressé aux ouvriers des usines de Chippis, appel qui a provoqué le déclenchement de la grève du 9 août 1954.

Le Dépt de Justice et Police est autorisé à dénoncer aux tribunaux compétents, la violation de l'art. 322 CPS dont cet imprimeur s'est rendu coupable en l'occurrence. [l'article 322 du code pénal suisse stipule dans son premier alinéa: "Tout imprimé ne servant pas exclusivement aux besoins du trafic, à ceux du commerce et de l'industrie, ou à ceux de la vie de famille ou de société indiquera le nom de l'éditeur, le nom de l'imprimerie et le lieu d'impression. Si ces indications font défaut, l'éditeur et l'imprimeur seront punis de l'amende."]

*Le Dépt de Police examinera, d'autre part, si l'art. paru dans le "Peuple valaisan" avant la grève et après celle-ci (N° du 19.8.1954) sous la signature de M. A. Dussex, ne constitue pas une provocation au sens de l'art. 259 CPS [le deuxième alinéa de l'article en question se trouvant sous le 12^{ème} titre: "Crimes ou délits contre la paix publique" mentionnait: "Celui qui aura provoqué publiquement à un délit impliquant la violence contre autrui ou contre des biens, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende."]*⁴¹⁸

De son côté, l'AIAG allait tenter de profiter de renvois saisonniers pour se débarrasser d'ouvriers qu'elle jugeait trop bouillants. La direction avait annoncé déjà avant la grève qu'elle avait l'intention de se séparer de 120 ouvriers pour l'hiver. Finalement ce seront 25 hommes qui devront quitter l'usine. Cependant parmi ceux-ci figuraient des ouvriers ayant pris une part active à la grève. Le cas de Bernard Moser est particulièrement révélateur. *"Le nom de Mr. Moser avait été prononcé par Mr. le Dr. Syz à Sion au Palais du Gouvernement lors des pourparlers comme ne devant plus rentrer à l'usine. Mr. le Dr. Syz laissa entendre qu'il s'était juré que certains ouvriers ne reprendraient jamais plus le travail à l'AIAG et entre autre le nom de Moser fut prononcé. Ensuite, l'arrangement fut signé prévoyant la reprise de tous les ouvriers sans représailles. Or, à peine un mois après, Moser Bernard recevait sa quinzaine."*⁴¹⁹

Il y avait aussi le cas de Robert Locher, ouvrier qualifié et chef de groupe à la fabrique d'électrodes. Cela faisait 19 ans qu'il travaillait à l'usine. Il avait été très actif durant la grève en assurant notamment la traduction en allemand et en encourageant les Hauts-Valaisans à participer à la grève. *"Il y aurait aussi eu de sa part un coup de téléphone dans un autre service, lors du déclenchement de la grève pour avertir de ce qui se passait. Ce coup de téléphone fut signalé à la direction. Il fut mis sur la liste des renvois."*⁴²⁰

Maurice Zufferey reçut aussi sa quinzaine après 22 ans de service. Sa participation au comité de grève ne plut aucunement à la direction et les premières tentatives ouvrières pour lui sauver la mise ne valurent rien. Germain Varone, qui avait pris congé après la grève pour lui laisser son poste ne pouvait

⁴¹⁸ *Protocole des séances du Conseil d'Etat valaisan, Séance du 20 août 1954, p.210*

⁴¹⁹ [Rey, Alfred] *Rapport sur la situation actuelle aux usines de Chippis*, 8.12.1954, p.3, archives FOMH Sierre, C6

⁴²⁰ *ibid.*, p.4

que constater son renvoi. Autre membre du comité de grève à s'être vu renvoyé, Joseph Aymon qui avait joué un rôle clé durant la journée de mardi en calmant les ouvriers.

Il y avait enfin aussi les deux frères Rudaz, membres du syndicat chrétien-social, qui, au début de la grève, avaient secoué une échelle sur laquelle se trouvait un contre-maître, en l'invitant à se joindre aux grévistes.

Pour la direction de l'usine, comme elle le faisait savoir dans un communiqué de presse, ces renvois étaient à mettre sur le compte de licenciements déjà prévus depuis longue date. *"Ces licenciements sont en relation directe avec les conditions d'exploitation des usines de la SA pour l'Industrie de l'Aluminium, et n'ont rien à voir avec de prétendues représailles résultant de la grève, comme l'affirme la presse socialiste."*⁴²¹

La commission ouvrière tenta alors de s'opposer de tout son poids à ces renvois. Elle fit appel à la FOMH et alla même jusqu'à l'Etat du Valais, en tant que médiateur du conflit. La direction fut alors d'accord de reprendre deux ouvriers, Joseph Aymon ainsi que Maurice Zufferey. Pour ce dernier, la direction annonçait toutefois qu'elle ne le garderait pas plus longtemps qu'au printemps de l'année suivante. Dans le même ordre d'idée, elle proposa aussi sordidement de reprendre Robert Locher, mais en le déplaçant aux fours. Ce faisant, la direction savait pertinemment que Robert Locher, ancien ouvrier des fours, avait dû être muté dans un autre secteur suite à une opération à l'estomac. Le travail de nuit lui était en effet médicalement interdit. Robert Locher ne put reprendre son emploi... Moser, quant à lui, ne voulait plus travailler à l'usine. Il était dégoûté. Il fut remplacé par la FOMH.

Dégoûté aussi, l'ancien président de la commission ouvrière, Marc Salamin. La direction, sans oser le licencier, tout comme la police, s'était acharnée sur lui depuis la fin de la grève. *"Il s'agissait en somme de trouver une raison pour le congédier. Comme elle ne fut pas trouvée, une autre méthode fit ses preuves. De diverses manières, changement intempestif de place de travail, et autres chicanes mesquines rendirent l'air irrespirable pour l'intéressé qui de lui-même donna son congé. Il entra dans l'entreprise de carrelage de son fils Robert. Par la suite, grâce à lui, ce métier connut son premier contrat collectif. Puis, dernier acte, l'entreprise de carrelage Marc Salamin & Fils exécuta des travaux pour l'Alusuisse de Chippis."*⁴²²

Ces cas secouèrent le monde politique valaisan. Une interpellation déposée au Grand Conseil par le député Candide Héritier fut même signée par un certain nombre de députés, toute tendance confondue. Elle demandait si le Conseil d'Etat était au courant du licenciement d'ouvrier à Chippis avec plus de 15 ans de service. Cette interpellation eut le don d'agacer Théodore Frey qui ne souhaitait pour rien au monde perturber la reprise de bonnes relations avec la direction. L'interpellation au Grand Conseil intervenant juste après la décision de l'usine de reprendre Joseph Aymon et Maurice Zufferey, Frey faisait remarquer à la direction de l'usine, comme pour s'excuser, *"qu'il n'y avait personne de la FOMH au Grand Conseil lors du dépôt de l'interpellation"*. En effet, Frey disait *"avoir pris*

⁴²¹ *Nouvelliste*, 2.11.1954, p.8

⁴²² Rey, Alfred: *op.cit.*, p.157

connaissance avec plaisir du geste d'apaisement dans la question des renvois [...] Malheureusement, en fin de session du Grand Conseil, Mr. Candide Héritier, député, déposait une interpellation."

Cette interpellation, selon Frey, était gênante y compris pour la FOMH car elle jetait un discrédit sur l'accord conclu le dernier jour de grève. La FOMH ayant fait passer cet accord pour une victoire, elle priait la direction de faire un geste et de reprendre tous les ouvriers licenciés abusivement. Sinon, *"devant l'opinion publique ce sera une condamnation morale du Conseil d'Etat, de la CO et de la FOMH et de la Direction des Usines de Chippis. [...] Votre honneur est engagé de même que celui de l'Etat, de la CO et le nôtre. Et le geste que nous vous demandons pour couper court à toute intervention est bien minime."*⁴²³

Les négociations après la grève et l'attitude patronale... quelques mots en guise de conclusion

La direction ne se souciait guère de ces quelques cas, elle comptait sur d'autres procédés pour se refaire une image auprès de l'opinion publique et de ses ouvriers. Elle ne souhaitait pas non plus accorder d'augmentation de salaire aux ouvriers pour ne donner aucun crédit à la grève. Elle entendait bien en rester fermement aux conclusions du jugement arbitral du 30 juillet. De même, elle ne comptait pas se presser pour modifier son système de primes. Charles Florey avait beau constater lors de la reprise des négociations le 19 août qu'il *"ne faut pas perdre de vue que tout le monde attend quelque chose. Si nous ne pouvons pas contenter tous, nous risquons de nous trouver à nouveau devant une situation intenable"*⁴²⁴, lorsque l'ouvrier Victor Dévanthéry demanda à la direction ce que les annonces d'augmentation de salaire de la part de la direction représentaient en plus du jugement arbitral, le secrétaire patronal lui répondit sèchement *"Rien"*⁴²⁵.

"Dans la question des salaires intervint encore le point "d" de l'arrangement. Lors de séances ultérieures il avait été convenu que les ouvriers des services continus travaillant le dimanche recevraient un supplément de 10cts pour l'équipe de l'après-midi et de 20cts pour le dimanche. D'emblée la chicane commença pour l'application de cette mesure. Si un ouvrier ne travaillait pas un dimanche pour une raison ou une autre, on lui déduisait le supplément de 10cts versé pour la semaine précédente."

On supprima de même à certains ouvriers un supplément de 15cts. à l'heure qui leur avait été accordé dès 1947 pour le travail de nuit. *"On ne leur attribua plus que le 25% du salaire, alors qu'auparavant les 15cts de supplément de nuit venait s'y ajouter."*

Dans son compte-rendu de décembre sur la situation à Chippis, Alfred Rey concluait ce point sur la question des salaires en disant: *"Comme on peut se rendre compte, le problème des salaires n'est pas résolu plus de 4 mois après l'arrangement passé."*

⁴²³ Lettre de Théodore Frey à la Direction des Usines de Chippis, 19.11.1954, archives FOMH Sierre, C6

⁴²⁴ Séances des 19.8.1954, Séance Hôtel Arnold, 19.8.1954, p.1, archives FOMH Sierre, C6

⁴²⁵ Séances des 19.8.1954, Séance du 19.8.1954 Foyer, p.3, archives FOMH Sierre, C6

Le système des primes, qui causait la colère des ouvriers et arrangeait bien la direction en rendant les payes tout à fait opaques, n'avait pas été changé non plus. La direction se contentait de promettre qu'elle étudiait le cas. Elle avait délégué la tâche à l'ingénieur Abegglen. Ce dernier devait aussi revoir tout le système des salaires. Cependant, il se déplaçait rarement à Chippis et ne consultait qu'à contrecoeur la commission ouvrière. Alfred Rey ne pouvait que constater, en ce mois de décembre 1954 que *"Mr. Abegglen étudie actuellement un nouveau système. Mais la CO est complètement dans l'ignorance de ce qui sera fait. [...] En résumé, la question des salaires et des primes reste sans solution depuis l'arrangement du 11.8.54. Ceci provient du fait que Mr. Abegglen ne fait que des apparitions très espacées à Chippis. [...] On dirait également que la direction ne fait rien pour faciliter la solution de ces deux problèmes. Les normes prévues pour les différentes classes n'ont jamais été communiquées à la CO. La question des primes demeure une inconnue."*⁴²⁶

Toutefois, la direction ne pouvait faire totalement abstraction du mécontentement ouvrier et devait se méfier du retour possible à une situation incontrôlable. Elle savait en cela que la FOMH ne pourrait contenir une nouvelle fois les ouvriers ayant été déjà débordée lors du mouvement du mois d'août. Il s'agissait, pour la direction de l'AIAG de se refaire une image, à la fois face à l'opinion publique et face à ses ouvriers.

C'est pour cette raison que l'AIAG organisa dans un premier temps à l'automne, à l'intention des médias, une visite guidée qui allait lui permettre de se refaire son image en montrant au grand public tous les secrets de l'aluminium et tous les apports et les bonnes oeuvres que l'AIAG avait créés en Valais. Elle avait déjà préparé à l'intention de la presse de très beaux textes que cette dernière n'avait plus qu'à reprendre. Afin de pouvoir faire passer au mieux son message, la direction de l'usine avait refusé à la commission ouvrière le droit d'assister à la visite. On ne saurait admettre des voix discordantes. D'ailleurs tout le message que voulait faire passer la direction se résumait à la question posée par la commission ouvrière dans une lettre de réponse aux médias: *"Que doit penser le peuple suisse des ouvriers de Chippis faisant la grève, eux si bien payés, dotés de tant d'institutions sociales?"*⁴²⁷

Le communiqué de l'usine aux médias était taillé sur mesure pour cela: *"Nos usines du Valais ont payé en moyenne, ces dernières années, 15,3 millions de francs de salaires par an."* Il se terminait sur une note rappelant que même si des problèmes demeuraient, il ne fallait pas accuser mais plutôt essayer de trouver ensemble des solutions, l'AIAG étant une entreprise d'intérêt national: *"Ce n'est que par un effort collectif considérable qu'il sera possible de surmonter une partie des difficultés. L'industrie suisse de l'aluminium, qui fait vivre des milliers d'ouvriers et leurs familles, pourra continuer alors à contribuer à l'essor économique du pays."*⁴²⁸

⁴²⁶ [Rey, Alfred] *Rapport sur la situation actuelle aux usines de Chippis*, 8.12.1954, p.3, archives FOMH Sierre, C6

⁴²⁷ *Lettre de la commission ouvrière aux médias*, archives FOMH Sierre, C6

⁴²⁸ *Feuille d'avis du Valais*, 19.12.1954, p.6

La visite organisée pour les médias eut un très large écho médiatique qui alla bien au-delà des frontières cantonales. Elle profita grandement à l'usine dont l'image avait été écornée par cette grève. Cependant, cette visite n'arrangea nullement les relations de l'usine avec son personnel, bien au contraire. De plus, la question des salaires et des représailles n'étant pas résolue, la direction se devait d'opter rapidement pour un changement d'attitude envers les ouvriers avant que ces derniers ne lui fassent savoir qu'ils étaient prêts à refaire grève si nécessaire.

C'est ainsi que l'on observa au sein de l'AIAG une série de mutations qui devaient contribuer à apaiser les esprits et à changer de méthode de gestion du personnel. L'AIAG, à défaut de vouloir améliorer la condition matérielle de ses ouvriers, était disposée à reconnaître qu'elle avait commis des erreurs d'ordre psychologique durant la grève. Ainsi, dès le premier janvier 1954, M. Syz prit la place de l'ancien directeur Hurzeler. Il était à présent le seul directeur des deux usines de Chippis et Sierre. Peu de temps après, la direction fit également appel à Angelin Luisier pour aider Werner Syz dans la gestion du personnel. Les relations entre la CO et la direction furent alors beaucoup plus détendues.

La direction avait aussi finalement accepté l'idée de lancer un journal d'entreprise. Ce dernier devait encourager la reconnaissance de l'ouvrier envers l'usine, devait aider l'ouvrier à s'identifier avec la multinationale de l'aluminium. Le premier numéro d'*Allô Chippis* sortait au début de l'année 1955 et était le fruit indirect de la grève, la réaction de la direction face à la distance qu'avait marquée les ouvriers durant la grève vis-à-vis de l'entreprise.

Ce fut toujours dans l'idée d'accroître les liens entre l'usine et ses ouvriers que la direction allait consentir après la grève à donner plus de poids à la commission ouvrière qui deviendra entre temps commission d'entreprise. Le changement de vocable était loin d'être gratuit et trahissait bien les intentions du patronat quant à la fonction de cette dernière. D'ailleurs, historiquement, les premières commissions ouvrières avaient été créées pour parer la création d'éventuels conseils ouvriers en rupture avec les directions d'usine. Ainsi, *"la commission d'entreprise prit de plus en plus d'importance. D'un petit bureau avec quelques heures de présence du secrétaire de la commission d'entreprise on est passé à un secrétaire à temps entier. Le rôle du président a considérablement changé pour devenir un poste permanent. Les membres de la commission ouvrière ont un rôle bien défini."*⁴²⁹

Enfin, la direction allait légèrement revoir son système d'évaluation des salaires. On établit un système d'évaluation paritaire qui stipulait que le 75% du salaire dépendait de la place de travail. Le 25% restant représentait les droits d'ancienneté, les primes individuelles et collectives, la qualification personnelle ainsi que le comportement. La place de travail était évaluée par un délégué de la direction et un membre de la commission d'entreprise. Le 25% restant étaient toujours jugé par les chefs de service. Toutefois, l'ouvrier pouvait contester le jugement du chef de service qui, en présence d'un membre de la commission d'entreprise devait pouvoir justifier chaque attribution. Alfred Rey disait

⁴²⁹ Rey, Alfred: "Il y a 25 ans c'était la grève aux usines de Chippis", *Peuple valaisan*, 24.8.1979, p.2

alors, en revenant sur ce point, que *"ainsi disparut le pifomètre, source de bien d'injustice et de mauvaise humeur entre travailleurs"*⁴³⁰.

Entre temps, avec ces nouvelles attributions, la commission ouvrière glissait toujours plus vers une politique de collaboration de classe qu'encourageait d'ailleurs ouvertement le syndicat. Cette politique allait exactement à l'encontre de la grève de 1954, elle allait exactement à l'encontre de tout ce dont cette grève était porteuse. Durant la grève, l'unité d'action de la classe ouvrière avait été un fait remarqué par tous. Elle constituait une victoire remarquable et un pas en avant indéniable. Le jugement du *Nouvelliste* sur la grève était en cela remarquable: *"La grève a pleinement réussi. Elle fut une démonstration, elle fut une preuve. Ouvriers de la FCOM, de la FOMH, non syndiqués, tous entrèrent dans le mouvement, tous dirent oui au mot d'ordre lancé par un simple papillon, déposèrent les outils, le lundi matin, tous devinrent des grévistes."*

*Cette preuve d'unité, cette marche en commun, voilà une première et ample réussite, au dépend de personne d'autre, mais c'est une victoire sur eux-mêmes, sur leurs petits égoïsmes et sur tout ce qui les sépare, sur les étiquettes et sur les opinions divergentes. C'est une unité dans l'action. Dans le même engagement précis et concret. Une unité dans la liberté dans le respect des autres, dans l'adhésion librement consentie par tous. Et cela non plus, personne ne pourra l'oublier."*⁴³¹ Dans cette unité, était née enfin en Valais la possibilité d'envisager une action syndicale et politique indépendante. La solidarité des ouvriers et paysans valaisans affichée lors de la grève et après celle-ci augurait de perspectives de luttes constructives pour l'ensemble du salariat valaisan, et même suisse. A l'unité d'action de tous les salariés, la FOMH préféra l'unité d'action des appareils syndicaux. FCOM et FOMH tirèrent en effet à la même corde durant la grève et les contacts établis entre les deux centrales augurèrent une nouvelle ère de collaboration entre ces syndicats.

La perspective d'unité d'action des salariés se heurtait à l'impérative fonction de la FOMH qui, à travers ces appels à la collaboration de classe, contribuait à perpétuer les rapports d'exploitation et de domination dont étaient victimes, entre autre, les ouvriers de Chippis.

Ne pouvant tolérer une initiative venue de sa base militante qui menaçait directement l'édifice de la paix du travail (qui représentait toute la soumission de classe du salariat au grand patronat), la FOMH s'employa immédiatement après la grève de 1954 à contrôler au mieux cette base, à la convaincre des bienfaits de la Convention. Des cours militants furent organisés. Sous l'impulsion d'Alfred Rey, ils permirent au syndicat de faire passer sa stratégie auprès des syndiqués. Emile Giroud participa même à certains cours.

Dans son analyse sur la grève, la FOMH ne soulignait que le changement à moyen terme apparu dans la gestion du personnel. Elle stigmatisait certes la grève comme ayant été un signe que la convention n'était pas respectée du côté patronal, mais c'était pour appeler ces mêmes patrons à plus de raison. La

⁴³⁰ *idem*

⁴³¹ "Impressions de grève", *Nouvelliste*, 21-22.8.1954, p.6

FOMH souhaitait aider au développement harmonieux des intérêts du Capital et du Travail, quitte à ce que les ouvriers en paient le prix.

Cette volonté trouva entre autre son point d'orgue lors du cinquantième anniversaire de la section de la FOMH en 1968. Comme le dit si bien Alfred Rey: *"la fête fut à la mesure du long chemin parcouru, qui mena des dures luttes ouvrières du début à la reconnaissance du rôle économique et social des syndicats, de l'affrontement au dialogue."*⁴³² Non seulement, cette fête fut ponctuée d'une cérémonie religieuse, mais sur la liste des invités d'honneur figuraient en bon ordre à la fois des représentants de l'Etat et des représentants du patronat, dont le directeur des usines de Chippis et des membres de la direction générale. Etaient en effet présents, le président de Sierre, Edouard Hildbrand de l'Office cantonal de la protection ouvrière, le chef du Service cantonal de l'industrie, du commerce et du travail, mais aussi Germain Veuthey, directeur du bureau des métiers, Edouard Morand, secrétaire de l'Association des industriels valaisans. L'AIAG était présente avec Werner Syz, Surbeck et Buser de la direction générale et enfin les deux responsables du personnel Angelin Luisier et son prédécesseur Georges de Sépibus.

Rémy Théoduloz, militant actif de la FOMH qui prit la défense de l'usine dans l'affaire du fluor, dans son allocution pour l'anniversaire du syndicat se posait la question: *"Aurions-nous imaginé un seul instant, il y a 20 ans, qu'à l'occasion de ce cinquantenaire, des représentants des milieux patronaux s'uniraient à nous?"*⁴³³ Tout, dans cette phrase indiquait le chemin parcouru. Edouard Morand, de l'Association des industriels valaisans ne se trompait guère en constatant que *"ce qui caractérise cette journée, ce qui est un fait unique dans l'histoire de pareilles manifestations, c'est que le syndicat a invité à la fête les délégués patronaux."*⁴³⁴

Ce passage de *"la confrontation au dialogue"* ne fut cependant que l'œuvre de l'appareil syndical, en ce sens que le mouvement a été donné par l'appareil et qu'il s'est souvent heurté à la résistance des ouvriers. Les ouvriers syndiqués durent suivre ce mouvement. Ceux qui ont osé s'y opposer ont payé de leur exclusion. La répression s'abattit de tout temps sur tous ces syndiqués et syndicalistes qui osèrent réclamer de leur syndicat une politique démocratique et offensive. La FOMH exclut aussi bien les éléments communistes au début de son histoire que les promoteurs du Manifeste 77, plus de vingt ans après la grève de Chippis.

La grève de 1954 marque la fin d'une "tradition de lutte" à Chippis. La direction de l'usine ou encore le syndicat chrétien portent moins la responsabilité de cette rupture que la FOMH. La FOMH, qui s'était employée en Valais dès la signature de la paix du travail en 1937, à anéantir toute expérience et donc accumulation de lutte chez les ouvriers, en était la principale responsable. Elle en était la principale responsable aussi parce qu'elle se revendiquait d'une avant-garde.

⁴³² Rey, Alfred: *op.cit.*, p.157

⁴³³ *ibid.*, p.160

⁴³⁴ *ibid.*, p.162

Alors qu'aujourd'hui les attaques patronales se multiplient, notamment à Chippis, les conséquences de la stratégie syndicale de la FOMH se paient cash. La désorganisation et l'absence de perspectives de résistance propre des ouvriers d'Alcan sont les résultats directs de plus de 65 ans de paix du travail, de plus de 65 ans de gestion bureaucratique des conflits salariaux. La FOMH fut l'auteur d'un véritable hold-up, elle empêcha littéralement les ouvriers de se battre, de se donner les moyens de se battre en leur interdisant toute possibilité d'acquérir, à travers leurs luttes, une conscience de classe.

En octobre 2004, un congrès syndical extraordinaire scellera le sort de la FOMH, devenue entre temps FTMH. Celle-ci fusionnera alors avec le SIB pour donner naissance à un nouveau syndicat, UNIA. Le fait que cette fusion soit avant tout le fruit des appareils syndicaux augure déjà de tristes perspectives. Le fait que cette même fusion se passe sans qu'aucun bilan sérieux ne soit tiré de l'histoire de ces deux syndicats marque le peu de souci démocratique et stratégique de l'opération. En ce sens, la FOMH et ses pratiques, telles que nous les avons vues à travers ce travail, ont encore de beaux jours devant eux. Même si aujourd'hui, contrairement à il y a 50 ans, les patrons ne veulent plus reconnaître aux syndicats un rôle quelconque, ces derniers, en fusionnant pourront toujours garantir leur survie en tant qu'appareil. Ce sera alors, comme en 1954, aux ouvriers eux-mêmes à défendre directement leur cause. Espérons cette fois-ci qu'ils seront à même d'enranger entre temps dans leur lutte la conscience politique nécessaire afin de pouvoir enfin promouvoir une nouvelle stratégie syndicale. Une stratégie syndicale se basant sur les deux principes clés de toute politique ouvrière: la démocratie et l'indépendance de classe.

Bibliographie et sources

Archives

archives cantonales valaisannes

Protocole des séances du Conseil d'Etat

Bulletin des séances du Grand Conseil

Recueil des lois

Fond Karl Dellberg

bibliothèque de l'USS, Berne

Les expulsions dans la FOMH, FOMH, Berne, 1922, B10 1921-1939

Die Wahrheit über die Taktik der Kommunisten, Bern, SGB, 1936, 1478-10

archives FOMH, Berne

Procès-verbal du Congrès fédératif du 16 au 18 septembre 1937, Maison du Peuple, à Berne, Imprimerie de l'Union, 1937

Protokoll der Industriekonferenz der Maschinen- und Metallindustrie, 04-0002

Sitzung des Zentralvorstandes, 01-0018

Fonds Chippis, 04-0005

Correspondance, 08-0059

archives FOMH, Sierre

cartons Alusuisse:

- 1) Alusuisse S.A. 1918-1941
- 2) PV CE 1921-1960
- 3) Comité de section 1940-1964
- 4) Alusuisse S.A. 1946/1949, 1950/1953
- 5) Alusuisse S.A. 1954/1955 (contient de nombreuses coupures de presse)
- 6) Alusuisse S.A. 1959/1969, Grève 1954

Afin de faciliter la notification, on a retenu comme système: C1 le carton "Alusuisse S.A. 1918-1940", C2 le carton PV CE 1921-1960,...

archives USV Sion

Carton Cartel syndical valaisan, 1927-1965, casier USV1

Rapport du Cartel avec POP et UPV, Carton Cartel syndical cantonal 1950-1956, casier USV3

Interviews

Interview de Germain Varone

Interview d'Alexis Maret

Journaux consultés et cités:

Journaux valaisans:

Confédéré (journal du parti radical valaisan)
Feuille d'avis du Valais (journal conservateur)
Gazette du Valais (journal conservateur)
Journal de Sierre
Nouvelliste (journal conservateur, proche des milieux chrétiens-sociaux)
Patrie valaisanne (journal conservateur)
Peuple Valaisan (hebdomadaire socialiste valaisan créée en 1953 par Albert Dussex)
Travail (hebdomadaire socialiste romand dont Albert Dussex était le correspondant valaisan)
Union (journal de l'UPV)
Walliser Bote (journal conservateur haut-valaisan)

Journaux syndicaux et politiques

Lutte syndicale devenue *Événement syndical* (journal de la FOMH-FTMH)
La Brèche (mensuel de la Ligue marxiste révolutionnaire - LMR)
Monde du travail (journal socialiste)
Le Peuple (hebdomadaire socialiste)
Voix ouvrière (journal du Parti Suisse du Travail)
Liberté syndicale (journal chrétien-social)
Der schweizerische Metall-Arbeiter (journal de la FCOM en Suisse alémanique)

Journaux suisses

L'Illustré
Neue Zürcher Zeitung
Le Temps

Ouvrages et articles cités:

Abbet, Claude: *Les débuts du syndicalisme libre et de la protection ouvrière en Valais (1900-1928)*, mémoire de licence en faculté des lettres, Université de Fribourg, 1977

Arlettaz, Gérald: "Les transformations économiques et le développement du Valais, 1850-1914", *Développement et mutations du Valais*, Groupe valaisan de sciences humaines, 1976, p.9-63

Aubert, Gabriel: *L'obligation de paix du travail*, Georg, 1981

Aymon, Benoît: *Un demi-siècle de lutte ouvrière à l'Aluminium de Chippis*, Faculté des lettres de Genève, 1979

Bruttin, Philippe: *Le retour des concessions hydroélectriques aux collectivités publiques valaisannes*, EPFL, 1994

Dayer, Stéphane: *Aspects de l'économie valaisanne*, Département de l'Instruction publique, 1992

Degen, Bernard: *Richtungskämpfe im schweizerischen Gewerkschaftsbund 1918-1924, ein Beitrag zur Geschichte der Organisationsdebatte zwischen Landesstreik und Lausanner Kongress*, Lizentiatarbeit, Basel, 1978

Garbely, Frank: "Valais, le canton Alusuisse", *Alusuisse 1888-1988, une histoire coloniale en Valais et dans le monde*, Editions d'en bas, 1989

- Gasche, Urs P.: *Le scandale Alusuisse, la guerre du fluor en Valais*, Editions d'en bas, 1982
- Gux, André: *Le demi-siècle Maurice Troillet*, Bibliotheca Vallesiana, 1971
- Indermaur, Peter: "Lueur à l'horizon", *Alusuisse 1888-1988, une histoire coloniale en Valais et dans le monde*, Editions d'en bas, 1989
- Kaufmann, Beat: *Die Entwicklung des Wallis, vom Agrar- zum Industriekanton*, Keller, 1965
- Pavillon, Sophie: *Union syndicale valaisanne, cartel syndical valaisan, union ouvrière, 1919-1994*, USV, 1994
- Pavillon, Sophie: "L'axe de l'aluminium, Aluminium Industrie AG et le Troisième Reich", *Page deux*, 7, décembre 1996, p.55-58
- Pavillon, Sophie: "Trois filiales d'entreprises suisses en Allemagne du Sud et leur développement durant la période nazie", *Revue des Archives fédérales*, 23, 1997, p.209-254
- Pavillon, Sophie: "Les ouvriers en Valais, entre révolution industrielle et révolution conservatrice", *Annales valaisannes*, 1998, p.149-170
- Perrin, Paul: *Les débuts du chemin de fer en Valais*, Annales valaisannes, 1961
- Pitteloud, Marguerite-Chantal: *Le mouvement chrétien-social dans le Valais romand 1891-1941*, Université de Fribourg, 1969
- Rauber, André: *Histoire du mouvement communiste suisse*, Slatkine, 1997-2000, 2 tomes
- Rey, Alfred: *Témoin et acteur d'un siècle d'évolution valaisanne et suisse. De la confrontation au dialogue. D'un canton agricole à un canton industriel*, FTMH, 1993
- Rey, Jean-Noël: "Le rôle joué sur le plan syndical", *Un siècle d'Union syndicale suisse (1880-1980)*, USS, 1980, p.47-78
- Ruch, Christian; Rais-Liechti, Myriam; Peter, Roland: *Geschäfte und Zwangsarbeit. Schweizer Industrieunternehmen im Dritten Reich*, Chronos, 2001 (vol. 6 de la Commission indépendante d'expert Suisse-Seconde guerre mondiale)
- Scheiben, Oskar: "Konrad Ilgs Weg nach rechts", *Widerspruch*, 1987, p.31-37
- Schweri, Alain: *La grève de 1917 aux usines d'aluminium de Chippis*, Université de Genève, 1988
- Zermatten, Maurice: *Les usines d'Aluminium de Chippis, 1908-1958*, Vevey, 1958

Annexes

Biographie des principaux personnages cités

Dellberg, Charles

(1886-1978), originaire de Brigue, fondateur d'une section du Grütli dans la même ville, sera également plus tard le président fondateur du Parti socialiste valaisan (PSV) jusqu'en 1957. Fondateur de l'Union ouvrière valaisanne qui deviendra Cartel syndical valaisan. Il en assumera la présidence jusqu'en 1943, date de la sortie de la FOMH.

Se sentant proche de Léon Nicole, il dut affronter plusieurs fois les ires du Parti socialiste suisse. Premier socialiste à être élu au Grand Conseil, il fut également plusieurs fois élu au Conseil National.

Dussex, Albert

(1915-1988), secrétaire politique du PSV dès 1946, re-constructeur du parti. Il lance en 1953 le Peuple valaisan dont il assume la rédaction jusqu'en 1970. Président du PSV de 1958 à 1971. Au Grand Conseil valaisan de 1957 à 1973.

Sera à l'origine des tracts distribués devant l'usine pour déclencher la grève

Florey, Charles

(1904-1979), ouvrier aux usines de Chippis, fut longtemps membre de la commission ouvrière et prit sa présidence après le départ de Marc Salamin. Il ne quitta la présidence de la commission qu'en 1969. Il fut également à la tête du Mouvement populaire des familles (MPF) et membre de l'Association catholique ouvrière qui fut à l'origine de la récolte de fond pour les grévistes de 1954.

Avec Marc Salamin, fut un des instigateurs de la grève de 1954.

Frey, Théodore

(1895-1960), originaire du canton de Schaffhouse, suite à la grève générale doit chercher du travail dans un autre canton. Est engagé comme ouvrier à la Ciba de Monthey. Conseiller communal de Monthey de 1928 à 1939. Est nommé secrétaire FOMH à cette date-là à Sierre. Il prend la succession d'Alexandre Walther jugé trop connoté à gauche pour la centrale de la FOMH. Il assurera sa fonction de secrétaire local jusqu'à sa mort. Après avoir contribué à la sortie de la FOMH du cartel syndical valaisan en 1943, il en assumera sa présidence dès 1949

Giroud, Emile

(1896-1963), originaire du Locle, syndiqué FOMH dès 1913, membre des Jeunesses socialistes de 1913 à 1919. Suite à une période de chômage, accède au secrétariat local de la FOMH en 1916. Entre temps, il était élu au comité central romand du PS pour la période 1915-1917. Secrétaire permanent FOMH au Locle en 1919, nommé secrétaire central par le comité central en 1930, il accèdera en 1934 à la vice-présidence de la FOMH. Fut aussi membre du conseil d'administration de la CNA. Conseiller national socialiste dès 1943. Il s'employa de toutes ses forces pour faire respecter la paix du travail dont il fut un des précurseurs. S'activa notamment contre les deux grèves de Chippis de 1942 et 1954.

Ilg, Konrad

(1877-1954), originaire de Thurgovie, fut secrétaire ouvrier dès 1909. Il fut nommé à la tête de la FOMH dès 1917. Il resta à la tête de la Fédération tout au long de sa vie. Il joua également un rôle syndical à l'échelle internationale en combattant durement l'Internationale syndicale révolutionnaire de Moscou et s'impliqua pour la Fédération syndicale internationale, fondée en 1901 à Copenhague dont un bureau fut créé en 1914 à Amsterdam.

Konrad Ilg fut à l'origine de la convention dite de paix du travail dans la métallurgie. Il reçut pour cela le titre de docteur *honoris causa* de l'université de Berne. Il était personnellement intervenu lors de la grève de 1942 à Chippis pour ramener l'ordre.

Maret, Alexis

(1922-....), militant socialiste et syndicaliste à la FOBB puis SIB. Ouvrier à la menuiserie Reichenbach dès 14 ans, il y resta jusqu'à ses 32 ans, travailla ensuite dans d'autres menuiseries. Il fut notamment après la grève président de la FOBB pour le Valais central. Il assume encore actuellement certaines tâches syndicales. Il fut, avec Albert Dussex, un des deux cyclistes qui distribuèrent les tracts anonymes le matin de la grève.

Rey, Alfred

(1907-1994), après avoir travaillé à l'AIAG durant le second conflit mondial, il entra au secrétariat de la FOMH en 1946 alors qu'il s'était retrouvé pris dans la vague de licenciements d'après-guerre. Il prendra la succession de Frey au secrétariat en 1960. Il y sera secrétaire jusqu'en 1972. Il présidera également le Cartel syndical valaisan de 1960 à 1972. Dès 1972 il prendra la rédaction du Peuple valaisan et était élu au comité central du PSS. Fut un grand défenseur de la paix du travail, se situant à la droite du Parti socialiste. Père de Jean-Noël Rey. Il siégea également au Grand Conseil valaisan durant 20 ans dès 1953.

Salamin, Marc

(1906-1991), ouvrier aux usines de Chippis, militant syndicaliste et socialiste. Fut à l'origine en 1943 de la création d'un secrétariat permanent avec un bureau pour la commission ouvrière de l'AIAG. Il fut longtemps membre de la commission ouvrière de Chippis, il en fut notamment le président lors de la grève de 1954. Il fut à ce titre un des instigateurs de cette dernière et se verra contraint de donner sa démission suite à des pressions de la direction de l'usine.

Troillet, Maurice

(1880-1961), avocat et notaire bas-valaisan, membre du Grand Conseil valaisan de 1905 à 1913, deviendra conseiller d'Etat dès 1913. Il assumera la direction du département de l'Intérieur de 1913 à 1953. Durant ses 40 ans au pouvoir, Maurice Troillet s'efforcera de stimuler et de favoriser le développement du secteur agricole. Respectueux de l'ordre, il fut surnommé le Mussolini valaisan.

Walther, Alexandre

(1891-1979) Fut un des fondateurs du parti socialiste valaisan et de l'Union ouvrière valaisanne avec Dellberg. Il entra au secrétariat de la FOMH de Chippis en 1920. Repris le poste de secrétaire local d'Albert Delz en 1924 au départ de ce dernier. Il occupa la fonction de secrétaire FOMH jusqu'en 1939. Il se vit écarté alors par l'appareil central au profit de Théodore Frey, jugé plus apte à mener la nouvelle politique syndicale de paix du travail. Il fut également député au Grand Conseil valaisan en tant que socialiste pour les périodes 1929-1933, 1937-1941, 1945-1949.

Aux ouvriers des Usines de Chippis

Quelques ouvriers de différents services viennent de se réunir pour examiner le conflit des salaires, qui vient d'être arbitré, et constatent ce qui suit :

1. La Commission ouvrière est à féliciter pour la façon dont elle a conduit cette revendication basée sur une notion de justice, et réclamant un salaire vital pour tous les ouvriers.
2. Les organisations ouvrières et notre arbitre ont fait tout leur possible pour une solution honnête du conflit.
3. Les ouvriers protestent énergiquement contre l'attitude égoïste de l'Association patronale et de la Direction Générale de l'Usine de Chippis et invitent tous les ouvriers à une grève de protestation limitée

du 9 août à 0600 du matin

La Commission ouvrière a fait son travail. La Direction ne fait pas ce que ses possibilités lui permettraient de faire.

Ouvrier, toi, fais le tien et proteste par cette grève.

| | |
|---|----|
| Préambule | 3 |
| Une époque charnière | 4 |
| La tradition syndicale de la paix du travail | 5 |
| L'Etat et le développement du capitalisme en Valais | 5 |
| Actualité du sujet: Alcan et le chantage | 5 |
| Le projet de fusion syndicale UNIA..... | 8 |
| Limites de ce travail, sources et remerciements | 10 |
| Paradigmes du capitalisme en Valais | 12 |
| Cadre historique général..... | 12 |
| Le chemin de fer..... | 14 |
| L'endiguement du Rhône..... | 15 |
| Les débuts de l'hydroélectricité et de l'électrochimie | 16 |
| Les débuts de l'industrialisation..... | 18 |
| Caractère inégal de l'industrialisation et les crises | 20 |
| La crise de débouchés d'avant-guerre et la crise de reconversion de 1919-1922 | 20 |
| La crise de 1929..... | 22 |
| La préférence paysanne | 24 |
| Le tournant des années 50 | 26 |
| L'aide au développement industriel..... | 28 |
| La construction de la Grande-Dixence et de Mauvoisin | 30 |
| Synthèse..... | 30 |
| AIAG-Alusuisse: histoire de grandes familles et de cooptation. | 33 |
| Une histoire du syndicalisme | 38 |
| Histoire du syndicalisme et du mouvement ouvrier valaisan | 38 |
| Petite histoire de la FOMH..... | 41 |
| La chasse aux communistes..... | 41 |
| La paix du travail de 1937 | 45 |
| La FOMH et le tournant de la seconde guerre mondiale..... | 47 |
| La sortie de la FOMH du Cartel syndical valaisan..... | 48 |
| La menace rouge..... | 50 |
| Alfred Rey, digne père de son fils... .. | 52 |
| La longue tradition de lutte à Chippis, les grèves de 1909 et 1917 | 55 |
| La grève de 1909 | 55 |
| La grève de 1917 | 59 |
| La grève de 1942 | 69 |
| Les premières années de la FOMH à Chippis | 69 |
| La grève de 1942 | 73 |
| L'AIAG et les nazis | 76 |
| La grève à Chippis..... | 79 |
| Déroulement de la grève..... | 80 |
| La fin de la grève | 85 |

| | |
|--|-----|
| De la grève de 1942 à celle de 1954, les licenciements de 1948 et 1949 | 88 |
| La grève de 1954..... | 97 |
| Vers la grève de 1954: la reprise de la production et l'intensification du travail | 97 |
| Des revendications en attente depuis 5 ans | 99 |
| Les ouvriers de Chippis et la paix du travail | 102 |
| Les revendications de 1954 | 105 |
| Le déclenchement de la grève | 112 |
| Le dimanche soir, veille de grève..... | 113 |
| Le premier jour de grève | 115 |
| Le deuxième jour de grève | 119 |
| La possible extension du conflit | 123 |
| L'entrevue avec le Conseil d'Etat à Sion | 124 |
| Le troisième jour de grève et la reprise du travail | 125 |
| Après la grève | 132 |
| Après la grève dans les journaux..... | 132 |
| L'aide aux grévistes | 137 |
| Les représailles de la direction et de l'Etat | 140 |
| Les négociations après la grève et l'attitude patronale... quelques mots en guise de conclusion..... | 143 |
| Bibliographie et sources | 149 |
| Annexes..... | 152 |
| Biographie des principaux personnages cités..... | 152 |
| Appel de la grève de 1954 | 154 |